



UNIQUEMENT EN FRANCE MÉTROPOLITAINE,  
EN BELGIQUE ET AU LUXEMBOURG

MAGAZINE  
**ARTHUR Jafa, VIDÉASTE  
DE LA CONDITION AFRO-AMÉRICAINE**

LE MONDE DES LIVRES  
**PAUL NIZON,  
LA SURVIE LITTÉRAIRE EN TÊTE**



# Le Monde | WEEK-END

SAMEDI 2 MAI 2026 - 82<sup>e</sup> ANNÉE - N° 25298 - 5,70 € - FRANCE MÉTROPOLITAINE - WWW.LEMONDE.FR -

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY DIRECTEUR : JÉRÔME FENOGLIO

## Le climat social dégradé par l'énergie chère

► Croissance en panne au premier trimestre, hausse du prix des carburants, pouvoir d'achat en berne... les Français ne manquent pas de sujets d'inquiétude

► Les manifestations du 1<sup>er</sup>-Mai devaient être l'occasion pour les organisations syndicales d'exprimer leur mécontentement face à la situation

► Les secrétaires générales de la CGT et de la CFDT, Sophie Binet et Marylise Léon, devaient défiler ensemble, une rare démonstration d'unité

► En plus du prix du pétrole, les tensions sur le pouvoir d'achat vont être nourries par une hausse de 15 % de celui du gaz à compter de mai

► Dans ce contexte, des voix s'élèvent à gauche pour réclamer la « taxation des profiteurs de guerre »  
PAGES 6, 7 ET 13



### A Lucenay, un père de famille accusé de viols et d'agressions sexuelles sur 34 enfants

► Les victimes, des garçons de 3 à 9 ans, ont pour certains d'entre eux été filmés

PAGES 10-11

A Lucenay (Rhône), le 20 avril. LUCIEN LUNG/RIVA PRESS POUR LE MONDE

### Etats-Unis

La Cour suprême s'attaque aux droits civiques

L'institution a estimé qu'une carte électorale ne pouvait être redessinée sur des critères raciaux

PAGE 3

### Inde

Narendra Modi veut verrouiller le pouvoir

Affaibli à l'international, le premier ministre est tenté par des manipulations électorales

PAGE 2

### Justice

Sarkozy apporte de nouveaux éléments

Dans le procès de l'affaire libyenne, l'ancien chef de l'Etat a contre-attaqué, produisant des chiffres inédits afin d'ouvrir un autre front

PAGE 8



ÉDITORIAL  
L'ODIEUSE  
RÉPRESSION DE  
L'HOMOSEXUALITÉ  
AU SÉNÉGAL

PAGE 28 ET PAGES 5 ET 25

### Au cœur de la Chine devenue une superpuissance manufacturière

KUNSHAN SPÉCIALISÉE dans l'électronique, Heshan dans les livres pour enfants... cités industrielles et usines se succèdent le long du fleuve Yangzi et de la rivière des Perles, témoignant de la manière

dont le pays s'est transformé en rouleau compresseur. En 2004, la Chine ne fabriquait que 9% des biens manufacturés de la planète. Cette part atteint désormais 30%.

PAGES 18-19

### Royaume-Uni

A Londres, la colère de la communauté juive après une nouvelle attaque antisémite

PAGE 3

### Mali

Les djihadistes du GSIM, groupe affilié à Al-Qaïda, décrètent le blocus de Bamako

PAGE 5

### Technologie

Meta, Alphabet, Amazon et Microsoft affichent de nouveaux profits record

PAGE 16

### À NOS LECTEURS

En raison de la non-parution du vendredi 1<sup>er</sup> mai, la publication de « M Le magazine du Monde » est avancée à cette édition datée du samedi 2 mai, qui comporte également notre supplément « Le Monde des livres ».

50 ans,  
ça fait une sacrée  
autonomie.

ID. Polo

100% électrique

La voiture d'aujourd'hui depuis toujours.



Véhicule en cours d'homologation au 22/04/2026, prochainement disponible à la vente en France. SAS Volkswagen Group France, RCS Soissons 832 277 370.

Pour les trajets courts, privilégiez la marche ou le vélo #SeDéplacerMoinsPolluer

Allemagne 5,10 €, Andorre 4,50 €, Autriche 4,90 €, Belgique 6 €, Espagne 4,50 €, Grèce 4,40 €, Guadeloupe-Martinique 4,10 €, Italie 4,40 €, Luxembourg 6,10 €, Maroc 35 DH, Pays-Bas 4,90 €, Portugal cont. 4,40 €, La Réunion 4,10 €, Sénégal 2.600 F CFA, Suisse 4,90 CHF, Tunisie 8 DT



M 00146 - 502 - F - 570 €



Le premier ministre indien, Narendra Modi, à New Delhi, le 20 avril. MANISH SWARUP/AP

# Affaibli, Modi tente de verrouiller le pouvoir

Le premier ministre indien, en perte de vitesse, cherche à se maintenir au pouvoir au-delà de 2029

NEW DELHI - correspondante

Un an après l'opération « Sindoor » lancée par l'Inde le 7 mai 2025 contre le Pakistan pour venger un attentat au Cachemire contre des touristes hindous, la comparaison entre les deux belligérants est douloureuse pour New Delhi. L'ennemi brille sur la scène internationale, investi d'un rôle de médiateur-clé pour tenter de mettre fin à la guerre entre l'Iran et les Etats-Unis. L'offensive militaire indienne qui dura quatre jours a considérablement renforcé les pouvoirs et l'image du maréchal Munir, le chef des armées pakistanaïses.

Amer constat pour Narendra Modi, qui, lui, est affaibli sur la scène internationale et sur le plan intérieur. Le premier ministre indien a subi une série d'humiliations infligées par Donald Trump, sanctions tarifaires record, ordre de cesser d'acheter du pétrole russe, puis permission d'en acquérir, renvoi de migrants indiens, remarques déplacées.

« La comparaison avec le Pakistan est mortelle pour Modi. La situation me fait penser à celle de Nehru quand l'Inde a perdu la guerre contre la Chine, en 1962. Il ne s'en est jamais remis. Toute la rhétorique de Modi construite sur l'inimitié avec le Pakistan s'est effondrée. Il est en échec sur sa politique étrangère, lui qui se voulait le "gourou du monde", remarque Balveer Arora, ancien recteur de l'université Jawaharlal-Nehru, à Delhi.

Même les soutiens de Modi commencent à se lasser de voir le pays ainsi rabaisé, et pressent le premier ministre indien de ne plus se plier aux diktats de Donald Trump. En visite à Washington pour une conférence organisée par l'institut Hudson, l'un des responsables du Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS), tête de pont du nationalisme hindou, Ram Madhav, a fustigé la mollesse du gouvernement indien : « Nous [l'Inde] avons accepté de cesser d'acheter du pétrole à l'Iran, nous avons accepté de cesser d'acheter du pétrole à la Russie, malgré les nombreuses critiques de l'opposition indienne. L'Inde a accepté un droit de douane de 50 % sans trop s'exprimer. » Les sanctions ont été partiellement levées quand New Delhi a accepté la demande de Donald Trump de cesser ses achats de pétrole russe.

## Diplomatie transactionnelle

La relation difficile avec les Américains depuis le retour de Donald Trump au pouvoir, le relatif isolement de l'Inde, incapable de condamner les attaques de la Russie en Ukraine et d'Israël à Gaza puis en Iran, les limites de sa politique dite du « pluri-alignement », mettent à mal son récit d'une Inde grande puissance mondiale, écoutée, respectée, courtisée. « La politique de Donald Trump consistant à humilier ses alliés vient percuter l'image que Modi souhaite projeter, remarque Gilles Verniers, chercheur au CERI de Sciences Po. Trump donne l'impression de dicter la politique énergétique de

## LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL VIENT DE RELÉGUER L'INDE AU SIXIÈME RANG DES ÉCONOMIES MONDIALES

Modi, et souligne combien l'importance de l'Inde sur le plan économique et géopolitique a été surévaluée. L'Inde reste une puissance moyenne, qui ne parvient même pas à s'imposer dans son voisinage immédiat. »

Durant tout le premier mandat du républicain, Narendra Modi avait mis en scène et surjoué sa proximité avec lui pour s'imposer aux Indiens en leader du monde. Il s'était précipité à Washington aux premiers jours du retour de Donald Trump, sans comprendre que la politique américaine avait basculé dans une diplomatie transactionnelle.

« Modi est encore tellement dépendant de la bonne volonté de Trump qu'il acceptera en silence toute humiliation qui lui sera infligée, et restera à l'écart pour éviter de se heurter au président américain, espérant contre toute attente qu'il finira un jour par céder. D'ici là, Modi continuera de prouver qu'il est "un type bien" en faisant ce que Trump veut qu'il fasse », prédit dans le magazine *Frontline* Mani Shankar Aiyar, ancien diplomate indien et député. L'affaiblissement

de Narendra Modi face à Donald Trump est lourd de conséquences, car il avait compté sur sa stature internationale pour compenser l'érosion de sa popularité sur la scène intérieure après douze années au pouvoir. Les élections générales de 2024 l'ont privé d'une majorité solide et ont considérablement réduit ses capacités à réformer le pays.

La guerre en Iran a encore ajouté des difficultés en fragilisant une économie déjà insuffisamment créatrice d'emplois. Le Fonds monétaire international vient de reléguer l'Inde au sixième rang des économies mondiales, derrière les Etats-Unis, la Chine, l'Allemagne, le Japon et le Royaume-Uni, en raison notamment de l'écroulement de la roupie, qui a atteint un niveau historiquement bas. Un coup rude pour le premier ministre, qui se targuait encore il y a quelques semaines d'avoir fait de l'Inde la quatrième puissance mondiale et bientôt la troisième. La frustration de la jeunesse, privée d'emplois, est palpable dans tout le pays, et le mécontentement social commence à se faire entendre face à la stagnation des salaires.

Affaibli, moins populaire, critiqué dans sa propre famille, Narendra Modi n'a aucunement l'intention de s'effacer. Le 16 avril, lors d'une session parlementaire extraordinaire, il a tenté un coup de force institutionnel en proposant un redécoupage des circonscriptions pour donner plus de sièges aux Etats du Nord, bastions traditionnels de son parti, et ainsi espérer conserver le pou-

voir en 2029. Il a essayé un terrible camouflage.

« La méthode employée – réécrire les règles fondamentales de la compétition électorale par le biais d'une majorité parlementaire – révèle une tendance inquiétante à l'unilatéralisme et à l'arbitraire, estime Gilles Verniers. Plus le régime s'affaiblit, plus il se durcit. Modi sous pression est de plus en plus incité à exercer le pouvoir de manière autoritaire, unilatérale et arbitraire. »

## « Contre-pouvoirs neutralisés »

Le nationaliste hindou s'est lancé dans une autre manœuvre : conquérir les Etats fédérés acquis à l'opposition en organisant une refonte générale des listes électorales, confiée à la Commission électorale, autrefois arbitre indépendant, passée entièrement sous la coupe du pouvoir. Jamais un exercice de vérification n'avait été réalisé à une telle échelle et avec autant de controverses. Il a démarré en 2025 et se poursuit à la va-vite avant chaque scrutin dans les Etats fédérés. L'opération, destinée à éliminer les personnes décédées ou ayant déménagé, a débouché sur la radiation de millions de citoyens des listes électorales.

Au Bengale-Occidental, appelé aux urnes jusqu'au 29 avril, en même temps que le Tamil Nadu et le Kerala, neuf millions de personnes ont été exclues, soit plus de 10% de l'électorat, essentiellement des musulmans et des pauvres, favorables à l'opposition. Cet Etat, frontalier du Bangladesh, compte la deuxième population musul-

mane du pays après le Cachemire, et a toujours été rétif au Bharatiya Janata Party (BJP) de Modi.

La Commission électorale a imposé aux électeurs de faire la preuve de leur citoyenneté en listant des documents impossibles à rassembler pour les plus pauvres, comme des titres de propriété, en refusant les cartes de rationnement ou les cartes d'identité biométriques, accessibles à toute la population : 2,7 millions de personnes affirmant être en possession de documents valides ont contesté leur radiation.

« Narendra Modi n'a aucune limite, il est prêt à utiliser tous les moyens, tous les outils, toutes les institutions pour se maintenir au pouvoir sans être contredit puisqu'il a neutralisé tous les contre-pouvoirs, la Commission électorale, la Cour suprême, les médias, les ONG. Son propre affaiblissement affaiblit la démocratie », commente Balveer Arora.

« La révision est un nettoyage des électeurs défavorables au BJP », constate Gilles Verniers. Pour le chercheur, comme pour la plupart des politistes indiens, l'Inde a quitté le camp des démocraties électorales, en mettant en pièces la capacité à organiser des élections libres et équitables qui a fait sa force, jusqu'à présent, aux yeux du monde. « Il y avait, déplore Gilles Verniers, un consensus, de ne pas tricher avec les règles du jeu. Le vote est sacré pour les Indiens, il incarne un des rares moments où tous les citoyens de ce pays profondément inégalitaire sont traités de manière égale. » ■

SOPHIE LANDRIN

# Aux Etats-Unis, la Cour suprême fait reculer les droits civiques

Les juges ont remis en cause le principe du redécoupage électoral en faveur des minorités ethniques

Washington - correspondant

Parmi les maux dont souffre la démocratie américaine, la manipulation partisane des cartes électorales figure en bonne position, avec le financement débridé des campagnes. A sept mois des élections de mi-mandat, la Cour suprême a pris une décision retentissante, mercredi 29 avril, qui pourrait changer, à terme, la représentation politique du peuple américain dans sa diversité, dans un sens favorable aux républicains. La majorité constituée par les juges conservateurs (six contre trois) a estimé, dans le cas de la Louisiane, qu'une carte électorale pouvait être redessinée sur des critères raciaux pour mieux représenter les Afro-Américains. Avant le recensement national de 2020, seul un des six districts en Louisiane pour les élections à la Chambre des représentants était à majorité noire, alors que cette communauté représentait environ un tiers de la population de cet Etat. La carte actualisée devait ajouter un second district favorable. Mais elle a déclenché une bataille en justice, un groupe d'électeurs blancs dénonçant une entreprise discriminatoire. Depuis des décennies, ces circonscriptions ont servi d'instrument correctif, au vu de l'histoire américaine, et permis de mieux faire entendre les voix des

minorités noire et latino au Congrès. Elles ont contribué à développer une élite politique plus diverse à Washington. Mercredi, la décision rédigée par le juge Samuel Alito prétend résoudre la « tension » entre la section 2 du Voting Rights Act (1965), qui visait à empêcher les pratiques ou règles limitant la représentation des minorités, et la Constitution, qui interdit toute discrimination sur la base de l'origine raciale. Dorénavant, la barre sera plus haute pour les plaignants. Ils devront démontrer une intention délibérée de les discriminer pour contester une carte électorale.

Le Voting Rights Act fait l'objet d'offensives du camp conservateur depuis de longues années. La Cour suprême, mercredi, n'a pas sabordé la section 2, mais l'a vidée grandement de son sens. Samuel Alito mentionne un argument technologique. Les progrès en intelligence artificielle permettent de composer des cartes fines et plus équilibrées, prenant en compte tous les critères, partisans et raciaux. Tout en reconnaissant qu'aucune loi n'empêche la pratique du redécoupage partisan, la Cour suggère que ce recours technologique pourrait créer une forme de cercle vertueux. Dans un long avis dissident, empreint de colère et de frustration jusqu'aux notes de bas de page, la juge Elena Kagan, au nom de ses collègues li-



Hakeem Jeffries, chef de la minorité démocrate à la Chambre des représentants, à Washington, le 29 avril. J. SCOTT APPLEWHITE/AP

béraux, se livre à une dénonciation de la décision majoritaire. La qualifiant de « minimaliste, aseptisée même », elle prévoit au contraire des conséquences probables « de longue portée et graves », transformant la section 2 du Voting Rights Act en « lettre morte ». La décision « éviscère la loi », écrite, en permettant de « systématiquement diluer le droit de vote des citoyens des minorités ». Elle « donne le feu vert à des plans de redécoupage électoral qui priveront les communautés minoritaires – en Louisiane et dans tout le pays – de la possibilité d'élire des « représentants de leur choix », comme les communautés majoritaires peuvent le faire ». Si, d'un point de vue français, ces considérations peuvent sembler très lointaines, elles ne le sont pas dans un pays où les lois de ségrégation Jim Crow ont forgé l'espace public dans le Sud jusqu'aux années 1960.

**Une hégémonie sans compromis**  
Interrogé par les journalistes, mercredi, dans le bureau Ovale de la Maison Blanche, Donald Trump n'était même pas au courant de la décision de la Cour suprême, ce qui est stupéfiant au vu des enjeux. La question du redécoupage partisan se trouve au cœur du cycle électoral actuel. Les républicains ont ouvert les hostilités en révisant la carte du Texas. Les démocrates ont fait de même en Californie. En Virginie, une nouvelle

carte très favorable aux démocrates est suspendue à une décision de la Cour suprême locale. Dernier épisode de ce feuilleton, qui permet à chaque camp de modifier les règles et de chercher une hégémonie sans compromis: une heure après la publication de la décision, mercredi, la Chambre des représentants de l'Etat de Floride adoptait à son tour une carte révisée, outrageusement favorable aux républicains. Le Sénat local confirmait ce vote. Potentiellement, les républicains pourraient gagner quatre nouveaux sièges au Congrès, en passant de 20-8 à 24-4.

Selon différentes projections de la presse américaine, entre 12 et 15 postes à la Chambre des représentants, détenus par des démocrates, pourraient passer dans le camp républicain, par la grâce de redécoupages. Cette perspective ne devrait pas se concrétiser entièrement d'ici aux élections de mi-mandat, en raison des délais trop rapprochés. Les primaires sont sur le point de débiter dans les prochaines semaines; peu d'Etats auront le temps de réagir. A terme, l'impact de la décision de la Cour pourrait être dévastateur pour les démocrates, transformant le sud et le sud-est du pays en une vaste étendue rouge, à peine perturbée. Professeur de droit à l'université UCLA, Richard Hasen, estime, sur le site Slate, que l'arrêt « entre dans l'histoire comme l'une des décisions les plus pernicieuses et des-

**L'impact de la décision de la Cour pourrait être dévastateur pour les démocrates**

tructrices de la Cour suprême depuis un siècle ». Selon cet expert, « il s'agit de l'aboutissement de l'œuvre de toute une vie du président de la Cour suprême, John Roberts, et de Samuel Alito, qui ont manifesté une résistance persistante à l'idée des Etats-Unis comme démocratie multiraciale ».

**Une révision revancharde**

Les juges conservateurs de la Cour poursuivent leur détricotage des droits acquis dans les années 1960, faisant remonter le temps aux Etats-Unis. En juin 2022, le mouvement fut enclenché par la remise en cause du droit fédéral à l'avortement, mettant à terre la décision historique Roe vs Wade et renvoyant cette responsabilité aux Etats. Un an plus tard, la Cour a remis en cause des décennies de jurisprudence en fermant la porte aux dispositifs de discrimination positive à l'entrée des universités; celles-ci avaient le droit de prendre en compte les origines raciales des étudiants parmi les critères d'admission. En janvier, Donald

Trump était interrogé par le New York Times au sujet des droits acquis dans les années 1960. Il estimait que « les Blancs ont été très mal traités ». Selon lui, ces droits ont « accompli des choses vraiment merveilleuses, mais ils ont aussi causé du tort à beaucoup de gens, des gens qui méritaient d'aller à l'université ou méritaient d'obtenir un boulot et ne le pouvaient pas. Donc, c'était une discrimination à l'envers ». Cette dernière formule est essentielle pour comprendre l'entreprise lancée par l'administration, avec la complicité ardente des juges conservateurs. Il s'agit d'abord de prétendre que les Etats-Unis, dans les faits, sont entrés dans une ère post-raciale, où les instruments de correction des discriminations, aussi imparfaits soient-ils, ne se justifient plus en soi. Selon l'arrêt de la Cour, « de profonds changements sociaux se sont produits dans tout le pays, et particulièrement dans le Sud, qui a fait de grands progrès pour mettre fin à la discrimination raciale enracinée ». Il s'agit aussi de renverser la dialectique et de poser à présent la figure du Blanc comme victime, de confisquer cet argumentaire de la communauté noire, en référence à l'esclavage. Ce sont les termes d'une révision revancharde de l'histoire américaine, et non d'un nouvel équilibre, qui corrigerait avec doigté des excès ou des anomalies. ■

PIOTR SMOLAR

## Poutine met Trump en garde contre une reprise des frappes sur l'Iran

Le président russe, Vladimir Poutine, a souligné auprès de son homologue américain, Donald Trump, mercredi 29 avril lors d'un entretien téléphonique, les « conséquences dommageables » qu'aurait une nouvelle action militaire des Etats-Unis contre l'Iran, a indiqué son conseiller diplomatique, Loui Ouchakov. « Vladimir Poutine considère que la décision de M. Trump de prolonger le cessez-le-feu avec l'Iran est la bonne », a-t-il ajouté. De son côté, le président américain dit avoir eu un « très bon » échange avec son homologue, indiquant avoir plaidé pour un cessez-le-feu en Ukraine.

# Londres en proie à une forte recrudescence des attaques antisémites

Un individu a blessé au couteau, mercredi, deux hommes dans le quartier de Golders Green, où réside une partie de la communauté juive

LONDRES - correspondant

L'attaque au couteau ayant sérieusement blessé deux membres de la communauté juive du quartier de Golders Green, dans le nord de Londres, mercredi 29 avril, est la dernière d'une vague d'actes à caractère antisémite commis ces dernières semaines dans les rues de la capitale britannique. Plus alarmant encore: elle est la première visant des personnes, les précédentes ayant fait uniquement des dégâts matériels. Un homme de 45 ans a été rapidement appréhendé par les forces de l'ordre. Les victimes, deux hommes âgés de 76 ans et de 34 ans, étaient encore hospitalisés dans un état stable, mercredi soir. La « Met », la police du Grand Londres, a qualifié l'attaque d'« incident terroriste ».

Le 23 mars, quatre ambulances appartenant à une association ca-

ritative juive, Hatzola, ont été complètement détruites par le feu dans le même quartier de Golders Green, où se concentre une bonne part des Londoniens de confession juive. Le 15 avril, des bouteilles contenant de l'essence ont été lancées contre une synagogue à Finchley, dans le nord de Londres. Le 17 avril, des bouteilles étaient aussi enflammées contre l'immeuble d'une association de charité juive à Hendon.

**Colère palpable**

Parmi d'autres actes antisémites, il y eut également l'attentat contre la synagogue de Heaton Park, dans la banlieue de Manchester, en octobre 2025, qui avait fait deux morts de confession juive pendant les célébrations de Yom Kippour.

Le suspect des attaques de mercredi a des antécédents de violence et de problèmes mentaux, a précisé Mark Rowley, le commis-

saire en chef de la « Met », à Golders Green où il s'est rapidement rendu. Les autorités restaient prudentes, en soirée, quant à ses motivations ou à d'éventuelles revendications. La BBC rapporte qu'un groupeuscule, Harakat Ashab Al-Yamin Al-Islamiya (HAYI, « mouvement islamique des compagnons de la main droite »), peut-être lié au régime iranien, a revendiqué l'attentat sur la messagerie Telegram, sans fournir de preuve. Ce groupe a déjà revendiqué son implication dans une partie des autres attaques londoniennes.

La colère était en tout cas palpable mercredi, à Golders Green, des personnes hurlant « honte à vous » et « démission » à Mark Rowley, alors que ce dernier s'adressait à la presse. Cela fait des mois qu'une partie de la communauté juive britannique dit ne plus se sentir en sécurité dans la capitale. Elle se plaint notamment que la « Met » ne contrôle

pas assez les manifestations pro-Palestine. Ces dernières se sont espacées depuis le cessez-le-feu à Gaza, en octobre 2025, mais elles continuent d'avoir lieu librement dans les rues de Londres.

Beaucoup de juifs londoniens considèrent certains des slogans qui y sont vus ou entendus, notamment « globalize the Intifada » (« mondialisez l'Intifada »), comme des incitations à la violence contre les juifs. La police arrête désormais ceux qui les scandent ou les brandissent sur des pancartes. A la suite de l'attaque de mercredi, les appels se sont multipliés pour que soient menées des actions plus décisives. « Nous devons affronter cette haine [antisémite] ensemble », a souligné Ephraïm Mirvis, le grand rabbin du Royaume-Uni. « Nous avons besoin d'une approche plus musclée », a assuré à la BBC Michael Wegier, directeur du Board of Deputies of British Jews, la prin-

cipale instance représentative de la communauté juive britannique.

Mercredi, le Board of Deputies of British Jews et le Jewish Leadership Council, une autre organisation représentant la communauté juive, ont publié un communiqué commun assurant que les mesures sécuritaires sont essentielles, mais « pas la réponse » aux violences antisémites. « Le gouvernement doit honorer ses engagements en matière de lutte contre les sources d'extrémisme antisémite, tant au niveau national qu'international », selon le communiqué.

**Récupération politique**

« L'attaque antisémite à Golders Green est absolument épouvantable. (...) Les agressions contre notre communauté juive sont des attaques contre le Royaume-Uni », a réagi le premier ministre, Keir Starmer. A l'issue d'une réunion de crise, mercredi soir, le

dirigeant travailliste a reconnu que son gouvernement devait traiter les « racines de l'extrémisme et de l'antisémitisme ». Sadiq Khan, le maire de Londres, a promis une présence policière plus visible à Golders Green et devant les synagogues.

La récupération politique n'a pas tardé, à quelques jours des élections locales du 7 mai, en Angleterre, en Ecosse et au Pays de Galles, qui pourraient se révéler catastrophiques pour le Parti travailliste. La cheffe de file des conservateurs, Kemi Badenoch, s'est rendue à Golders Green, quelques heures à peine après l'attaque au couteau, qualifiant la sécurité de la communauté juive britannique d'« urgence nationale » et critiquant le gouvernement pour n'avoir selon elle « pas assez agi ». Une partie de la droite britannique milite pour restreindre les manifestations pro-Palestine. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX

# Ukraine : la métamorphose de l'industrie de défense

L'accord de Kiev aux exportations de matériel militaire témoigne de la montée en puissance de ce secteur

KIEV - correspondant

La décision n'est pas encore entérinée, mais elle marque une nouvelle étape que les industriels ukrainiens attendaient depuis des mois. Mercredi 29 avril au soir, Volodymyr Zelensky a annoncé que Kiev se préparait à autoriser l'exportation de ses propres capacités de défense. «L'exportation d'armes ukrainiennes va devenir une réalité», a déclaré le président ukrainien dans son adresse quotidienne, affirmant que les procédures avaient désormais été approuvées au niveau de l'Etat, tout en évoquant un nouveau format de coopération spécial avec les pays alliés, présenté sous le nom de «Drone Deals».

«Cela comprend l'envoi de spécialistes ukrainiens, le transfert d'expertise et l'aide à la conception et au déploiement de solutions intégrées», développe Ihor Fedirko, directeur du Conseil ukrainien de l'industrie. Ce n'est qu'à un stade ultérieur, une fois cette coopération au niveau des systèmes établie, que les exportations de produits spécifiques pourront être autorisées. L'exportation intervient donc tout à la fin du processus.»

Plusieurs conditions ont déjà été précisées : les forces armées ukrainiennes conserveront un accès prioritaire à la production nationale et les exportations seront strictement encadrées, afin d'éviter toute revente à des pays liés à Moscou.

## Un basculement

L'annonce doit encore se traduire concrètement dans un secteur extrêmement compétitif, mais elle vient confirmer un basculement. Au début de l'invasion russe, en 2022, le pays dépendait largement des livraisons d'armes occidentales. Un peu plus de quatre ans plus tard, l'Ukraine assume désormais vouloir tenir un rôle de fournisseur et de partenaire industriel.

Le retournement est d'autant plus frappant que cette industrie s'est construite dans l'urgence et avec peu de moyens. Nombre d'entreprises qui forment l'un des secteurs économiques les plus dynamiques du pays n'existaient pas avant 2022. Certaines sont nées dans des caves ou des garages, à partir d'initiatives lancées par des ingénieurs, des bénévoles ou d'anciens entrepreneurs.

En quelques années, ce milieu épars s'est structuré en un dense réseau de plusieurs centaines d'entreprises prêtes à répondre aux besoins toujours plus urgents du front. Selon le fonds Brave1, créé par le ministère de la

**Cette industrie s'est construite dans l'urgence, beaucoup d'entreprises n'existaient pas avant 2022**

transformation numérique pour soutenir les investissements dans le domaine technologique, plus de 2000 start-up militaires seraient ainsi en activité. D'après le directeur du Conseil ukrainien de l'industrie de défense, ces entreprises emploieraient environ 400 000 personnes.

La production de drones, elle, a explosé : de quelques milliers d'unités, en 2022, à 4 millions en 2025, avec une capacité annoncée de 7 millions cette année. Sur le champ de bataille, ces systèmes sont désormais responsables de plus de 80 % des pertes, morts et blessés, des deux côtés.

Cette montée en puissance tient en partie à une organisation inédite. En Ukraine, la guerre a stimulé une forme de recherche et développement en temps réel, où le front et l'arrière communiquent en permanence. Les soldats modifient leurs équipements, adaptent leurs besoins et transmettent directement leurs retours aux industriels, qui les intègrent dans leurs produits.

Dans cette course technologique permanente, où chaque innovation est rapidement imitée par l'adversaire, cette réactivité est devenue un avantage décisif. «Bien sûr, nous avons des ingénieurs brillants, tout comme les grandes entreprises occidentales. Mais la différence, c'est que nous sommes ici en première ligne, résume Yaroslav Filimonov, directeur de l'entreprise Kvertus, qui produit des technologies de guerre électronique et de brouillage contre les drones. Nous comprenons les besoins du terrain en temps réel, nous comprenons comment les drones sont utilisés dans cette guerre.»

Ce modèle de communication horizontale a fait émerger une nouvelle génération d'acteurs, souvent sans lien avec l'industrie de défense traditionnelle. Comme l'entreprise TAF Industries, née d'une initiative caritative au début de l'invasion à grande échelle de février 2022. Elle produit aujourd'hui environ 80 000 drones FPV chaque mois, développe des systèmes de guerre électronique et des solutions d'intelligence artificielle, et emploie près d'un millier de personnes. Son directeur, Volodymyr Zinovskiy, qui di-



Le drone intercepteur P1-SUN, de la start-up ukrainienne Milltek SkyFall, le 31 mars. SASHA MASLOV POUR «LE MONDE»

rigeait, avant 2022, une entreprise de conceptions de sites Web et d'applications mobiles, insiste sur un point : «La vente de produits n'est pas un objectif en soi. Nous souhaitons avant tout nous intégrer aux systèmes de défense occidentaux, aux doctrines de défense d'autres pays et établir ces relations à long terme.»

L'enjeu dépasse désormais le seul front ukrainien. A Kiev, pour en convaincre les alliés, responsables politiques et industriels mettent en avant un argument simple : la guerre a fait de l'Ukraine un laboratoire grandeur nature des conflits contemporains.

Cette expérience intéresse de plus en plus de pays confrontés à l'évolution rapide des menaces. Les incursions de drones russes en Pologne, à l'automne 2025, puis les attaques massives de dro-

nes iraniens contre les pays du golfe Arabo-Persique, ont mis en évidence les limites des systèmes de défense traditionnels. Des missiles coûtant plusieurs millions de dollars ont été utilisés pour neutraliser des engins en valant seulement quelques dizaines de milliers. Face à cette asymétrie, les technologies ukrainiennes, conçues pour être efficaces et peu coûteuses, apparaissent comme une réponse adaptée.

## Stratégie d'intégration

Depuis le début de la guerre au Moyen-Orient, le président ukrainien a d'ailleurs fait de cette «diplomatie des drones» un atout majeur pour se rapprocher de certains Etats, notamment les pays du Golfe avec lesquels plusieurs accords de coopération en matière de défense ont été évo-

**La guerre a fait de l'Ukraine un laboratoire grandeur nature des conflits contemporains**

qués. Nombre d'entreprises ukrainiennes, comme TAF Industries ou Kvertus, affirment aussi avoir été contactées par des interlocuteurs au Moyen-Orient. «A partir du moment où les premiers Shahed [drones iraniens] ont survolé les Emirats arabes unis, nous avons reçu énormément d'appels téléphoniques provenant d'agents, d'entreprises et de gouvernements», raconte Yaroslav Filimonov, de Kvertus. Tous

nous ont dit que leurs portes étaient ouvertes.»

Au-delà de l'ouverture aux exportations, les entreprises ukrainiennes privilégient une stratégie d'intégration. Les coentreprises avec les sociétés ukrainiennes se multiplient, ces dernières semaines, en Europe. «D'un côté, le modèle de coentreprise nous permet de faire partie de l'industrie de défense commune de l'Europe ; de l'autre, nous augmentons nos propres capacités de production», explique Ihor Fedirko. Il évoque des perspectives de revenus proches de 2 milliards d'euros pour 2026. Pour les alliés de Kiev, l'intérêt est également double : poursuivre leur soutien politique à Kiev tout en accélérant leur propre adaptation aux nouvelles formes de guerre. ■

THOMAS D'ISTRIA

## Une parade russe du 9-Mai en format réduit par peur des drones

**UN DÉFILÉ MILITAIRE** sans matériel militaire. Sur la place Rouge, le 9 mai, les célébrations du «jour de la victoire» auront un goût amer pour Vladimir Poutine. Le chef du Kremlin, qui utilise les commémorations de la fin de la Grande Guerre patriotique pour dérouler sa propagande sur l'offensive en Ukraine depuis février 2022, a été rattrapé par les réalités de la guerre.

Officiellement, le ministère de la défense s'est contenté de justifier l'absence, cette année, de chars, de véhicules armés et de tout autre équipement lourd par la «situation opérationnelle actuelle». En réalité, selon les médias russes en exil et des experts militaires en Russie même, les autorités craignent que la parade soit la cible de drones, voire de missiles, tirés par l'armée ukrainienne. Ces derniers mois, Kiev a multiplié les attaques en profondeur sur le territoire russe, dans diverses régions, visant notamment des ports sur la mer Baltique et la raffinerie pétrolière de Touapsé sur la mer Noire. En 2025, trois jours avant la parade, Moscou avait été la cible de drones ukrainiens. La défense antiaérienne avait intercepté 19 engins dans le ciel de la capitale, selon le maire, Sergueï Sobianine.

Cette année, c'est la première fois en dix-huit ans que la parade se fera sans matériel militaire. Seule une colonne d'infanterie, au pas cadencé, défilera sur la place Rouge, avec des soldats venus des établissements d'enseignement supérieur des différentes forces armées. De grands écrans diffuseront des vidéos de soldats «effectuant des tâches dans la zone de l'opération militaire spéciale»,

nom officiel de la guerre en Ukraine, a précisé le ministère de la défense.

Dans son ensemble, le défilé, qui commence traditionnellement par un discours de Vladimir Poutine, chef de l'Etat et des armées, sera réduit à son strict minimum. Comme en 2025, la partie aérienne sera toutefois maintenue. «Des appareils des patrouilles acrobatiques russes survoleront la place Rouge et, à la fin du défilé, les pilotes des avions de combat Su-25 coloreront le ciel de Moscou aux couleurs du drapeau de la Fédération de Russie», a promis le ministère de la défense.

## Une tribune présidentielle moins garnie

Mais on sera loin de la mise en scène du 9 mai 2025. Ce jour-là, flanqué de Xi Jinping, Vladimir Poutine avait célébré en grande pompe le 80<sup>e</sup> anniversaire de la victoire de l'URSS sur l'Allemagne nazie. Pendant une heure et demie, le président chinois et une vingtaine d'autres dirigeants étrangers avaient assisté à ce qui avait été alors présenté comme le plus grand défilé militaire déployé sur la place Rouge depuis la victoire de 1945. Devant la tribune présidentielle avaient notamment défilé 1500 «héros» venus de l'«opération militaire spéciale» du Kremlin en Ukraine, vêtus non pas en costume de parade, mais avec leur tenue kaki de combat. Un impressionnant spectacle, largement retransmis par les médias au service du Kremlin.

Depuis qu'ils avaient repris en 1995, les défilés du 9-Mai sur la place Rouge n'ont inclus du matériel militaire que depuis 2008, à la demande de M. Poutine. C'était trois mois avant la brève guerre

entre la Russie et la Géorgie. Depuis l'invasion à grande échelle de l'Ukraine, en 2022, les cérémonies ont pris des allures de démonstration de force, tant militaire que politique.

«L'ensemble du pays, la société, le peuple soutiennent les participants à l'opération militaire spéciale», a ainsi déclaré M. Poutine, le 9 mai 2025, au début de la parade, saluant dans son discours le «courage» des soldats et des volontaires partis au front. Un an plus tard, alors que le pays est embourbé dans cette guerre, le soutien de la population semble de plus en plus vacillant. La cote de popularité du président, certes toujours élevée, est passée sous le seuil des 70 %, pour la première fois depuis février 2022.

«La vérité et la justice sont de notre côté», avait lancé M. Poutine, le 9 mai 2025. Dans la tribune présidentielle étaient présents les responsables politiques européens qui, défiant les critiques venues de Bruxelles et Paris, avaient fait le déplacement à Moscou : le président serbe, Aleksandar Vucic, et le premier ministre slovaque, Robert Fico. Cette année, la tribune devrait être moins garnie. Les autorités russes n'ont toujours pas précisé quels dirigeants étrangers assisteraient à la parade. Iouri Ouchakov, le conseiller diplomatique du Kremlin, a assuré que des invitations officielles avaient été envoyées à plusieurs dirigeants. Il s'est contenté de déclarer que «Vladimir Poutine aura des contacts internationaux avec des responsables gouvernementaux étrangers venant à Moscou pour participer aux célébrations du «jour de la victoire»». ■

BENJAMIN QUÉNELLE

## CULTURES MONDE.



du lundi  
au vendredi  
11H - 12H

Mélanie  
Chalandon

Julie Gacon



En partenariat avec  
Le Monde

# Les djihadistes maliens veulent étouffer Bamako

Les rebelles ont entrepris de barrer les axes menant à la capitale

Après avoir attaqué Bamako, les djihadistes ont décidé de l'étouffer. Dans une vidéo partagée mardi 28 avril, grâce à ses organes de propagande, le Groupe de soutien de l'islam et des musulmans (GSIM, affilié à Al-Qaïda) a annoncé engager le « blocus sur tous les axes » de la capitale du Mali.

Ce mouvement dirigé par le djihadiste malien Iyad Ag Ghali a lancé, samedi 25 avril, avec ses alliés indépendantistes du nord du Front de libération de l'Azawad (FLA), des attaques simultanées d'une ampleur inédite contre des positions de la junte dans plusieurs localités du pays. Lors de cette offensive, le numéro deux du régime, le ministre de la défense, le général Sadio Camara, a été tué, mais aucun bilan global fiable n'a été établi.

## La question des sorties

Selon plusieurs témoignages recueillis par *Le Monde*, malgré les menaces proférées par le GSIM, il n'y avait pas de panique, mercredi, dans les rues de la capitale. Mais, en périphérie, les premiers effets du blocus se sont fait sentir. Au moins trois des six axes principaux permettant de rallier Bamako ont été bloqués par les djihadistes, selon ces témoins.

« Les djihadistes ont déclaré que personne n'était autorisé à rentrer dans Bamako, aidez-nous », implorait un transporteur malien de bétail dans une vidéo publiée sur les réseaux sociaux, en filmant une longue file de camions et de véhicules à l'arrêt aux abords de Kouroumalé, ville frontalière de la Guinée située à 120 kilomètres au

sud-ouest de la capitale. Dans une autre séquence, on pouvait entendre un autre Malien évoquer des « centaines de véhicules stationnés » le long d'une route du sud du pays, reliant Sikasso à la capitale. « Nous sommes bloqués à Bougouni depuis 11 heures ce matin », sur le même axe, a confirmé une commerçante ivoirienne qui souhaitait se rendre à Bamako, jointe par *Le Monde* en fin d'après-midi mercredi.

On ignore toutefois la nature exacte du blocus imposé à la capitale – une première pour le GSIM depuis sa formation en 2017, même si le groupe a eu recours à cette stratégie de siège dans de plus petites localités ces dernières années. S'il est clair que les djihadistes comptent interdire toute entrée de personnes ou de marchandises dans Bamako jusqu'à nouvel ordre, la question des sorties, elle, n'est pas tranchée.

« Ceux qui sont déjà à Bamako, mais qui étaient venus pour leurs affaires personnelles et qui doivent en sortir, peuvent [le faire] pour aller dans leur ville sans problème », disait, mardi, un de leurs porte-paroles. Mais le sort des habitants de Bamako, Maliens comme

**Le Quai d'Orsay a recommandé mercredi aux 4 200 Français qui résident au Mali de « prévoir un départ temporaire »**



Des soldats maliens, après l'attaque de la principale base militaire de Kati, non loin de Bamako, le 27 avril. REUTERS

étrangers, est incertain. Le GSIM leur permet-il de fuir la ville ?

Selon certaines sources sécuritaires, le fait que la mesure soit appliquée de manière moins sévère qu'énoncé n'est pas une surprise. Lors des précédents sièges imposés par le GSIM à des localités telles que Tombouctou en août 2023 ou Léré, Kayes et Niort du-Sahel à l'automne 2025, le groupe « permettait au début aux habitants qui le souhaitaient de sortir, tout en se montrant intransigeant sur le fait que tout départ serait définitif », souligne une source sécuritaire sahélienne.

Selon elle, ce « mode opératoire » permettrait aux djihadistes de « ne pas se mettre à dos les populations », tout en se concentrant sur l'essentiel, à savoir le blocage des entrées dans les villes dans l'objectif de les asphyxier économiquement. Mais les djihadistes manœuvrent sur une ligne de crête, car cette tactique risque, au contraire, d'exacerber l'hostilité contre eux, déjà forte, des Ba-

makois. Reste à savoir à quel point ce blocus sera strict. Dans des localités qu'il avait décrétées assiégées, le GSIM a, par le passé, fait des exceptions, en y permettant l'entrée à certaines denrées (médicales ou alimentaires) ou à certains acteurs humanitaires.

Entre septembre 2025 et mars, le blocage des importations de carburant imposé par le GSIM à Bamako n'avait pas été aussi complet qu'annoncé, rappelle ainsi Julien Antouly, maître de conférences à l'université de Rouen et spécialiste du Sahel : « L'afflux d'essence avait certes diminué et entraîné des pénuries, mais quelques camions avaient fini par entrer sous très haute protection militaire. » Selon le chercheur, c'est un des objectifs principaux actuellement visés par le GSIM, à Bamako : « Le mouvement veut fixer le maximum de moyens militaires de la junte autour de la capitale, pour pouvoir avancer sur d'autres fronts. » Même partiel, le blocage des importations en carburant

avait fait exploser les prix à la pompe et aggravé les coupures d'électricité dans la capitale, une partie du réseau étant alimenté à partir de générateurs à essence. Au point que la junte avait été contrainte de négocier avec le GSIM pour obtenir la levée du siège à la mi-mars. En échange, le mouvement djihadiste avait obtenu la libération de quelque 200 prisonniers.

## Les Bamakois pris en étau

Les autorités maliennes cherchent à rassurer la population sur leur capacité à faire face aux intrus. « Un violent coup d'arrêt a été donné aux assaillants. La situation est maîtrisée », a déclaré le président, le général Assimi Goïta, dans une allocution à la télévision nationale, dans la soirée de mardi. Il a appelé à un « sursaut national » et à s'ériger « contre la division et la fracture nationale ». « Ce choix a un prix, et nous en sommes conscients », a-t-il souligné. Il était réapparu alors que les

rumours sur son absence publique se répandaient, plus de trois jours après le début de l'offensive djihadiste.

Quelques heures plus tôt, dans une vidéo, le GSIM avait lui aussi exhorté la population à le soutenir, en annonçant d'ailleurs le blocus de la capitale comme étant une mesure de représailles contre des Bamakois qui, lors du premier jour de l'assaut, samedi, avaient « aidé l'armée à capturer et à tuer certains djihadistes ». Les quelque 4 millions de Maliens habitant la capitale se retrouvent ainsi pris en étau.

Dans un avis aux voyageurs mis à jour sur son site, mercredi, le Quai d'Orsay a quant à lui recommandé aux 4200 Français résidant au Mali de « prévoir un départ temporaire dès que possible par les vols commerciaux encore disponibles », car « la situation sécuritaire demeure extrêmement volatile ». ■

ADAMA KEÏTA  
ET MORGANE LE CAM

# Sénégal : l'embarras des avocats face à la loi contre l'homosexualité

Une centaine de personnes ont été arrêtées depuis le 30 mars. De nombreux pénalistes renoncent à s'impliquer de peur d'être à leur tour suspectés

Les homosexuels ne respireront plus dans ce pays», avait menacé Diaraye Bâ, députée des Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité (Pastef), le parti au pouvoir, le 11 mars, lors du vote de la loi réprimant plus durement les « actes contre nature », chef d'accusation désignant les relations entre personnes de même sexe. Un mois après la promulgation du texte punissant de cinq à dix ans l'homosexualité – contre un à cinq auparavant –, la traque est bien en cours.

Selon un décompte de la presse sénégalaise, au moins une centaine de personnes a été arrêtée en quelques semaines à travers le pays, certaines avant l'entrée en vigueur de la loi, le 30 mars. Dakar, la capitale, apparaît comme l'épicentre de la répression. A la suite de l'arrestation, début février, de l'animateur vedette Pape Cheikh Diallo et du chanteur Djiby Dramé pour « actes contre nature », au moins 80 personnes ont été placées en détention, d'après les médias locaux. Certaines sont accusées d'avoir transmis volontairement le VIH.

A Linguère, dans le nord-est du pays, 22 personnes supposées homosexuelles ont été arrêtées à la mi-avril. Certaines l'ont été sur dénonciation du voisinage, d'autres après que la fouille de

leur téléphone portable a révélé leur inscription sur un site de rencontre entre hommes. Les policiers s'appuient également sur les aveux de suspects en détention.

Cette répression spectaculaire intimide au-delà de la communauté LGBT. Chez les avocats, beaucoup font le choix de se tenir à distance. « Aujourd'hui, c'est soit vous êtes pour les homos, soit vous êtes contre les homos. Même les avocats sont suspectés », regrette un membre du barreau de Dakar, qui a renoncé à s'impliquer, sous la pression de sa famille.

## « Sentiment d'impuissance »

« Je souhaitais défendre ces personnes mais, comme beaucoup de confrères, je ne veux pas prendre le risque d'être agressé ou de voir ma maison incendiée. Nous sommes nombreux à ressentir ce sentiment d'impuissance », confie ce spécialiste des dossiers liés aux violences fondées sur le genre.

L'avocat a en tête les éruptions de violences homophobes qui ont eu lieu ces dernières années au Sénégal. En octobre 2023, à Kaolack, dans l'ouest du pays, le cadavre d'un homme présumé homosexuel avait été exhumé et incendié par une foule déchaînée. En mars, un jeune batteur de tam-tam accusé d'être homosexuel, du fait de ses activités musicales, est mort sous les coups

d'une bande de garçons mineurs, à Tivaouane Peulh, en banlieue de Dakar.

En quarante-quatre ans d'exercice, El Hadj Amadou Sall concède n'avoir jamais vu un climat aussi délétère. L'avocat médiatique, ancien garde des sceaux (2009-2010) connu pour sa virulence à l'égard du pouvoir en place, observe avec effarement la « chasse à l'homme » en cours et l'embaras de ses confrères. Une discrétion remarquée, dans un pays où les ténors du barreau sont aussi des personnalités publiques. Lui a choisi de défendre l'un des accusés de l'affaire Pape Cheikh Diallo.

« Etant donné que les profils des personnes arrêtées vont du charretier au notable en passant par le religieux, il ya une suspicion géné-

**« Je ne veux pas prendre le risque d'être agressé ou de voir ma maison incendiée », confie un spécialiste des dossiers liés aux violences fondées sur le genre**

ralisée. Les gens se demandent qui est homosexuel et qui ne l'est pas, déplore El Hadj Amadou Sall. Les avocats ne veulent pas s'engager et s'exposer au regard inquisiteur de la société et de leur famille. Pourtant, en privé, beaucoup, à l'instar des intellectuels mutiques depuis le début, s'insurgent contre ce qui se passe. »

## Magistrats sous pression

Cependant, la crainte de la stigmatisation n'explique pas à elle seule la frilosité des avocats. « Certains se sont désistés de ces affaires car elles vont à l'encontre de leurs croyances religieuses », rapporte Drissa Traoré, secrétaire général de la Fédération internationale pour les droits humains. Même si, en correctionnelle, la présence d'un avocat n'est pas obligatoire, les prévenus risquent de ne pas pouvoir se défendre seuls. Surtout les plus pauvres. Pour des peines aussi lourdes, cela est regrettable. »

A cela s'ajoute la pression à laquelle sont soumis les magistrats. « Les dossiers sont souvent fragiles, avec peu de preuves mais beaucoup d'allégations. Quand les juges rendront des décisions jugées trop laxistes par l'opinion, les réactions risquent d'être très fortes. »

Le tribunal de Pikine-Guédiawaye, à Dakar, a prononcé une première condamnation, le 10 avril, après l'adoption de la loi.

Un ouvrier de 24 ans, arrêté en flagrant délit, a été condamné à six ans de prison pour « acte contre nature ». Selon plusieurs sources, il a été jugé sans la présence d'un avocat.

Une autre disposition portant sur « l'apologie » de l'homosexualité tétanise au-delà des cercles d'avocats. Désormais, « toute représentation publique, par la parole, l'écrit, l'image, le geste, le son », perçue comme promouvant les « actes contre nature » sera punie de trois à sept ans d'emprisonnement. Une « épée de Damoclès », estime Drissa Traoré. « Tous ceux qui critiqueront cette loi courent un risque. Elle est imprécise, et on se demande si dénoncer les violations des droits des personnes LGBT constitue désormais une infraction. Si demander le respect de leurs droits en est une. » Des questions restées sans réponse des autorités judiciaires.

Ce nouveau délit suscite également des craintes hors du Sénégal. Les concerts, spectacles, écrits évoquant l'inclusivité tombent-ils sous le coup de la loi ? Préoccupés, certains voyageurs contactent des avocats avant de se rendre dans le pays. « Cette notion, trop vague, risque de mener à des procédures de moins en moins juridiques et de plus en plus politiques », estime Youri Krassoulia, l'avocat parisien d'un

Franco-Sénégalais qui souhaitait mesurer les risques d'un séjour au Sénégal. Face à l'avalanche de cas qui se profilent, le conseil n'exclut pas de venir en appui à ses confrères sénégalais si ces derniers le sollicitent. ■

COUMBA KANE

**OSP - CESSATIONS DE GARANTIE**

LOI DU 2 JANVIER 1970 - DECRET D'APPLICATION N° 72-678 DU 20 JUILLET 1972 - ARTICLES 44

QBE EUROPE SA/NV, sis Tour CBX - 1 Passerelle des Reflets - 92913 Paris La Défense Cedex (RCS NANTERRE 842 689 556), succursale de QBE EUROPE SA/NV, dont le siège social est à Bastion Tower - 10 Place du Champ de Mars 5, 1050 BRUXELLES - BELGIQUE, fait savoir que, la garantie financière dont bénéficiait la :

**STEP-IMMO SAS**  
15 Rue de la Banque  
75002 PARIS  
RCS : 487 550 634

depuis le 01/09/2011 pour ses activités de : GESTION IMMOBILIERE cessera de porter effet trois jours francs après publication du présent avis.

Les créances éventuelles se rapportant à ces opérations devront être produites dans les trois mois de cette insertion à l'adresse de l'Établissement garant sis Tour CBX - 1 Passerelle des Reflets - 92913 Paris La Défense Cedex. Il est précisé qu'il s'agit de créances éventuelles et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues et ne peut en aucune façon mettre en cause la solvabilité ou l'honorabilité de la SAS STEP-IMMO.

# Un 1<sup>er</sup>-Mai dans un climat social dégradé

Malgré de nombreux motifs de colère, la mobilisation s'annonçait limitée pour la Journée des travailleurs

Il y avait peu de chances de voir des millions de personnes nourrir les cortèges de travailleurs, vendredi, pour le 1<sup>er</sup>-Mai. Celui-ci a lieu alors que les vacances scolaires sont toujours en cours dans plusieurs académies et cela fait de nombreuses années, déjà, que la Journée internationale des travailleurs ne déplace plus des foules immenses, à part lorsqu'elle a lieu pendant des conflits sociaux, comme en 2023, au moment de la mobilisation contre la réforme des retraites. Mais ces défilés ne semblaient pas devoir dire grand-chose du climat social qui règne dans le pays à un an de la présidentielle. Ceux qui auront choisi de battre le pavé n'auront pas eu à se creuser les méninges très longtemps pour trouver des motifs de le faire. Les débats autour du travail le 1<sup>er</sup>-Mai, la crise des carburants liée à la flambée du prix des hydrocarbures depuis l'attaque américano-israélienne sur l'Iran, le possible retour de l'inflation, la stagnation des salaires... Les raisons sont nombreuses pour les travailleurs d'exprimer leur mécontentement.

Pourtant, le ressentiment restait encore relativement feutré. Les syndicats ne manquaient toutefois pas d'alerter le gouvernement et les parlementaires qui, eux, semblaient naviguer à vue, comme l'a montré l'épisode de la proposition de loi portée par Gabriel Attal pour l'ouverture des commerces le 1<sup>er</sup>-Mai. Son cheminement au Parlement avait été interrompu, début avril, par le premier ministre, Sébastien Lecornu, avant que celui-ci ne propose un projet de loi plus resserré mercredi.

## « Messages contradictoires »

« Il y a une forme d'immobilisme et d'attentisme, car la campagne va bientôt démarrer et les Français se disent qu'ils y verront plus clair », explique Marylise Léon. La secrétaire générale de la CFDT dénonce également les « messages contradictoires » qui « déstabilisent et perturbent les travailleurs ». « On n'a jamais eu autant de responsables politiques qui parlent de la "valeur travail", mais la seule chose qu'ils trouvent à dire, c'est qu'il faut travailler le 1<sup>er</sup>-Mai, une journée d'hommage rendu aux travailleurs », cingle-t-elle.

Pour la CGT, qui réclame le blocage des prix du carburant, « le climat est potentiellement inflammable », avance Thomas Vacheron. De plus, « il y a beaucoup de débrayages sur les salaires, il y a une vraie colère sourde qui existe et qui est prégnante dans le monde du travail », affirme le secrétaire confédéral cégétiste. « On est plus que dans l'attente, on est dans la désespérance de ne pas avoir de porte qui s'ouvre vers une sortie de crise », déplore de son côté le président de

la CFE-CGC, François Hommeril.

Un marasme aux ressorts multiples qui, selon lui, dépasse les conséquences du conflit en Iran. « Il existe une vraie crise française, une crise de gouvernance, de déficit de discours politiques mobilisateurs, une crise économique liée à une politique de l'offre qui n'a pas produit les effets promis et qui a coté très cher », assène celui qui quittera la tête du syndicat des cadres en juin.

A un an de l'élection présidentielle, les principales préoccupations des Français sont pourtant connues. Dans la dernière enquête électorale menée par Ipsos BVA-CESI Ecole d'ingénieurs pour Le Monde, le Cevipof et la Fondation Jean Jaurès, publiée le 12 avril, « améliorer le pouvoir d'achat » et « faire en sorte que le travail paie davantage », considérés comme « déterminant[s] ou important[s] » par 93 % des personnes sondées, sont les deuxième et troisième priorités des citoyens.

Mais la crise au Moyen-Orient place Sébastien Lecornu en délicate posture sur le terrain social et l'exécutif peine à rassurer les travailleurs. Sans marges de manœuvre financières, le gouvernement avance à pas comptés alors que la hausse des prix du

## La polémique sur le travail le 1<sup>er</sup>-Mai s'est invitée jusque dans le huis clos du conseil des ministres

carburant grève le pouvoir d'achat des Français. « Il est clair qu'il faut aller vite parce que la trésorerie des Françaises et des Français ne résistera pas à une aide qui arrivera dans trop longtemps. On en a complètement conscience », a reconnu, mercredi, le chef du gouvernement, lors des questions d'actualité au Sénat. Matignon et Bercy travaillent à l'élaboration de nouvelles aides sectorielles pour le mois de juin.

Par ailleurs, les tensions autour du travail le 1<sup>er</sup>-Mai continuent de contrarier le gouvernement et le bloc central. La polémique s'est invitée, mercredi, jusque dans le huis clos du conseil des ministres, alors qu'était présenté le projet de loi pour sécuriser l'ouverture des boulangeries et des fleu-

ristes le 1<sup>er</sup>-Mai. Le garde des sceaux, Gérald Darmanin, a pris la parole devant ses collègues contre la proposition de loi qu'avait soumise le groupe Ensemble pour la République. « Que certains artisans-commerçants puissent travailler le 1<sup>er</sup>-Mai au matin, (...) le bon sens le commande sans doute. Mais que le débat se déporte sur l'ouverture de tous les magasins, de toutes les autres activités économiques et commerciales, c'est ne pas respecter notre histoire sociale et nationale. C'est ne pas comprendre que le 1<sup>er</sup>-Mai est, pour la France dans ses profondeurs, un Noël des ouvriers et des employés », a-t-il renchéri dans un message posté sur X quelques heures plus tard.

Dans son sillage, le ministre de l'économie, Roland Lescure, pourtant proche de Gabriel Attal, s'est lui aussi ému en conseil des ministres de la remise en cause de ce jour férié, en invoquant le souvenir de ses parents, communistes. Le locataire de Matignon avait, quant à lui, jugé Gabriel Attal particulièrement inconséquent face à l'exaspération syndicale qu'il avait suscitée avec son texte décrié, ne souhaitant pas perdre la confiance des leaders syndicaux.

Pour le ministre du travail, Jean-Pierre Farandou, la démocratie sociale doit justement être une réponse à l'apaisement du pays. « Dans un contexte marqué par des tensions, des obstructions ou des démobilitations, le dialogue social constitue une voie de passage essentielle pour continuer d'avancer », fait-on savoir dans son entourage. « Quand on est percuté collectivement par une telle crise, une partie de la réponse peut être apportée par les pouvoirs publics, mais une autre peut l'être dans le dialogue social, qui aide les salariés à passer le cap de manière plus favorable », confirme l'ancien ministre de l'industrie, Marc Ferracci.

## Mesures guère novatrices

Si la campagne pour le scrutin présidentiel n'est pas encore concrètement lancée, la situation sociale actuelle peut-elle profiter aux oppositions ? A gauche, la question de l'union, comme celle d'une candidature « non mélancolique » – ou sans le Parti socialiste (PS), concernant les « insoumis » –, semble davantage occuper les esprits des partis, reléguant parfois les crises sociales du moment au second plan. Pour contrer la hausse des prix du carburant, la

gauche tâtonne dans l'urgence. La France insoumise a déposé une proposition de loi pour geler pendant trois mois les prix de l'énergie, afin de « garantir que les conséquences des crises énergétiques internationales ne soient pas supportées principalement par les consommateurs ». Une mesure déjà portée dans le programme du Nouveau Front populaire, en 2024. Au PS, qui s'oppose au blocage des prix, et chez Les Écologistes, la primauté est donnée aux aides ciblées ou au « chèque énergie ciblé sur les ménages les plus vulnérables ». Des mesures guère novatrices tant l'énergie des appareils est mise sur l'échéance de 2027.

Comme il en a pris l'habitude à chaque conflit, le Rassemblement national (RN), lui, entend profiter de la guerre en cours au Moyen-Orient pour s'alarmer des conséquences sur le portefeuille des Français et dénoncer l'impéritie en la matière de l'exécutif et de ses opposants, tous amalgamés dans un « système » desservant les intérêts des ménages. Comme chaque 1<sup>er</sup>-Mai, le RN fêtera, vendredi, Jeanne-d'Arc et les « travailleurs » – un vernis social à la célébration identitaire apposé par Marine Le Pen en 2011, après son accession à la tête du parti d'extrême droite. Depuis Mâcon (Saône-et-Loire), Jordan Bardella et elle ne manqueront pas de se poser en protecteurs de la « France du travail ». Sur le fond, la défense du pouvoir d'achat par le RN consiste essentiellement à réclamer la baisse de la TVA sur l'énergie (de 20 % à 5,5 %). Bien plus que sur le fond social, l'ex-Front national a fait assaut ces dernières semaines sur les milieux économiques et les grands patrons, toujours perplexes à la lecture de son programme. Baisse des impôts de production, suppressions massives de normes ou approbation du travail le 1<sup>er</sup>-Mai : Jordan Bardella et Marine Le Pen se sont montrés plus prolifiques auprès des dirigeants d'entreprise que de leurs salariés. ■

MARIAMA DARAME,  
CORINTIN LESUEUR,  
THIBAUD MÉTAIS  
ET OLIVIER PÉROU



Des ouvriers de Stellantis en grève, lors d'une manifestation organisée par les syndicats, à Poissy (Yvelines), le 23 avril. BENOIT TESSIER/REUTERS

## Sophie Binet et Marylise Léon unies pour le défilé parisien

**LÉGENDE POLITIQUE** les amène à resserrer les rangs. Alors que le 1<sup>er</sup>-Mai est, le plus souvent, synonyme de dispersion syndicale, plusieurs organisations de salariés et d'étudiants devaient défiler ensemble, vendredi, à l'occasion de la Journée internationale de lutte pour les droits des travailleurs. A Paris, Marylise Léon et Sophie Binet, les secrétaires générales des deux plus importantes centrales – la CFDT et la CGT –, seront côte à côte dans la rue, avec des responsables de la FSU, de Solidaires, de l'UNSA et de l'UNEF, ce qui est plutôt rare dans ce type de circonstances, exception faite des années où il y a des mouvements sociaux, comme celui de 2023 contre la réforme des retraites.

Si une telle coalition s'est constituée pour manifester entre les places de la République et de la Nation, dans la capitale, c'est dû, essentiellement, à la controverse autour du travail le 1<sup>er</sup>-Mai, comme

l'explique Laurent Escure, secrétaire général de l'UNSA. Présenté, mercredi, en conseil des ministres, un projet de loi permet aux « boulangers-pâtisseries artisanaux » et aux « artisans fleuristes » de recourir à leurs salariés ce jour-là.

## Mobilisations à géométrie variable

Il s'agit d'une dérogation supplémentaire à la règle du 1<sup>er</sup>-Mai chômé et obligatoirement payé, que les syndicats accueillent avec des sentiments mêlés. D'un côté, ils relèvent avec satisfaction que le texte va nettement moins loin qu'une proposition de loi, écartée par l'exécutif, qui autorisait d'autres professions à faire appel à leurs collaborateurs sur cette journée. De l'autre, ils demeurent critiques, avec des nuances entre eux, certains désapprouvant l'idée que les boutiques de fleurs soient concernées, et ils redoutent, par ailleurs, que des partis politiques s'en-

gouffrent dans la brèche ainsi ouverte pour allonger la liste des commerces de proximité visés par le projet de loi.

Vendredi, beaucoup de slogans seront donc lancés pour exiger que le 1<sup>er</sup>-Mai conserve son « caractère unique », selon l'expression de M. Escure. Une autre préoccupation sera portée avec au moins autant de vigueur, voire davantage : le pouvoir d'achat. « La question qui revient le plus souvent, dans les entreprises et les services publics, tourne autour des salaires, qui ne suivent pas l'envolée des dépenses contraintes, notamment celles de carburants », rapporte Denis Gravouil, secrétaire confédéral de la CGT. S'y ajoutent, d'après lui, de nombreuses inquiétudes liées à la fragilisation du marché de l'emploi et à la hausse du nombre de « plans de licenciement », même si de telles tendances ne se voient pas toujours dans les statistiques sur le chômage.

Les mobilisations de vendredi sont à géométrie variable et décidées à un niveau décentralisé, affirme Luc Mathieu, secrétaire national de la CFDT. A Paris, l'intersyndicale sera relativement large, mais, dans certaines villes, la photographie des participants peut se révéler différente, avec des initiatives en « solo » ou agrégées, à l'inverse, d'autres organisations, comme des structures (territoriales ou professionnelles) de FO. Mercredi soir, la CGT indiquait avoir recensé « plus de 280 rassemblements et manifestations » dans toute la France. Pour les représentants des travailleurs, ce 1<sup>er</sup>-Mai constitue une opportunité de faire entendre des « colères » dans un contexte où il est difficile d'orchestrer des actions nationales ou interprofessionnelles, souligne Murielle Guilbert, codéputée générale de Solidaires. ■

BERTRAND BISSUEL

# La gauche demande la taxation des « profiteurs de guerre » dont TotalEnergies

Lecornu défend l'entreprise, qui représente « une part des intérêts stratégiques du pays »

**N**e tirez plus sur TotalEnergies! Accusé par une partie de l'opposition d'être un « profiteur de guerre » dont les « superprofits » doivent être sévèrement taxés, le champion français du pétrole a trouvé un solide défenseur, mercredi 29 avril, en la personne de Sébastien Lecornu. « Je refuse le Total bashing », c'est-à-dire le dénigrement du groupe, a déclaré le premier ministre, interrogé au Sénat. La multinationale dirigée par Patrick Pouyanné est « une entreprise française qui emploie des Français » et représente « une part des intérêts stratégiques du pays », a argumenté Sébastien Lecornu. « Donc, ne nous tirez pas une balle dans le pied » en pénalisant ce groupe privé. Taxer TotalEnergies? « Nous ne ferons aucune porte », a-t-il glissé. Mais en ne montrant aucune volonté d'agir en ce sens.

Deux mois après le déclenchement de l'offensive israélo-américaine en Iran, la prolongation du conflit et les énormes bénéfices engrangés par les pétroliers relançant le débat sur la politique à mener en France. Mercredi, TotalEnergies a annoncé avoir dégagé au premier trimestre un résultat net ajusté de 5,8 milliards de dollars (5 milliards d'euros), un bond de 51 % par rapport à la même période de 2025, fruit notamment de judicieuses opérations de trading. Ses actionnaires seront les

**Mercredi, TotalEnergies a annoncé un résultat net ajusté de 5,8 milliards de dollars**

premiers à en profiter, grâce à des dividendes et des rachats d'actions massifs. Le groupe aura la « plus forte croissance de dividende parmi les majors pétrolières », a promis Patrick Pouyanné.

La veille, son concurrent BP avait dévoilé son bénéfice trimestriel le plus élevé depuis près de trois ans. Les résultats d'ExxonMobil, Chevron, Shell et des autres majors devraient être du même tonneau. En Bourse, les actions des 117 plus grandes compagnies pétrolières et gazières mondiales ont grimpé en moyenne de 29 % depuis le début de l'année, « soit une augmentation de capitalisation boursière de plus de 1 000 milliards de dollars en trois mois », selon l'économiste Gabriel Zucman. Et le mouvement semble parti pour durer. Le détroit d'Ormuz restant bloqué et la production limitée dans le golfe Persique, la banque Goldman Sachs vient de relever ses prévisions concernant les cours du brut. Le baril de Brent devrait en

core s'échanger autour de 90 dollars au quatrième trimestre.

Les Etats doivent-ils prélever une partie des milliards que la guerre au Moyen-Orient fait pleuvoir sur les industriels du pétrole et leurs actionnaires? « Il serait inacceptable que les entreprises qui s'enrichissent au détriment de notre planète, accentuant notre dépendance au pétrole et nos vulnérabilités géopolitiques, parviennent, comme en 2022, à se soustraire à la solidarité nationale », estime Gabriel Zucman dans une note publiée le 7 avril. « Tout comme les bénéfices des marchands d'armes s'étaient vus confisqués pendant les guerres du XX<sup>e</sup> siècle », les actuels « profiteurs de guerre doivent payer », ajoute l'économiste de gauche.

### Menace de nationalisation

En France, l'opposition a trouvé là un nouvel angle d'attaque. Début avril, les écologistes avaient déposé une proposition de loi visant à créer une « contribution exceptionnelle de solidarité » sur les profits des groupes pétro-gaziers. Mercredi, les socialistes ont annoncé leur intention de présenter un texte voisin pour taxer « les pétroliers qui s'engraissent sur le dos des Français », selon les mots du député de l'Eure Philippe Brun.

Quant au Rassemblement national (RN), « cela fait cinq ans que Marine Le Pen (...) a soutenu des dispositifs contre les surprofits,

surdividendes et rachats d'actions abusifs », a assuré, mercredi, le député de la Somme Jean-Philippe Tanguy, même si les élus RN au Parlement européen ont voté contre la proposition de taxe sur les « superprofits » présentée par La France insoumise (LFI).

Le parti de Jean-Luc Mélenchon va plus loin. Une proposition de loi rédigée par la députée de Seine-Saint-Denis Aurélie Trouvé propose de nationaliser la plupart des installations pétrolières en France. But affiché: « soustraire un secteur stratégique aux logiques spéculatives » et « mettre fin à l'appropriation privée d'une rente issue des crises internationales ».

La France va-t-elle nationaliser oléoducs, raffineries, voire tout TotalEnergies, comme l'évoque LFI? Bloquer les prix des carburants? « Confisquer les bénéfices des profiteurs de guerre », ainsi que le réclame Nathalie Arthaud, de Lutte ouvrière? Ou, plus simplement, augmenter la taxation des pétroliers? Sur le sujet, le gouvernement paraît un peu gêné. Il n'est pas question pour lui de remettre en cause la politique libérale, « probusiness », défendue par Emmanuel Macron. Encore moins de mobiliser de l'argent qu'il n'a pas.

En Bourse, le champion français vaut plus de 170 milliards d'euros, soit 50 % de plus qu'il y a un an. La France, un des pays les plus endettés d'Europe, n'a pas les moyens

d'en prendre le contrôle. Difficile pour autant de faire comme si les « superprofits » des pétroliers n'existaient pas. D'autant que cinq pays européens (Allemagne, Autriche, Espagne, Italie et Portugal) ont, dès début avril, appelé Bruxelles à instaurer un prélèvement sur les groupes énergétiques. « Cette taxe enverrait un message clair, selon lequel ceux qui tirent profit des conséquences de la guerre doivent faire leur part pour alléger la charge pesant sur le grand public », insistent les ministres signataires.

Sébastien Lecornu n'a pas signé la lettre des cinq pays européens, mais a demandé à ses ministres d'expertiser la question. En l'état, l'idée d'une taxe lui paraît un réflexe « un peu pavlovien » et il appelle plutôt TotalEnergies à « redistribuer » volontairement une part de ses profits à ses clients: « Ce que TotalEnergies a fait sur le plafonnement des prix à la pompe pendant quelques jours, ça, pour le coup, c'est immédiat pour les Françaises et les Français. » Au-delà, « on ne s'interdit rien », a cependant affirmé la porte-parole du gouvernement, Maud Bregeon, mercredi. De même, l'exécutif a menacé les distributeurs de carburants d'un encadrement de leurs marges. Un entre-deux qui permet au gouvernement de ne pas trop s'exposer, mais risque d'être difficile à maintenir si la crise se prolonge. ■

DENIS COSNARD

### SANTÉ Médecins à diplôme étranger: la procédure de titularisation bientôt simplifiée

Le cabinet de la ministre de la santé, Stéphanie Rist, a fait savoir, mercredi 29 avril, qu'il entendait « simplifier » la procédure visant à titulariser les praticiens à diplôme étranger hors Union européenne (Padhue), « dès qu'un vecteur législatif » le permettra. Pour être titularisés, les Padhue doivent aujourd'hui passer des épreuves de vérification des connaissances, dans une logique de concours, puis entamer un parcours de consolidation des compétences, sur deux ans, avant d'être autorisés à exercer. Ils sont un peu plus de 19 000 à être inscrits au tableau de l'ordre, essentiellement diplômés d'Algérie, de Tunisie, de Syrie, du Maroc ou encore du Liban, et exercent le plus souvent à l'hôpital dans des déserts médicaux. - (AFP)

### NOMINATIONS Pierre-André Imbert, prochain secrétaire général de l'Elysée

Ambassadeur en Australie depuis décembre 2023, Pierre-André Imbert va prendre le poste de secrétaire général de l'Elysée, lundi 4 mai, selon un décret, paru jeudi 30 avril au Journal officiel. Il succède ainsi à Emmanuel Moulin, candidat au poste de gouverneur de la Banque de France. M. Imbert, inspecteur général des finances, a exercé les fonctions de secrétaire général adjoint de la présidence de la République entre 2020 et 2023 avant de rejoindre l'Australie. - (AFP)

## Guyane : les habitants de Camopi s'organisent contre l'orpaillage illégal

Un éphémère barrage fluvial a été dressé dans la commune frontalière, le 25 avril, pour entraver les flux logistiques des orpailleurs

CAYENNE - correspondant

**A** l'aide d'un long câble attachant plusieurs pirogues entre elles, des habitants de Camopi, à la frontière brésilienne, ont édifié, le 25 avril, un barrage sur le fleuve Oyapock pour bloquer le passage des puissantes embarcations transportant carburant et marchandises, destinés à alimenter les chantiers aurifères clandestins.

Les autorités ont rapidement démantelé le barrage pour des motifs d'ordre public. Mais la tension restait vive alors que les habitants sont excédés par la présence quotidienne des chercheurs d'or clandestins, affectant leur mode de vie. « Les zones de chasse sont occupées par les orpailleurs illégaux, les zones de pêche aussi, nous ne savons plus où aller », souligne Laurent Yawalou, le maire de cette commune amérindienne de 2 500 habitants. La présence des garimpeiros, un terme brésilien désignant les orpailleurs illégaux, génère également un climat d'insécurité avec notamment des vols de pirogues et de moteurs en pleine journée.

### Opération « Harpie »

Depuis plusieurs années, les Camopiens réclament un barrage militaire permanent pour contrôler les flux logistiques des orpailleurs. En l'absence de solution pérenne, ils ont décidé d'agir directement. Face au « risque réel d'escalade », le député de la circonscription Jean-Victor Castor (Mouvement de décolonisation et d'émancipation sociale) a rejoint au premier ministre, Sébastien Lecornu, « de renforcer les moyens sur le terrain et de prendre

**Fin 2025, le général Loïc Baras a reconnu avoir « atteint un plafond de verre en forêt avec [ses] effectifs actuels »**

des mesures concrètes pour sécuriser durablement la zone et protéger la population ».

Mardi, le préfet a affirmé qu'il se rendra sur place le 11 mai. Il sera accompagné du commandant de la gendarmerie, de celui des forces armées et de la procureur de la République, « pour mettre en place des actions supplémentaires de lutte contre l'orpaillage illégal ».

Selon le maire de Camopi, réélu pour un second mandat en mars, l'activité des chercheurs d'or s'est renforcée ces derniers mois autour de sa commune. En juillet, le parc amazonien de Guyane avait recensé 16 sites clandestins près de Camopi, et 176 sur l'ensemble de la zone qu'il administre, soit un niveau d'activité inédit depuis 2017. Dopée par un cours en forte hausse ces dernières années, l'exploitation clandestine est particulièrement résiliente en Guyane.

Camopi était pourtant érigée en symbole de la lutte par les autorités. C'est depuis cette commune que l'ancien président de la République Nicolas Sarkozy avait annoncé en 2008 le lancement de l'opération « Harpie ». Dotée de 70 millions d'euros par an, cette

mission interministérielle mobilise au quotidien 280 gendarmes et militaires en forêt.

En mars 2024, Emmanuel Macron s'était lui aussi rendu à Camopi. Depuis une base avancée de la Légion étrangère, le président de la République avait demandé de « bâtir une nouvelle stratégie transfrontalière » afin de « consolider les bons résultats » obtenus, selon lui, ces dernières années.

### Assigné pour « carence fautive »

Deux ans plus tard, le discours des autorités locales est tout autre. Lors d'un bilan consacré à l'orpaillage illégal en décembre 2025, le général Loïc Baras, commandant de la gendarmerie, a reconnu avoir « atteint un plafond de verre en forêt avec [ses] effectifs actuels ».

« Ce qui est scandaleux, c'est que l'Etat, régalien, est dans une doctrine de ne plus éradiquer l'orpaillage illégal, mais de chercher à le contenir. Il y a capitulation », a dénoncé auprès du Monde le député indépendantiste Jean-Victor Castor. L'élu s'exprimait, jeudi 23 avril, à l'issue d'une audience au tribunal administratif de la Guyane, où l'Etat était assigné par six associations pour « carence fautive » dans la lutte contre l'orpaillage illégal, accusé de ne pas avoir pris les mesures nécessaires pour prévenir les atteintes à l'environnement et protéger la santé des populations.

La décision du tribunal sera rendue fin mai. Sans grand suspense, elle devrait rejeter les requêtes, le rapporteur public ayant plaidé en ce sens, estimant que l'Etat « est soumis en droit à une obligation de moyens » et non « de résultats ». ■

GUILLAUME REUGE

FONDS pour L'INDEPENDANCE de la PRESSE

Appel à projets

BESOIN DE SOUTIEN POUR UN PROJET DE RECHERCHE DE LUTTE CONTRE LA DÉSINFORMATION NUMERIQUE?

Candidatez avant le 31 mai 2026



# Procès libyen : la riposte de Nicolas Sarkozy

Fragilisé par les déclarations de Claude Guéant, l'ex-président a répliqué en apportant de nouveaux éléments

C'est de bonne guerre. Nicolas Sarkozy, qui s'attendait à une journée pénible devant la cour d'appel de Paris après les accusations circonstanciées de Claude Guéant, son ancien plus proche collaborateur, a vigoureusement contre-attaqué, mercredi 29 avril, en ouvrant un nouveau front. Ses avocats ont produit une avalanche de chiffres, qui tendent à prouver que sur les 6 millions d'euros envoyés par les Libyens, la moitié n'était pas destinée à financer sa campagne présidentielle de 2007, mais est bien retournée dans la poche des... Libyens. Il est difficile à ce stade d'apprécier le bien-fondé de calculs présentés rapidement, mais l'effet d'audience est garanti, et l'attention inévitablement détournée des épineuses questions soulevées par le préfet Guéant.

L'affaire tourne encore et toujours autour d'Abdallah Senoussi, le beau-frère du colonel Kadhafi et patron du renseignement militaire libyen. Il était l'organisateur des multiples attentats terroristes, dont l'attentat contre le DC-10 d'UTA en 1989 (170 morts, dont 142 Français, en comptant les binationaux). Il a été condamné en France dix ans plus tard par contumace à la réclusion criminelle à perpétuité, et Kadhafi insistait depuis des années pour que soit levé le mandat d'arrêt international qui empêchait son beau-frère de sortir de Libye. Pour l'accusation, il aurait, en

contrepartie, volontiers financé le candidat français.

La chronologie est en effet limpide. Claude Guéant, directeur de cabinet de Nicolas Sarkozy, ministre de l'intérieur, dîne secrètement avec Abdallah Senoussi le 1<sup>er</sup> octobre 2005. Puis deux avocats, M<sup>es</sup> Thierry Herzog et Francis Szpiner (qui le nient tous les deux) rencontrent, le 26 novembre 2005, à Tripoli, l'avocate d'Abdallah Senoussi pour examiner le sort du proscrit. Une rencontre que Nicolas Sarkozy, au vu du dossier, juge d'ailleurs « *crédible* », mais organisée par Jacques Chirac. Puis Brice Hortefeux, ministre des collectivités territoriales et meilleur ami de Nicolas Sarkozy, rencontre à son tour le Libyen le 21 décembre 2005. Quelques semaines plus tard, Tripoli envoie les premiers virements sur le compte de l'intermédiaire Ziad Takieddine, qui a organisé les rencontres.

MM. Guéant et Hortefeux assumeraient jusqu'alors être tombés

dans un guet-apens et n'en avoir jamais parlé à leur patron. Nicolas Sarkozy assure n'en avoir rien su avant de lire le dossier judiciaire. Or, le 14 avril, froissé par les propos du chef de l'Etat qui l'accusait d'avoir « *franchi la ligne jaune* », Claude Guéant, trop malade pour assister à l'audience, avait assuré dans une première attestation qu'il n'avait pas parlé « *immédiatement* » de la rencontre avec Abdallah Senoussi à son ministre – mais donc qu'il lui en avait fait part. Dans une seconde attestation, il a donné, le 26 avril, de nouveaux éléments : il lui en a parlé lors de « *plusieurs occasions* », dont ses propres visites en Libye, qui rendaient « *naturelle, et même incontestable* », la nécessité d'en rendre compte.

## « C'est vrai, j'avais oublié »

Gêne intense de l'ancien chef de l'Etat, qui n'a pas caché que s'il l'avait su, il aurait dû, pour éviter le scandale, limoger son directeur de cabinet, puis directeur de campagne et enfin secrétaire général de l'Elysée. Nicolas Sarkozy a ainsi louvoyé mercredi pour la fois maintenir sa version et ne pas trop contredire son ancien collaborateur, au risque d'écopier d'une troisième attestation. Il avait raillé les quatre supposées visites que Claude Guéant aurait faites en Libye entre 2008 et 2010, en assurant que « *le rôle du secrétaire général [de l'Elysée] n'est pas de multiplier les déplacements à l'étranger* ». Il les a admises mercredi : « *C'est vrai, j'avais oublié,*

*j'ai eu tort.* » Il reconnaît même discrètement que son bras droit a dû lui rendre compte de ces visites par écrit, comme toujours, et que peut-être « *une note en bas de page disait que les Libyens avaient mis le sujet sur le tapis* ».

Mais il juge que Claude Guéant ne lui a « *absolument pas* » parlé de sa rencontre avec Abdallah Senoussi, il « *le maintient [l] absolument* ». Or, le préfet a aussi indiqué que le 25 juillet 2007, lors d'un repas avec Kadhafi, le colonel avait de nouveau mis l'affaire Senoussi sur la table et que le président de la République lui avait dit : « *Claude, voyez cela.* » « *Je fais venir M. Guéant en disant à Kadhafi "vous pouvez répéter, s'il vous plaît ?"* », objecte Nicolas Sarkozy. *Ça me paraît très improbable.* « *Pourquoi M. Guéant mentirait ?* », demande le président. « *Je ne dis pas qu'il ment, a esquivé le prévenu. Mais ce n'est pas vraisemblable. La mémoire a évolué, c'est son droit.* » Il insiste sur le fait que rien ne pouvait être fait pour Abdallah Senoussi, que rien n'a été fait, de l'avis même de Claude Guéant, et qu'il s'était de toute façon clairement prononcé contre les grâces ou les amnisties.

La cour un peu restée sur sa faim, c'est le moment qu'a choisi la défense de l'ancien chef de l'Etat pour abattre sa carte maîtresse. Ses avocats avaient insisté pour consulter un scellé, « *la clé Tak* », une clé USB saisie chez Ziad Takieddine, forte de 19 000 fichiers et curieusement à peine

**« Je ne dis pas [que Claude Guéant] ment. Mais ce n'est pas vraisemblable »**

NICOLAS SARKOZY

exploitée pendant l'instruction, le président leur avait libéralement accordé l'autorisation. M<sup>e</sup> Tristan Gautier, l'un des cinq avocats de Nicolas Sarkozy, a ainsi fait défiler une série de tableaux des comptes de Ziad Takieddine, qui tend à prouver que sur les 6 millions versés en 2006 en trois versements par le Trésor public et les services secrets libyens, 2 941 518 euros ont été reversés au fils d'Abdallah Senoussi, Mohammed, dont 900 000 en liquide.

## « La solution de l'énigme »

Ce jeune Mohammed, porte d'entrée de Ziad Takieddine vers son père, était un mauvais sujet : il avait frappé deux prostituées brésiliennes à Londres en 2006, et l'intermédiaire en armements avait aimablement réglé les frais d'avocats, les détectives privés, et finalement acheté le silence des jeunes femmes, comme l'avait écrit *Mediapart* le 12 août 2011. Ziad Takieddine a aussi loué la maison londonienne du jeune homme, un yacht de 25 mètres pour lui changer les idées et les menus frais du fils prodigue. Nicolas Sarkozy triomphe : où est

donc passé l'argent libyen ? Pas dans sa campagne. Dans la poche des Senoussi eux-mêmes.

« *Trois millions en deux ans ! Et aux mêmes dates !, s'est exclamé le prévenu. Et encore, on n'a pas tous les comptes de Takieddine. Cet argent qu'on pistait, le voilà ! C'est la solution de l'énigme. L'argent de la campagne, c'était pour la famille Senoussi !* » L'argument mérite qu'on s'y arrête, et la cour examinera de près ces éléments la semaine prochaine, début mai. D'autant que sur ces 2,9 millions, 869 000 euros seulement proviennent de ce fameux compte de Ziad Takieddine abondé par les Libyens, et 3 des 6 millions sont encore dans la nature.

A supposer même que Ziad Takieddine, qui s'est évidemment largement servi, n'ait perçu que 6 millions d'euros – il a au moins touché 4,4 autres millions sur le contrat Amesys, un logiciel français d'espionnage des opposants libyens. Et cela n'explique guère les largesses dont ont bénéficié Claude Guéant ou Alexandre Djouhri.

Mais Nicolas Sarkozy n'a pas boudé son plaisir. « *Il faut que je garde mon calme, a dit l'ancien président, que je calme mon indignation et ma fureur. Ces tableaux sont implacables, il n'y a pas un vice-remont pour ma campagne. C'est accablant, et c'est horrible qu'il ait fallu attendre dix ans pour trouver cela. Je demande à chacun d'imaginer quels peuvent être mes sentiments. C'est horrible. Horrible !* » ■

FRANCK JOHANNES



Le Monde | Ateliers

COURS DU SOIR

## Regarder un tableau quand...

avec

**Françoise Barbe-Gall,**

historienne d'art et conférencière dans les musées nationaux.

Nous voici dans un musée, dans une exposition, heureux de regarder un tableau... Ou presque. Quelque chose nous gêne, nous encombre, comme si la simplicité du plaisir nous était subtilement refusée. Une sensation, quelques idées en désordre, viennent s'interposer entre nous et l'image, on croit en savoir trop peu pour apprécier une œuvre, on se heurte à une image qui semble vide de sens, on hésite à s'avouer que la « *beauté* » d'un tableau célèbre nous échappe... Les obstacles sont nombreux. Mais heureusement, tout aussi aisés à renverser. Et cela ne demande que quelques clés de lecture...

A partir du 5 mai, participez à un cycle de 5 séances de 2 heures. Dans l'auditorium du Monde ou à distance, suivez notre cours et posez vos questions à Françoise Barbe-Gall.



ateliers.lemonde.fr

À PARTIR DU 5 MAI 2026

## Cycliste tué à Paris : le parquet requiert un procès pour meurtre

Le conducteur d'un SUV avait roulé sur Paul Varry, un jeune homme de 27 ans, après une altercation, en octobre 2024

La mort de Paul Varry, 27 ans, un cycliste écrasé par une Mercedes, boulevard Malesherbes, à Paris, le 15 octobre 2024, n'était pas un accident de la circulation, mais un meurtre, estime le parquet de Paris dans son réquisitoire définitif, révéler par l'Agence France-Presse, mardi 28 avril, dont *Le Monde* a pris connaissance. Le ministère public demande donc qu'Ariel M., le conducteur du SUV de 330 chevaux et de plus de 2 tonnes qui a roulé sur le cycliste, soit jugé pour homicide volontaire devant la cour d'assises de Paris.

Paul Varry militait à l'association Paris en selle afin de promouvoir l'usage du vélo dans la capitale. Sa mort avait provoqué un grand émoi dans la communauté des cyclistes et déclenché une mission gouvernementale contre la violence sur les routes. En 2025, la Ville de Paris a inauguré une piste cyclable à son nom. Le déroulement du drame a pu être reconstitué grâce aux images de vidéosurveillance et aux récits d'une dizaine de témoins oculaires. Selon les images, l'automobiliste, pris dans la circulation, avait emprunté la voie cyclable pour doubler les autres véhicules par la droite jusqu'à son altercation avec Paul Varry. Ce dernier a été filmé, agitant les bras et frappant le capot de la voiture, jusqu'à ce que le SUV redémarre. On aperçoit alors les deux roues gauches de la Mercedes se soulever et redescendre en passant sur son corps.

Selon les témoins de la scène, tous concordants, la voiture aurait d'abord roulé sur le pied du cycliste, qui a alors tapé sur le capot en criant : « *Mais t'es con ou quoi ?* » et « *Tu mécrases le pied.*

**« Il est établi que Ariel M. a percuté volontairement [Paul Varry] », selon le ministère public**

S'ils décrivent le cycliste comme étant « *énervé* », tous assurent qu'il n'était pas menaçant. Le SUV aurait alors reculé, avant d'accélérer brutalement en passant sur le corps de Paul Varry. « *La voiture a fait un bond sur le corps, comme [si le conducteur] avait pris un dos-d'âne à grande vitesse* », a rapporté un passant. « *Les deux roues gauches du véhicule lui passent dessus, en ligne droite du pubis à la tête, et les deux roues lui passent sur la tête* », a précisé un autre.

## « Voyants » et « alarme »

Ariel M. a-t-il volontairement percuté Paul Varry ou l'a-t-il fait de façon non intentionnelle en cherchant à se dégager ? Outre ces témoignages « *similaires* », le parquet fonde son réquisitoire pour meurtre sur un rapport d'expertise en accidentologie, selon lequel le conducteur a nécessairement dû voir que le cycliste se tenait debout devant le phare avant gauche de son SUV quand il a redémarré. Ce rapport « *souligne le bon état de fonctionnement du véhicule, la bonne visibilité ambiante et indique que la présence du cycliste (...) est au moment des faits détectable puisque visible directement de la position de conduite* ». Par ailleurs, Ariel M. a été

« *avisé visuellement* » de cette présence par des « *voyants* » et sur son « *écran central* », puis « *averti de manière sonore* » par une « *alarme* », précise le parquet. « *Il est donc établi que Paul Varry est mort des suites de l'écrasement qu'il a subi à deux reprises par les deux roues gauches du véhicule Mercedes conduit par Ariel M., qui l'a percuté volontairement* ».

Ariel M., connu des services de police pour des faits d'escroquerie, de faux et usages de faux et de violence, ainsi que pour plusieurs infractions routières, a contesté durant l'instruction avoir volontairement percuté sa victime. Tandis qu'il était en retard pour emmener sa fille à un rendez-vous médical, a-t-il dit, il a emprunté la bande cyclable pour gagner du temps jusqu'à l'altercation. S'il conteste avoir roulé sur le pied du cycliste, il affirme avoir eu « *très peur* » quand sa victime a frappé sur son capot et avoir alors fait une manœuvre pour l'éviter, sans s'être aperçu qu'il lui avait roulé dessus sur toute la longueur du corps.

« *Mes clients sont soulagés de constater que le parquet retient l'intention homicide, a réagi auprès du Monde l'avocat de la famille de Paul Varry, M<sup>e</sup> Yassine Bouzrou. Les faits démontrent clairement qu'il n'a pas seulement voulu blesser Paul Varry, mais qu'il a délibérément décidé de l'écraser, au niveau de la tête, avec son véhicule de plusieurs tonnes. Il ne pouvait ignorer qu'il allait donner la mort en faisant de telles manœuvres.* » Pour les avocats d'Ariel M., Steeve Ruben, Caroline Toby et Fabien Arakelian, leur client « *n'a jamais eu l'intention de donner la mort à Paul Varry* ». ■

SOREN SEELOW

# Recherche de Manon Relandeau : l'enquête complexe

L'éleveuse a disparu depuis un mois, près de Nantes. Son compagnon a été interpellé en Algérie

NANTES - correspondance

Où est Manon Relandeau? Cette question reste à ce jour sans réponse. Depuis le 27 mars, cette femme de 31 ans, installée à Saint-Etienne-de-Montluc, dans la Loire-Atlantique, demeure introuvable.

Lundi 27 avril, son compagnon a été interpellé par les services de police algériens, a affirmé le procureur de la République de Nantes, Antoine Leroy, confirmant une information du quotidien régional *Presse Océan*. Cet homme de 41 ans faisait l'objet d'un mandat d'arrêt international dans le cadre de l'information judiciaire ouverte à Nantes, le 7 avril, pour « meurtre par conjoint » et « enlèvement d'un mineur ». Cinq jours plus tôt, il avait pris l'avion pour rejoindre son pays natal, avec son passeport algérien et la petite fille du couple, âgée de 15 mois. L'enfant a, depuis, été confiée à la famille du quadragénaire, selon le procureur de la République.

Au suspect, les enquêteurs et le juge d'instruction nantais auraient beaucoup de questions à poser. Et principalement celle-ci : qu'est-il arrivé à la jeune femme? Cette réponse, la famille de la disparue l'attend aussi. « Ils espèrent obtenir rapi-

dement des informations », selon son avocat, Loïc Cabioch.

Sans nouvelle, ses proches ont alerté, le 3 avril, les gendarmes. Des voisins avaient constaté l'absence de la trentenaire auprès des chevaux qu'elle avait en pension et des vaches nantaises qu'elle élevait, depuis son installation sur l'exploitation, il y a trois ans. Puis, le 28 mars, un message avait été envoyé du téléphone de la jeune femme à des proches. Le texto annonçait son départ en formation pour trois semaines.

« Quelle part sans avoir prévenu personne, sans avoir organisé la gestion de ses bêtes, qu'elle laisse à la maison sa fille et sa grand-mère, fragile... Tout cela était pour eux inimaginable », rapporte un proche du dossier. Et puis, ajoute la même source, « la syntaxe, l'orthographe et les smileys utilisés dans ce SMS ne lui ressemblaient pas ».

## Violences sur une ex-compagne

Un rendez-vous manqué a achevé d'inquiéter ses proches. Le 3 avril, en effet, Manon Relandeau, qui n'avait jamais déposé plainte contre son conjoint pour dénoncer des faits de violences conjugales depuis le début de leur histoire, avait rendez-vous à Citad'elles, un lieu réservé à l'accueil des femmes victimes de violences, à Nantes.

Elle n'est jamais venue. Et n'a jamais été revue.

Que s'est-il passé entre le 27 mars, jour où un témoin est sûr d'avoir vu l'éleveuse sur ses terres, et le 2 avril, date à laquelle son conjoint quitte la France sans elle? Fouilles grand format, drones, hélicoptères, travail de la police technique et scientifique, auditions en série, étude de la téléphonie... Depuis près d'un mois, les gendarmes de la section de recherches de Nantes, épaulés par une cellule nationale de 15 enquêteurs, cherchent à le savoir. Leurs investigations ont déjà donné lieu aux mises en examen d'un homme et d'une femme, pour « association de malfaiteurs », les 22 et 23 avril.

Au moment où ils ont été saisis, le 3 avril, le conjoint de Manon Relandeau, condamné à Nantes en 2019 pour des violences commises sur une ancienne compagne, avait déjà quitté la ferme et la France. Selon un familier du

dossier, des messages, « parfois inélegants », ont ensuite été envoyés à plusieurs personnes du téléphone mobile de cet homme. Dans certains, l'auteur critiquait la jeune mère de famille.

Pour l'heure, l'interpellation du principal suspect, de nationalité algérienne, dans son pays d'origine, ne permet pas aux gendarmes et au magistrat nantais de l'entendre. « La situation ne facilite pas les choses », constate M<sup>e</sup> Cabioch. « L'Algérie a exécuté

ses obligations au titre d'Interpol », précise une source diplomatique française, mais, « par raison de principe, elle n'extrade pas ses propres nationaux - comme nous-mêmes ».

## Relations franco-algériennes

La coopération judiciaire est toutefois « multiforme », ajoute une source judiciaire nantaise. « Et si elle est en effet complexe, elle n'est pas inexistante. » La convention franco-algérienne du 5 octobre 2016 prévoit que les deux pays s'accordent l'entraide judiciaire la plus large possible. Le juge d'instruction nantais peut notamment délivrer une commission rogatoire internationale pour tout acte d'enquête ou des auditions. « Mais ce sont les autorités locales qui ont la maîtrise et qui décident », précise la source judiciaire.

Les relations entre la France et l'Algérie se sont dégradées depuis la reconnaissance par Paris, à l'été 2024, d'un plan d'autono-

mie sous souveraineté marocaine pour le Sahara occidental. La crise s'est aggravée avec l'arrestation, en Algérie, en novembre 2024, de l'écrivain franco-algérien Boualem Sansal, gracié depuis par le président algérien, Abdelmadjid Tebboune, et par la condamnation, en juin 2025, du journaliste français Christophe Gleizes à sept ans de prison pour « apologie du terrorisme ».

La situation semble s'être apaisée depuis la visite à Alger, en février, du ministre de l'intérieur, Laurent Nuñez. Lundi 27 avril, Emmanuel Macron a lancé une pique aux partisans d'une ligne dure avec le pouvoir algérien, en ciblant « tous les mabouls » qui veulent « se fâcher avec l'Algérie ».

En attendant, mercredi encore, de nombreux militaires espéraient toujours pouvoir retrouver Manon Relandeau, autour de sa ferme, à Saint-Etienne-de-Montluc. ■

ANNE-HÉLÈNE DORISON

**Un homme et une femme ont été mis en examen pour « association de malfaiteurs », les 22 et 23 avril**

## Contrôle des antécédents pour travailler avec des enfants handicapés

Une attestation d'honorabilité devra être fournie, selon un arrêté publié mercredi

Les personnes travaillant auprès des enfants en situation de handicap devront désormais se soumettre à un contrôle de leurs antécédents judiciaires. Un arrêté, publié mercredi 29 avril au *Journal officiel*, précise que le calendrier se déroulera en deux temps. La mesure entre en vigueur dès le « deuxième trimestre 2026 », donc avec application immédiate dans six collectivités (Grand-Est, Hauts-de-France, Ile-de-France, Normandie, Occitanie, La Réunion et Mayotte) et « à compter du troisième trimestre 2026 » pour les autres régions et collectivités d'outre-mer. L'entourage de la ministre déléguée chargée de l'autonomie et des personnes handicapées, Camille Galliard-Minier, a déclaré à l'AFP que le déploiement serait achevé « au plus tard en juin 2027 ».

L'attestation d'honorabilité, à demander en ligne sur [Honorabilite.social.gouv.fr](https://honorabilite.social.gouv.fr), garantit l'absence de condamnation définitive inscrite au casier judiciaire ou au fichier judiciaire automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes. Elle sera exigée pour toute personne exerçant dans des établissements et services pour enfants en situation de handicap, de manière permanente ou occasionnelle, qu'elle soit salariée ou bénévole. La vérification se fait à l'embauche, puis à intervalles réguliers.

## 4 800 personnes écartées

Selon les dernières données publiées par la direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques, plus de 174 000 enfants et adolescents en situation de handicap étaient accompagnés par 4 030 structures à la fin 2022, dont environ 17% accueillis dans des internats. A cela

s'ajoutent les centres d'action médico-sociale précoce prenant en charge 73 000 enfants.

La Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants (Cii- vise) a révélé que près de 160 000 enfants étaient victimes chaque année de violences sexuelles en France. Ce risque est multiplié par trois pour ceux qui sont en situation de handicap, et jusqu'à cinq fois plus en cas de déficience intellectuelle, selon une méta-analyse publiée en 2012 par *The Lancet*. Toutes ces violences ne sont pas exercées par des professionnels d'établissements : un colloque organisé le 3 décembre 2025 par la Cii- vise avait rappelé les risques d'agressions entre enfants et adolescents, ou les abus signalés lors des transports.

Le contrôle des antécédents judiciaires, instauré progressivement depuis 2024 dans le secteur de la protection de l'enfance et de la petite enfance (crèches, assistants maternels...), a déjà permis de délivrer 900 000 attestations d'honorabilité, et d'écartier 4 800 personnes au profil dangereux, dont une très grande majorité d'hommes, selon la haut-commissaire à l'enfance, Sarah El Haïry, dans un entretien à *20 Minutes*, le 22 avril, qui souhaiterait étendre cette obligation au périscolaire et l'ouvrir aux parents employeurs.

Mais la protection des plus vulnérables dépasse le champ de l'enfance. L'arrêté publié mercredi prévoit l'extension du contrôle des antécédents judiciaires aux personnels des établissements et services médico-sociaux pour adultes handicapés, à partir du « premier trimestre 2027 », et à ceux qui s'occupent des personnes âgées au 1<sup>er</sup> janvier 2028. ■

ANNE-AËL DURAND

**CHOISIR**

**CE QU'ON MET DANS NOTRE ASSIETTE.**

UFC-Que Choisir devient Que Choisir Ensemble pour nous donner collectivement le pouvoir de nous opposer aux pesticides.

**QUE CHOISIR ENSEMBLE**

**Nos choix, notre histoire.**  
Agissons ensemble sur [quechoisir.org](https://quechoisir.org)

Agence Jepp

# Dans le Beaujolais, le père de famille aux 34 petites victimes

Après une tentative de suicide, Romain G. a été mis en examen, le 10 avril, notamment pour « viols et agressions sexuelles sur mineurs », commis chez lui, à Lucenay, sur des amis de ses enfants, âgées de 3 à 9 ans

## ENQUÊTE

Pour piloter cette enquête, les gendarmes ont dû fabriquer deux tableaux. Le premier ressemble au trombinoscope d'une classe. Trois dizaines de portraits de petits garçons sont réunis, non pas dans les fichiers d'une école, mais sur un procès-verbal de la brigade de Villefranche-sur-Saône (Rhône). Des enfants aux prénoms de la fin des années 2010, âgés de 3 à 9 ans au moment des faits, portant sweat à capuche ou chemisette, les cheveux bruns en bataille, le regard sérieux, inquiet ou sidéré, capturé par la caméra d'enregistrement des auditions.

Quatre entrées composent le second tableau. Le nom et le prénom de la victime. Les infractions ensuite : enregistrement ou fixation d'image pornographique d'un mineur, agression sexuelle ou viol. Dans chacune de ces trois cases, les enquêteurs ont renseigné un oui ou laissé un blanc, et inscrit les dates. En tout, une soixantaine de faits dans chaque catégorie. Tous commis et filmés par le même homme, Romain G., dans le village de Lucenay (Rhône), dans le Beaujolais, entre 2020 et 2024.

À l'origine du vertige comptable de cette affaire, il y a trois élèves de CM1 qui racontent à leurs parents des agressions commises par le père de leur copain d'école au cours de soirées pyjama à son domicile. Interpellé en décembre 2024 à la suite de ces accusations, Romain G. ressort libre, mais tente de se suicider. À l'hôpital où il est soigné, il avoue avoir fait un nombre important de victimes et 200 vidéos de violences graves. Incarcéré depuis, il vient d'être mis en examen, le 10 avril, par une juge d'instruction de Villefranche-sur-Saône pour des faits concernant au total 34 victimes. D'après les vidéos retrouvées par les gendarmes, il a imposé des viols ou des actes sexuels à au moins 23 d'entre elles, et il les a toutes filmées dénudées.

Ces chiffres ouvrent la voie à la cohorte de questions inhérentes aux affaires majeures de pédocriminalité. Comment Romain G. a-t-il pu atteindre un tel niveau de prédation sans être détecté ? Quels protocoles d'accompagnement des enfants et de leurs proches ont été mis en place pour soigner ces blessures gravissimes ? Quelle place la société accorde-t-elle aux mineurs et aux violences sexuelles pour que de telles affaires surgissent encore ?

Ces interrogations torturent Nicolas et Sophie – tous les prénoms des parties civiles ont été modifiés –, les parents de Paul, 8 ans. Dans la pièce baignée de soleil où ils ont accepté de parler à des journalistes, d'angoisse, les deux tricotent leurs doigts, tentant ainsi de sortir de la honte et de la culpabilité qui les ont foudroyés depuis le coup de téléphone d'un gendarme. L'hiver dernier, alors qu'ils sont avec leur fils en voiture, le portable sonne ; elle conduit, lui décroche. « Paul est concerné par l'affaire », commence l'enquêteur.

« Il existe trois catégories de victimes : les images, les agressions et les viols. Votre fils fait partie des trois. » Le cerveau de Nicolas se fige, il demande au gendarme de lui envoyer un e-mail. Arrivés dans leur maison de Lucenay, le père envoie Paul jouer dans sa chambre, s'enferme dans la sienne avec Sophie. Il s'écroule, est mis en arrêt maladie pendant un mois : « Mon fils, c'est l'endroit le plus faible chez moi, j'aurais préféré que ça soit moi », s'émeut Nicolas, sa main cramponnée à celle de sa femme. En vingt ans de relation, elle n'avait jamais vu ses larmes.

« C'est pire qu'un coup de couteau, parce qu'un coup de couteau ça se voit, ça peut s'opérer et cicatriser. » Bombe à fragmentation lente, la pédocriminalité déchire tout sur son passage. Nicolas et Sophie ont dû appeler leurs proches, bredouiller des phrases contenant les mots « Paul » et « viol », affronter ce sentiment de défaillance parentale de n'avoir pas protégé leur petit garçon, asseoir ce dernier et lui dire : « Pendant que tu dormais, quelqu'un t'a fait des bisous et des câlins interdits. » Et continuer à l'accompagner tous les jours dans cette école primaire de Lucenay. La plupart des victimes y sont encore scolarisées ; dans certaines classes, la majeure partie des garçons sont concernés.

Jusqu'à là, ce village du Beaujolais aux routes sillonnées de berlines était surtout connu pour son golf. Les baies vitrées de confortables maisons donnent sur les vignes et les champs de colza. Cette carte postale apparaissait idéale à ces parents, cadres, employés à Lyon, à 25 kilomètres de là, mais désireux d'offrir la campagne à leurs enfants en bas âge. Le ronronnement d'une tondeuse à gazon berce des rues aux noms éloquentes, comme « chemin de la Poésie » ou « montée des Écoliers ». En haut de cette allée se tiennent les deux établissements scolaires, la maternelle avec ses petits vélos colorés, et l'élémentaire avec ses poules dans le jardin.

## SIGNAUX FAIBLES

À l'heure de la sortie, les témoins peinent à évoquer une affaire dont ils ne connaissent que les premiers contours flous révélés par la presse locale, il y a un an – ont alors été évoquées des agressions commises sur trois enfants seulement. « C'est difficile, on se sent contaminés », justifie une grand-mère d'élève, avant d'êtreindre son petit-fils. « Il y a eu Mazan, espérons qu'il n'y aura pas Lucenay », s'inquiète un autre. La pédocriminalité tétanise cette commune de 2 000 habitants, car elle oblige à mentaliser les images d'un homme de 40 ans commettant des sévices sexuels sur des petits corps. Un voyage psychique que trop peu parviennent à supporter, renvoyant les survivants à la solitude de leur traumatisme.

« Je n'ai pas les images et je ne les veux pas », dit Sophie, la maman de Paul. « Moi, je les ai dans le crâne, et c'est ça ce qu'il a réussi à faire, à me forcer à imaginer de la sexualité d'un adulte sur mon même de 6 ans au moment des faits. Mais on fait quoi avec un enfant de 6 ans, sérieusement ? », s'insurge Nicolas. Celui qui a imposé sa prédation et ces représentations, imaginaires ou filmées, à des centaines de personnes, s'appelle donc Romain G. Depuis un an, il dort en cellule dans une maison d'arrêt lyonnaise.

Ancienneté de sa perversion, sérialité de victimes très jeunes, attaquées en dehors de la sphère familiale, multiplicité des modes opératoires... ce régisseur de cinéma de 40 ans porte une « déviance pédophilique caractérisée », se traduisant par « des fantasmes sexuels excitants sur des enfants prépubères de 3 à 9 ans, d'impulsion sexuelle et de comportement de viol répété avec des stratégies pour se tenir au secret », écrit l'expert psychiatrique qui l'a examiné en détention, constatant sa « dangerosité criminologique ».

Où commence le basculement de Romain G. dans la grande criminalité sexuelle ? Lui-même cherche à retracer son parcours dans un texte qu'il rédige en prison : « L'histoire de l'enfant que j'étais et comment j'ai été violé et j'ai violé des enfants. » Dans toutes ses auditions, l'intermittent du spectacle invoque les violences sexuelles pratiquées sur lui

par son cousin plus grand, quand il n'avait que 8 ou 9 ans. Les chercheurs estiment qu'un tiers à la moitié des agresseurs sont d'anciens agressés. La corrélation existe, mais il n'y a pas d'automatisme. Vingt-cinq ans plus tard, il deviendra le parrain du fils de son cousin agresseur, et violera une dizaine de fois le petit garçon, de ses 3 ans à ses 5 ans.

Romain G. grandit envahi d'images sexuelles d'enfants. Il fait des études de cinéma, devient assistant, travaille sur le tournage de la série *Kaamelott*, et rencontre sur les plateaux Elodie, la mère de ses deux enfants. Ensemble, ils emménagent à Lucenay : « C'était mon joyau, une belle maison, deux enfants, une femme », a-t-il expliqué aux enquêteurs. Une manière de blanchir la pédophilie qui le dévore. Selon sa compagne, le tableau est moins idyllique. Est-ce dans les violences psychologiques qu'il lui imposait qu'ont émergé les premiers signaux faibles de sa prédation ? Elodie considère avoir été sous l'emprise d'un homme « très manipulateur », qui avait « un problème avec la gent féminine ». « Il se vengeait sur moi. Sur l'échelle du violentomètre, toute la partie orange, c'était mon quotidien avec lui. » D'après plusieurs de leurs proches, Romain G. traite particulièrement mal sa fille, par rapport à son fils.

À la fin de 2019, il se fissure psychologiquement, compensant, d'après les psychiatres, la crainte de l'effondrement de sa vitrine à coups de passages à l'acte pédocriminels. Leur maison de Lucenay devient une sorte de parc d'attractions, où « tout est fait pour les enfants, il y a une piscine extérieure, une cabane, des toboggans, des illuminations de Noël sur toute la maison, les jeux vidéo, les films », témoigne le père d'une victime. Romain G. se sert de ses deux enfants pour atteindre leurs copains et les agresser. Dans son portable, il y a des dizaines de textos sucrés remplis de smileys à l'intention de leurs parents pour organiser des soirées pyjama. Il tient par-dessus tout à ce que tous ces enfants aient « une belle enfance ».

Les vidéos qu'il a réalisées documentent le degré de violence qu'il a imposé à ces enfants sans jamais être repéré, et l'ampleur des blessures psychiques avec lesquelles ces petits garçons vont devoir grandir. Romain G. cible des garçons des écoles de son fils et de sa fille, de la maternelle à l'élémentaire au fil des années, ou ceux d'amis, saisissant toutes les occasions d'avoir accès aux corps des enfants. Il opère jour et nuit, les accompagne aux toilettes et les masturbe. Il s'occupe de les doucher, souvent en présence de son propre fils, qu'il prétend ne pas attaquer, et prétexte des soins d'hygiène pour pratiquer des pénétrations digitales ou des fellations sur les garçons.

La nuit, il se glisse dans les lits des enfants, profite de leur vulnérabilité accrue pour multiplier les agressions et les contraindre à des pénétrations anales. Il n'hésite pas à leur éjaculer dessus, sur le visage ou les fesses. Sur certaines séquences, les petits portent une couche, une tétine dans la bouche, lisent un livre, ou s'accrochent à leur doudou pendant les sévices.

Lui se raconte qu'il protège les enfants des images de sa prédation, y compris lorsqu'ils sont éveillés car, parfois, il leur occulte les yeux. À certains, il propose son « jeu du goût », en leur expliquant : « Je te mets quelque chose dans ta bouche et tu dois essayer de deviner ce que c'est », puis il leur met un masque occultant et insère son sexe dans leurs bouches en leur demandant si ça a bon goût.

« La seule barrière que j'avais, c'était de ne pas les traumatiser, qu'ils ne voient pas ce



que je fais et ne le comprennent pas, j'ai trop souffert moi-même des conséquences [du viol] et c'était vraiment important qu'ils ne le remarquent pas », déclare Romain G. à la juge d'instruction, le 10 avril.

Face à ces vidéos d'enfants assoupis ou aux yeux bandés, souvent pétrifiés, les gendarmes se posent la question de la soumission chimique. « Il a été constaté sur les vidéos que les enfants victimes lorsqu'ils dorment ou éveillés n'ont pas de réaction physique ou de système de défense, ils restent inertes malgré les pénétrations sexuelles ou digitales qu'ils subissent », écrivent-ils. Consommateur d'antihistaminiques, de CBD et de puissants somnifères, Romain G. détient chez lui des molécules pouvant être utilisées pour séduire les enfants la nuit. Mais lorsqu'on y regarde de plus près, aussi jeunes soient-ils et inconscients de la sexualité, ceux qui sont agressés éveillés montrent des signes de protestation, refusent de participer au « jeu du goût », se raidissent, disent qu'ils ont mal, ou tentent d'enlever les mains de Romain G. de leur corps.

## COLLECTION DE VIDÉOS ET DE PHOTOS

Il est parfois seul avec les enfants, parfois leurs parents prennent l'apéro juste en bas, ou dorment dans la pièce d'à côté. Il filme tout, au moins avec son téléphone, voire avec une tablette ou une autre petite caméra dissimulée dans un réveil. Il se repaît de ses vidéos, qu'il découpe, agrège entre elles, constelle de gros plans, de ralentis, d'arrêts sur image ou de bandeaux noirs ajoutés sur les yeux de ses propres enfants lorsqu'ils sont présents sur les vidéos. Il nomme ensuite le fichier : le nom de l'enfant, agrémenté des mots « salle de bains », ou « *sleepover* » (« soirée pyjama » en anglais). Il les range ensuite dans des dossiers encore aux noms des enfants, certains en contiennent une dizaine, de plusieurs dizaines de minutes, comme autant de violences de longue durée.

En tout, Romain G. s'est constitué une collection de 127 vidéos et 197 photos, conservée dans la section « photosferme » de son MacBook Pro. Radicalisé dans les tréfonds de sa pédocriminalité, il n'a rien fait pour s'arrêter, commettant à chaque fois des passages à l'acte encore plus destructeurs.

**DANS LA MAISON DE ROMAIN G., « TOUT EST FAIT POUR LES ENFANTS, IL Y A UNE PISCINE EXTÉRIEURE, UNE CABANE, DES TOBOGGANS, LES FILMS », TÉMOIGNE LE PÈRE D'UNE VICTIME**



Le centre de Lucenay (Rhône), le 21 avril. LUCIEN LUNG/RIVA PRESS POUR « LE MONDE »

Il faut attendre un petit déjeuner à Lucenay, à la fin du mois de novembre 2024, où une mère demande à son fils Raphaël, copain de la fille de Romain G., s'il aime bien dormir chez elle. « Oui, parce que là-bas, il y a mon jeu préféré, Les Aventuriers du rail. » Raphaël s'interrompt, puis repart : « Tu sais quand j'étais dans la salle de bains en train de m'habiller, j'avais mis mon haut et j'étais tout nu en bas, Romain, il est rentré dans la salle de bains, il m'a demandé de me mettre allongé par terre, puis il m'a dit de lever les jambes au dessus de ma tête. » « Mais pourquoi ? », le relance sa mère. « Je sais pas, mais il a demandé la même chose à Jean, et Jean m'a dit : "Romain est un obsédé." »

Alarmée, la mère de Raphaël échange avec les autres mamans de l'école. Celle de Léopold se remémore une nuit sous la tente, à la fin de l'été 2024, que son fils a passée dans le jardin de Romain G. Elle l'interroge : l'enfant de 8 ans explique qu'il lui a fait des choses « dégueulasses », mais craint que son agresseur aille en prison. Mais il va parler, et retrace ce coucher aux côtés de la fille de Romain G., de Jean, et du père qui dort avec eux. En pleine nuit, Léopold se réveille et le voit « allongé avec un grand flash et en train de regarder mon zizi et de le toucher. Il m'a ouvert le zizi ». A quatre reprises, la lumière de son téléphone allumée, l'homme agresse l'enfant qui ne cesse de changer de position pour tenter de s'échapper.

Après ces attaques, les enfants reprennent leur vie d'enfant à l'école de Lucenay. Parfois, dans la cour de récré, ils se cachent dans un coin pour évoquer entre eux le père de leur copine de classe qui a touché le zizi de plusieurs d'entre eux, ils trouvent ça bizarre, mais ne savent pas trop quoi faire. Le 5 décembre, la mère de Léopold dépose plainte. Le 14 décembre, Romain G. est convoqué et placé en garde à vue à la brigade territoriale d'Anse (Rhône).

Devant le gendarme qui l'auditionne, il qualifie de « bêtise » l'histoire des enfants nus dans la salle de bains, mais se défend plus sur le récit de Léopold. Il assure que Léopold ment. « A votre avis, qu'allons-nous trouver dans vos appareils numériques ? » « Rien. » « Aucun porno ? » « Avec les enfants, non. » Dans son téléphone, quelques photos

d'enfants nus à la piscine ou en vacances font bien tiquer l'enquêteur, mais Romain G. se justifie : « Ce sont des souvenirs. » L'enquête est renvoyée au parquet de Villefranche-sur-Saône pour appréciation.

Le 14 décembre à 22 heures, Romain G. se retrouve sur le parking de la petite brigade de gendarmerie d'Anse. Il appelle sa compagne, qui lui enjoint d'aller dormir ailleurs. Il démarre, se rend à l'hôtel Radisson Blu de Lyon et prend une chambre pour la nuit. Là-bas, il s'empare de plusieurs feuilles blanches et d'un crayon à papier. Dans la marge, il inscrit : « 14/12/2024, 23 h 10 ». Puis : « Je ne sais pas comment commencer cette lettre car elle sera terrible à écrire et à lire. J'ai peur, également, qu'elle soit très confuse. » Il s'adresse d'abord à ses enfants, à qui il conseille d'oublier son existence : « Je vous aime, vous êtes des merveilles d'enfants et je vous souhaite une belle vie avec maman. » Puis à sa compagne, à ses parents, à son frère et à sa sœur, et à sa collègue : « A toutes les personnes qui ont croisé ma route, oubliez-moi, je suis tellement désolé de vous avoir rencontrés. »

« JE ME SUIS HAÏ POUR ÇA »

« J'en viens à la partie la plus difficile de cette lettre. Aux familles et aux enfants, rien de ce que j'écris ce soir ne viendra apaiser votre douleur, votre colère et votre tristesse. (...) Ce soir, je suis lâche et je préfère fuir la justice. Je pense être né comme ça, je n'ai pas choisi d'aimer les garçons... les trop jeunes garçons. (...) Je me suis haï pour ça, mais je n'ai pas eu la force d'en parler. J'ai essayé de faire comme si de rien était, mais la vie fait qu'on croise des enfants. » Il termine sa lettre par trois pardons, aux gendarmes et à l'avocate auxquels il a menti, et aux clients de l'hôtel pour les « désagréments que mon probable suicide va engendrer. Je vais essayer d'attendre le petit matin et de ramporter personne avec moi ».

Il est 00 h 50 quand Romain G. finit sa lettre. Il n'y trouve aucun réconfort. « J'ai peur », griffonne-t-il. Il vide ses poches, sort de sa chambre et erre dans les hauteurs du hall de marbre de grès de la tour. Selon lui, il tente plusieurs fois de sauter. L'aube point à peine lorsqu'il reprend sa lettre, et rajoute : « 15/12,

À LUCENAY, LA NOUVELLE DE L'ARRESTATION DE ROMAIN G. SE RÉPAND, MAIS LES INFORMATIONS TRANSMISES AUX PARENTS SONT PARCELLAIRES



Dans la forêt de Charnay (Rhône), le 21 avril. LUCIEN LUNG/RIVA PRESS POUR « LE MONDE »

7 h 14. Je n'ai pas eu le courage de sauter. J'ai essayé trois fois cette nuit. Je vais partir trouver une autre méthode. » Dans un magasin de bricolage, il achète une longue corde jaune. Puis marche près de deux heures sur des voies ferrées, mais aucun train ne passe. Il envoie des messages à sa compagne, évoque son suicide, laquelle prévient le père de Romain G., qui appelle les gendarmes, paniqué.

« 15/12, 14 h 30. J'ai trouvé l'arbre parfait. Je dois trouver maintenant le courage de faire ce que je dis. Adieu. » Au bas de l'arbre, le père de famille dépose sa lettre de suicide. Après une heure à monter les 3 mètres le séparant de cette branche d'un chêne de la forêt de Charnay (Rhône), il place la corde autour de son cou, mais ne bouge pas, terrorisé à l'idée de basculer dans le vide. C'est dans cette position que les gendarmes le découvrent, grâce à la géolocalisation du AirTag qu'il porte avec ses clés. D'abord, Romain G. refuse les tentatives d'échange des forces de l'ordre. Puis se déverse : « Je dois sauter, mais j'ose pas », « je devais m'endormir tout seul et tomber », « je dois mourir, je suis un monstre », « j'ai fait du mal à ma famille et plein de personnes ». Au sol, les gendarmes ramassent les quatre pages volantes.

Les pompiers débarquent et se veulent rassurants : au vu de la hauteur, s'il saute, il n'y aura pas de risque mortel, pour peu qu'un gendarme le rattrape par les jambes. L'enquêteur de sa garde à vue de la veille monte dans le chêne, coupe progressivement la corde. Romain G. accepte de descendre à l'échelle des pompiers et est évacué aux urgences de Villefranche-sur-Saône, puis transféré en psychiatrie au centre hospitalier de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or (Métropole de Lyon).

Un mois plus tard, le 13 janvier 2025, une psychologue de l'hôpital réalise une dénonciation, au titre de l'article 40 du code de procédure pénale, au parquet de Villefranche-sur-Saône. Elle a rencontré trois fois Romain G. en entretien. Le 20 décembre 2024, il lui avait confié : « J'ai été convoqué à la gendarmerie car trois enfants ont parlé de jeux sexuels dans la salle de bains. J'ai tout nié pendant la garde à vue dans l'intention d'aller mettre fin à mes jours puis j'ai laissé une lettre. » Le 3 janvier, nouvel entretien : « Un ami est venu me rendre visite à l'hôpital le 1<sup>er</sup> janvier. Je n'étais pas informé de sa venue. Je me suis effondré en larmes et lui ai demandé de partir après quelques minutes. Je ne voulais pas qu'il reste, car j'ai abusé de son fils. » Le 6 janvier, « la police va savoir, car ils vont sûrement retrouver les vidéos, il y en a environ 200. L'hospitalisation, c'est une protection, un cocon, la police ne vient pas me chercher ».

Deux semaines après le signalement des soignants, les gendarmes le replacent en garde à vue à l'hôpital. S'ensuivent des auditions méticuleuses : Romain G. donne la localisation de ses vidéos, déroule une très longue liste d'enfants, leurs identités, les numéros de leurs parents, ainsi que toutes les violences qu'il a commises sur eux. « Combien d'enfants ont été victimes de votre part ? », conclut l'enquêteur. « Une trentaine d'enfants dans l'ensemble de mes actes », « 35 ou 37 ». Inscrit dans une démarche de reconnaissance des faits, il a accepté un traitement de castration chimique.

Sollicitée, l'avocate du suspect, M Clémentine Vergnais, n'a pas souhaité s'exprimer sur l'affaire pour le moment, indiquant que

son client « réserve ses déclarations pour la juridiction ». Tous entendus, les petits identifiés se souviennent du « jeu du goût », des parties intimes touchées dans les toilettes ou la salle de bains, ou de ce jeu étrange qui consistait à s'allonger à sa demande sur le dos et à mettre ses jambes derrière la tête, afin d'exhiber leurs parties génitales. Le filleul de Romain G., constate le gendarme, « se renferme dès que des questions précises sur les faits [sont] abordées ».

INCURIE JUDICIAIRE

A Lucenay, la nouvelle de l'arrestation de Romain G. pour trois agressions sexuelles se répand, mais l'étendue de sa criminalité n'est pas révélée. Les informations transmises aux parents sont parcellaires, regrette Sophie. « A un moment, j'ai dû appeler le gendarme pour savoir s'il fallait que je fasse des tests MST sur mon fils, j'ai à peu près compris que ça n'allait pas être nécessaire. »

Avec Nicolas, ils souffrent de l'incurie judiciaire d'un dossier maintenu au niveau local de la brigade d'Anse. « C'est comme si on avait envoyé l'équipe de la Duchère [un quartier de Lyon] en Ligue des champions... On est sérieux, là ? Ce n'est pas assez grave, ce qu'il s'est passé ? », proteste le père de Paul. La juge d'instruction les a laissés seuls avec leurs images effrayantes, n'ayant toujours pas pris le temps de leur annoncer ce que leur fils avait concrètement subi. « Je partage la colère légitime des parties civiles qui ont dû attendre de nombreux mois avant de savoir ce qu'avaient subi leurs enfants, sans que rien ne puisse expliquer une latence aussi importante et ce qui est humainement inacceptable », dénonce M<sup>e</sup> Marine Regnier, avocate de plusieurs familles. Conseil de victimes et de l'association Innocence en danger, M<sup>e</sup> Jean Sannier alerte sur la gravité de cette affaire de pédocriminalité, laquelle « fracture non seulement des vies, mais l'idée même d'humanité ».

En réaction, la procureure de la République de Villefranche-sur-Saône, où est instruit le dossier, annonce la tenue prochaine d'une réunion avec l'ensemble des parties civiles pour « répondre à leurs interrogations », en présence de la juge d'instruction. « Sur les reproches faits sur la conduite de cette enquête, des moyens ont été mobilisés sur ce dossier, mais il s'est avéré que cela a nécessité des investigations longues, assure Laëtitia Francart. La justice s'est d'abord assurée de vérifier la réalité des actes subis par chacun des enfants avant de communiquer », démine-t-elle.

Le soleil s'adoucit dans la pièce. Nicolas rattrape la main de sa compagne : « Moi, je le pardonne, ce type. Il n'arrête pas de dire qu'il est un monstre, mais notre haine nourrit sa perversité. Il est quelqu'un tant qu'on le teste, mais si on le pardonne, il n'est plus personne », élabore-t-il à l'endroit de Romain G., qui a rédigé une trentaine de lettres en détention pour autant de familles touchées. « Moi, je n'ai pas pardonné, il a réussi à ce que ses actes deviennent l'échelle de mesure de l'état de notre gamin, et c'est dur », renchérit Sophie. Son fils, elle le surveille désormais comme un enfant malade, contaminé par une pathologie à incubation lente : la violence sexuelle. Et lui, Nicolas, comment perçoit-il son petit Paul après tout ça ? « Je l'aime encore plus », pleure le père. ■

# Redonner vie aux terres polluées par les armes

Dans les Bouches-du-Rhône, des scientifiques restaurent à l'aide d'une plante un sol contaminé par des munitions

## REPORTAGE

PLAINE DE LA CRAU (BOUCHES-DU-RHÔNE) - envoyé spécial

Tout semble vide mais ce n'est pas un désert. La steppe de la plaine de la Crau (Bouches-du-Rhône) est riche en biodiversité. Sous un ciel immense, le mont Ventoux au loin, la piste file entre les herbes. Un berger marche à l'horizon, incliné par le vent parmi ses 3 000 moutons. Proches de Marseille, les grues du port de Fos-sur-Mer découpent l'horizon vers le Sud. Tout semble loin, mais l'histoire est juste sous nos pieds.

« Attention au mistral en ouvrant la portière ! » Directeur de recherche au CNRS à l'université d'Avignon, Thierry Dutoit stoppe la voiture à l'intérieur d'une zone d'accès restreint. Dans la réserve naturelle des Coussouls de Crau, il faut se pencher pour admirer une flore minuscule. « Nous avons recensé jusqu'à 70 espèces de plantes à fleurs par mètre carré », explique le spécialiste de la restauration écologique. A un endroit précis pourtant, dans une zone de 30 mètres de diamètre entourée d'une clôture, la végétation est pauvre. La terre est presque nue entre les galets. Au centre, rien ne pousse depuis la fin de la seconde guerre mondiale. En 1947, l'armée y a brûlé des caisses de munitions obsolètes. L'incendie a pollué la terre.

Avant d'accéder au site, les scientifiques revêtent des combinaisons blanches. « Ce sol est surtout contaminé par du plomb, du cuivre, du cadmium, de l'arsenic et du zinc », indique Emma Leone, la doctorante en écotoxicologie qui étudie le site avec Thierry Dutoit. Avec 30,5 grammes de plomb par kilo de sol, nous sommes très au-dessus du seuil de sécurité environnemental. C'est 6 000 fois plus que la concentration naturelle alentour. Entre les balles de fusils-mitrailleurs qui restent encore sur le sol, on observe de la mousse et des brachypodes rameux. Cette herbe locale résiste en milieu sec et pauvre. En provençal, on l'appelle la « baouque », l'herbe à moutons.

Depuis novembre 2025, les chercheurs tentent une expérience. Ils ont planté 900 pieds de brachy-

pode à cet endroit et sur d'autres sites pollués, en laissant le sol en l'état ou en l'enrichissant notamment avec du fumier. « Cette plante peut se développer, malgré une teneur importante en métaux lourds », précise Emma Leone. Grâce à ses racines et à sa litière, elle stabilise les polluants. Ils deviennent moins toxiques et ont moins d'interactions avec le vivant. Jusqu'à présent, tous les plants survivent et la « phytostabilisation » du site semble bien partie.

La faune souterraine est aussi touchée par la pollution. Les biologistes ont observé que 70 % des vers microscopiques ont disparu. « La végétation favorise leur retour et pourrait permettre de rétablir l'écosystème qui préexistait », explique Thierry Dutoit. En fixant la pollution, la baouque accélère la renaturation et stoppe les envoleuses de poussières toxiques. Dans ce milieu méditerranéen, cette herbe est idéale, mais ailleurs ? « Dans d'autres écosystèmes, nos recherches permettront d'identifier la meilleure plante candidate », poursuit-il. « Pour chaque contamination, il y a forcément une plante locale à trouver, que l'on peut associer à un programme de remédiation du sol », complète la chercheuse.

### « Taches de brûlage »

La réserve naturelle compte cinq « taches de brûlage » de ce type, sur une surface totale de deux hectares. Informé de la toxicité du lieu, le conseil départemental des Bouches-du-Rhône, propriétaire du site, a installé récemment des clôtures pour empêcher les brebis d'y accéder.

Dans quelques jours, un avion survolera les cinq taches pour les cartographier en haute résolution. « Nous allons observer les effets de la pollution sur les végétaux, grâce à une caméra aéroportée qui couvre le spectre visible et le proche infrarouge », explique Sophie Fabre, directrice de recherche au département d'optique de l'Office national d'études et de recherches aérospatiales (Onera) à Toulouse. L'imagerie hyperspectrale permet d'estimer les traits des plantes, leurs teneurs en chlorophylle et en eau, reliées à la contamination du sol. »



La doctorante Emma Leone et l'écologue Thierry Dutoit, sur une parcelle de la plaine de la Crau polluée par des métaux lourds, le 1<sup>er</sup> avril. MATHIEU ASSELIN POUR « LE MONDE »

Cette mission fait partie du projet scientifique appelé Hycos.

Les données de cette mission aérienne seront partagées avec Julien Parelle, un spécialiste de l'université de Besançon. Comme son confrère Thierry Dutoit à Avignon, il étudie l'extraction des polluants par les plantes. Son mo-

dèle est le peuplier. « Un des doctorants que j'encadre avec Sophie Fabre a montré qu'en mesurant la lumière du soleil réfléchi par les feuilles de peuplier, nous pouvons connaître les quantités de zinc qu'elles accumulent », indique cet écophysiole. Cette méthode permet ainsi de diagnostiquer la

contamination des sols, par l'imagerie hyperspectrale.

Cette cartographie des polluants pourrait-elle s'appliquer aux guerres d'aujourd'hui ? C'est précisément l'idée du projet Edwar, que Julien Parelle vient de proposer à l'Agence nationale de la recherche. L'Onera et plusieurs

« Pour chaque contamination, il y a forcément une plante locale à trouver »

EMMA LEONE  
doctorante

universités sont parties prenantes, ainsi que le BRGM, le service géologique national. Daniel Hubé, géologue au BRGM à Orléans et expert des conflits armés, y apporte son expertise. En 2015, il a identifié un site pollué lors de la première guerre mondiale, près de Verdun (Meuse). Rien n'y pousse, comme sur les taches de brûlage dans la Crau. Ces deux sites servent de référence pour le projet Edwar, car sur les champs de bataille du XX<sup>e</sup> siècle et d'aujourd'hui, les munitions polluent le sol de façon similaire.

### « Phytostabilisation »

La scientifique ukrainienne Olena Melnyk, chercheuse en sciences du sol, est également associée au projet. Avec son équipe, elle a étudié plus de 10 000 échantillons de sol, collectés près de la ligne de front en Ukraine. Les principaux polluants, détectés là où du matériel militaire a brûlé, sont le plomb, le zinc, le cadmium et le cuivre. Publiée récemment, son étude révèle aussi que les cratères d'explosion sont moins contaminés que prévu.

« Le projet Edwar pourrait aider à développer des solutions, même avant la fin de la guerre », estime Olena Melnyk. La phytostabilisation peut convenir aux environnements naturels et aux prairies. Pour les sols agricoles ukrainiens, où la priorité est la remise en culture, la phytoextraction est appropriée, en particulier avec le chanvre et le miscanthus. »

L'imagerie aérienne déployée sur la plaine de la Crau a l'avantage de cartographier à grande échelle, y compris les zones dangereuses. Cela peut servir en Ukraine, devenu le pays le plus miné au monde. ■

NICOLAS GUILLAS

## « Le sol ukrainien reste propre à la culture, sous réserve d'un suivi »

La scientifique Olena Melnyk a coordonné l'analyse de plus de 10 000 échantillons de terre, prélevés près des zones de combat

## ENTRETIEN

Contrairement de quitter l'Ukraine au début de la guerre, en février 2022, la chercheuse Olena Melnyk, spécialiste des sols, a conduit un projet avec plusieurs institutions académiques britannique, suisse et ukrainienne pour documenter l'état des terres à proximité de la ligne de front.

Que sait-on aujourd'hui de la pollution du sol en Ukraine ?

Le tiers des terres agricoles, près de 14 millions d'hectares, est potentiellement affecté par des mines, des munitions non explosées et des polluants. Mais nous n'avons pas observé de pollution uniforme des sols. Certaines zones sont fortement polluées, mais la contamination chimique est souvent localisée. Dans les zones non minées, le sol reste propre à l'agriculture, sous réserve d'un suivi, de restrictions et d'un choix des cultures. Je suis plutôt optimiste.

Comment votre étude est-elle mise en place ?

Quand la guerre a éclaté, en février 2022, j'étais chercheuse à

l'Université nationale agraire de Soumy [à 30 km de la frontière avec la Russie]. La ville était encerclée par les troupes russes, j'ai dû fuir avec mes enfants. Actuellement, je suis chercheuse associée à la Haute Ecole des sciences agronomiques, forestières et alimentaires, à Berne, en Suisse. Le lendemain de la libération de Soumy, le 4 avril 2022, les agriculteurs voulaient savoir si leur sol était cultivable. Mes collègues ukrainiens ont prélevé 20 premiers échantillons de sol sur des terres ayant subi des attaques de missiles et roquettes. Nous les avons analysés en Suisse et en Ukraine avec différentes méthodes.

Pour conduire des analyses à plus grande échelle, comment avez-vous procédé ?

J'ai monté un projet entre la Haute Ecole spécialisée bernoise, l'Université d'Etat de Soumy et l'Université royale d'agriculture de Cirencester (Royaume-Uni), où je me suis rendue. En 2022, nous avons défini avec l'équipe britannique le protocole d'échantillonnage dans la couche arable jusqu'à 10 centimètres de profondeur. En 2025, avec l'aide financière du

gouvernement britannique, les prélèvements impliquaient des équipes des universités de Soumy, de Kherson et de Kharkiv. Nous disposons désormais de plus de 10 000 échantillons prélevés près de la ligne de front dans sept régions. Leur teneur en métaux lourds a été analysée en Ukraine et au Royaume-Uni et les premiers résultats publiés dans l'*International Yearbook of Soil Law and Policy 2025* [une publication scientifique de Springer Nature].

Quelles sont les zones les plus affectées par la pollution ?

L'Ukraine compte 1,1 million de cratères causés par des bombes aériennes, des obus, des roquettes, des missiles ou des drones explosifs. Dans la plupart des cratères, quand il n'y a pas eu d'explosion, ou quand l'explosion a été complète, la concentration de polluants dans le sol n'est pas très élevée. Ce résultat est inattendu. Par contre, quand l'explosion a été partielle, les matériaux non explosés ont pénétré dans le sol et l'ont fortement pollué. Là où des chars ou des systèmes d'artillerie ont brûlé, la pollution est aussi très élevée, avec des hydro-

carbures et des métaux lourds, dont du plomb, du zinc, du cadmium et du cuivre. Dans les zones où des véhicules lourds circulent, le compactage du sol peut réduire les rendements agricoles.

Quels sont les effets des polluants sur les sols noirs ukrainiens, très fertiles ?

En Ukraine, les sols noirs appelés « tchernozioms » peuvent atteindre 60 centimètres d'épaisseur et contiennent beaucoup de matière organique. Ce sont les plus fertiles au monde. La mobilité des contaminants est limitée dans ces sols, qui sont résistants à la pollution. Cela s'explique par leur structure et par leur pH neutre ou alcalin, à l'opposé des sols acides, où les mé-

taux lourds sont plus facilement absorbés par les plantes.

Comment font les agriculteurs face à cette situation ?

Nous venons d'établir une carte de surveillance des sols, intégrée au cadastre, pour les régions de Kharkiv, Soumy, Mykolaïv, Kherson et Donetsk avec les données de 8 400 échantillons. Pour chaque parcelle, les teneurs en contaminants sont précisées et nous proposons des solutions à l'agriculture. Certaines plantes absorbent des métaux lourds seulement dans leurs racines. Dans certains cas, nous recommandons des cultures plus résistantes à certains métaux, ou la rotation des cultures ou des couverts végétaux.

Avez-vous aussi constaté des cas de désinformation ?

En 2022, des personnalités expliquaient, sans avoir analysé un seul échantillon, que les sols ukrainiens étaient sûrement très pollués ! J'ai enquêté sur ces cas de désinformation. En 2023, les chars britanniques Challenger, dont l'artillerie utilise de l'uranium appauvri, ont été accusés de présenter un risque élevé de pollution, ce

« La Russie a déjà pollué nos rivières, et veut faire croire aux Ukrainiens que leurs aliments sont contaminés »

qui est faux. L'objectif était de perturber les livraisons d'armement à l'Ukraine. On a aussi tenté de discréditer notre agriculture. La Russie veut semer la panique par différents moyens : elle a déjà pollué nos rivières, et veut faire croire aux Ukrainiens que leurs aliments sont contaminés.

Qu'est-ce qui vous anime dans vos recherches ?

Nous recueillons un maximum d'informations pour garantir notre sécurité alimentaire. Des responsables politiques m'ont parfois dit : « Pourquoi se préoccuper du sol ? Il faut d'abord sauver vos soldats. » Je réponds : « Il faut veiller au sol aujourd'hui pour nourrir nos soldats demain. » L'agriculture représente jusqu'à 40 % des revenus d'exportation du pays, il faut donc dire la vérité sur nos terres. Il n'y a pas que des chercheurs ukrainiens qui ont montré que les sols restent sûrs, c'est un réseau international de scientifiques. Leur validation est essentielle contre la désinformation. Sur l'environnement, cette guerre est la plus documentée au monde. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR NI. GU.

# La flambée sans fin des factures de gaz

Au-delà de la hausse des prix liée au conflit au Moyen-Orient, les tarifs vont bondir de manière structurelle

Le conflit au Moyen-Orient a fait décoller les prix des carburants dans les stations-service françaises, dès mars, mais pour les factures de gaz, les répercussions s'observeront plutôt dès le vendredi 1<sup>er</sup> mai. En tout cas, pour les 7,5 millions de ménages dont les contrats sont indexés sur le prix repère de vente du gaz (PRVG) ou sur les marchés de gros. Soit environ les trois quarts des ménages ayant recours à l'énergie en France, au décompte de fin 2025. A l'inverse, ceux qui ont opté pour une offre à prix fixe ne sont pas directement concernés, sauf si leur contrat d'un, voire de deux ou trois ans arrive à échéance.

Le PRVG augmentera de 15,4 % en moyenne, dès le 1<sup>er</sup> mai, passant de 139 euros à 160,50 euros par mégawattheure, toutes taxes comprises. Publié chaque mois, ce prix à titre indicatif n'est pas un contrat en tant que tel. Il fait office de boussole depuis la disparition des tarifs réglementés, en 2023, conséquence de la libéralisation des marchés de l'énergie.

Si la hausse se manifeste seulement à partir de mai pour les ménages, cela tient à la méthode de calcul de la Commission de régulation de l'énergie (CRE). C'est avec deux mois de décalage que l'autorité administrative indépendante reflète les coûts d'approvisionnement sur les marchés internationaux de gros – ces coûts « ont ponctuellement doublé au mois de mars », a-t-elle écrit le 8 avril.

Malgré un pourcentage de hausse sans précédent, l'impact sur les ménages est à nuancer. Au vu des consommations habituelles au printemps, pour l'eau et la cuisson, plutôt que le chauffage, la CRE s'attend à ce que les factures augmentent de 6,19 euros en moyenne en mai, toutes taxes comprises, pour les consommateurs dont les offres sont indexées au PRVG. « Si les cours se maintiennent au même niveau à l'approche de l'hiver, ce sera plus compli-

qué... », alerte Clarisse Berger, chargée de mission énergie et logement à l'association de consommateurs Que choisir ensemble.

Sur la base des marchés de gros, le prix repère pourrait enregistrer « une baisse », dès juin, dit Nicolas Leclerc, cofondateur d'Omnegy, spécialisé dans le courtage en énergie. Pour la suite, l'instabilité géopolitique complique les projections. « Les cours du gaz risquent de rester élevés cet hiver, re-

doute Sylvain Le Falher, cofondateur de Hello Watt, plateforme de conseil. Au-delà du blocage d'Ormuz, le conflit au Moyen-Orient a détruit des capacités de production et de liquéfaction de gaz. Or, la France importe la quasi-totalité de sa consommation gazière, mis à part le biogaz, une énergie renouvelable à partir de déchets.

## Entretenir le réseau

Du fait des coûts d'approvisionnement, les factures des particuliers ont déjà gonflé depuis des années. Selon une simulation du comparateur Selectra, pour une consommation de 11 200 kilowattheures, le montant annuel à payer par un ménage chauffé au gaz serait de 1750 euros en mai, soit 1000 euros de plus que dix ans plus tôt.

Une autre composante structurelle du prix repère et risque encore de le tirer à la hausse durant les années à venir. Celui-ci englobe aussi des coûts pour entretenir le réseau de transport et de distribution de gaz.

**Sans que ce soit le but recherché, la stratégie de décarbonation pourrait renchérir la note**

Au 1<sup>er</sup> juillet, suivant une évolution annuelle, le prix repère tiendra compte de l'« accès des tiers au réseau de distribution ». Ce droit de péage progressera en moyenne de 5,87 %. Soit un impact de 1,5 % sur les factures, selon la CRE.

Sans que ce soit le but recherché, la stratégie de décarbonation pourrait renchérir la note, notamment pour les ménages les plus précaires. Le gaz fossile étant responsable du dérèglement climatique, le gouvernement prévoit que 2 millions de logements sociaux en finissent avec ce mode de chauffage, d'ici à 2030, pour bascu-

ler soit vers des pompes à chaleur fonctionnant à l'électricité, soit vers des réseaux de chaleur urbains. Or, « moins il y aura de consommateurs pour payer la maintenance du réseau de gaz, plus ces coûts fixes de maintenance seront élevés pour les consommateurs restants », dit Ines Bouacida, de l'Institut du développement durable et des relations internationales.

Le Bureau européen des unions de consommateurs redoute, pour la France, une explosion de plus de 50 % des factures annuelles, d'ici à 2030, et plus de 130 %, d'ici à 2050, par rapport à 2024. Ce qui représenterait, à cet horizon-là, près de 2300 euros en plus. Et ce, sous l'effet d'« une hausse des redevances de réseau et des taxes carbone », en partant de l'hypothèse d'« une baisse de 61 % de la consommation en 2030 par rapport aux niveaux de 2024 », selon son étude publiée mercredi 29 avril, avec l'appui des associations Que choisir ensemble et CLCV. « A plus

long terme, les pouvoirs publics vont devoir envisager la fermeture de certains segments du réseau de distribution de gaz, probablement les moins rentables », estime Jacques Percebois, professeur émérite à l'université de Montpellier et fondateur du Centre de recherche en économie et droit de l'énergie.

Un autre élément leste déjà les factures, avec un poids croissant en perspective. Depuis 2026, les fournisseurs de gaz doivent incorporer des certificats de production de biogaz. Pour l'heure, la part obligatoire n'est censée couvrir que 0,4 % de la consommation de chaque client, avant de monter à 4 %, dès 2028. Mais « l'absence de trajectoire (...) post-2028 bloque les décisions d'investissement en matière de production de biométhane dans les territoires », ont averti les organisations patronales de la filière et les syndicats, dans une lettre ouverte au premier ministre, Sébastien Lecornu, mercredi. ■

ADRIEN PÉCOUT



## Les prix du pétrole s'envolent

Les prix du pétrole se sont envolés, jeudi 30 avril, après l'évocation par la Maison Blanche d'un blocus prolongé du détroit d'Ormuz et par des informations du média en ligne américain Axios assurant que Donald Trump devait être briefé, jeudi, sur de possibles nouvelles opérations militaires contre l'Iran, par le commandement central des Etats-Unis. Selon le site Web, ce dernier a préparé des options prévoyant une vague de frappes « courtes et puissantes » contre l'Iran, visant probablement des infrastructures. En début de matinée, le baril de Brent de la mer du Nord flambait de 5,61 % à 124,65 dollars (106,90 euros), celui de West Texas Intermediate de 3,11 % à 110,20 dollars.

# En France, l'activité économique fait du surplace, l'inflation grimpe

Le produit intérieur brut a stagné au premier trimestre, et les prix à la consommation ont augmenté de 2,2 % sur un an en avril

Alors que les économistes attendaient une croissance de 0,2 % à 0,3 % au premier trimestre, l'activité économique a stagné à 0 %, selon la première estimation, publiée jeudi 30 avril par l'Insee, un coup d'arrêt alors qu'elle avait progressé de 0,2 % au dernier trimestre 2025. Ce début d'année met à mal la prévision de croissance du gouvernement pour l'année, fixée à 0,9 %. « Ce chiffre qui était encore réaliste il y a quelques semaines devient désormais bien optimiste », observe Anthony Morlet-Lavidalie, économiste chez Rexecode.

Il faudrait, selon les calculs de l'Insee, que le produit intérieur brut (PIB) progresse de 0,3 % sur les trois prochains trimestres pour atteindre l'objectif gouvernemental. A la fin des trois premiers mois, l'acquis de croissance – la crois-

sance enregistrée en fin d'année si les trois trimestres à venir étaient atones – est de 0,5 %. « Il n'y a donc pas beaucoup d'impulsion pour l'année en cours », dit M. Morlet-Lavidalie. Sylvain Bersinger, fondateur du cabinet BersingerEco, estime, lui, que, sur l'ensemble de l'année, « le blocage du détroit d'Ormuz pourrait amputer la croissance de 0,3 point, soit une hausse du PIB de 0,6 % sur l'année ».

La déception du premier trimestre s'explique essentiellement par l'atonie de la demande intérieure, décrypte Marie Leclair, responsable du département des comptes nationaux à l'Insee. L'activité économique a été tirée vers le bas par une consommation des ménages en berne depuis la remontée des prix, en mars. En avril, l'inflation a atteint 2,2 % sur un an, selon les résultats provisoires de l'indice des

prix également publié jeudi 30 avril par l'Insee. La demande accuse même en début d'année un recul (-0,1 %), en dépit d'une épargne considérable accumulée, par ceux qui le peuvent, depuis la crise sanitaire liée au Covid-19. Les ménages ont réfréné leurs achats de biens, à tous les rayons ou presque : alimentation, produits pétroliers et électricité, biens d'équipement, meubles... Seuls les services échappent au marasme.

## Dépenses revues à la baisse

Les entreprises ont elles aussi revu leurs dépenses à la baisse en diminuant les investissements, en baisse de 0,4 % au premier trimestre. « On sent que la situation se durcit, ce recul est le miroir de bilans qui se dégradent et d'un contexte conjoncturel peu porteur », explique M. Morlet-Lavidalie.

Quant au commerce extérieur, qui avait connu un certain redressement en 2025, il a replongé dans le rouge (-0,7 %) en raison d'un fort repli des exportations : les livraisons d'avions et de paquebots, nombreuses au dernier trimestre 2025, ne se sont pas renouvelées depuis janvier, la construction de ceux-ci étant pénalisée par des difficultés d'approvisionnement (de moteurs concernant Airbus).

D'ailleurs, les exportations de matériels de transport, à elles seules, accusent un plongeon de 20 %. Autre secteur à faire grise mine, la construction, en repli de 1,5 %, repli lié notamment, selon M<sup>me</sup> Leclair, à l'accalmie dans les travaux publics et le génie civil, qui suit traditionnellement les municipales.

Seule la production industrielle, stimulée par les efforts de réarmement, surnage (+0,1 %) ce trimes-

tre, accompagnée d'un fort mouvement de stockage d'intrants, lié à la perspective d'une hausse des prix et de possibles pénuries provoquées par la guerre, depuis le 28 février, au Moyen-Orient.

Pour le reste de l'année, les perspectives sont d'autant plus moroses que les conséquences du conflit en Iran devraient produire leurs pleins effets. « La question est de savoir ce qui se passera au deuxième et au troisième trimestre. Nos prévisions pour la France tablent sur une croissance nulle (0 %) au deuxième trimestre, suivie d'une contraction au troisième trimestre, estimée à -0,1 % », dit Maxime Darmet, économiste senior France chez Allianz Trade. « Et si l'hypothèse d'un déblocage des flux dans le détroit d'Ormuz, fin mai ou début juin, ne se vérifie pas, on pourrait même être en réces-

sion sur les deux trimestres de l'année. » En faisant flamber le coût du kérosène, la guerre risque d'impacter fortement le tourisme. « L'impact de la guerre portera principalement sur le deuxième trimestre, pour lequel nous prévoyons une croissance nulle », confirme Stéphane Colliac, économiste senior chez BNP Paribas. « Nous pensons que le baril de Brent va atteindre 120 dollars [103 euros] en mai et que le prix va rester élevé pour le reste de l'année, aux alentours de 80 dollars, car des capacités de production ont été endommagées. » De quoi nourrir l'inflation. Reste aussi à savoir ce que feront les banques centrales face à cette situation de stagflation. Une hausse des taux d'intérêt « pourrait être un amplificateur du choc », rappelle M. Darmet. ■

BÉATRICE MADELINE

# ID. Polo, la mobilité électrique au quotidien

Pour Volkswagen, le futur des mobilités urbaines est électrique. La catégorie des citadines polyvalentes est en pleine expansion et son marché – pour l'électrique – devrait être multiplié par quatre en huit ans en Europe. Dans un contexte de forte demande, Volkswagen peut se prévaloir de très bons atouts avec une série de modèles réunis sous l'appellation « Electric Urban Car Family ». Ces derniers jouent la carte de la simplicité sans sacrifier l'innovation. Héritière d'un best-seller de la marque, la nouvelle ID. Polo incarne cette nouvelle ambition, dans une réinvention de l'ADN Polo adaptée à l'ère électrique.

## L'ÉTAT DE L'ART ÉLECTRIQUE

Depuis son lancement en 1975, et avec 20 millions de véhicules écoulés, le modèle Polo est devenu un symbole d'efficacité, d'innovation et d'accessibilité. La nouvelle ID. Polo 100 % électrique ne déroge pas à la règle et interprète ces valeurs à l'aune de la mobilité électrique. Au cœur de cette nouvelle identité, on retrouve la plateforme MEB+. Derrière ces trois lettres se cache une petite révolution qui permet à la nouvelle ID. Polo de perpétuer une longue histoire de simplicité et de fonctionnalité. Avec quatre niveaux de puissance (de 85 kW à 166 kW pour la version GTI) et deux tailles de batterie, elle s'adapte à l'ensemble des besoins, propose jusqu'à 450 kilomètres d'autonomie<sup>1</sup>, et la recharge rapide de série jusqu'à 105 kW. La plateforme MEB+ permet en outre à la nouvelle ID. Polo d'adopter une traction avant, plus compacte, la possibilité d'abaisser le centre de gravité du véhicule, d'optimiser la répartition des masses et de rabaisser le plancher arrière. Cette conception optimisée pour l'électrique permet au modèle de proposer l'habitabilité d'une Golf dans le gabarit d'une Polo et d'accueillir confortablement cinq passagers. Elle accueille également un coffre de 435 litres, soit 80 de plus que la Polo actuelle.

## À L'ÉPREUVE DU QUOTIDIEN

Ce foisonnement d'innovation n'a pas vocation à servir de démonstration. Il s'inscrit dans l'ADN d'un véhicule tourné vers l'utilisateur. Chaque décision technologique, chaque choix de design est pensé pour servir une expérience globale, celle des mobilités du quotidien. La multiplication des boutons physiques pour les fonctions directes incarne une volonté de ne pas céder au tout-numérique, sans pour autant sacrifier les écrans. Placé derrière le volant, le cockpit numérique est ainsi constitué de deux affichages haute résolution qui permettent un accès intuitif à l'infodivertissement. Côté confort, la nouvelle ID. Polo 100 % électrique soigne également ses passagers en ouvrant l'accès à des équipements habituellement réservés aux catégories supérieures. Grâce aux sièges électriques avec fonction massage, les trajets du quotidien n'auront plus la même saveur. Mieux encore, la nouvelle ID. Polo promet d'accompagner les gestes de tous les jours en intégrant les meilleures technologies d'assistance à la conduite. Park Assist<sup>2</sup> permet de piloter le stationnement à distance,



depuis un smartphone. Travel Assist<sup>3</sup> détecte les feux tricolores et adapte la vitesse automatiquement, alors que One Pedal Driving<sup>4</sup> simplifie la conduite au maximum... De la technologie aux usages, la nouvelle ID. Polo sait se rendre utile en toutes circonstances.



# L'audace dans la simplicité

D'abord associée aux idéaux de polyvalence et d'efficacité, la Polo a toujours réussi à surprendre son public en faisant preuve de caractère. En témoignent les sièges en denim de la Mk1 « Jean » de 1975, la pointe de vitesse à 196 km/h de la Mk2 G40 de 1984 ou la révolution stylistique de la Mk3, en 1994. Fidèle à l'héritage fonctionnel et accessible de sa lignée, l'ID. Polo 100% électrique s'inscrit également dans l'esprit pionnier qui a toujours fait le succès du modèle.



**L**e savant mélange d'audace et de simplicité s'impose dès l'extérieur. Première incarnation du nouveau langage de design « Pure Positive » de Volkswagen, la nouvelle ID. Polo se distingue par son élégance. « *Nous misons sur la pureté et la puissance des lignes, la stabilité visuelle, mais aussi l'aura positive et la sympathie que suscitent nos voitures* », explique Andreas

Mindt, designer en chef chez Volkswagen. Cette philosophie se prolonge dans la signature lumineuse, portée par des bandeaux LED et un regard immédiatement reconnaissable. Elle s'incarne également dans une gamme de couleurs expressive, à l'image de l'ensemble du modèle. À l'intérieur, le souci du détail renforce le sentiment d'excellence. Le toit panoramique révèle la générosité de

« **Nous misons sur la pureté et la puissance des lignes, la stabilité visuelle, mais aussi l'aura positive et la sympathie que suscitent nos voitures.** »

ANDREAS MINDT

l'espace intérieur. La présence de textiles haut de gamme et la qualité générale des matériaux participent à la sensation de confort et de sérénité. Tout est pensé pour favoriser un lien émotionnel avec le véhicule, qui n'hésite pas à proposer des clins d'œil à l'histoire de la marque. En témoigne la possibilité d'afficher une version rétro du tableau de bord, inspirée des années 80, avec cassettes et

compteurs à aiguilles. Enfin, la nouvelle ID. Polo sera bientôt déclinée dans une version GTI de 226ch. Une autre manière de montrer que la simplicité et l'efficacité ne sont pas incompatibles avec la force de caractère.

<sup>1</sup> Autonomie maximale WLTP de la Nouvelle ID. Polo 52 kWh, finition Style  
<sup>2</sup> Assistant semi-automatique aux manœuvres de stationnement  
<sup>3</sup> Assistance de conduite  
<sup>4</sup> Conduite à une seule pédale

# Procès OpenAI: Musk s'agace de « questions conçues pour le piéger »

Le patron de Tesla a été confronté, mercredi, devant le tribunal d'Oakland, à ses mails et à ses prédictions datant du début du projet

OAKLAND (CALIFORNIE) -  
envoyé spécial

Lorsque l'homme le plus riche du monde, gourou de la tech et ancien conseiller de Donald Trump, se trouve assis au tribunal, enjoint de répondre par oui ou par non aux questions de l'avocat de la partie adverse pendant plus de trois heures, forcément, il y a quelque agacement. « Vos questions sont conçues pour me piéger. Toute réponse simple induirait le jury en erreur », a pesté Elon Musk, mercredi 29 avril, au tribunal d'Oakland (Californie), dans la baie de San Francisco. « La réponse classique à une question par oui ou par non n'est pas si simple. [C'est comme] si vous posiez la question: "Allez-vous cesser de battre votre femme?" », a-t-il lancé, immédiatement interrompu par la juge fédérale Yvonne Gonzalez Rogers.

Elon Musk comparait dans le cadre du procès sur l'entreprise d'intelligence artificielle (IA) OpenAI. En début de matinée, le patron de SpaceX et Tesla a continué de se présenter, comme la veille, en victime du PDG d'OpenAI, Sam Altman, qu'il accuse d'avoir transformé un laboratoire philanthropique en machine à profits avec la complicité de Microsoft. « J'ai été l'idiot qui les a financés gratuitement pour créer une start-up, a-t-il déclaré en réponse à une question de son propre avocat, Steven Molo. Je leur ai donné 38 millions de dollars [32 millions d'euros] de financement, essentiellement gratuit, pour créer ce qui allait devenir une entreprise de 800 milliards de dollars. »

Mais l'avocat d'OpenAI, William Savitt, a tenté de démontrer toute cette histoire, à partir de 10 h 30,

mettant l'entrepreneur face à son comportement réel de l'époque. L'historique est connu : en 2015, Musk, Altman et d'autres créent OpenAI, une société à but non lucratif pour développer une IA non dangereuse et faire contrepoids au leader de l'époque, Google. Sauf que ce choix d'une fondation se révèle une absurdité dans une Silicon Valley où tout n'est qu'argent, et pour une start-up dont on savait qu'elle exigerait des capitaux ahurissants pour embaucher les meilleurs talents face à Google et louer la puissance de calcul gigantesque nécessaire au développement de l'IA.

## Partenaire extérieur

Dès la création d'OpenAI, les fondateurs sont dans une impasse et explorent toutes les hypothèses, y compris Elon Musk. En novembre 2015, il confie à Altman qu'il serait « probablement mieux » de créer une société commerciale parallèlement à une structure non lucrative, tandis qu'en 2016 il écrit qu'« OpenAI n'est pas en train de rattraper son retard [sur Google]. Le choix de la fondation était peut-être rétrospectivement le mauvais choix ».

Mais la création de la filiale lucrative conduit à une vive zizanie. Elon Musk veut détenir la majorité des parts et contrôler le conseil d'administration. Ses associés s'en inquiètent à l'époque: « La structure actuelle t'offre une voie menant à un contrôle absolu et unilatéral sur l'intelligence artificielle générale. Tu crains que Demis [Hassabis, le patron de Google DeepMind] ne crée une dictature de l'AGI. Nous aussi. C'est donc une mauvaise idée de créer une structure au sein de laquelle tu pourrais devenir un dictateur, situ

## Pendant l'interrogatoire, l'avocat William Savitt l'accuse de n'avoir toujours qu'un souci, capter l'IA pour lui-même

le voulais... », écrit, le 20 septembre 2017, Ilya Sutskever, l'un des cofondateurs d'OpenAI dans un mail présenté à l'audience. « Les gars, j'en ai assez. C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase », explose Musk, qui refuse d'être « un imbécile qui vous fournit un financement gratuit pour que vous puissiez créer une start-up. Les discussions sont terminées ».

Sans cesse, pendant l'interrogatoire, mercredi, l'avocat William Savitt l'accuse de n'avoir depuis toujours qu'un souci, capter l'IA pour lui-même. Début 2018, Musk propose de faire reprendre OpenAI par Tesla, qui servirait de vache à lait. Ses associés refusent cette bascule. En décembre de la même année, OpenAI est dans l'impasse. « J'estime à 0 % la probabilité qu'OpenAI demeure pertinent face à DeepMind-Google sans un changement radical dans son exécution et ses ressources. Pas même 1 %, écrit Elon Musk.

Ce pessimisme est fréquent chez l'entrepreneur, qui a beau jeu de rappeler qu'il a fait ces prédictions pour Tesla et SpaceX: « Je me suis trompé. » Ses gambes révélées à la cour ne valent pas nécessairement contrat ou vérité; elles sont autant d'idées lancées dans la vie des affaires. Peut-être, mais un

point décisif émerge. Elon Musk sait que, sans partenaire extérieur, OpenAI ne s'en sortirait pas. Ce sera Microsoft qui apporte 1 milliard de dollars en juillet 2019. Tout cela est public et il reste en contact avec ses anciens associés. Le chemin suivi par Elon Musk les années suivantes montre aussi que ses préoccupations de 2015 concernant OpenAI ont évolué au fil du temps. Ainsi, lorsqu'il crée xAI en 2023, sa propre firme d'IA, il choisit logiquement la forme commerciale, lui fait remarquer William Savitt. Quant à Grok, l'IA de Musk, elle ne se distingue pas par sa prudence, et l'avocat a pris un malin plaisir, mercredi, à relever que les expressions publiques de l'entrepreneur sur les dangers de la technologie s'étaient surtout multipliées depuis 2023, lorsqu'il s'est brouillé avec OpenAI.

Dans cette affaire, Elon Musk a deux axes de défense majeurs: il n'était pas contre une filiale à but lucratif qui aide à financer OpenAI, à condition qu'elle ne prenne pas complètement l'ascendant sur celui-ci. Il a progressivement perdu confiance en Sam Altman et déclare qu'un pas fut franchi lorsque les profits conjoints que pouvaient réaliser Microsoft et OpenAI ont été déplaçonnés.

Entre avoir peur d'être volé et être volé effectivement, il y a un pas, a répété Elon Musk pour justifier sa plainte tardive. Reste qu'il a participé à toute cette épopée, a eu des ambitions personnelles, et qu'il ne répond pas à la question essentielle que la cour devra trancher: est-il normal que Sam Altman se retrouve à la tête d'un empire valorisé 850 milliards de dollars, alors qu'il s'agissait à l'origine d'une œuvre caritative? ■

ARNAUD LEPARMENTIER



PERTES & PROFITS | UNITED AIRLINES

PAR ISABELLE CHAPERON

## Un patron désinhibé dans le ciel américain

Discrets appels du pied ignorés ou drague lourde repoussée, voire fiançailles rompues, les dossiers où les grands groupes cachent leurs secrets d'alcôve regorgent de projets de mariage avortés. Et si l'existence d'un de ces batifolages est révélée, leurs instigateurs sont alors prompts à balayer l'affaire d'un péremptoire: « Nous explorons toutes les options. » Pas le genre de Scott Kirby, le directeur général d'United Airlines.

Le patron de la quatrième compagnie aérienne américaine en nombre de sièges offerts a publié, lundi 27 avril, un vibrant plaidoyer en faveur d'un rapprochement avec son concurrent American Airlines. « J'ai approché American », dit-il. Problème, cette dernière ne veut pas en entendre parler. Même le président, Donald Trump, a considéré que cette fusion n'était pas souhaitable. Ces rejets fermes n'ont pas empêché M. Kirby de faire la promotion de sa « vision audacieuse »: « Nous ne proposerions pas une combinaison qui entraînerait une hausse des prix pour les clients. »

Si M. Kirby est sans doute le seul à entrevoir une « ouverture », comme aurait dit Jean-Claude Dusse, le dragueur insistant des Bronzés, son attitude est aussi un signe des temps. La désinhibition du patron américain reflète, d'abord, le style débridé de Donald Trump, qui aime à négocier des « deals » au vu et au su de tous sur les réseaux sociaux. Elle

traduit, ensuite, un fort désir de consolidation pour de nombreuses entreprises dont l'horizon est bouleversé par l'intelligence artificielle, les turbulences géopolitiques, les changements des habitudes de consommation et, dans le cas de l'aviation, par la flambée du prix du kérosène.

## Ampleur des défis

Tous les jours de nouveaux bans sont publiés. Mercredi 29 avril, c'était le rachat pour plus de 29 milliards d'euros du fabricant d'ascenseurs allemand TK Elevator par le finlandais Kone. La veille, c'était le mariage de la maison de disques BMG avec l'américain Concord sous l'égide de l'allemand Bertelsmann. Au même moment, toutefois, Pernod Ricard annonçait renoncer à acquérir l'américain Brown-Forman.

Le géant français des spiritueux savait, depuis longtemps, que trouver un accord avec le propriétaire de Jack Daniels, serait un défi compte tenu du poids des familles au tour de table des groupes. Le fait qu'il s'y soit risqué malgré tout montre l'ampleur des défis auxquels il doit faire face. Fin 2019, les familles actionnaires de PSA et de Fiat Chrysler étaient, elles, parvenues à trouver un terrain d'entente pour marier les deux constructeurs. Histoire d'être plus forts pour affronter des nids-de-poule qui n'ont pas fini de se creuser pour l'industrie automobile européenne. ■

## Berlin coupe dans les dépenses de santé

La réforme de l'assurance-maladie promet d'économiser 16,3 milliards d'euros par an

BERLIN - correspondance

Après des mois de tergiversations, la coalition conservatrice-sociale-démocrate, dirigée par le chancelier chrétien-démocrate Friedrich Merz, est parvenue à mettre sur la table la première des réformes structurelles auxquelles elle s'était engagée. Mercredi 29 avril, M. Merz a annoncé que le conseil des ministres avait avalisé une réforme « historique » des caisses publiques d'assurance maladie. Elle devrait permettre, une fois votée par le Bundestag, d'économiser 16,3 milliards d'euros par an. « Sans la réforme adoptée aujourd'hui, l'un des piliers les plus importants de notre Etat providence deviendrait instable à long terme », a souligné le chancelier lors d'une conférence de presse.

Il était temps. Avec l'approche de la date anniversaire de l'entrée en fonction de la coalition, le 6 mai 2025, la pression ne cessait de monter sur le gouvernement. Car les caisses d'assurance maladie affichent depuis plusieurs années une évolution inquiétante: le déficit, qui s'élevait à 6,57 milliards d'euros en 2024, devrait atteindre 12 milliards d'euros en 2026, en dépit d'une hausse des cotisations.

## Cure d'austérité

La dégradation des comptes de la protection santé s'explique principalement par le vieillissement accéléré de la population allemande: l'arrivée à la retraite de la génération du baby-boom s'accompagne d'une baisse de la population active, que l'immigration ne suffit pas à compenser. Mardi 28 avril, l'office des statisti-

ques a ainsi annoncé que le nombre de naissances était tombé à 654 300 en 2025, en baisse pour la quatrième année consécutive et au plus bas depuis 1946.

Pour enrayer le déficit de l'assurance maladie, la coalition s'est accordée sur une série de baisses de prestations. La plus importante, et la plus emblématique, est l'arrêt de la prise en charge gratuite du conjoint inactif dans les couples mariés ou en union civile. Cette disposition, qui soutenait le modèle familial traditionnel, est modifiée: seuls les conjoints responsables d'enfants ou de parents dépendants, ou ayant atteint l'âge légal de la retraite, seront désormais dispensés de cotisations. Le gouvernement prévoit également que les hauts revenus soient davantage mis à contribution; certaines prestations, comme les remboursements de prothèses dentaires, seront limitées; le plafond de participation pour les médicaments sera relevé et certains comme l'homéopathie, ne seront plus remboursés.

Ces mesures doivent encore être discutées au Bundestag, où le gouvernement ne dispose que d'une courte majorité. « Nous sommes capables de faire des compromis et nous les négocions », a martelé Friedrich Merz, ajoutant que l'autre grande réforme envisagée, celle des retraites, serait lancée dans les semaines à venir.

Une troisième réforme, portant sur l'impôt sur le revenu, sera également discutée dans les prochaines semaines, a déclaré le ministre des finances et vice-chancelier social-démocrate, Lars Klingbeil, mercredi dans la matinée. ■

CÉCILE BOUTELET

## Alphabet, Microsoft, Amazon et Meta enregistrent des profits record

Les résultats au premier trimestre des quatre géants de la tech ont dépassé toutes les attentes

NEW YORK - correspondance

Les doutes sur le modèle économique derrière la révolution de l'intelligence artificielle (IA) ont beau ne pas être écartés, les géants américains de la tech continuent d'enregistrer des profits record. Quatre d'entre eux (Alphabet, Microsoft, Amazon et Meta) publiaient leurs résultats du premier trimestre, mercredi 29 avril, et ils ont tous dépassé les attentes des analystes. Les interrogations concernent l'avenir, et notamment le rendement des investissements faramineux réalisés dans la course à l'armement piloté par l'IA. Le présent, lui, est très rentable pour tout le secteur.

Derrière Nvidia, le concepteur de puces, parrain de la révolution en cours, Alphabet, la maison mère de Google, semble être l'entreprise qui tire le mieux son épingle du jeu. Il a ainsi enregistré une hausse de 20 % de son chiffre d'affaires sur les trois premiers mois de l'année - à 110 milliards de dollars (95 milliards d'euros) - par rapport à la même période de 2025, et un bond de 80 % de ses bénéfices nets (62,5 milliards de dollars). Ses résultats sont soutenus par la croissance du secteur du cloud - avec un chiffre d'affaires de 20 milliards, en progression de 63 %.

La firme dirigée par Sundar Pichai a encore relevé ses prévisions d'investissement pour 2026, à 190 milliards de dollars, dont une grande partie servira à acquérir les fameux data centers. « Nous sommes limités par notre capacité de calcul à court terme », a dit le PDG, lors de la présentation des résultats, assurant que, désormais, l'IA « irrigue tous les aspects de l'entreprise ».

## Investissements massifs

Les marchés voient dans la firme de Mountain View (Californie) l'un des grands gagnants à court terme de la bataille pour l'IA: elle a tout à la fois un outil au point (son robot conversationnel Gemini 3), la capacité de le diffuser grâce au portail d'entrée unique que représente Google, et la possibilité de monétiser ses investissements par les revenus publicitaires et le cloud. L'action Alphabet gagnait 7 % dans les échanges post-clôture.

Amazon, son grand concurrent dans le domaine du cloud, a aussi vu ses revenus dopés au premier trimestre. Le géant de la distribution en ligne a dévoilé, mercredi, une croissance de 17 % de son chiffre d'affaires (à 183 milliards de dollars) et de 77 % de ses bénéfices nets (30 milliards) par rapport à la même période de 2025. Le groupe

se prépare à investir 200 milliards de dollars en 2026, en hausse de 60 % par rapport à 2025. Les investisseurs croient à la capacité de la firme à rentabiliser cette force de frappe: l'action gagnait 4 % post-clôture, mercredi.

Les stratégies de Microsoft et de Meta ont, elles, été accueillies un peu plus fraîchement par les marchés, malgré des chiffres tout aussi robustes. Le chiffre d'affaires du groupe de Satya Nadella au premier trimestre (83 milliards de dollars) a progressé de 18 % par rapport à la même période de 2025, et ses bénéfices nets sont tout aussi solides (31,3 milliards de dollars). Microsoft prévoit des investissements similaires à ceux de ses concurrents (190 milliards de dollars en 2026, en hausse de 60 %). Mais ses activités dans le cloud sont moins rentables et, surtout, des doutes persistent sur sa capacité à faire payer ses utilisateurs pour Copilot, l'outil qui permet de booster à l'IA ses logiciels de bureautique classique. L'action de l'entreprise était à l'équilibre dans les échanges post-clôture, mercredi.

Meta (Facebook, WhatsApp, Instagram etc.) a connu une soirée difficile, avec un repli de 5 % de son action après la clôture. Ses résultats ne sont pourtant pas moins impressionnants, avec 56,3 mil-

liards de dollars de chiffre d'affaires au premier trimestre - en hausse de 33 % sur un an -, un bénéfice net de 26,3 milliards et une capacité toujours plus grande à générer de la publicité.

Mais deux données ont bridé l'enthousiasme des investisseurs. D'abord, le nombre de personnes ayant utilisé l'une de ses plateformes, estimé à 3,56 milliards, a reculé légèrement, pour la première fois, d'un trimestre sur l'autre - du fait, notamment, des coupures d'Internet en Iran et de la censure de WhatsApp en Russie. Quant à ses investissements, ils ont été encore revus à la hausse - entre 125 milliards et 145 milliards de dollars en 2026, même si l'entreprise a dépensé moins que prévu au premier trimestre.

Mark Zuckerberg veut désormais développer une « superintelligence personnelle » qui sera diffusée auprès des utilisateurs de ses plateformes. Meta veut mettre toutes ses forces dans la bataille mais les marchés ne semblent pas convaincus que l'argent soit utilisé totalement à bon escient alors que l'entreprise semble en retard dans la course à l'IA. Il n'y a cependant rien de réhibitoire, vu la vitesse à laquelle évolue l'IA et vu le vent d'optimisme qui s'est remis à souffler sur le secteur. ■

NICOLAS CHAPUIS

# Faire du travail une chance, c'est un travail d'équipe.

**En ce 1<sup>er</sup> mai, rappelons que la chance n'est jamais un hasard.**

Chez Actual, nous croyons qu'elle naît du travail d'équipe, de l'élan humain et de la force du collectif. C'est pourquoi nos 4000 collaborateurs s'engagent chaque jour à faire du monde du travail un univers ouvert, riche en possibilités, où chacun puisse accéder à un travail choisi.

Cette conviction, qui anime depuis 25 ans notre engagement dans la voile, a donné naissance avec Anthony Marchand, notre skipper, à l'aventure Actual Ultim 4. Car en mer comme dans le travail, l'innovation, la résilience, l'audace et la coopération sont nos meilleurs moteurs.

En 2026, nous voulons plus que jamais aider le monde du travail à ouvrir des voies nouvelles, former les talents de demain, offrir aux entreprises des caps solides, permettre à chacun d'oser, de grandir, de se révéler, de trouver sa route.

**Aujourd'hui, nous sommes N°1 de l'intérim d'insertion en France.  
Et c'est notre plus grande fierté.**

*Samuel Tual*

Président d'Actual group,  
acteur majeur du travail en France.



 **actual** faire du travail  
une chance

Intérim  
et recrutement

Acquisition  
de talents

Développement  
des compétences

Conseil  
RH

[www.actualgroup.com](http://www.actualgroup.com)

## INDUSTRIE

# Voyage en Chine, au cœur de l'inépuisable usine du monde

**COMMENT LA CHINE DÉVORE L'EUROPE 3/4** Le long du fleuve Yangzi Jiang et de la rivière des Perles, la multitude de cités industrielles témoigne de la manière dont le pays s'est transformé en superpuissance manufacturière

## REPORTAGE

CHANGZHOU, DANYANG (CHINE) - envoyé spécial

L'autoroute qui s'éloigne de Shanghai vers l'ouest est toujours chargée à ce moment de la matinée. Aux conducteurs qui entrent ou sortent de la plus grande ville de Chine au volant d'automobiles aux noms encore peu connus ailleurs – Zeekr, Li, IM, XPeng – s'ajoutent les semi-remorques emmenant leurs conteneurs marqués des logos Cosco, Maersk et autres vers les nombreux ports de la côte. Ils seront ensuite expédiés partout dans le monde.

À la sortie de la ville, le trafic ralentit autour des différents parcs d'exposition destinés à promouvoir le commerce international. L'un accueille en cette mi-avril le salon du sextoy, un autre vendra quelques jours plus tard le plastique sous toutes ses formes et les machines pour le transformer. Les grands immeubles laissés derrière, l'immense cité aux 25 millions d'habitants cède la place aux zones industrielles où les usines se succèdent les unes après les autres. La cité satellite de Kunshan s'est focalisée sur l'électronique, on y trouve des fournisseurs de composants d'Apple, des lignes de production de semi-conducteurs... Juste au nord, Wuxi, spécialisée dans les panneaux solaires, tout comme sa voisine Nantong, récupère aussi le retard qu'accuse encore la Chine dans les machines-outils dites « CNC » (pour « commande numérique par ordinateur »), qui permettent d'usiner les pièces avec précision.

Quelques dizaines de kilomètres plus loin, la modeste Danyang est devenue la capitale mondiale des verres de lunettes. La presse officielle locale affirme qu'elle produit 45 % des verres de la planète et assure 75 % de la production chinoise. Le gros de la valeur ajoutée reste cependant entre les mains de groupes comme l'européen EssilorLuxottica, qui domine à la fois les lunettes de soleil sous licence de grands noms et les lunettes de vue sur ordonnance sur les marchés occidentaux. L'entreprise est elle-même présente à Danyang.

Dès qu'on descend en gamme, c'est la foire d'empoigne entre tous les producteurs. Les petits patrons d'usine se plaignent, comme dans de multiples secteurs en Chine, de surcapacités destructrices. « Les marges ont baissé. Quand il y a trop de gens qui produisent, il y a moins de gains. Il faudrait un équilibre car si on casse encore les prix, personne ne peut survivre », résume Zhao Shen, 26 ans, qui gère avec ses parents une petite usine montée par son père et sa mère il y a plusieurs dé-

centennies lorsque la commune, avec l'ouverture économique du pays, a commencé à s'imposer dans le secteur des lunettes.

Il explique que, sur une monture à 68 yuans (environ 8,50 euros) destinée à la Chine, aux marchés émergents d'Asie du Sud-Est ou à l'entrée de gamme en Europe, son entreprise n'engränge plus que 1 à 2 yuans par paire. Cette course est devenue caractéristique de l'industrie chinoise. L'effet de masse permet de baisser les prix, donc de rendre des produits accessibles partout sur la planète, mais il suscite de grandes craintes sur l'emploi dans les autres pays et des interrogations sur la durabilité du modèle ici même.

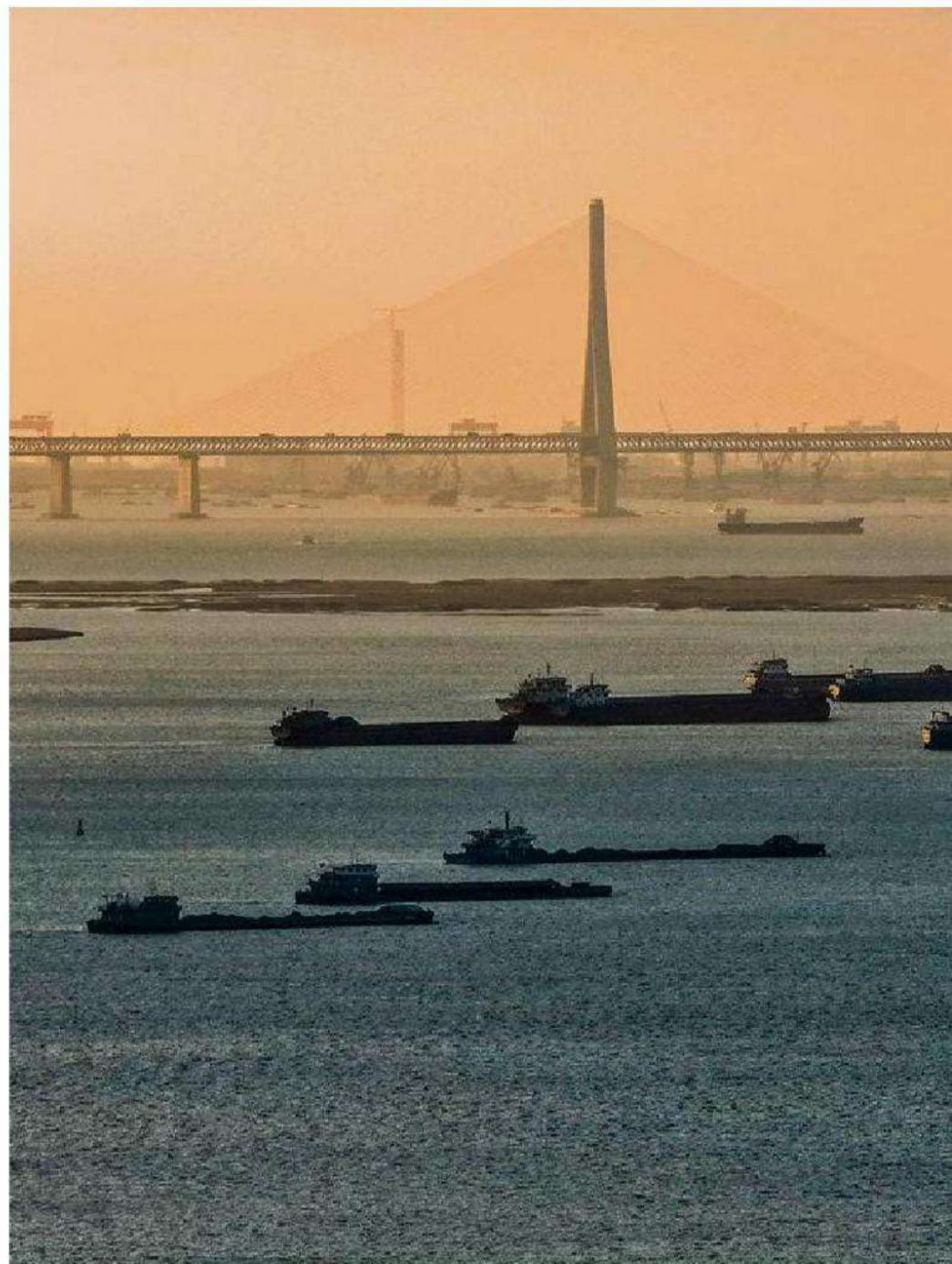
En longeant ainsi le fleuve Yangzi par le sud, c'est tout un pan de l'usine du monde que l'on voit défiler. Combien d'hommes et de femmes d'affaires venus de pays lointains, après avoir atterri à l'aéroport Pudong de Shanghai, ont fait ce trajet dans le van d'un fournisseur ou en montant dans les nouveaux TGV chinois pour aller superviser leurs fournisseurs basés en Chine, afin de réduire les coûts de production et de proposer des produits moins chers. Et au passage augmenter leurs profits. À 200 kilomètres au sud, la cité très méconnue de Songxia prétend au titre mondial dans la production de parapluies, que lui conteste Dongshì, plus bas le long de la côte, au Fujian.

## LES OFFICIELS SE FONT CONCURRENCE

D'autres atterrissent à l'aéroport de Canton pour un voyage très similaire dans l'autre grand delta ultra-industrialisé, celui de la rivière des Perles. Dans des immeubles de quartiers vieillissants de la capitale du Guangdong, des travailleurs venus du centre de la Chine cousent des vêtements vendus pour un rien sur le site Shein. Le site fait appel à plus de 5 000 fournisseurs, opérant dans des immeubles de cinq à dix étages, souvent douze heures par jour. Certains patrons d'ateliers partent faire des économies au Cambodge, mais d'autres considèrent que l'efficacité du Guangdong n'a pas son pareil car on y trouve tout, des tissus à la main-d'œuvre venue des provinces rurales.

En longeant la rivière des Perles sur sa rive orientale sans que la zone urbaine et industrielle s'interrompe jamais jusqu'à Hongkong, on arrive à Dongguan, cité usine confectionnant autant de bijoux bas de gamme que de smartphones. Puis Shenzhen, poumon de la production électronique mondiale, et désormais de l'innovation avec le siège de nouveaux géants tels que le champion chinois de l'électronique Huawei, la marque automobile BYD ou celle de drones DJI, qui domine largement le marché mondial.

**CE TISSU CONFÈRE À LA CHINE UNE AMPLIEUR INDUSTRIELLE INÉGALÉE DEPUIS LA SECONDE GUERRE MONDIALE**



Sur la rive occidentale, avant d'arriver à Macao, la modeste Heshan s'est imposée comme un centre mondial de la production de livres pour enfants. Chez Gallimard Jeunesse, que ce soit les histoires musicales du petit chien Paco, l'édition illustrée de la série Harry Potter ou Les Petits Coquins pour les plus petits, on tombe à la fin sur une minuscule ligne « imprimé en Chine par Leo Paper » ou « imprimé en Chine par Hung Hing », deux fabricants capables de réaliser des livres complexes avec soin et qui ont une implantation à Heshan. Juste à l'est, la ville de Zhongshan est devenue une capitale mondiale de la production de lampes et éclairages en tous genres. Et ainsi de suite.

Ce tissu confère à la Chine une ampleur industrielle inégalée depuis la seconde guerre mondiale lorsque, l'Europe et le Japon étant dévastés, les États-Unis confectionnaient la moitié des produits sur la planète. « La Chine est maintenant la seule superpuissance industrielle. Sa production dépasse celle cumulée des neuf pays suivants », constatait Richard Baldwin, professeur d'économie internationale à l'IMD Business School de Lausanne, dans un article de 2024. Alors qu'en 2004 la Chine ne fabriquait que 9 % des biens manufacturés sur la planète, elle assure désormais autour de 30 % de la production mondiale. Cette part grimpe même à 35 % du total mondial si l'on compte en volume – car beaucoup de produits, notamment dans l'électronique, sortent assemblés de Chine mais avec une partie de pièces étrangères, comme les puces taïwanaises des iPhone ou des composants japonais.

Elle doit cette avancée à la résolution de ses entrepreneurs, à la dévotion de sa main-d'œuvre sortie des campagnes pour aller à l'usine, mais aussi à ses officiels. Ils se font eux aussi concurrence pour savoir qui bâtira la zone industrielle et le port de conteneurs le plus efficace, apportant un soutien public crucial à ce développement depuis qu'au tournant des années 1980 le Parti communiste, sans abandonner son rôle de planificateur et de manager du pays, a toléré l'économie privée.

Un maillon en appelant un autre, les usines des sous-traitants ont ouvert à proximité des sites d'assemblage final. De nouveaux processus en nouveaux produits, la Chine est ainsi devenue le centre du monde manufacturier. La concentration de la chaîne d'approvisionnement et la course à toujours faire plus efficace lui ont permis de rester centrale malgré la hausse des coûts de main-d'œuvre.

Cette domination est particulièrement aiguë dans certains secteurs devenus emblématiques de son ascension et des craintes de

désindustrialisation qu'elle suscite ailleurs. Malgré les efforts d'Apple pour fabriquer une partie de ses iPhone destinés au marché américain en Inde, la Chine assure environ 70 % de la production de smartphones dans le monde, plus de 70 % des batteries automobiles, plus de 70 % des voitures électriques et plus de 80 % des panneaux solaires.

Cette puissance exportatrice ne fait que se renforcer. L'excédent commercial chinois a atteint 1200 milliards de dollars (1 014 milliards d'euros) en 2025, un chiffre inédit. Il grimpe à la fois parce que la Chine gagne en efficacité, produisant davantage à des coûts moindres que ses concurrents, et parce qu'elle produit des biens plus onéreux que par le passé, plus de voitures et un peu moins de textile, dont une partie de la production part pour l'Asie du Sud-Est. Aussi les incantations répétées à chaque visite d'un dirigeant occidental sonnent-elles largement creuses. De passage à Pékin en avril, le premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, a jugé « pas tenable » ce déséquilibre, comme le président de la République, Emmanuel Macron, le jugeait « insoutenable » en décembre 2025.

## «CHAÎNE D'INTÉGRITÉ»

Ce déficit continue à se creuser à mesure que la production chinoise monte en valeur. Pour le comprendre, il faut sortir de l'autoroute deux heures après avoir quitté Shanghai et arriver à Changzhou. Cette ville, inconnue à l'étranger, a de quoi rendre envieux ceux qui, en Europe, ont tenté de lancer des gigafactories de batteries, comme le défunt projet Northvolt, ou qui essayent d'attirer des usines de voitures électriques.

À l'extérieur du centre-ville historique, les districts se caractérisent par leurs rangées d'usines. On y trouve de tout, comme ce site de production d'alliages de fer et de silicium utilisés dans l'industrie des nouvelles énergies de l'entreprise Dalishen. Sur son fronton est écrit en caractères rouges : « Les grands employés font les grandes entreprises. » Car ce sont surtout les nouvelles industries que Changzhou cherche et parvient à attirer. Une marque de gros 4x4 électriques haut de gamme, Li Auto, y a ouvert une usine, tout comme le premier constructeur mondial de véhicules électriques, BYD, le leader mondial des batteries automobiles, CATL, et ses concurrents lointains CALB et Svolt, ainsi qu'un des trois premiers acteurs mondiaux des panneaux solaires, Trina Solar.

Derrière l'usine BYD, les immeubles de dortoirs bleu et blanc sont alignés les uns après les autres. Le long de la grande rue, une kermesse est organisée pour les ouvriers. Hors



Navires sur le fleuve Yangzi Jiang, à Nantong, dans le Jiangsu (Chine), le 23 octobre 2025.  
LI BO/XINHUA VIA AFP

## La chute d'une marque automobile chinoise abreuvée de subventions

Le constructeur Neta est devenu un contre-exemple en matière de politique industrielle

PÉKIN - correspondant

**ENVIRON  
130 CONSTRUCTEURS  
SE LIVRENT BATAILLE  
POUR SURVIVRE  
SUR LE PREMIER  
MARCHÉ DU MONDE**

Des centaines de carrosseries sont laissées à l'abandon sur un parc de stockage extérieur gagné par les mauvaises herbes. Les portes de l'usine ont été condamnées. A l'intérieur, les bras articulés des machines-outils sont à l'arrêt et certains véhicules pas encore terminés restent sur la défunte ligne de production. L'usine de la marque automobile Neta représentait un grand espoir pour Yichun, une ville de la reculée province du Jiangxi. Désormais, la télévision officielle chinoise la montre en exemple de tout ce qu'il ne faut pas faire en matière de politique industrielle. Son cas confirme, au passage, qu'une pluie de subventions publiques maintient artificiellement en vie certains constructeurs chinois, une réalité dénoncée de longue date par des partenaires commerciaux tels que l'Union européenne, sans être entendus par Pékin.

Commercialisées à partir de 2018, les voitures électriques Neta devaient séduire par leur look moderne et leur positionnement de prix relativement accessible. L'automobile électrique était alors une priorité nationale. Le fondateur de la marque, Fang Yunzhou, un ancien du groupe automobile Chery, a rapidement obtenu le soutien de plusieurs gouvernements locaux désireux d'avoir eux aussi une usine de voitures. Des lignes de production Neta ont ouvert dans le dynamique Zhejiang, au sud de Shanghai, et à Yichun, dans une région bien plus rurale, connue uniquement pour ses mines de lithium et qui rêve de monter en gamme, ainsi qu'à Nanning, dans la province pauvre du Guangxi, proche du Vietnam.

Mais si toutes les provinces ont voulu aller dans le sens de Pékin, toutes les marques n'ont pas percé, loin de là. Environ 130 constructeurs bataillent pour survivre sur le premier marché auto du monde. Stella Li, la vice-présidente du leader mondial des voitures électriques BYD, a prédit qu'à terme, « même une vingtaine de constructeurs, c'est trop ». La Chine est entrée depuis plus de trois ans dans un cycle déflationniste et les surcapacités accumulées dans des secteurs industriels sont l'un des facteurs de baisse des prix.

### Ventes prometteuses

Au début de son existence, les ventes de Neta ont semblé prometteuses, mais elles ont vite décroché sur un marché en bouleversement constant. L'entreprise s'est alors tournée vers l'exportation en Asie du Sud-Est – elle a obtenu des subventions du gouvernement thaïlandais pour assembler localement. En grande difficulté, elle a ensuite suspendu, puis repris, puis suspendu à nouveau la production sur ses trois sites chinois, pour finir par se déclarer en cessation de paiements en juin 2025.

Bien que le pouvoir central ait constamment souligné auprès des cadres locaux les vertus des nouvelles énergies et des technologies de la transition, à commen-

cer par l'automobile électrique, les dirigeants provinciaux sont pointés du doigt pour cet échec. Le 21 avril, l'émission phare « Focus Report » de la CCTV s'est saisie de cette affaire, détaillant les subventions versées par les autorités de Yichun pour ouvrir l'usine en 2021. Derrière une politique de « promotion des investissements », différentes branches du gouvernement local de la ville ont investi dans Neta, selon ce reportage, l'équivalent de 250 millions d'euros, auxquels se sont ajoutés la prise en charge de la construction de l'usine et un loyer avantageux sur dix ans pour le terrain. La ville de Yichun versait par ailleurs 2 500 euros à Neta pour chaque voiture vendue localement.

La CCTV a diffusé plusieurs interviews, dont celle du directeur du bureau de promotion des investissements de Yichun, Liu Yang. « A cette période, l'industrie des véhicules à nouvelles énergies était une direction encouragée au niveau national. Par ailleurs, l'industrie automobile est l'une des plus complètes économiquement. Enfin, dans des provinces voisines comme l'Anhui ainsi que dans les régions côtières développées, de nombreuses marques émergentes de voitures s'en sortaient bien. Nous avons senti qu'il fallait pousser une entreprise d'un secteur prometteur pour porter le développement de l'industrie locale », s'est-il justifié. « Non seulement ces pratiques ont alourdi le fardeau financier des collectivités locales, mais elles ont aussi exacerbé une concurrence déloyale, faussé le marché et créé des dangers pour le développement sain de l'industrie », dénonce la voix off de la CCTV, émanation du pouvoir central et coutumière de la diffusion de témoignages sous la contrainte. Le média chinois spécialisé dans les nouvelles technologies 36Kr a affirmé de son côté, lundi 27 avril, que les pertes de Neta ont représenté entre 2021 et 2023 l'équivalent de 10 000 euros par véhicule vendu.

Les clients sont encore victime de cette débâcle. Ses concessionnaires ont fermé les uns après les autres, rendant la maintenance du véhicule difficile. En septembre 2025, le média Yicai racontait comment les propriétaires de Neta s'étaient vu notifier qu'ils devaient désormais payer eux-mêmes l'entreprise qui fournit le système de données s'ils souhaitaient continuer à utiliser l'électronique de bord. Ils avaient déjà eu du mal, quelques mois plus tôt, à déverrouiller les portières ou à gérer la climatisation via l'application du véhicule : le fournisseur n'avait pas été payé. ■

H. TH.

de leurs horaires de travail, ils viennent s'y détendre un peu. Un jeune homme est tenté par un stand de tir à la carabine en plastique, une femme s'amuse devant un autre stand où, en lançant un anneau au cou d'une oie, on peut remporter l'animal. Plusieurs gargotes proposent des plats rapides et pas chers de différentes régions. A une table, un ouvrier en veste noire dont on ne donnera que le nom de famille, Huang, prend son temps pour manger un bol de nouilles pimantées. C'est sa journée off. Lui préférerait faire davantage d'heures pour gagner plus, mais le géant automobile impose des jours de repos. Originnaire du Jiangxi, dans le centre du pays, Huang a été affecté là depuis deux mois pour aider sur une période de forte activité. Cette usine produit beaucoup de voitures pour l'export, notamment vers l'Europe et le Brésil. Elles sont ensuite chargées sur d'immenses cargos spécifiques au transport de voitures. BYD en a acquis six, qui chacun peuvent emporter 9 200 voitures.

Huang, 28 ans, aide au département logistique : les véhicules sont d'abord finis ici mais, comme le Brésil impose une partie d'assemblage sur son territoire, les voitures sont ensuite livrées en kits semi-finis à une autre usine dans l'Etat de Bahia, sur la côte brésilienne. « L'automobile chinoise est en plein boom. Certains ouvriers qui assemblaient des smartphones avant font des voitures maintenant. Bien sûr, BYD commence aussi à ouvrir des usines à l'étranger mais le cœur de la technologie reste là, et beaucoup de pièces viennent de là », dit-il. A terme, Brésilia demande de localiser bien davantage.

La guerre au Moyen-Orient, après l'offensive militaire menée par Israël et les Etats-Unis contre l'Iran commencée fin février, dont Huang voit des vidéos sur son téléphone, devrait permettre au constructeur chinois de gagner des parts de marché : « Maintenant, le pétrole est cher tandis

qu'acheter une voiture électrique chinoise n'est plus si cher que ça. »

Ces nouvelles industries font la fierté du Parti communiste chinois. « Les industries autour des nouvelles énergies sont une formule gagnante pour le développement de Changzhou », se félicitait en février 2024 Chen Jinhu, le secrétaire du parti de la ville, plus haut poste localement. A l'heure où les autres pays s'inquiètent de la sécurité de leurs chaînes d'approvisionnement, Changzhou, elle, affirme tenir à elle seule 97% de la « chaîne d'intégrité », c'est-à-dire qu'on peut y trouver tous les composants de batteries. Même s'ils viennent parfois de l'Ouest chinois, d'Afrique ou d'Amérique latine, ils sont transformés ici et disponibles ici. Ce qui permet à Changzhou de produire 20% des batteries chinoises, 10% des panneaux photovoltaïques chinois et encore 700 000 voitures électriques ou hybrides par an.

Pour rester en pointe, la ville a ouvert un Institut pour l'industrie moderne où sont invitées à se former des étudiants en mécanique industrielle de six universités de la province du Jiangsu. Les jeunes s'y entraînent à maîtriser les machines-outils Bosch ou Kuka dans des bâtiments tels que le « Centre sur le transfert de technologie », le « Centre pour la production intelligente » et le « Centre pour la technologie intelligente des véhicules à nouvelle énergie ». « L'industrie, c'est le futur, c'est pour ça que la Chine investit tant dedans. Ici ce sont des métiers prometteurs », affirme Peng Zhiguo, 19 ans, en première année de formation continue en moulage industriel, qui fait sa pause déjeuner.

### INNOVATIONS DANS L'AUTOMOBILE

Le président, Xi Jinping, n'a d'ailleurs cessé de saluer le rôle des « nouvelles forces productives » dans le maintien de la croissance de l'économie chinoise. A l'appui de cette politique essentielle aux yeux de Pékin, les gouvernements locaux mettent la main à la poche. Ils soutiennent ensuite par des crédits à taux préférentiels des banques locales et nationales, elles-mêmes détenues par l'Etat-parti, des rabais fiscaux quand il ne s'agit pas d'aides directes. Autant de subventions, massives, qui inquiètent les « partenaires » commerciaux de la Chine confrontés à un rouleau compresseur.

Le Fonds monétaire international (FMI) estime que la Chine dépense 4% de son produit intérieur brut en soutien à ses industries et considère qu'elle devrait le réduire de moitié. Cette politique, source d'importantes surcapacités et de tensions diplomatiques, rend le pays hautement dépendant de l'industrie pour maintenir sa croissance, tandis que la

consommation intérieure reste faible. Le pays dispose d'environ 130 marques automobiles, dont certaines n'ont jamais fait aucun bénéfice net et n'ont pu exister que parce que les officiels locaux les soutiennent économiquement, pour faire comme le leur a dit Pékin. « Les politiques industrielles ont permis l'innovation technologique dans certains secteurs, mais de manière générale leur impact sur l'économie a été négatif », affirmait même en février dans le *Financial Times* Sonali Jain-Chandra, la cheffe de mission du FMI pour la Chine et l'Asie-Pacifique.

Pourtant, en Chine, on reste largement convaincu que le succès ne tient pas principalement à ces subventions. « Bien sûr que les subventions aident. Mais je doute fortement que si d'autres gouvernements faisaient pareil ils obtiendraient les mêmes résultats. La qualité et la technologie viennent de la concurrence du marché : la Chine a beaucoup de bonnes marques de véhicules électriques par exemple. Derrière, il y a l'immense réseau de production chinois. Vous avez tout ici, c'est pour ça que c'est si pratique, toute la chaîne de valeur, les fournisseurs. C'est un système dans son ensemble. La concurrence y est telle qu'elle propulse son industrie au-dessus des autres », affirme Lan Xiaohuan, professeur à la China Europe International Business School, connu en Chine pour son best-seller *Comment fonctionne la Chine* (2024, non traduit en français) qui s'est écoulé à plus d'un million d'exemplaires.

Dans des secteurs comme l'automobile, l'usine du monde est ainsi devenue le pays où se joue l'innovation. En amont du salon de l'automobile qui s'est ouvert à Pékin le 24 avril, le leader des batteries automobiles CATL (42% du marché mondial à lui seul, selon SNE Research, un institut sud-coréen) a présenté une batterie capable de tenir 1 500 kilomètres sur une seule charge et une autre passant de 10% à 98% de charge en six minutes et trente secondes. Ces nouveautés peuvent paraître encore éloignées du consommateur mais n'importe quel taxi à Shanghai dit faire au moins 400 kilomètres sur une charge, car la plupart des taxis chinois sont électriques. Dans des contrées plus reculées comme la petite ville de Yanji, proche des frontières nord-coréenne et russe, il n'est désormais pas rare de voir un taxi s'arrêter simplement à une station de « swap » – l'échange d'une batterie vide pour une pleine – avant d'effectuer une plus longue route. ■

HAROLD THIBAUT

Prochain épisode Face au rouleau compresseur chinois, la réponse européenne reste insuffisante

**SUR LA RIVE OCCIDENTALE, LA MODESTE HESHAN S'EST IMPOSÉE COMME UN CENTRE MONDIAL DE LA PRODUCTION DE LIVRES POUR ENFANTS**

# La déflagration Forsythe au Théâtre de la Ville

À Paris, « Quintett », « Trio » et « Enemy in the Figure » sont sublimes par le Ballet de l'Opéra national du Rhin

## DANSE

Ce qu'on vient voir ou revoir, samedi 25 avril, au Théâtre de la Ville, à Paris, ce sont d'abord les pièces historiques ensorcelantes d'invention et de beauté de William Forsythe, 76 ans, maître américain du classique contemporain déjoté. Ce qu'on attend dans la foulée, c'est le talent des danseurs du Ballet de l'Opéra national du Rhin, dirigé depuis 2017 par Bruno Bouché, à s'emparer de ce répertoire exceptionnel. Oui ou non, vont-ils enjamber les mille et un obstacles de l'écriture sur les nerfs et fourmillante de Forsythe ?

Et alors ? La soirée, qui ouvre avec *Trio* (1996) et *Quintett* (1993), puis grimpe en tension grâce à l'inoubliable *Enemy in the Figure* (1989), est une merveille. Les trois œuvres de Forsythe, qui datent pourtant des années 1990, semblent sortir du four ; les interprètes, tous singuliers, relèvent le défi de ces morceaux de bravoure. En présence de cette star absolue de la danse qu'est Forsythe, le programme a été acclamé par le public.

Longtemps, trop longtemps que l'on n'avait pas eu la chance d'être bouleversé et secoué par ce style déflagrant, nettoyage de fond en comble du vocabulaire classique dont il ne reste que des lignes à vif. A la tête du Ballet de Francfort de 1984 à 2004, puis avec la Forsythe Company de 2005 à 2015, le chorégraphe, qui cite alors Jacques Derrida (1930-2004), Gilles Deleuze (1925-1995) ou l'architecte déconstructiviste Daniel Libeskind en références, fait parler de lui avec des créations fracassantes. Désormais réfugié au cœur des forêts du Vermont (Etats-Unis), il poursuit sa recherche.

### Pirouettes insensées

En 2019, au Théâtre du Châtelet à Paris, il avait régalié le public avec *A Quiet Evening of Dance*, compilation d'études chorégraphiques virtuoses. Parallèlement, il collabore avec des troupes internationales poids lourds dont le Boston Ballet, le Dance Theatre of Harlem, la Scala de Milan, l'Opéra national de Paris. Il tisse une relation de confiance avec le Ballet de l'Opéra national du Rhin depuis l'arrivée du chorégraphe Bruno Bouché à sa direction.

Mikado vivant qui se construit et s'effondre à répétition et d'un tour de main, l'écriture de Forsythe s'appuie et se déploie dans une relation spécifique à l'espace. Pour *Trio*, elle jaillit au gré d'allers-retours permanents des danseurs du fond du plateau à l'avant-scène

et vice-versa. Elle met en avant des parties du corps – épaules, coudes, fesses – sur lesquelles les interprètes, qui ne se lâchent pas d'une maille, accrochent un infini tricot de pas. Des plages répétitives de Beethoven déroulent un tapis à ces salves gestuelles de plus en plus rapides. Se prendre de vitesse en se coupant régulièrement l'herbe sous le pied est l'une des constantes de Forsythe.

A l'opposé de cette cordée, même si la boucle musicale bien connue de Gavin Bryars, *Jesus' Blood Never Failed Me Yet*, joue sur un registre également lancinant, *Quintett* écarte et sépare les interprètes. La mélancolie de la chanson n'entame pas la jouissance de cette danse en extension qui fait son miel d'arabesques plongeantes, de pirouettes insensées. Régulièrement, elle se claque les cuisses pour dégainer de nouveaux enchaînements. Des courses à plein régime dopent aussi l'énergie tout

**Dans « Enemy in the Figure », cet acharnement à explorer les possibles du mouvement et du corps éclate**

en ruptures de rythme. La beauté selon Forsythe est sèche, presque agressive mais une sensualité profonde coule dans ses veines.

Sans fin, sans cesse, cet acharnement à explorer les possibles du mouvement et du corps éclate dans l'architecture paysagère de *Enemy in the Figure* (1989). Magnifique et sidérante encore et toujours tant son mystère reste entier, cette pièce circule autour d'une vague en bois clair. Cette sculpture immobile dialogue notamment avec les ondes d'une corde réguliè-

rement agitée au sol. Lancés comme dans un tourniquet, les onze danseurs déposent ici et là des pas de deux chavirés, des ensembles mécaniques, des solos éperdus... Une femme exerce contre le mur ses chaussons de pointes. La musique géniale, tantôt stridente, tantôt enveloppante, de Thom Willems entretient le suspense de cette œuvre devenue un best-seller demandé par nombre de compagnies : elle était à l'affiche du 21 au 25 avril au Ballet de l'Opéra de Lyon.

### Une suite de rêve

Plastiquement, *Enemy in the Figure*, mirage optique, se laisse aussi contempler pour ses atmosphères changeantes. La pièce navigue entre le visible et le dissimulé, se plaît à tronquer le point de vue du spectateur toujours incomplet. Les lumières basculent au gré d'un projecteur mobile et lèvent un théâtre d'ombres. Le rideau noir qui chute lentement à

la fin de chaque pièce sur une action en cours rappelle que le spectacle continue à exister par lui-même sans avoir (presque) besoin de la présence du public. Une manière de souligner que c'est l'imaginaire du spectateur qui comble les trous, envisage une suite de rêve à ce qu'il ne voit pas mais devine. « Bienvenue à ce que vous croyez voir », déclarait Forsythe dans les années 1990. Autrement dit : « Bienvenue à ce que vous ne pouvez pas voir. »

Peu saisir ce style touffu, quatre répétiteurs ont été envoyés par la production Forsythe, à raison d'un ou deux experts par pièce, cet apprentissage de cinq semaines est au cœur du projet de « Ballets européens au XXI<sup>e</sup> siècle » de Bruno Bouché qui a été reconduit à la tête du Centre chorégraphique national-Ballet national du Rhin jusqu'en 2030. « Le travail avec Forsythe, qui est venu lui-même faire travailler les danseurs pendant dix jours, est très exigeant, in-

siste cet artiste passé par le Ballet de l'Opéra national de Paris. Il permet de donner un bagage d'une solidité à toute épreuve pour aborder le répertoire de grandes figures de la danse dont Lucinda Childs ou Jiri Kylian en s'ouvrant aux créations contemporaines. »

Parallèlement à ses propres créations où l'on trouve *Les Ailes du désir* (2021), d'après le film de Wim Wenders, et *On achève bien les chevaux* (2023), inspiré par le roman d'Horace McCoy, Bruno Bouché invite également des personnalités comme Angelin Preljocaj ou David Dawson. En alternance jusqu'au 6 mai avec Forsythe, il a imaginé un programme mixte rassemblant les chorégraphes Sharon Eyal et Léo Léroux. ■

ROSITA BOISSEAU

« *Quintett/Trio/Enemy in the Figure* », soirée William Forsythe avec le Ballet de l'Opéra national du Rhin. Jusqu'au 6 mai en alternance, au Théâtre de la Ville, Paris 4<sup>e</sup>.

## Au Studio Hébertot, l'honneur retrouvé de trois anciennes nageuses

L'autrice Lisa Wurmser met en scène l'histoire vraie d'un trio d'athlètes juives autrichiennes de retour à Vienne pour y être réhabilitées

## THÉÂTRE

Parvenues à un âge où les rôles de premier plan sont (aujourd'hui encore) trop rares pour les femmes, Francine Bergé (la doyenne du trio), Bernadette Le Saché et Flore Lefebvre des Noëttes font du théâtre un enchantement. Ces trois formidables comédiennes endossent les identités de Rachel, Esther et Hannah, trois nageuses juives autrichiennes dépossédées de leurs titres pour avoir refusé de participer aux Jeux olympiques de 1936 à Berlin.

Créés de toutes pièces par Lisa Wurmser, autrice et metteuse en scène du spectacle *Nage libre*, les prénoms de ces héroïnes sont fictifs. Mais leur histoire est vraie.

Après cinquante-neuf ans d'exil, Ruth Langer, Judith Deutsch et Lucie Goldner se sont rendues à Vienne où devaient leur être restitués par l'Autriche, non seulement leurs récompenses, mais aussi, et surtout, beaucoup de leur honneur bafoué.

### Fantaisie parfois déroutante

Sur l'étroite scène du Studio Hébertot, à Paris, drapée d'un haut voilage blanc et recouverte d'un faux carrelage de piscine, débarquant, l'une de Buenos Aires, la deuxième de New York, la dernière de Tel-Aviv, les sportives se retrouvent et leurs souvenirs affluent, par éclats et fragments, tandis que leur hôte, un serviteur aux cheveux gominés portant

une livrée serrée (Nicolas Struve) sert le champagne à la demande.

Le texte, qui ne prétend pas être un biopic rigoureux et encore moins le témoin fidèle de l'histoire, vagabonde avec une fantaisie parfois déroutante entre évocation du passé et heure des retrouvailles. Aux réminiscences d'une Autriche contaminée par le nazisme et par l'antisémitisme précipitant dans la fuite des jeunes filles lucides qui refusaient de se soumettre à Berlin, se superpose le présent des nageuses. Il sonne en yiddish, en anglais, en espagnol, il est fait de fantasmes, de divagations, d'humeurs mouvantes, de chamailleries. Laquelle a le moins grossi, qui a le plus mal aux genoux, le mieux réussi sa vie ?

**Les sportives ont été dépossédées de leurs titres pour avoir refusé de participer aux Jeux olympiques de 1936 à Berlin**

Si le spectacle parle de trois exilées jouant, près de soixante ans plus tard, leur complicité d'antan, il raconte aussi l'alliance sacrée entre trois comédiennes au tempérament de feu. Trois actrices dont on ne peut s'empêcher de penser qu'elles aussi, par leur

liberté d'être, par leurs vigneurs partagées et leur désir évident d'en découdre avec la scène, répèrent l'offense faite à des athlètes littéralement invisibilisées.

Peu importe donc que la cérémonie ne soit pas celle qu'elle aurait dû être. Pas d'officiels à l'horizon, pas de maire viennois, pas de fanfare, mais la musique soyeuse d'Eric Slabiak. La scène reste confinée dans l'intimité d'un hôtel, L'Enfer, qui porte le nom de ce qui était, jadis, un cabaret juif. Grimées sur un podium de fortune, les femmes, drapées dans des robes longues et des vestes à paillettes, écoutent les hommages solennels du serviteur en livrée et tendent le cou pour recevoir enfin les médailles méritées.

Ce superbe trio féminin qui s'invente sur le plateau est un condensé de vitalité. Si les mots fusent sans qu'on en perçoive toujours le trajet, les corps, eux, disent un accord parfait. Quant aux visages, ils sont des paysages. L'enfance dans les yeux de Bernadette Le Saché, la rage dans ceux de Flore Lefebvre des Noëttes. Dans le regard de Francine Bergé, ce sont les saisons qui défilent. Son printemps fait la course en tête. ■

JOËLLE GAYOT

*Nage libre*. Texte et mise en scène : Lisa Wurmser. Studio Hébertot, Paris 17<sup>e</sup>. Avec Francine Bergé, Bernadette Le Saché, Flore Lefebvre des Noëttes, Nicolas Struve. Jusqu'au 31 mai.

# Henry Taylor, une vision afro-américaine

Au Musée Picasso, une centaine d'œuvres de l'artiste reflètent les influences qui ont nourri son parcours

## ARTS

Après Faith Ringgold en 2023 vient désormais le tour de Henry Taylor, pour sa première rétrospective en France. Le Musée Picasso continue ainsi à œuvrer à la connaissance des artistes afro-américains, de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle jusqu'à aujourd'hui. Cette démarche répond à une nécessité profonde : compenser enfin l'absence d'intérêt du Centre Pompidou et de la plupart des institutions muséales publiques pour cette part de la création aux Etats-Unis. Une autre raison est plus circonstancielle : comme Ringgold (1930-2024) et comme plusieurs autres artistes afro-américains, de Betye Saar à Robert Colescott (1925-2009), Taylor cite Picasso parmi ses maîtres et aime travailler d'après lui.

En témoignage dans l'exposition sa propre version des *Demoiselles d'Avignon*, toutes devenues noires, une reprise narquoise d'une des variations de Picasso à partir du *Déjeuner sur l'herbe*, de Manet, et l'aérienne transposition en sculpture de la *Femme-fleur*, portrait allégorique de Françoise Gilot. D'autres références sont moins immédiatement visibles, mais les assemblages polychromes de Taylor à partir d'objets de rebut et la plupart de ses nus féminins montrent qu'il pense souvent à Picasso.

Il se souvient aussi d'Henri Matisse, des artistes dada, de Philip Guston, de Jacob Lawrence, d'Andy Warhol, de Jean-Michel Basquiat et d'autres encore. Il se place ainsi sans équivoque dans l'histoire de la modernité picturale. Ce n'est pas pour la commémorer, mais pour mettre puissamment en évidence des sujets tirés de la vie quotidienne aux Etats-Unis, quand on est noir, au temps des présidences Bush et Trump.

### De la description vers l'allégorie

Taylor naît en Californie en 1958, dernier de huit enfants dont les parents, comme des centaines de milliers d'autres, ont quitté les Etats du Sud – le Texas dans leur cas – pendant ou peu après la seconde guerre mondiale pour trouver du travail là où le racisme et la ségrégation sont moins violents. Son père est peintre en bâtiment, sa mère femme de ménage, et deux de ses frères s'engagent dans la guerre du Vietnam.

## Taylor peint comme en direct le meurtre de Philando Castile, tué de sept coups de feu par un policier blanc en juillet 2016

N'ayant d'abord que des contacts épisodiques avec les arts, lui-même travaille pendant plus d'une décennie, de la fin des années 1970 au début des années 1990, comme aide-soignant dans un hôpital psychiatrique. Il commence à y dessiner des portraits de patients. Parallèlement, il engage des études d'anthropologie, de design et de peinture.

En 1990, il peint *Screaming Head*, « tête hurlante ». C'est *Le Cri* (1893), d'Edvard Munch, poussé à l'extrême de la souffrance mentale. A la place de la tête, il n'y a qu'une immense bouche grande ouverte sur le hurlement que lance un homme noir prostré sur un banc, les mains jointes derrière la nuque. Les formes du corps sont simples, délimitées par des courbes qui soulignent des halos blancs, et Taylor s'en tient à peu de couleurs. Cette sobriété accentue la présence expressive de la toile. Une scène vue de l'endroit où il travaille devient le symbole universel de l'intermède.

Dès ce moment, sa peinture est ainsi animée d'un mouvement constant de la description vers l'allégorie, d'une situation particulière vers une signification générale. Et, dès ce moment encore, Taylor caractérise son style par l'intensité des couleurs, la réduction des formes à des zones colorées homogènes, la préférence pour la frontalité plutôt que pour la perspective et, souvent, des mots tracés à même la peinture. Les compositions sont alternativement restreintes à un visage ou un corps vu de face au centre de la toile, ou plus complexes quand Taylor se fait peintre d'histoire, au sens que la notion a chez Géricault, Manet ou Picasso.

A ces deux genres s'ajoute une forme spécifique de nature morte : des œuvres de petit format, souvent exécutées sur des supports de rencontre – cartons

ou boîtes. Elles constituent une chronique domestique où l'alimentation domine : casserole, hot dog dans une poêle, salière, corn-flakes, etc. Ce sont autant de morceaux choisis de la banalité, comme semblent l'être aussi les portraits et des scènes d'intérieur, avec pour cadre une salle de bains, une chambre ou la rue.

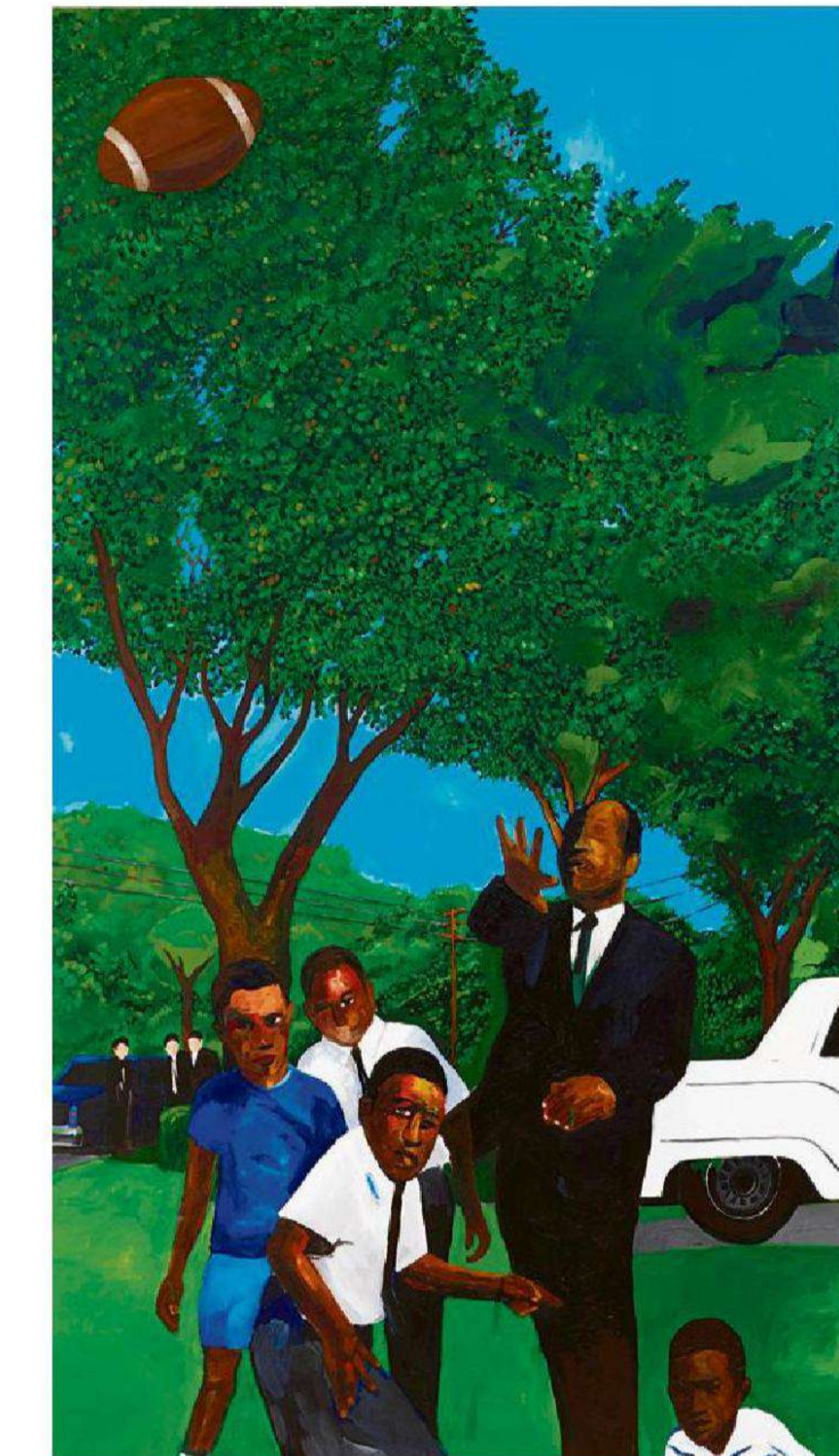
Mais, à mieux y regarder, il apparaît que ce monde est loin d'être heureux, en dépit du charme des couleurs. Deux prostituées, une blanche et une noire, font le trottoir sur Sunset Boulevard. Des policiers blancs passent en voiture avec leur chien-loup et surveillent de loin les joueurs de dominos et les adolescents noirs. Il n'est pas fortuit que, sur le mur d'une prison vue à travers la baie vitrée d'un appartement où un couple paraît incarner l'amour conjugal, se lise l'avertissement *Warning shots not required* (« on tire sans sommation ») ; ni que trois Blancs vêtus de costumes noirs style FBI observent Martin Luther King s'amusant dans un parc avec des enfants.

### Histoire de la traite négrière

Intituler *Queen and King* (2013) un couple noir, elle en blouse blanche d'infirmière, lui en tenue d'employé, devant un paysage uniformément ocre, avec une maison préfabriquée à l'arrière-plan n'est pas plus anodin qu'agrandir aux dimensions d'une effigie royale une femme noire qui, le 4 juillet, est chargée du barbecue, avec, à nouveau, une prison à l'arrière-plan.

Ainsi en vient-on à ses peintures d'histoire. Histoire de la traite négrière : le spectre d'une grande statue africaine se dresse telle une apparition d'outre-tombe au centre d'une réinterprétation actuelle de la Crucifixion. Histoire de guerre : un groupe de soldats américains, tous noirs, posent pour une photo au pied d'une statue du clown publicitaire Ronald McDonald, symbole d'une prospérité qui mériterait donc que l'on meure pour elle.

Histoire de consommation industrielle : le fondateur de Kentucky Fried Chicken propose ses beignets à deux hommes noirs qui répondent qu'ils sont « *Born Again Vegans* ». Histoire de racisme : Taylor peint comme en direct le meurtre de Philando Cas-



«Untitled» (2016-2022), de Henry Taylor. HENRY TAYLOR ET HAUSER & WIRTH/MUSÉE PICASSO

tile, tué de sept coups de feu par un policier blanc lors d'un contrôle routier dans le Minnesota en juillet 2016.

La toile est d'une efficacité d'autant plus tragique que Taylor la compose comme s'il était lui-même à l'intérieur du véhicule, à côté de Castile, là où était sa compagne, qui a filmé la scène. Un an après, le policier meurtrier est acquitté, bien qu'il soit avéré que sa victime ne l'a nullement menacé ou agressé. De ce crime, terrible-

ment banal, Taylor fait une allégorie morale et politique.

Parallèlement, depuis une douzaine d'années, il fabrique des assemblages qui, comme sa peinture, prennent leurs éléments dans la banalité. Une colonne de cartons de bière trop haute est juchée sur un vestige de rocking-chair. Des jerrycans et des flacons disposés de manière à évoquer des images sont réunis en bas-reliefs recouverts de blanc ou de noir. Ce qui fait songer aux œuvres de

Romuald Hazoumè, qui a précédé Taylor dans cet exercice de détournement, et qui emploie ces mêmes bidons en place de masques ou de visages. Ces bidons noirs se retrouvent, ici, au bout de très longs bâtons qui, réunis en grand nombre, deviennent les arbres morts d'une forêt funèbre. ■

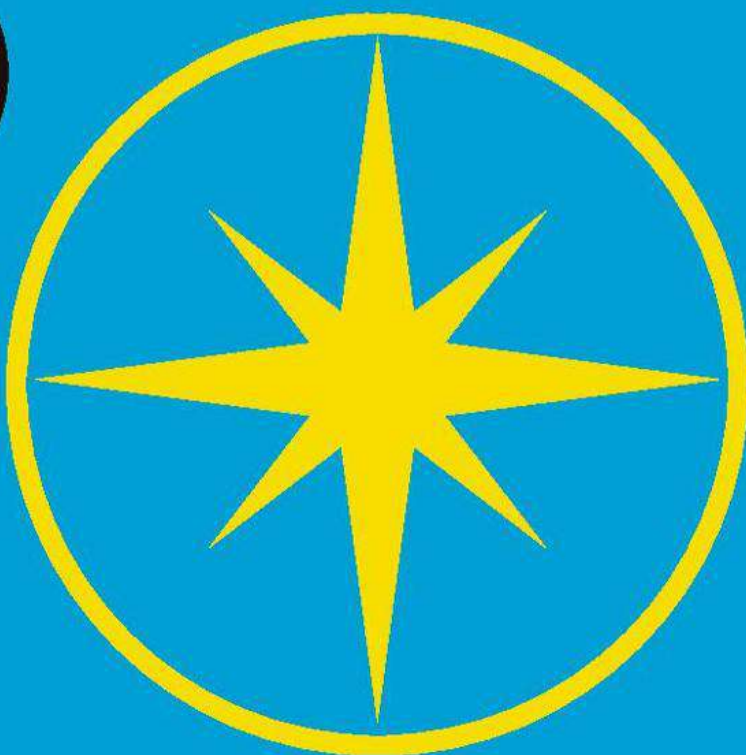
PHILIPPE DAGEN

« Henry Taylor, Where Thoughts Provoke », Musée Picasso, Paris 3<sup>e</sup>. Jusqu'au 6 septembre.

Télérama'boussole(s)

F\*CK YOU, ELON!

Comment débarrasser la politique de l'emprise de la Tech



Le 6 mai à 19h30 à la Maison des Métallos

Rencontre avec la psychiatre Camille Charvet et le politiste Arnaud Miranda, animée par Olivier Pascal-Moussellard de Télérama.

Et la performance artistique in situ Out/side, par Mwendwa Marchand.

Nos partenaires



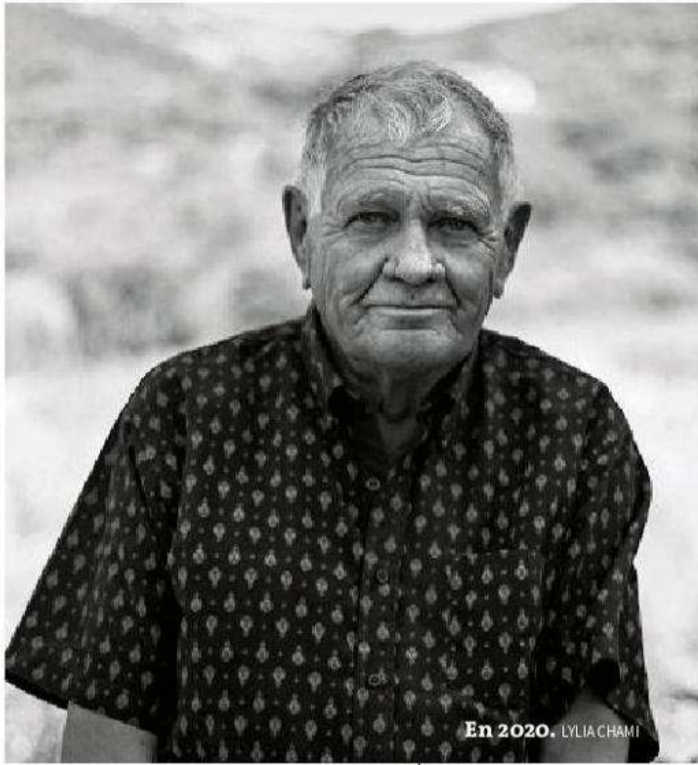
Réservations





# Roger Establet

## Sociologue



En 2020. LYLIA CHAMI

Né le 12 mars 1938 à Nice, Roger Establet est décédé le 8 avril à Rognes (Bouches-du-Rhône), deux semaines après son épouse, l'historienne Colette Establet. Sociologue créatif et imaginatif, toujours soucieux de donner à ses analyses une forte dimension empirique, il a publié, avec son ami et collègue Christian Baudelot, des ouvrages qui ont fait date dans l'histoire de la sociologie. Ils ont abordé ensemble des domaines aussi divers que l'éducation, le suicide, les générations ou encore l'accès à l'emploi. Professeur de sociologie à l'université de Provence jusqu'à sa retraite en 1998, il a été un enseignant lumineux, un directeur de thèse inspirant, un collègue apprécié pour sa rigueur et son sens de la collégialité, un intellectuel investi dans le débat public.

Elève de l'École normale supérieure de la rue d'Ulm, il se consacre d'abord à la philosophie en obtenant l'agrégation en 1962. Il participe au milieu des années 1960, avec notamment le philosophe Louis Althusser, à une relecture de l'œuvre de Karl Marx, dans l'ouvrage collectif *Lire « Le Capital »*. Mais c'est avec son ouvrage, coécrit avec Christian Baudelot chez Maspero, *L'École capitaliste en France*, qu'il entre pleinement en sociologie.

### Questionnements originaux

L'ouvrage rencontre un énorme succès lors de sa sortie, en 1971, et constitue toujours un classique dans le domaine de la sociologie de l'éducation. Ce livre montre comment le système éducatif français de l'époque produisait lui-même des inégalités sociales d'éducation en séparant précocement les élèves dans des filières hiérarchisées préfigurant les positions au sein de la stratification sociale. L'originalité de *L'École capitaliste en France* réside dans sa dimension empirique, construite sur des analyses statistiques précises et originales des parcours des élèves au sein du système éducatif français et d'une analyse qualitative rigoureuse des programmes d'enseignement dans les différentes filières de l'enseignement secondaire.

Très attaché à une conception humaniste et citoyenne de la sociologie, Roger Establet travaillait à éclairer les grands débats sociaux par ses ouvrages à la fois accessibles à un large public et construits dans les canons les plus classiques de sa discipline. Ce fut le cas de plusieurs ouvrages, coécrits avec Christian Baudelot, dont les plus emblématiques sont probablement *Le ni-*

*veau monte* (Seuil, 1989) et *Allez les filles !* (Seuil, 1992).

Véritables best-sellers de la sociologie, ces ouvrages proposaient d'éclairer les débats les plus vifs par des questionnements originaux et des méthodes rigoureuses. *Le niveau monte* insistait notamment sur les apports considérables de la démocratisation scolaire en France en termes d'accès aux diplômes et à la connaissance, tout en démontrant les limites d'un « élitisme républicain » producteur d'inégalités culturelles et sociales. *Allez les filles !* insistait aussi sur les transformations profondes de la société liées à la réussite scolaire des filles, plus marquée que celle des garçons.

Toujours attentif aux changements de la société française et sans aucune nostalgie du passé, Roger Establet s'est aussi attaché, toujours avec Christian Baudelot, à étudier des objets a priori plus arides que la démocratisation scolaire. Avec *Suicide. L'envers de notre monde* (Seuil, 2006), il s'est attaché à comprendre, dans la tradition inaugurée par Emile Durkheim à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les mutations des rapports sociaux en France et dans le monde. Dans la perspective sociologique qui était la sienne, le suicide n'est pas seulement considéré comme un acte individuel, mais comme un indicateur de l'état de la société, de son degré d'intégration ou d'anomie, de la force – ou de la faiblesse – des liens sociaux à un moment donné. Et quoi de plus important pour un sociologue que de décrire, d'expliquer et de comprendre les transformations de ces liens sociaux, ainsi que les conditions économiques, sociales et culturelles qui les rendent possibles ?

Roger Establet a formé toute une génération de sociologues qui continuent aujourd'hui à questionner le monde social. Au-delà de l'intellectuel, il a aussi été un professeur attentif et un ami sincère, un mélomane passionné, et un connaisseur averti de la Turquie et de l'Inde, où il séjournait régulièrement et où il puisait une compréhension fine des sociétés humaines. ■

**GEORGES FELOUZIS**  
(PROFESSEUR HONORAIRE  
DE L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE)

## Le Monde Le Carnet

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes

soit par e-mail :  
[carnet@publicite.fr](mailto:carnet@publicite.fr)  
(en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SDL)

soit sur le site :  
<https://carnet.lemonde.fr>

L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.

[carnet@publicite.fr](mailto:carnet@publicite.fr)  
<https://carnet.lemonde.fr>

### AU CARNET DU « MONDE »

#### Naissance

**Nolwenn VIGNAUD** et **Hugo ALBERT**, ses parents, **Georges et Garance**, son grand frère et sa grande sœur, sont heureux d'annoncer la naissance de

**Madeleine ALBERT**,

le 28 avril 2026, à Paris.

#### Décès

M<sup>me</sup> Renée Andréassian, son épouse, **Nathalie (†)**, **Marie-Sophie**, **Alexandre**, **Vazken** et **Joanna**, ses enfants, **Matthias**, **Mané**, **Étienne**, **Thaddé**, **Alixan**, **Vasco**, **Renaud**, **Elio**, **Sevan**, **Albina** et **Artem**, ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès du

**professeur Bernard ANDRÉASSIAN**,  
դոկտոր ԲՆԱՐԴԵԱՍՅԱՆ,

membre de l'Académie nationale de chirurgie, ancien professeur agrégé de chirurgie au CHU Bichat-Beaujon, ancien chirurgien associé au Centre cardiologique du Nord, ancien médecin en chef des Armées (r.),

survenu le 18 avril 2026, à l'âge de quatre-vingt-onze ans.

La cérémonie religieuse est célébrée ce jeudi 30 avril, à 14 heures, en l'église arménienne de Chaville (Hauts-de-Seine).

En lieu de fleurs, la famille privilégie les dons au profit de l'UMAF : <https://www.umaf.fr/faire-un-don-par-hello-asso/>

Cet avis tient lieu de faire-part.

[tamvaz@free.fr](mailto:tamvaz@free.fr)

Nous avons la tristesse de faire part du décès de

**Dominique BOUCHART**,

survenu le 23 avril 2026, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Une cérémonie lui rendra hommage, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20<sup>e</sup>, le 5 mai, à 14 h 30, en présence de sa fille, Jeanne et de sa petite-fille.

**M. Jean-Pierre Denis**, son frère, **M. Philippe Goutas**, son fils et sa belle-fille et leurs enfants,

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

**M. Michel DENIS**,  
bateur de jazz,  
prix Sydney Bechet 1998,  
ancien combattant,

survenu le 23 avril 2026, à Meudon, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 6 mai, à 14 h 30, en l'église Saint-Martin de Meudon (Hauts-de-Seine), 45, rue de la République.

Famille Goutas,  
3, rue Nouvelle,  
92190 Meudon.

Noëlle Pauwels

a la tristesse de faire part du décès de sa compagne de vie,

**Edelgard DOERING**.

L'inhumation a eu lieu le 23 avril 2026, au Westfriedhof de Munich.

Toulon.

M<sup>me</sup> Claire Mingotaut,  
M<sup>me</sup> Cécile Devillechabrolle,  
M. Luc Ducros,  
ses enfants et leurs conjoints,  
Julie, Fabien, Léa et Adèle,  
ses petits-enfants,  
Serge Ducros,  
son frère,  
Marie-Hélène Guiet,  
sa sœur,  
Mireille Maffre,  
sa belle-sœur  
et son époux,  
Toute la famille  
Et ses ami(e)s,

ont douleur de faire part du décès de

**M. Bernard DUCROS**,  
docteur ès sciences,  
professeur et directeur honoraire  
de l'IUFM de Créteil,  
chevalier de l'ordre  
des Palmes académiques,

survenu le vendredi 24 avril 2026, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Les obsèques religieuses seront célébrées le samedi 2 mai, à 10 heures, au Temple protestant de Toulon (Var), 22 bis, rue Picot, suivies de l'inhumation au cimetière Lagoubran, à 11 h 15.

Nous n'oublierons jamais sa droiture et son dévouement, l'attention et l'amour qu'il nous portait.

M<sup>mes</sup> Annette, Jeanne et Edith Frénoy, Élise, Ernest et Eugene,

ont la tristesse de faire part du décès de

**Jean-Marie FRÉNOY**.

Son héritage survivra à travers nous.

Paris.

**Nathalie Pierre** et **Emmanuelle**, ses enfants,  
**Maxime** et **Sacha**,  
ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

**M. Lucien KARPIK**,  
sociologue,  
professeur,  
fondateur

du Centre de sociologie  
et de l'innovation  
de l'École des Mines de Paris,

survenu le 23 avril 2026, à Paris.

La cérémonie religieuse a été célébrée ce 30 avril, à 11 h 15, au cimetière parisien de Bagneux.

Montpellier.

**Annie-France Laurens**, son épouse,  
**Philippe**, **Delphine** et **Fabrice**, ses enfants,  
**Pierre**, **Anna-Sophia**, **Raphaël**, **Hugo**, **Barbara** et **Hélios**,  
ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

**Gilbert LAURENS**,  
agrégé de l'Université  
en Lettres classiques,  
professeur de Première supérieure  
en Littérature Française  
au lycée Joffre de Montpellier,

survenu le 27 avril 2026, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

Le

**docteur Patrick MAC LEOD**  
fondateur et ancien directeur  
du Laboratoire de neurophysiologie  
sensorielle,  
ancien président  
de l'Institut du Goût,  
professeur à l'École  
Pratique des Hautes Études,

s'est éteint sereinement le 15 mars 2026, à l'âge de quatre-vingt-treize ans.

Société éditrice du « Monde » SA  
Président du directoire, directeur de la publication Louis Dreyfus  
Directeur du « Monde », directeur délégué de la publication, membre du directoire Jérôme Fenoglio  
Directrice de la rédaction Caroline Monnot  
Directeur adjoint de la rédaction Grégoire Allix, Maryline Baumard, Philippe Broussard, Nicolas Chapuis, Emmanuelle Chevallereau, Alexis Delcambre, Anne Evrino, Marie-Pierre Lannelongue, Franck Nouchi, Cédric Pietralunga  
Directrice éditoriale Sylvie Kauffmann  
Directrice déléguée au développement des services abonnés Françoise Tovo  
Directeur délégué aux relations avec les lecteurs Gilles van Kote  
Rédaction en chef Laurent Borredon, Emmanuel Davidenko (Événements), Jérôme Gautheret, Michel Guerin, Nicolas Jemenez (photographie), Sabine Ledoux (chef de l'édition), Alain Salles (Débats et Idées)  
Direction artistique Emmanuel Laparra  
Infographie Delphine Papi  
Directrice des ressources humaines du groupe Emille Conte  
Secrétaire général de la rédaction Sébastien Carganico  
Conseil de surveillance Aline Sylla-Walbaum, présidente, Gilles Paris, vice-président

## Le Monde en vente actuellement

### En kiosque



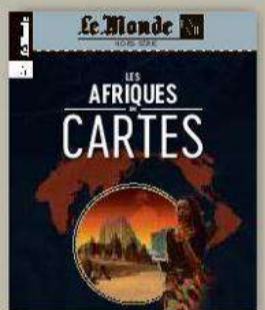
Hors-série



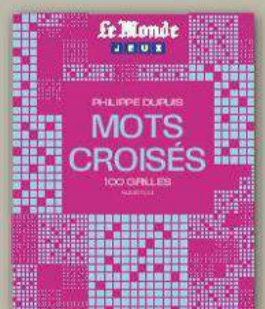
Hors-série



Hors-série



Hors-série



Magazine numéro 14

## Nos services

### Lecteurs

Abonnements  
Sur [abo.lemonde.fr](http://abo.lemonde.fr)  
Par tél. au 03 28 25 71 71  
(prix d'un appel local) du lundi au  
vendredi, de 9 heures à 19 heures, et  
le samedi, de 9 heures à 17 heures.

Le Carnet du Monde  
[carnet@publicite.fr](mailto:carnet@publicite.fr)

POUR DÉPOSER AU MONDE VOS  
DOCUMENTS CONFIDENTIELS  
[www.sourcesure.eu](http://www.sourcesure.eu)

## REPORTAGE

ANVERS (BELGIQUE) -  
envoyée spéciale

En mode comme en mathématiques, il y a des concepts dont le nom est familier mais qui peuvent être difficiles à expliquer. Les Six d'Anvers, par exemple. Ce surnom est ressassé depuis les années 1980 pour désigner un groupe de designers belges, mais qui saurait les nommer ? A l'occasion des 40 ans de la percée internationale des « Six », le Musée de la mode d'Anvers (Belgique), le MoMu, leur consacre une grande exposition pendant dix mois (au lieu des six habituels, ce qui témoigne de son importance), jusqu'au 17 janvier 2027.

La visite à Anvers (deux heures de TGV depuis Paris) vaut le déplacement. D'abord parce que l'aventure des Six, très clairement expliquée, raconte aussi bien des destins singuliers que les bouleversements de l'industrie de la mode ces quarante dernières années. Ensuite parce qu'elle montre que malgré la structuration du secteur en puissants conglomérats, il est possible, pour un designer, de tracer sa route en indépendant.

Cette exposition a la bonne idée de ne pas entretenir le mythe d'un collectif belge génial et soudé, mais d'expliquer concrètement comment ont pu percer six jeunes gens aux noms imprononçables venus d'un pays que personne n'associait à la création de mode. Dès la première salle, on perçoit qu'Ann Demeulemeester, Dries Van Noten, Dirk Bikkembergs, Walter Van Beirendonck, Dirk Van Saene et Marina Yee étaient chacun dotés d'un talent particulier, mais que celui-ci a éclaté dans un contexte favorable.

Tous nés entre 1957 et 1959, ils grandissent en observant le punk anglais briser les codes esthétiques et s'exporter jusqu'en Belgique. Ils se forment à l'Académie royale des beaux-arts d'Anvers dont la section mode, ouverte en 1965, porte encore une vision très traditionnelle de la discipline, incarnée par « M<sup>me</sup> Prijot », la directrice, qui partage avec Gabrielle Chanel l'idéal du tailleur sous le genou. Ses enseignements paraissent d'autant plus anachroniques à ses pupilles lorsqu'ils découvrent la radicalité de la nouvelle vague des designers japonais tels que Rei Kawakubo et Yohji Yamamoto.

## A la conquête de Londres

On peut s'étonner du nombre de croquis, photos, vidéos et autres documents dont fourmille l'exposition. Chacun des Six en a prêté ou donné, mais cette abondance tient aussi à ce que leur ascension a été scrutée de près par la presse dans un contexte d'autopromotion de la mode belge. « L'industrie textile belge a été affectée par les chocs pétroliers des années 1970 », résume Kaat Debo, commissaire de l'exposition et directrice du MoMu. Le gouvernement a alors commandé à McKinsey un rapport pour sortir de la crise. Parmi les recommandations, le cabinet lui a conseillé de rendre la mode belge plus incarnée, plus haut de gamme. »

Le plan de soutien gouvernemental entre en vigueur au début des années 1980, au moment où les Six obtiennent leur diplôme. Il prend la forme d'un concours de mode (la Canette d'or, qui les distingue tous les six), d'une aide à la production des collections ou encore de voyages commerciaux au Japon. Autant d'événements que le gouvernement veut mettre en avant et que la presse relaie abondamment – d'où la notoriété précoce et le foisonnement de documents.



L'espace consacré à Dirk Van Saene, dans le cadre de l'exposition « The Antwerp Six ». STANY DEDEREN/MOMU ANTWERP

## Au MoMu, l'envers des Six d'Anvers

Ann Demeulemeester, Dries Van Noten, Dirk Bikkembergs, Walter Van Beirendonck, Dirk Van Saene et Marina Yee font l'objet d'une exposition au Musée de la mode de la ville belge qui les a vu démarrer au début des années 1980



Les Six d'Anvers, en 1987 (photo publiée dans la revue « WWD »). PHILIPPE COSTES/MOMU ANTWERP

### Le déferlement de couleurs de Dries Van Noten s'oppose à l'installation entièrement noire d'Ann Demeulemeester

Leur carrière démarre vraiment en 1986. Portés par un sentiment d'émulation collective et conscients d'être plus forts en groupe qu'en solitaire, les Six décident de partir ensemble à la conquête de Londres – la ville du punk, où s'épanouissaient Vivienne Westwood ou John Galiano, leur semblant à la fois plus accessible et plus proche de leurs aspirations que Paris. Sur un salon puis par le biais d'un défilé partagé, c'est là-bas qu'ils devien-

dront les « Six d'Anvers », ainsi baptisés par une presse internationale admirative de leur talent mais découragée par le nombre de lettres dans leurs noms. Et surprise de découvrir l'existence d'une mode belge.

« On les appelle les Six d'Anvers depuis 1986, mais en réalité il s'agit de six individus, d'abord étudiants puis designers, avec chacun un caractère, un vocabulaire et des buts distincts, qui ont gravité ensemble pendant trois ans », analyse Geert Bruloot, commissaire d'exposition invité qui, en tant qu'entrepreneur, accompagna leur aventure londonienne. « Ils n'ont jamais créé de collections ensemble, ils se sont simplement regroupés pour des raisons logistiques. Mais cette idée de collectif a fait rêver et a créé une aura autour d'eux », estime Kaat Debo.

La mise en scène de la seconde partie de l'exposition souligne la singularité de chacun des Six, dont les chemins se séparèrent

dès la fin des années 1980, et l'absence d'esthétique commune : six espaces et autant d'installations différentes, conçues en collaboration avec les designers concernés. Pour Dirk Bikkembergs, pionnier dans l'idée de rapprocher le sport et la couture, pas de vêtements, seulement des photos sur écrans géants de mannequins et de joueurs de foot dans ses pièces pensées pour des corps athlétiques.

Changement d'ambiance chez Walter Van Beirendonck, qui a imaginé un dialogue sur l'état de la mode actuelle entre lui et lui-même. Les propos de ses deux avatars sont difficilement audibles, mais sa mode parle pour lui : une trentaine de mannequins portent haut ses couleurs chamarrées, son amour pour le tailoring, son grain de folie (matières poilues, imprimés débriés, coiffes carnavalesques) et ses messages politiques (contre le racisme ou le sida).

Pour Dirk Van Saene, le musée a recréé un amusant petit défilé. Un premier rang de spectatrices aux visages portraiturés par le designer observe des mannequins installées sur un tapis roulant. Beaucoup de leurs tenues savamment déconstruites ont été peintes à la main. « Comme Marina Yee, son travail s'est toujours trouvé à la lisière de la mode et de l'art », explique Geert Bruloot. Pour Marina Yee, emportée par un cancer du pancréas en novembre 2025, les commissaires ont opté pour une reproduction fidèle de son atelier. On peut y voir quelques silhouettes où de la matière sculptée s'agrège sur des vêtements bien coupés.

Le charme du travail de Dries Van Noten s'exprime pleinement à travers 16 tenues à l'opulence domptée (brocart de soie à contre-emploi, volants foisonnants associés à du coton sans prétention, etc.) et des dizaines d'écrans montrant les finals spectaculaires de ses défilés. Dans une niche cachée dans un coin de l'espace (« pour les visiteurs attentifs », s'amuse les commissaires), on découvre une sélection de ses bijoux baroques.

Le déferlement de couleurs de Dries Van Noten s'oppose à l'installation entièrement noire d'Ann Demeulemeester, qui met en valeur son travail d'architecte autant à l'aise avec la soie, les plumes ou le cuir. La dernière salle réunit à nouveau les Six à travers les invitations à leurs défilés, qui résument bien leurs différentes personnalités.

Certaines carrières se sont achevées plus tôt que d'autres, et aujourd'hui seul Walter Van Beirendonck est toujours aux manettes de sa marque. Celles de Dries Van Noten, Ann Demeulemeester et Dirk Bikkembergs existent sans leurs fondateurs, mais sont restées, pour l'instant, fidèles à leur ADN. « Ce qu'on veut montrer ici, c'est qu'il y a de la place pour une approche personnelle et authentique de la mode, insiste Geert Bruloot. Personne n'a besoin de davantage de vêtements, mais tout le monde a envie d'être touché par une histoire authentique, un point de vue singulier. C'est ce qu'ont fait les Six, et c'est la raison d'être de cette exposition : montrer aux jeunes designers qu'on peut encore faire de la mode à sa propre manière. » Un message d'optimisme reçu six sur six. ■

ELVIRE VON BARDELEBEN

The Antwerp Six, jusqu'au 17 janvier 2027, au Musée de la mode d'Anvers-MoMu (Belgique)

### Une communauté d'esprit

Ces dix dernières années, beaucoup de Belges ont accédé au poste de directeur artistique dans de grandes maisons de mode : Anthony Vaccarello chez Saint Laurent, Raf Simons chez Prada, Pieter Mulier chez Versace, Meryll Rogge chez Marni, Glenn Martens chez Maison Margiela et Diesel, Julian Klausner chez Dries Van Noten, Nicolas Di Felice chez Courrèges (qu'il vient de quitter)...

A l'aune de cette liste qu'on peut allonger avec les noms de talentueux designers indépendants (Marie Adam-Leenaerdt, Julie Kegels, etc.), il semble que le programme du gouvernement belge lancé au début des années 1980 pour rendre la mode locale plus créative et plus visible a fonctionné au-delà de ses espérances.

L'aura des Six d'Anvers a pu favoriser la carrière des plus âgés d'entre eux (notamment Raf Simons, 58 ans), mais le succès de ces designers est aussi lié à la qualité de l'enseignement de la mode, que ce soit à l'Académie royale des beaux-arts d'Anvers ou à La Cambre, à Bruxelles, deux écoles qui attirent des étudiants du monde entier.

Il n'existe pas de « style belge », mais peut-être un état d'esprit commun : « Etre belge, ça me donne une immense liberté (...). On n'est pas influencé par ce qui se passe ailleurs, on ne se dit pas : "On est à Paris, on doit faire une mode élégante et sexy" », résumait Meryll Rogge au Monde en décembre 2024.

Que révèle l'affaire Grasset ? Après Sophie de Closets en 2022, le groupe Hachette vient d'évincer un autre éditeur respecté, Olivier Nora. La méthode brutale est celle qui prévaut dans les grands groupes : on déplace les personnes comme des pions. Sauf qu'ici la raison n'était pas financière, quoi qu'en dise Vincent Bolloré, patron du groupe. Elle tenait à un rapport de force concernant des décisions éditoriales, sur fond idéologique.

Certes, le capitalisme financier, qui s'est imposé dans l'édition avec les rachats successifs de maisons, octroie un pouvoir de décision aux actionnaires. Dans *L'Édition sans éditeurs* (La Fabrique Ed., 1999), l'éditeur franco-américain André Schiffrin avait mis en garde, à partir de l'expérience états-unienne, contre les risques qu'implique la concentration dans ce secteur.

Car le livre n'est pas une marchandise comme les autres. Les groupes l'avaient bien compris, optant pour une intégration dite horizontale : celle-ci consiste à respecter l'indépendance éditoriale de maisons dirigées par des professionnels de l'édition, connaisseurs de leur catalogue et de leurs auteurs, tant que les attentes financières sont satisfaites – ce qui, déjà, fait peser une pression externe sur les éditeurs. Les professionnels en question ont la tâche de faire fructifier un capital symbolique ancien, dont la convertibilité en capital économique as-

# Gisèle Sapiro Vincent Bolloré conquiert les médias et l'édition pour en faire des instruments de propagande

Le limogeage d'Olivier Nora de la direction de Grasset n'est pas un « simple épiphénomène de l'histoire du capitalisme financier », souligne la sociologue, qui insiste sur la menace politique et idéologique que représente cette décision

sure une certaine stabilité des revenus. Or, chez Hachette, cette indépendance éditoriale a été bafouée avec fracas.

Que Vincent Bolloré assimile la majorité actionnariale à la démocratie est une pirouette démagogique qui ne trompe personne : il s'agit d'une ingérence sans précédent dans une décision éditoriale, qui ne porte pas tant sur la date de parution du livre de Boualem Sansal que sur le refus de l'ouvrage de Nicolas Diat, auteur catholique réactionnaire, éditeur de l'autobiographie de Jordan Bardella chez Fayard, autre maison prise d'assaut pour le projet idéologique du milliardaire.

## Mobilisation rapide et médiatisée

C'est là la nouveauté, en France du moins : la stratégie de Vincent Bolloré consiste à conquérir les médias et l'édition pour en faire des instruments de propagande en prévision des élections de 2027 et au-delà.

En témoignent les nouveaux auteurs mis en avant par Fayard, sous la direction de Lise Boëll, imposée par Vincent Bolloré : l'idéologue Alain de Benoist, qui fait de Rousseau un révolutionnaire con-

servateur, les hommes et femme politiques Jordan Bardella, Philippe de Villiers, Eric Zemmour, Marion Maréchal Le Pen, Nicolas Dupont-Aignan (avec son projet de sortie de l'Union européenne), et la journaliste Xenia Fedorova, ancienne présidente (2017-2022) de la chaîne télévisée RT France, financée par la Russie et orientée par le Kremlin, qui poursuit sa propagande prorusse dans les médias de Vincent Bolloré.

La méthode autoritaire et brutale de ce dernier est celle des hommes puissants qui, habitués à dominer par l'argent, ne supportent pas la contradiction ni l'opposition. Ce à quoi il ne s'attendait pas, c'est la réaction des auteurs. Si nombre d'entre eux avaient quitté Fayard à la suite du départ de Sophie de Closets – et si un collectif de 70 auteurs (dont je fais partie) est engagé, à l'initiative de Jean-Yves Mollier, pour récupérer les droits d'ouvrages déjà publiés par la maison –, le mouvement a pris une toute nouvelle ampleur avec la mobilisation rapide et très médiatisée, leur notoriété aidant, de plus de 250 auteurs de la maison Grasset. Surpris de ce retentissement, Vincent

Bolloré ose les qualifier, le 19 avril, dans *Le Journal du dimanche*, de « petite caste qui se croit au-dessus de tout et de tous et qui se coopte et se soutient ». Le principe de la cooptation dans les champs intellectuel, littéraire et académique repose, en effet, comme dans les professions libérales, sur la reconnaissance des compétences par des pairs et des spécialistes.

## Remplacer Despentes par Diat

Effectivement, les écrivains concernés ont fait montre de leur indépendance à l'égard du pouvoir de l'argent, par lequel Vincent Bolloré entendait les asservir, ainsi que de leur solidarité, non seulement entre elles et eux, par-delà leurs divergences, mais aussi avec leur éditeur. Loin d'être un pion interchangeable, ce dernier représente un interlocuteur intellectuel qui participe de la production et la valorisation de leur œuvre auprès de libraires, de bibliothécaires, de jurys de prix, et d'un public qui accorde à toute cette chaîne d'intermédiaires culturels sa confiance. Mais, pour Vincent Bolloré, auteurs comme éditeurs sont interchangeables, et il promet de remplacer ceux

qui ont refusé de s'incliner devant son pouvoir. Sans doute pense-t-il qu'il suffit de remplacer Virginie Despentes par Nicolas Diat – qui a déjà publié, en six ans, une dizaine de titres chez Fayard – pour que le lectorat suive...

L'affaire serait comique si elle ne menaçait pas le patrimoine culturel et intellectuel de la France. Ce patrimoine est détourné pour légitimer une entreprise idéologique d'extrême droite en usurpant les marques prestigieuses que sont Grasset, Fayard, Stock ou Calmann-Lévy, un prestige associé à leur nom, symbole d'une histoire. Il sert désormais à financer la propagande réactionnaire sur laquelle se concentrent tous les efforts éditoriaux, invisibilisant les autres livres maintenus au catalogue pour donner un semblant de diversité, le temps de normaliser l'offensive.

Plus grave, le groupe Hachette possède non seulement Grasset, Fayard, Stock, mais aussi la majorité des éditeurs de manuels scolaires et de livres pour la jeunesse, comme le rappelle le collectif Désarmer Bolloré ; et il détient plus de 80 % du marché de l'édition scolaire en Afrique subsaharienne francophone. De l'artillerie lourde, en somme, dans une guerre idéologique qui vise à réécrire l'histoire et à endoctriner les nouvelles générations.

Les affaires Grasset et Fayard ne sont donc pas de simples épiphénomènes de l'histoire du capitalisme financier. En arbitrant en faveur du rachat du groupe Hachette par Vincent Bolloré, la Commission européenne a livré l'un des bastions des traditions intellectuelles de l'Europe à ses pires ennemis, ceux qui ont engagé un travail de démolition d'une civilisation. Il est urgent de reconstituer d'autres bastions et de soutenir l'édition indépendante, qui se bat courageusement pour survivre face à de tels titans. ■

Gisèle Sapiro est sociologue, directrice de recherche au CNRS et directrice d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS). Elle est l'auteur de « Qu'est-ce qu'un auteur mondial ? Le champ littéraire transnational » (EHESS-Gallimard-Seuil, 2024)

LE PATRIMOINE CULTUREL ET INTELLECTUEL DE LA FRANCE EST DÉTOURNÉ POUR LÉGITIMER UNE ENTREPRISE IDÉOLOGIQUE D'EXTRÊME DROITE

# Michael Bruce Dans de nombreux pays d'Afrique, les personnes LGBTQIA+ luttent perpétuellement pour leur survie

Le directeur de l'ONG Pride Centre alerte sur les violences dont sont victimes les personnes homosexuelles et transgenres, et appelle la communauté internationale à apporter un soutien humain, politique et financier aux victimes et aux associations qui les accompagnent

En avril, un homme gay a été agressé par une foule qui l'attendait devant son domicile à Kampala, en Ouganda. Ils l'ont roué de coups et l'ont laissé dans la rue. Il s'appelait Julius et il est mort peu après son arrivée à l'hôpital. Quelques jours auparavant, huit réfugiés LGBTQIA+ du Burundi et de la République démocratique du Congo et vivant dans le camp de Nakiwale, en Ouganda, ont été attaqués alors qu'ils sortaient acheter de la nourriture. La foule a tenté de castrer l'une d'entre eux, une femme transgenre, en lui coupant et mutilant gravement les parties génitales.

En février, les funérailles d'un militant queer – et cher ami – ont dégénéré en violences après que le pasteur a encouragé les paroissiens à s'en prendre à son partenaire et à ses amis, les qualifiant de « démons ». Les villageois se sont alors mis à leur lancer des pierres, y compris sur ses jeunes enfants. En novembre 2025, une femme transgenre a été battue à mort dans la rue. L'agression a été filmée et diffusée sur WhatsApp, avec des émojis de célébration.

Pourtant, si les personnes LGBTQIA+ en Ouganda signalent ces incidents à la police, elles risquent davantage d'être arrêtées elles-mêmes plutôt que leurs agresseurs. Lorsqu'elles se rendent à l'hôpital pour obtenir une aide médicale d'urgence, elles sont confrontées à des traitements abusifs et humiliants de la part des médecins, du personnel et des patients. Il existe un risque très réel qu'elles soient dénoncées à la police par une personne de l'hôpital et qu'elles soient arrêtées et subissent de nouvelles violences, de la part de la police ou d'autres détenus. Ce ne sont là que quelques exemples de ce à quoi ressemble la vie quotidienne des personnes LGBTQIA+ en Ouganda. Ces agressions ne font pas la une des journaux, et leurs auteurs ne sont jamais traduits en justice.

L'homophobie et la transphobie sont profondément ancrées dans la société ougandaise et encouragées par la loi antihomosexualité de 2023. Pourtant, il ne s'agit pas seulement d'un « problème ougandais ». Le Sénégal a récemment adopté une nouvelle

loi anti-LGBTQIA+, qui prévoit une peine d'emprisonnement de cinq à dix ans pour les relations intimes entre personnes de même sexe, contre un à cinq ans auparavant, et qui criminalise la prétendue « promotion » de l'homosexualité. Le Parlement ghanéen devrait également adopter une loi similaire cette année. Le Burkina Faso, le Niger et le Mali ont tous adopté ces dernières années des lois anti-LGBTQIA+ sévères et inhumaines. Pourtant,

L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE SONT ANCRÉES DANS LA SOCIÉTÉ OUGANDAISE ET ENCOURAGÉES PAR UNE LOI DATANT DE 2023

dans tous ces pays, aussi hostiles soient-ils, il existe des groupes locaux incroyables, actifs et dynamiques, qui continuent à œuvrer pour aider leurs communautés. Mais ces groupes ne disposent que de ressources limitées et de moins en moins de donateurs sont prêts à les financer.

## Baisse de l'aide étrangère

Les personnes LGBTQIA+ et les organisations communautaires sont engagées dans une lutte perpétuelle pour leur survie. Elles ont non seulement été abandonnées par le régime américain, mais elles sont en plus activement prises pour cible par celui-ci. La politique menée par Donald Trump vise à empêcher toute organisation bénéficiant d'un financement américain de travailler sur ce qu'elle appelle des initiatives liées à « l'idéologie du genre » ou à la « diversité, l'équité et l'inclusion ».

D'autres donateurs gouvernementaux ont également réduit leur aide étrangère, et les communautés vulnérables comme les personnes LGBTQIA+ sont trop souvent parmi les premières à en

faire les frais. Cela entraîne des déficits de financement chroniques pour les programmes de lutte contre le VIH, l'aide aux réfugiés LGBTQIA+ et le soutien en matière de santé sexuelle.

Les recherches du Pride Centre montrent que 94 % des personnes LGBTQIA+ interrogées dans six pays d'Afrique subsaharienne ont subi des violences ciblées. Il s'agit en grande partie de violences sexuelles, y compris ce qu'on appelle les « viols correctifs ». Les responsables communautaires estiment que de 85 % à 90 % des réfugiés queer dépendent du travail du sexe pour survivre. Cependant, les préservatifs et les lubrifiants nécessaires pour rendre ce mécanisme de survie un tant soit peu plus sûr sont en pénurie. Les personnes LGBTQIA+ se voient fréquemment refuser l'accès aux dispensaires et aux hôpitaux, y compris pour les soins d'urgence.

La France est l'un des rares pays à continuer d'aider ces communautés. Le Pride Centre bénéficie du soutien du ministère des affaires étrangères et l'ambassa-

teur français pour les droits des personnes LGBT+ continue de se battre pour les droits des personnes queer à l'échelle mondiale. Mais de nombreux autres pays, y compris ceux qui soutenaient autrefois fermement l'aide aux personnes LGBTQIA+, ont pris leurs distances, réorientant leurs budgets vers les dépenses de défense ou conditionnant l'aide étrangère aux échanges commerciaux.

Face à ces coupes budgétaires mondiales et à l'escalade des crises à travers le monde, combien de temps la France pourra-t-elle maintenir ces engagements ? Pendant ce temps, les violences se poursuivent. ■

Michael Bruce est le fondateur et le directeur exécutif de l'organisation non gouvernementale africaine Pride Centre, qui œuvre pour que les personnes LGBTQIA+ soient prises en compte dans l'aide humanitaire

# Nathalie Azoulai A une époque où le nombre d'actes antisémites est particulièrement élevé, « Juste une illusion » fait aimer un foyer ostensiblement juif pendant deux heures

L'écrivaine et traductrice propose son interprétation de la dernière comédie d'Olivier Nakache et Eric Toledano. Un film bien plus chargé de signification politique, selon elle, qu'un simple feel-good movie empreint de la nostalgie des années 1980

Les films du tandem Eric Toledano-Olivier Nakache nous ont habitués à rire de groupes dysfonctionnels où l'harmonie, après moult frictions, finit toujours par triompher. Et quand on sort de *Juste une illusion*, leur dernier opus [sorti en salle le 15 avril], on peut se dire que c'est encore le cas – ici, une famille dysfonctionnelle –, même s'il est un peu moins drôle que les autres, ce qui n'est pas un reproche mais plutôt un signal.

D'aucuns célèbrent pourtant une « pépite », un « bonbon », un « délicieux voyage », un « puissant antidépresseur », une « merveille », bref un très feel-good movie. On peut en effet se repaître des décors, des costumes des années 1980, fredonner gaiement les chansons de la bande-son, rivaliser de souvenirs sur les Cure, Joy Division ou Toto, et se régaler de ces plaisirs nostalgiques. On peut apprécier la jolie comédie familiale, le canular du grand frère sur François Mitterrand et Helmut Kohl, les tribulations de la VHS

porno et le badinage entre la mère et le gardien, et pourtant, quand les lumières se rallument, avoir le cœur serré et interroger ce premier niveau de signification, sans doute juste une illusion.

En poussant plus loin, on peut y voir un film sur la vie en banlieue dans les années 1980 où tout le monde vivait ensemble, les Blancs, les Noirs, les Juifs, les Italiens. Et cette convivialité heureuse est l'une des bonnes vibrations de l'histoire, dont on voit bien qu'elle raconte que les seuls problèmes, alors, c'étaient le chômage et les xénophobes identifiés, comme le père de la jeune fille dont le héros est amoureux. Mais c'est une xénophobie vieille France, face à laquelle tout le monde était uni, solidaire, moins inquiet que soudé.

Les gens de ma génération reconnaissent la grande soirée organisée par SOS Racisme sur la place de la Concorde, à Paris, en juin 1985, où le groupe Téléphone chantait qu'il rêvait « d'un autre monde », mais si le film s'intitule *Juste*

*une illusion*, c'est pour nous rappeler que cette parenthèse enchantée est bel et bien terminée, qu'aujourd'hui, le « vivre-ensemble » est un vœu que la gauche qui y tenait tant a trahi, et que les juifs de France ont mangé leur pain blanc.

## Lendemain plus sombres

Ce pain blanc, c'est celui des enfants du film qui avaient, disons, entre 13 et 20 ans dans les années 1980. Si le couple parental a connu l'exil, les difficultés de l'intégration, le défi des études (combien de fois le personnage incarné par Louis Garrel répète-t-il qu'il en a fait et qu'il est cadre?), leurs enfants, eux, vivent leur meilleure vie comme on dit, et c'est tant mieux, mais voilà, déclare le film, c'est fini, puisque les enfants de ces enfants – les nôtres – affrontent aujourd'hui d'autres épreuves, d'autres défis et des lendemains plus sombres. Mais derrière ce deuxième niveau de signification, j'en vois encore un troisième.

*Juste une illusion* est un film post-7-Octobre qui met sous le nez du très grand public – il est promis au moins au million d'entrées – l'histoire d'une famille juive séfarade qui prépare la bar-mitsva de son fils cadet. Malgré toutes les intrigues secondaires, le film avance vers ce cap, le passage d'un enfant à l'âge adulte sous les yeux émus de ses parents joués par deux des acteurs les plus « bankables » du cinéma français, Camille Cottin et Louis



**ON PEUT APPRÉCIER LA JOLIE COMÉDIE FAMILIALE, ET POURTANT, QUAND LES LUMIÈRES SE RALLUMENT, AVOIR LE CŒUR SERRÉ**

Garrel, très plausibles en juifs respectivement d'origine algérienne et marocaine. Louis Garrel joue même avec un « Haï » autour du cou du début à la fin : moins évidemment lisible qu'une étoile de David, c'est un pendentif composé de lettres qui signifient « vivant » en hébreu. Très facile à déchiffrer pour les juifs, il est moins pour les non-juifs, ce qui désigne d'emblée l'intention de chiffrer le sens.

Alors, derrière les rires et les bons mots qui accompagnent la sortie, les réalisateurs n'ont peut-être pas tout dit ; ils ont soit laissé leur inconscient parler sans maîtriser toutes les strates du message, soit adopté une attitude résolument prudente en disant ce qu'ils avaient à dire

mine de rien, comme deux enfants désillusions, passés eux aussi à l'âge adulte. En des temps plus terribles encore, Felix Salten, Franz Kafka ou Ernst Lubitsch avaient dû eux aussi crypter leurs œuvres pour être entendus, comprise qui pourra. Ici, pourtant, le cryptage relève plus de la lettre volée que d'une minutieuse dissimulation. Autrement dit, plus le message est évident, moins on y fait attention. A une époque où le nombre d'actes antisémites est particulièrement élevé, c'est bien un foyer ostensiblement juif que ce film vous fait aimer pendant deux heures.

L'illusion du titre s'active donc à tous les niveaux, jusqu'à la conception même d'un film qui a tout d'un cheval de Troie inoffensif et sympathique, voire d'une anamorphose. Toledano et Nakache sont deux illusionnistes virtuoses capables de filmer tout autre chose que ce que vous voyez sans même vous forcer à le voir. ■

**Nathalie Azoulai** est écrivaine et traductrice. Elle est l'auteur de *Toutes les vies de Théo* (P.O.L., 2025), de *Petit éloge de nos sœurs* (Gallimard, 2025) et publie une nouvelle traduction de *Peter Pan et Wendy*, de James M. Barrie (P.O.L., 336 p., 16 €)

# Alain Policar Nous ne nous contentons pas de suivre les traditions, comme le pensent les nostalgiques, nous les créons

Le politiste invite à envisager l'identité comme un agencement en mouvement, et non une appartenance figée. Il invoque la sagesse des Romains, qui, pour se définir, se référaient moins à l'image des racines qu'à celle du fleuve, auquel chaque affluent apporte sa part

Peut-on débattre de l'identité nationale sans rien concéder à l'identitarisme ? Ce n'est évidemment nullement l'objectif du Rassemblement national, parti pour lequel nos traits culturels singuliers sont immuables et dénaturés par les influences postérieures. La France insoumise et Jean-Luc Mélenchon choisissent une posture inverse et proposent, avec la « nouvelle France », de construire un nouveau récit national, attentif à la « créolisation » du pays et soucieux de rompre avec les lieux communs du républicanisme officiel. Mais cette proposition est-elle aussi émancipatrice et inclusive qu'elle le proclame ? N'est-elle pas, en définitive, exaltation des particularismes minoritaires, laquelle donne, en s'y opposant, une légitimité inespérée à l'idée folle de « grand remplacement » ? Qu'il provienne de l'extrême droite ou de celles et ceux qui la

combattent, il convient de se garder d'essentialiser les appartenances, c'est-à-dire, comme le souligne l'historien Pascal Blanchard, dans un récent entretien au *Monde*, de « fédérer et d'exclure ». Cette tentation repose sur une mauvaise philosophie et sur une politique irresponsable.

Certes, il serait déraisonnable de ne pas reconnaître l'existence de communautés d'appartenance qui déterminent l'horizon de sens à partir duquel l'individu peut se raconter. Mais ces communautés ne doivent pas être considérées comme des ensembles homogènes quant aux valeurs et aux significations : nous possédons en effet une pluralité d'identités significatives, lesquelles se sont construites dans le dialogue avec le passé. Ce dernier n'est pas, pour autant, un déterminisme : l'identité n'est pas une chose, un donné, mais une activité, dès lors soumise au changement. Nous ne

nous contentons pas de suivre les traditions, comme le pensent les nostalgiques d'un temps imaginé, nous les créons.

La pertinence de la distinction entre « eux » et « nous », à laquelle se réfèrent ces nostalgiques, impliquerait la possibilité de répondre à la question de savoir qui est



**CE FUT LE REFUS DE SE MÉLANGER QUI SCELLA LE DESTIN D'ATHÈNES ET DE SPARTE, MALGRÉ LEUR PUISSANCE MILITAIRE**

ce « nous ». Mais il n'y a jamais une seule réponse possible : le philosophe américain Kwame Anthony Appiah évoque un « symptôme de la Méduse » pour résumer le risque que l'on encourt à vouloir imposer une identité considérée comme la seule authentique. On voit mal comment le débat annoncé pourrait s'en tenir éloigné. Nous pouvons « vivre ensemble sans une religion commune ni même l'illusion délirante d'avoir une ascendance commune », écrit encore Appiah dans *Repenser l'identité. Ces mensonges qui nous unissent* (Grasset, 2021).

Si une telle chose est possible, c'est parce que nos caractéristiques culturelles ne sont pas substantielles : il existe un écart entre ce que je suis, c'est-à-dire mes déterminations culturelles, sociales, politiques, et qui je suis, soit la singularité et la multiplicité des expériences que l'individu compose pour en faire le récit. C'est un

point sur lequel avait déjà insisté Hannah Arendt dans *Condition de l'homme moderne*, en 1958.

Alors que le nationalisme défère une fois de plus sur l'Europe, peut-être devrions-nous méditer la leçon de l'Antiquité : comment être humain envers les « barbares » ou, si l'on préfère, quels sont les devoirs des hommes envers les hommes ? Comment, par exemple, nous comporter vis-à-vis de ceux qui, en cherchant à rejoindre nos côtes, mettent leur vie en péril ? Faut-il restreindre le devoir de porter secours à nos seuls concitoyens ? Non, bien entendu : la nature, nous rappelle Sénèque dans ses *Lettres à Lucilius*, ordonne que « nos mains soient toujours prêtes à secourir les démunis ».

## Vocation cosmopolite

On le sait, la société romaine s'est bâtie sur un mythe, celui de l'asylum, selon lequel Romulus aurait accueilli des fugitifs venus de partout. Plutarque évoque ainsi, dans *Vie de Romulus*, la fosse dans laquelle chacun jette une poignée de terre apportée du pays d'où il vient et, une fois l'ensemble des poignées mêlé, désigne la fosse du nom de *mundus* pour y tracer tout autour, en forme de cercle, le périmètre de la ville. A Rome, ce n'est pas la terre qui engendre les hommes, mais les hommes qui fabriquent la terre.

En utilisant le langage de la musique, nous pourrions dire que la tonalité spécifique de la culture romaine est constituée par l'ouverture et, au-delà, par la possibilité d'être à la fois soi-même

et un autre. L'identité des Romains, s'ils en ont une, est de nature excentrique. Elle accorde peu d'importance à l'autochtonie, à l'idée d'être né de la terre. A l'image des racines, qui nous attachent à un lieu, elle substitue celle du fleuve, où chaque affluent apporte sa part. N'oublions pas que ce fut le refus de se mélanger qui, malgré leur puissance militaire, scella le destin d'Athènes et de Sparte.

La leçon romaine peut servir de modèle à une Europe qui, les circonstances aidant, pourrait, malgré les effluves nauséabonds des ethnonationalismes, se fonder, comme l'énonce sa Charte des droits fondamentaux, « sur les valeurs indivisibles et universelles de dignité humaine, de liberté, d'égalité et de solidarité », et serait ainsi fidèle à sa vocation cosmopolite. Or, par son existence même, le *kosmopolites*, le citoyen du monde, rend caduque la notion d'étranger ou, plus exactement, fait de chacun de nous un étranger, ce qui ôte toute pertinence à un nouveau débat sur cette chose aux contours indéfinissables qu'est l'identité nationale. ■

**Alain Policar** est sociologue et politiste au Centre de recherches politiques de Sciences Po. Il est notamment l'auteur de *« Laïcité : le grand malentendu »* (Flammarion, 2025).

# Présidentielle 2027, un risque de dispersion mortifère

## ANALYSE

**UNE TELLE AVALANCHE DE CANDIDATURES RISQUE D'ABOUTIR À UN DUEL ENTRE LE RASSEMBLEMENT NATIONAL ET LA FRANCE INSOUMISE**

**A** un an de l'élection présidentielle, sur fond de graves crises internationales, la scène politique française est dans le brouillard. De l'extrême droite à la gauche radicale, on recense près de 30 candidatures potentielles, quand en 2022 on n'en comptait finalement que 12, le record ayant été atteint en 2002 avec 16 postulants. Officiellement, seuls deux candidats sont aujourd'hui sur les rangs : Bruno Retailleau, investi le 19 avril par les adhérents du parti Les Républicains (LR), et l'ancien premier ministre Edouard Philippe (Horizons), conforté par sa réélection au second tour des municipales comme maire du Havre.

A douze mois de l'échéance, les sondages sur les intentions de vote sont à observer avec prudence, tant l'histoire a montré qu'ils étaient souvent éloignés de la configuration finale. D'ici là, avec ou sans primaires, incertaines à droite comme à gauche, le paysage va s'éclaircir, sachant que le ticket d'entrée pour le second tour risque d'être plus bas qu'à l'accoutumée, autour de 15 % au lieu de 20 %. Une telle avalanche de candidatures risque de s'avérer mortifère et d'aboutir à un duel entre les « champions » du Rassemblement national (RN) et de La France insoumise (LFI).

A droite, l'équation s'annonce très complexe. Bruno Retailleau veut incarner une rupture avec le macronisme, alors qu'il a été pendant plus d'un an ministre d'Emmanuel Macron. Bas dans les sondages, il parie sur un

croisement des courbes qui lui permettrait, à l'automne, de passer devant Edouard Philippe. Et de faire oublier le score calamiteux de Valérie Pécresse en 2022 (4,78 %). Une perspective d'autant plus aléatoire que son camp est très fracturé. Xavier Bertrand, le président du conseil régional des Hauts-de-France, se comporte en électron libre et n'a pas renoncé à concourir. David Lisnard, le maire de Cannes, a quitté LR pour se lancer dans la compétition. Laurent Wauquiez se poste toujours en embuscade. Et l'éphémère premier ministre Michel Barnier juge qu'il a les qualités requises pour être président de la République.

### Ambitions au grand jour

Pour ce qui reste du « bloc central », qui n'est plus ni un bloc ni central, les ambitions apparaissent au grand jour. L'ancien premier ministre Gabriel Attal, secrétaire général de Renaissance, libéré d'Emmanuel Macron avec lequel il a rompu lors de la dissolution de l'Assemblée nationale en 2024, est prêt à affronter Edouard Philippe. Il vient de publier une esquisse de programme dans son livre *En homme libre* (Editions de l'Observatoire, 300 pages, 22 euros) et semble bien décidé à aller jusqu'au bout. Entre les deux anciens premiers ministres, Gérard Darmanin, garde des sceaux et dernier grognard du président, se garde bien de dévoiler son jeu.

De son côté, la gauche offre l'image d'un long tunnel qui risque de déboucher sur une impasse. Une primaire, aux modalités encore floues, est annoncée pour le 11 octobre

pour départager Olivier Faure – le premier secrétaire du Parti socialiste (PS), qui, de plus en plus contesté, n'est pas suivi par son parti –, la cheffe des Ecologistes, Marine Tondelier, les anciens « insoumis » Clémentine Autain, François Ruffin et Alexis Corbière. Ses chances d'aboutir sont de plus en plus faibles. Boris Vallaud, le patron des députés socialistes, ne cache pas son opposition à cette primaire, sans abattre toutes ses cartes. Jérôme Guedj, député PS de l'Essonne, affiche la même hostilité et s'est déclaré candidat sans être investi par son parti. Le sénateur écologiste Yannick Jadot et Karim Bouamrane, le maire PS de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), pourraient se joindre à la mêlée.

A moins que MM. Vallaud, Guedj, Jadot et Bouamrane rejoignent une coalition, qui se cherche encore, ouvertement réformiste et résolument hostile à LFI et surtout à Jean-Luc Mélenchon. Raphaël Glucksmann (Place publique), qui a une bonne tenue dans les sondages mais peine à percer, rêve d'une fédération regroupant plusieurs forces sociales-démocrates. L'ancien premier ministre Bernard Cazeneuve, qui a quitté le PS et fondé une « Convention » avec le Parti radical de gauche, se dit « prêt à être candidat en 2027 ». Même Manuel Valls y songe. Ils pourraient être départagés par François Hollande, qui veut faire de son expérience internationale un atout pour tenter de retrouver une crédibilité. L'ancien président de la République multiplie ses contacts à gauche et au centre et se prépare à ciel ouvert.

Secrétaire national du Parti communiste français, Fabien Roussel ne s'interdit pas de se présenter à nouveau, tandis que Nathalie Arthaud a sauté le pas pour Lutte ouvrière. Le Nouveau Parti anticapitaliste, qui s'est scindé en deux, pourrait avoir deux candidats. Et, dans ce panorama, Dominique de Villepin tisse sa toile. L'ancien premier ministre a fait un retour à grands bruits, fort de l'image positive à gauche de son discours aux Nations unies, en 2003, contre l'intervention américaine en Irak, faisant oublier à ce stade le sévère revers que les syndicats lui ont infligé en bloquant, en 2006, le contrat première embauche dont il avait été l'artisan.

Sauf envolée encore hypothétique d'Edouard Philippe ou de François Hollande, le second tour de l'élection présidentielle risque de se jouer entre Jean-Luc Mélenchon, qui bat pourtant des records d'impopularité, et probablement Jordan Bardella, le président du RN, si Marine Le Pen, comme l'extrême droite semble s'y résigner, est condamnée en appel, le 7 juillet, à l'inéligibilité. Lionel Jospin, qui, jusqu'à la fin de sa vie, a rêvé d'une renaissance, sous d'autres formes, de la « gauche plurielle » – dont la dispersion à la présidentielle de 2002 a pourtant conduit à sa mise à l'écart du pouvoir –, n'aurait pas aimé un tel scénario. Pour la troisième présidentielle d'affilée, la gauche serait privée d'accéder à l'Élysée. Ce serait, pour elle comme pour la droite républicaine, le retour de la machine à perdre. ■

MICHEL NOBLECOURT



CHRONIQUE | PAR BÉATRICE MADELINE

## Céline Dion à Paris, une aubaine pour l'économie française

**E**n France, on a de moins en moins d'usines, mais pour donner un petit coup de boost à l'économie, on peut compter sur Céline Dion. Rien d'étonnant dans un pays où le poids du tourisme dans le PIB, qui dépasse les 8 %, talonne celui de l'industrie, qui avoisine les 10 %. Les 16 concerts que donnera la star québécoise de la chanson à Paris La Défense Arena entre septembre et octobre, qui ont levé un vent de folie sur la billetterie, devraient ruisseler sur l'économie, francilienne en particulier : entre 570 millions et 1 milliard d'euros de retombées, a calculé Hadrien Camatte, économiste chez Natixis. Soit quasiment l'équivalent de l'achat d'un paquebot géant, observe-t-il, en s'appuyant sur les commandes passées par MSC auprès des Chantiers de l'Atlantique. A cette différence près qu'une commande industrielle de ce type se traduit par deux à trois ans de travaux et des emplois durables.

En matière de croissance, l'effet « Céline » est évalué à environ 0,02 à 0,03 point supplémentaire sur l'ensemble de l'année 2024 : l'événement a généré environ 540 millions d'euros de retombées, selon Clemens Baumgärtner, directeur du département du travail et du développement économique de la capitale bavaroise. Mais pas aussi bien que l'Oktobertfest, où les dépenses des visiteurs coulent au même rythme que la bière (1,2 milliard d'euros selon les derniers chiffres munichois).

capables de faire dépenser des centaines, voire des milliers d'euros aux fans pour acheter les billets, remplir les hôtels, soutenir l'emploi local, faire tourner des centaines d'entreprises prestataires. Du show-business chimiquement pur. En 2023, les trois concerts de Taylor Swift à Philadelphie, en Pennsylvanie, avaient permis aux hôtels de la région de retrouver le niveau d'activité perdu depuis la pandémie.

### Prix de la nuitée en hausse

Même résultat à Munich, où la britannique Adele s'était produite pour dix dates en août 2024 : l'événement a généré environ 540 millions d'euros de retombées, selon Clemens Baumgärtner, directeur du département du travail et du développement économique de la capitale bavaroise. Mais pas aussi bien que l'Oktobertfest, où les dépenses des visiteurs coulent au même rythme que la bière (1,2 milliard d'euros selon les derniers chiffres munichois).

D'ores et déjà, la venue à Paris de Céline Dion fait bon nombre d'heureux : bien entendu, les 450 000 personnes qui ont réussi, via les loteries et autres stratégies, à décrocher des places pour l'une des dix dates, dont

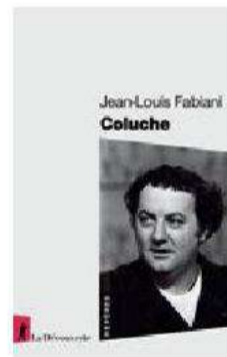
la valeur faciale frôle les 300 euros pour les plus chers, mais aussi les hôteliers franciliens, qui ont vu leurs réservations grimper en flèche. Celles-ci seraient en hausse de 400 % depuis l'annonce de l'événement.

Le scénario le plus favorable écrit par Hadrien Camatte, dans lequel l'impact des concerts de Céline Dion frôlerait le milliard d'euros, s'appuie aussi sur le profil du public de la Québécoise : « plus âgé et plus aisé que celui de Taylor Swift », il est davantage susceptible de délier largement sa bourse pour l'événement et de prolonger son séjour en France (pour les 30 % de spectateurs environ qui viendront de l'étranger). Sachant que les fans venus applaudir la chanteuse américaine en mai 2024 avaient dépensé en moyenne 1 000 euros par personne, Céline pourrait pousser ses fans à dépenser jusqu'à 1 500 euros en moyenne pour fêter son retour sur la scène européenne.

Reste une fausse note dans cet événement orchestré au millimètre : tant de monde réuni au même endroit pour assister à un concert induit forcément une tension sur la demande, et donc sur les prix. D'après les comparateurs de Google, le prix de la nuitée a déjà augmenté de 55 % pour cette période dans le centre de Paris et de 100 % aux alentours de La Défense. Les billets d'avion ou de train devraient amorcer le même mouvement. Ce coup de fièvre inflationniste est évalué à environ 0,1 point sur septembre et octobre. Mais qu'importe : « The show must go on. » Avant que le rideau – et les prix – ne retombe. ■

**LES CONCERTS DE LA STAR DEVRAIENT RAPPORTER ENTRE 570 MILLIONS ET 1 MILLIARD D'EUROS AU PAYS**

## CE QUE COLUCHE NOUS DIT DE LA FRANCE DES ANNÉES 1980



**COLUCHE**  
de Jean-Louis Fabiani, collection « Repères », La Découverte, 128 pages, 11 euros

### LIVRE

**Q**ue pouvait-on apprendre de plus sur Coluche ? Sur le comique sans doute le plus familier des Français, il existe une profusion d'ouvrages, de documentaires, de BD, et même une uchronie qui imagine un monde alternatif où il ne serait pas mort en 1986. Cette fois, c'est en « expression culturelle la plus aiguë d'une époque qu'il incarne et dénonce simultanément » qu'il est traité par le sociologue Jean-Louis Fabiani dans son essai simplement intitulé *Coluche* (La Découverte, 128 pages, 11 euros).

L'auteur rappelle certes le parcours du jeune de Montrouge (Hauts-de-Seine) : ses débuts au café-théâtre, son alliance avec l'impresario Paul Lederman, sa mythique maison parisienne en forme de caravansérail, son succès, ses addictions, sa candidature à l'élection présidentielle en 1981, en évitant les clichés sur le génial autodidacte aux ailes brûlées qui ont fait sa légende.

Mais ces retours biographiques servent ici une analyse de sociologue : en quoi Coluche est-il le produit de son temps – la France post-68 de la désaffiliation sociale, de la transformation des industries culturelles, puis du tournant de la rigueur de 1983 ?

Lui qui faisait rire avec presque rien – du rythme, des silences, des phrases pas finies – est ici promu en objet d'étude sans que le « comique coluchien » se trouve surchargé de sens. « L'histoire d'un mec » fait ainsi l'objet d'un fin décryptage politique qui en appelle à Henri Bergson et à Shakespeare. C'est que « le rire que suscite

Coluche est souvent un rire plus grave qu'il n'y paraît », écrit Jean-Louis Fabiani. « Il n'y a pas que du plaisir dans le rire : il y a aussi une sourde angoisse, que l'artiste faisait ressortir sans s'y appesantir. »

### Impuissance politique

C'est aussi quand il a cessé d'être drôle que Coluche a révélé « les fractures de classe et des querelles de statut qui animent la société française ». De sa candidature sans programme à la présidentielle, le sociologue Pierre Bourdieu disait qu'il est traité par le sociologue Jean-Louis Fabiani dans son essai simplement intitulé *Coluche* (La Découverte, 128 pages, 11 euros). L'auteur rappelle certes le parcours du jeune de Montrouge (Hauts-de-Seine) : ses débuts au café-théâtre, son alliance avec l'impresario Paul Lederman, sa mythique maison parisienne en forme de caravansérail, son succès, ses addictions, sa candidature à l'élection présidentielle en 1981, en évitant les clichés sur le génial autodidacte aux ailes brûlées qui ont fait sa légende.

Mais ces retours biographiques servent ici une analyse de sociologue : en quoi Coluche est-il le produit de son temps – la France post-68 de la désaffiliation sociale, de la transformation des industries culturelles, puis du tournant de la rigueur de 1983 ? Lui qui faisait rire avec presque rien – du rythme, des silences, des phrases pas finies – est ici promu en objet d'étude sans que le « comique coluchien » se trouve surchargé de sens. « L'histoire d'un mec » fait ainsi l'objet d'un fin décryptage politique qui en appelle à Henri Bergson et à Shakespeare. C'est que « le rire que suscite

VALENTINE FAURE



## LES DERNIÈRES INNOVATIONS

Un hors-série « Le Monde » - 100 pages, 13,50 euros  
Chez votre marchand de journaux et sur [Lemonde.fr/boutique](https://www.lemonde.fr/boutique)



INTERNATIONAL | CHRONIQUE

PAR ALAIN FRACHON

## Face à Trump, l'Iran compte sur le temps

**P**ourquoi négocieraient-ils? L'un et l'autre des protagonistes pensent, sinon qu'ils ont gagné, du moins qu'ils ont l'avantage. En bordure du golfe Arabo-Persique et de la mer d'Oman, l'Iran et les Etats-Unis se défient. Qui va craquer le premier? Les Iraniens verrouillent le détroit d'Ormuz, les Américains bloquent les ports de la République islamique. Les premiers perturbent, gravement, l'activité mondiale; les seconds démolissent l'économie iranienne. Entre Washington et Téhéran, la négociation n'a jamais vraiment commencé. Parce que tout est affaire de perception.

Après des milliers de frappes américano-israéliennes, de la fin février à la mi-avril, la République islamique est plus faible que jamais, mais toujours debout et sans doute plus radicale encore. Elle a perdu nombre de ses dirigeants, politiques et militaires. Elle n'a plus ni marine ni aviation. Sa capacité à fabriquer des drones et des missiles a été diminuée, mais elle aurait préservé 40 % de sa force de frappe. Elle possède toujours son stock d'uranium enrichi à des niveaux d'extrême dangerosité. Elle dispose avec Ormuz, le détroit qui commande l'entrée et la sortie du Golfe, d'une arme de dissuasion économique massive. Conclusion: les Etats-Unis ont remporté « un nombre étonnant de succès militaires » contre l'Iran, mais leur campagne « ne se solde pas par une victoire », dit la politologue américaine Kori Schake.

Convaincu que la puissance finit toujours par l'emporter, dans la vie en général et dans les rapports stratégiques en particulier, Donald Trump poursuit sa politique d'intimidation. Il déplace un troisième porte-avions à l'appui de l'armada américaine déjà sur place. Et, avec le blocus des ports iraniens, il compte étrangler l'économie d'un pays que les guerres de juin 2025 puis de l'hiver 2026 ont largement ravagée. Les Iraniens finiront par céder, dit Trump, qui proclame: pas de levée du blocus maritime tant qu'un accord n'est pas signé.

### Un cessez-le-feu fragile

Les dirigeants de la République islamique ne partagent pas cette analyse de leur situation. Rescapés de l'assaut donné par la plus grande puissance militaire du monde, ils estiment que, s'ils n'ont pas sombré, c'est déjà presque une victoire. Le malheur économique des Iraniens passe après leur priorité qui est la survie du régime. Ils jugent que Trump est pressé, contraint par la conjoncture et le calendrier: retour de l'inflation aux Etats-Unis; impopularité de la guerre dans l'opinion américaine; perturbation énergétique mondiale; élections de la mi-mandat en novembre.

Les dirigeants iraniens pensent que le seuil de tolérance de leur pays à la souffrance est supérieur à celui des Etats-Unis. Avantage de la tyrannie sur la démocratie, ils croient pouvoir tenir « des mois », tandis que Trump, selon eux, « va caler d'ici à trois semaines », dit Ali Vaez, de l'International Crisis Group, dans le *New York Times* du

### LES DIRIGEANTS IRANIENS PENSENT QUE LE SEUIL DE TOLÉRANCE DE LEUR PAYS À LA SOUFFRANCE EST SUPÉRIEUR À CELUI DES ÉTATS-UNIS

23 avril. La ligne de conduite de Téhéran est simple: pas de négociation tant que la marine américaine neutralise les ports iraniens.

Les deux protagonistes sont convaincus d'être maîtres du temps. L'un est persuadé que la force ou la seule menace de son emploi l'emporteront; l'autre est assuré de pouvoir y résister. Trump a besoin d'un accord, spécule Téhéran; la République islamique ne survivra pas sans accord, croit Washington. Chacun pense « avoir la main » sur l'autre et pouvoir dicter ses conditions. Positionnement qui facilite d'autant moins l'amorce d'une négociation que le passé pèse lourd: Washington sait que les Iraniens mentent et dissimulent à plaisir, cependant que Téhéran a déjà été trahi, à plusieurs reprises, par Trump. Observé depuis le 8 avril, le cessez-le-feu est fragile. Les Etats-Unis menacent de s'en prendre aux infrastructures civiles de l'Iran. Les dirigeants iraniens cherchent à internationaliser une éventuelle négociation – voir l'article de Ghazal Golshiri (*Le Monde* du 28 avril).

Le cœur du conflit est oublié: obliger la République islamique à abandonner sans ambiguïté sa quête de l'arme nucléaire. Aujourd'hui à la retraite, le plus expérimenté et le plus respecté des diplomates américains, William Burns, trace – dans le *New York Times* du 24 avril – les grandes lignes de ce que pourrait être une solution négociée. Ancien numéro deux du département d'Etat et ex-directeur de la CIA, il évoque une série de possibles compromis: les 440 kilos d'uranium iranien enrichi à 60 % déplacés dans un pays tiers ou dégradés sur place sous contrôle international; retour en force des inspections de l'ONU; moratoire de plusieurs années sur l'exercice par l'Iran de son droit à enrichir l'uranium; réouverture d'Ormuz et discussion sur l'expansion régionale de la République islamique, notamment au Liban. En contrepartie, engagement de non-agression de la part des Etats-Unis et d'Israël; levée progressive des sanctions sur l'économie iranienne et aide à la reconstruction; dialogue sur la sécurité dans le Golfe.

Quelle qu'elle soit, la négociation présuppose un changement d'attitude des deux parties: à Washington, l'acceptation du principe que le militaire ne peut pas, seul, régler la question nucléaire iranienne; à Téhéran, la prise de conscience que la survie de la République islamique passe par des concessions sur le nucléaire. Deux écoles de négociation sont face à face. Du côté iranien, la tradition du bazar joue sur le temps et d'innombrables tasses de thé. Avec les envoyés spéciaux américains Steve Witkoff et Jared Kushner, professionnels de la promotion immobilière à New York et dans le New Jersey, on « deale » au plus vite les grandes lignes d'un marché. Pas sûr que le gendre et le compagnon de golf du président américain soient à la hauteur. ■

**Post-scriptum** Lire, sur le site de l'Institut Montaigne, le texte du diplomate Michel Duclos, « Iran: la négociation impossible ».

## L'ODIEUSE RÉPRESSION DE L'HOMOSEXUALITÉ AU SÉNÉGAL

ÉDITORIAL III

**C**onnu pour sa tradition d'accueil et de tolérance, sa stabilité et ses alternances politiques pacifiques, le Sénégal fait parler de lui depuis quelque temps pour une raison moins enviable: l'instrumentalisation par le pouvoir en place des préjugés anti-homosexuels. Le 11 mars, les députés sénégalais ont adopté une loi aggravant les sanctions encourues pour « acte contre nature », désormais passible de dix ans d'emprisonnement maximum au lieu de cinq.

Ce vote avait été précédé d'une campagne médiatique nauséabonde visant des personnalités accusées de transmettre volontairement le VIH. Sans même attendre l'entrée en vigueur du texte, le 30 mars, une centaine de « suspects » ont été arrêtés et

80 placés en détention. Dénonciation par des voisins, fouille des téléphones, « aveux » en détention... L'ampleur de la répression est telle qu'elle intimide jusqu'aux avocats, qui hésitent à prendre la défense des personnes mises en cause. Dès le 10 avril, une première condamnation a été prononcée en vertu de la nouvelle loi: une peine de six ans de prison ferme a été infligée à un jeune homme qui a comparu sans défenseur.

Au Sénégal, comme dans d'autres pays d'Afrique, l'utilisation politique des lourds préjugés, souvent d'origine religieuse, répandus dans la population, n'est pas nouvelle. Mais le climat s'est nettement dégradé depuis l'arrivée au pouvoir, en 2024, du gouvernement souverainiste de gauche du premier ministre Ousmane Sonko et du président Bassirou Diomaye Fall, qui ont utilisé la « criminalisation de l'homosexualité » comme argument de campagne.

Ce thème nourrit leur rhétorique décoloniale dirigée contre l'impérialisme occidental. L'argument selon lequel l'homosexualité aurait été importée par le colonisateur ne résiste évidemment ni à l'examen de la réalité des sociétés africaines, ni à l'histoire, qui documente l'existence d'une diversité sexuelle avant la colonisation. Quant aux lois réprimant les « actes contre nature », elles ont souvent été héritées du régime colonial lui-même, et satisfont par ailleurs à la fois la Russie et les organisations ultracervatrices américaines.

Au Sénégal, tout porte à croire que le pouvoir utilise la répression de l'homosexualité, soutenue par des leaders religieux musulmans, pour servir de dérivatif, alors que le mécontentement social monte, alimenté par un profond marasme économique et la non-réalisation des ambitieuses promesses de réformes.

Cette odieuse instrumentalisation de l'homophobie est à l'œuvre dans une large majorité des pays d'Afrique, et doit être fermement condamnée. L'homosexualité peut ainsi être punie de la prison à vie, voire de la peine de mort en Ouganda ou au Nigeria; des pays comme le Ghana et le Kenya prévoient de renforcer la répression, tandis que des lynchages sont pratiqués au Cameroun.

Le déni de la réalité aboutit non seulement à des meurtres, à des violences et à d'autres atteintes intolérables – discrimination, stigmatisation, nécessité de se cacher –, mais aussi à de graves reculs sanitaires. Le taux de prévalence du VIH est plus élevé dans les pays où l'homosexualité est punie par la loi. L'aggravation de la répression risque d'anéantir des décennies de progrès, en dissuadant les personnes à risque de fréquenter les centres de prévention et de soins.

Dans le contexte d'une régression aussi scandaleuse, il faut répéter inlassablement que l'homosexualité existe dans toutes les sociétés, et que la recherche d'une véritable souveraineté ne saurait passer par d'ignobles attaques contre des droits humains. ■

**Bruno PATINO**

**Le temps de l'obsolescence humaine**

BRUNO PATINO

Vivons-nous les derniers instants de la civilisation que nous avons connue? Après l'immense succès de *La Civilisation du poisson rouge*. Grasset

« Un brillant plaidoyer humaniste. »  
Augustin Trapenard, *La Grande Librairie*

« Un véritable cri d'alarme. »  
Dominique Nora, *Le Nouvel Obs*

« *Le Temps de l'obsolescence humaine* réveille et éveille. »  
Sylvain Fort, *La Tribune Dimanche*

« Patino analyse avec brio la nouvelle ère dans laquelle nous font basculer les intelligences artificielles. »  
Eugénie Bastié, *Le Figaro*

« Son essai le plus magistral. »  
Guillaume Grallet, *Le Point*

« Un essai pétri d'intelligence humaine. »  
Céline Cabourg, *Madame Figaro*

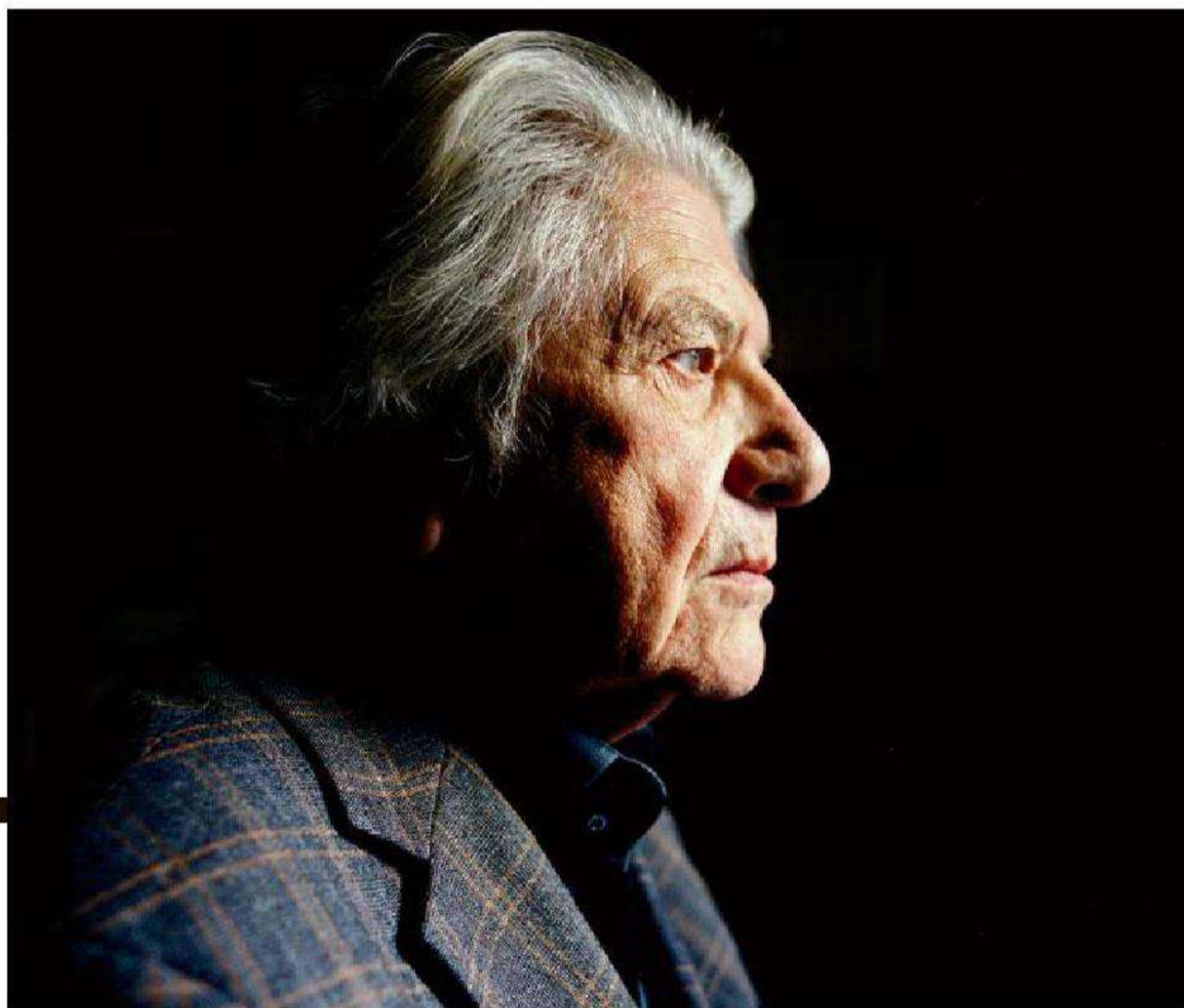
« Passionnant! »  
Anne-Elisabeth Lemoine, *C à Vous*

« Un captivant plaidoyer »  
Olivier Pascal-Moussellard, *Télérama*

Grasset

## Paul Nizon Ecrire pour donner vie à la vie

L'écrivain suisse allemand, parisien de longue date, livre, à 96 ans, un nouveau tome de son superbe Journal, couvrant les années 2011 à 2020. « Le Clou dans la tête », un envol généreux et lucide



Paul Nizon, à Paris, en 2005. JEAN-LUC BERTINI/PASCO&CO

PIERRE DESHUSSES

On ne peut parler, en ce qui me concerne, de vie à côté de l'écriture, étant donné que j'ai mis tous mes œufs dans le même panier», note Paul Nizon dans le nouveau volume de son Journal, qui paraît en français sous le titre *Le Clou dans la tête* et qui couvre la période 2011-2020. De cette correspondance intime entre vie et écriture, on pourrait déduire que Paul Nizon est un graphomane, mais ce raccourci ferait passer à côté de l'essentiel, car son désir d'écrire n'est pas une obsession – c'est une exigence. Très tôt, il s'est rendu compte que « l'écriture, en tant que saisie de la vie, était une activité de première ligne ». Ainsi « marcher à l'écriture » (pour reprendre le titre d'un de ses livres, *Actes Sud*, 1991) est pour Nizon une activité qui permet non seulement de s'approcher de la vie, mais de donner carrément vie à la vie.

Dans cette perspective, son Journal joue un rôle capital, l'élément autobiographique étant un tremplin vers le monde. Chaque date (le Journal n'est pas tenu au jour le jour) est le sujet d'une réflexion sur l'écriture, la solitude, l'identité, un livre, un film, Paris... ou bien l'évocation d'un fait dont l'analyse inscrit la part factuelle dans l'universel par un jeu de reflets qui renvoie vers l'extérieur, d'où la richesse de ces pages qui donnent toujours l'impression d'un envol.

*Le Clou dans la tête* est le sixième volume du Journal de Paul Nizon, commencé en 1961 avec *Les Premières Editions des sentiments*. Sont venus ensuite *Le Livret de l'amour*, *L'Envers du manteau*, *Les Camets du coursier* et *Faux papiers* (tous chez Actes Sud, 1997-2014). Nizon revient sur des sujets déjà évoqués auparavant, mais abordés ici sous des lumières et des angles différents, si bien que l'on n'a jamais un sentiment de redite,

mais au contraire une sensation d'enrichissement. Les couleurs se mélangent selon les humeurs de l'auteur sur sa palette d'artiste, à l'instar de Van Gogh, sur qui il a écrit une thèse à ses débuts. Né à Berne en 1929, Nizon a en effet d'abord été critique d'art avant la parution de son premier roman, *Canto* (1963; éd. Jacqueline Chambon, 1991), récit d'autofiction, genre dont il devient le plus emblématique représentant. Cet ouvrage est le résultat d'un séjour à Rome, sa « ville de naissance en tant qu'artiste », sur laquelle il jette encore un regard plein d'émerveillement et de douleur en raison de sa relation avec l'énigmatique Maria, ce « clou dans la tête » qui fixe à jamais ses desirs, où Eros a la part belle.

### Chambres de bonne

Après Rome, c'est Londres, puis Paris, où il s'installe en 1977 avec « le désir irrépressible de mener une existence d'artiste

**LE CLOU DANS LA TÊTE.**  
JOURNAL 2011-2020  
(*Der Nagel im Kopf*),  
de Paul Nizon,  
traduit de l'allemand  
(Suisse) par Frédéric Joly,  
*Actes Sud*, 328 p., 23,50 €,  
numérique 18 €.

absolument libre de toute attache, (...) espoir d'une seconde naissance» – espoir mêlé de peur, tant la ville a servi de berceau à des noms illustres, de Hemingway à Picasso. Il ne s'est pourtant pas trompé dans sa décision. Paris lui permet de composer son premier roman à succès, au titre programmatique : *L'Année de l'amour* (1981; Actes Sud, 1985), qui marque le début d'une production ininterrompue. Pour écrire, il s'enferme dans des chambres de bonne, qu'il appelle ses ateliers ou ses « alvéoles ». Il en aura vingt-deux au total, où personne d'autre que lui, nomade

citadin, n'a le droit d'entrer et où l'écriture obéit à un rituel quasi monacal.

Chaque matin, il s'assied devant sa vieille machine à écrire, qu'il quitte, le soir venu, avec le sentiment ou non du devoir accompli. C'est là qu'il écrit son Journal et ses romans, qu'il est difficile de disjoindre, tant la part autobiographique relie les deux genres. Le Journal sert même parfois de matrice à des textes publiés ensuite séparément, où l'amour, ce « grand malentendu », est la basse continue, où l'extase et la jubilation sont toujours suivies de mélancolie et de tristesse, souvent de regrets, comme pour Maria, la femme originelle, et Odile, sa troisième épouse, dont il a divorcé, mais dont il peine à se séparer vraiment. Or, en dépit de notations intimes, il n'y a jamais d'étalage ou de voyeurisme. Le lecteur se trouve face à une écriture généreuse, lucide, ouverte à la nouveauté, où l'auteur se montre souvent très critique vis-à-vis de lui-même.

Toutes les observations du *Clou dans la tête* sont datées de Paris, à l'exception d'une dizaine faites en Suisse, pays qu'il a quitté dans les années 1960 et où il retourne pour voir sa famille ou faire des conférences, et avec lequel il semble avoir une relation plus apaisée, alors qu'il n'avait pas de mots assez durs pour lui dans sa jeunesse. Son grand modèle reste d'ailleurs un auteur suisse devenu culte après sa mort, Robert Walser (1878-1956). Comme lui, Paul Nizon est taraudé par ce qu'il appelle sa « survie littéraire », le destin d'une vie entièrement consacrée à l'écriture. Mais, avant la survie, il y a la vie palpitante de cette prose stoïque et pleine de panache. ■

3

MOTS DE PASSE

► Nadejda Mandelstam, témoin de la poésie

4|5

LITTÉRATURE

Julien Perez, Emmanuelle Richard, Tove Ditlevsen, Joseph Roth

6

HISTOIRE D'UN LIVRE

► « Echoués sur le rivage », de Sheila Armstrong

7

ENTRETIEN

► Michel Winock : « La Commune s'inscrit dans les guerres intestines qui ont scandé notre histoire »

9

ESSAIS

► Georges Vigarello libère le corps

10

RENCONTRE

► Hélène Gestern fait mentir le mensonge



Gallimard présente

DAI SIJIE

5000 MÈTRES AVANT L'AUBE

DAI SIJIE

5000 mètres avant l'aube

« Une magnifique fable, burlesque et cruelle, qui se déroule en avril 1944 dans un camp de prisonniers dirigé par un général japonais dans le sud de la Chine. »  
Astrid de Larminat, *Le Figaro Littéraire*

PAR L'AUTEUR DE  
*Balzac et la petite tailleuse chinoise*

rfr

Frédéric Pajak, dessinateur et écrivain, est un ami proche de Paul Nizon. Il évoque ici l'homme et l'œuvre, qu'il connaît bien l'un et l'autre

## « Je suis infiniment sensible au capharnaüm du "Clou dans la tête" »

### ENTRETIEN

PROPOS RECUEILLIS PAR  
AMAURY DA CUNHA

**F**rédéric Pajak, né en 1955, est un éditeur, dessinateur et écrivain franco-suisse. Auteur du vaste cycle du *Manifeste incertain* (Noir sur blanc) – dix volumes, totalisant près de 2500 pages –, il y entremêle autobiographie, essai et dessin pour retracer les vies d'artistes et d'écrivains aux destinées tragiques, de Walter Benjamin à Emily Dickinson, de Marina Tsvetaeva à Vincent Van Gogh, ou Cesare Pavese. Ami proche de Paul Nizon, dont il connaît intimement l'œuvre pour en avoir publié plusieurs titres, il lui a aussi fait jouer son propre rôle dans son film *En souvenir du monde*, en 2010.

**Comment avez-vous rencontré Paul Nizon, et quelle a été la nature de votre relation au fil des années ?**

Elle a beaucoup changé ! Lorsque j'ai rencontré Paul Nizon, en 2006, il était très difficile d'accès. Je lui avais proposé d'écrire une préface sur les dessins de l'écrivain suisse Friedrich Dürrenmatt [1921-1990] pour *Les Cahiers dessinés*. Sa réaction a été immédiate : il m'a dit que ces dessins étaient de la merde, et que, pour lui, seule sa littérature comptait. Il a quand même accepté d'écrire le texte. Au début, il s'est montré désagréable avec moi. Un peu hautain, très mâle dominant. Notre relation n'a pas très bien commencé. Pourtant, je suis retourné plusieurs fois chez lui, à Paris, parce qu'il avait envie de me parler.

Un jour, je lui ai dit quelque chose qui l'a choqué : « C'est tout de même incroyable, en regardant votre appartement, on voit immédiatement qu'on est chez un étranger, chez un Suisse : tout est de mauvais goût ici ! » Il est resté interloqué.

Je lui ai précisé que ce n'était pas une critique, car le bon goût français peut être aussi assez insupportable, et que, moi, je me sentais très bien dans ce mauvais goût ! Je crois que c'est à partir de ce moment-là que nous sommes devenus amis.

**En France, l'œuvre de Nizon bénéficie d'une véritable reconnaissance, mais elle reste relativement confidentielle, notamment chez les Anglo-Saxons, où « L'Année de l'amour » (1981 ; Actes Sud, 1985) n'a été traduit en anglais que récemment. Comment expliquez-vous ce décalage de réception ?**

Même en France, ce n'est pas si simple de défendre Paul Nizon. Françoise Nysen, d'Actes Sud, me le disait encore l'autre jour. Dans *Le Clou dans la tête*, Nizon se présente comme un écrivain parisien – mais c'est totalement faux ! Il restera toujours un écrivain suisse, un étranger en France. Sa manière d'écrire, de penser, porte une marque profondé-

« Dans "Le Clou dans la tête", Nizon se présente comme un écrivain parisien – mais c'est totalement faux ! Il restera toujours un écrivain suisse, un étranger en France »

ment suisse, avec quelque chose d'un peu allemand – en tout cas, rien de spécifiquement français. Son grand rêve, c'était de s'intégrer à Paris. Mais la plupart des écrivains ou des artistes suisses ne franchissent jamais vraiment cette frontière-là. Ils demeurent des étrangers, et, au moindre problème – souvent financier –, ils rentrent au pays. On l'a vu avec des peintres comme Ferdinand Hodler [1853-1918] ou Willy Guggenheim [1900-1977]. Ils n'ont jamais été véritablement intégrés en France. Comme,



Frédéric Pajak et Paul Nizon, au domicile de ce dernier, à Paris, en 2021. ADC

d'ailleurs, bien d'autres étrangers : je pense à Walter Benjamin [1892-1940] ou à Marina Tsvetaeva [1892-1941].

**Ce n'est pourtant pas le cas de Peter Handke, installé en France depuis plus de vingt-cinq ans...**

Pour moi, Handke reste vraiment un Allemand, absolument pas un Français ! D'une manière générale, je crois que les Français entretiennent un rapport de rejet particulier avec les Allemands, pour des raisons historiques, mais pas seulement. Walter Benjamin, par exemple, a énormément souffert de ne pas vraiment être accueilli à Paris. Paul Nizon, lui, n'est jamais entré dans le monde littéraire parisien, il est toujours resté à l'écart. Dans son dernier appartement parisien, rue Campagne-Première, on se croyait dans une maison bernoise, avec des volets verts et tout le reste : on n'avait absolument pas l'impression d'être à Paris, c'était incroyable ! Il avait tout reconstitué, jusqu'aux poutres apparentes imitant le colombage dans son appartement. Comme un escargot, Paul Nizon avait transporté sa coquille suisse sur son dos !

**Dans son œuvre, qu'est-ce qui vous touche le plus ?**

Il y a un livre de lui que j'aime infiniment, c'est *Canto* [1963 ; éd. Jacqueline Chambon, 1991]. C'est un récit joycieux, proche de *Finnegans Wake* [1939 ; Gallimard, 1982], en plus doux, profondément poétique. J'aime aussi beaucoup *L'Année de l'amour*. C'est un texte très intérieur, assez germanique dans sa manière de penser. Je connais bien l'œuvre de Ludwig Hohl [1904-1980], que Nizon déteste. Il y a chez ces deux écrivains suisses cette même intériorité et une rigueur un peu germanique. Mais ce que je préfère chez Nizon, ce sont son *Journal* ou ses essais. Comme *Marcher à l'écriture* [1985 ; Actes Sud, 1991], qui est un merveilleux texte sur la littérature,

une véritable démonstration de ce qu'est l'écriture, et de ce qu'elle doit devenir.

**La peinture est un autre lien fort entre vous deux. En particulier celle de Vincent Van Gogh. Vous avez même édité la thèse que Nizon lui a consacrée quand il était étudiant...**

J'ai publié plusieurs livres de Nizon. D'abord une reconfiguration de sa thèse sur Van Gogh [*Les Débuts de Van Gogh, Les Cahiers dessinés*, 2014]. Ensuite, un texte sur Friedrich Kuhn [Friedrich Kuhn, artiste du jeune et marchand de palmiers, *Les Cahiers dessinés*, 2016], ami zurichois de Paul Nizon, personnage excessif, dérangé, alcoolique, tout ce qu'il faut pour faire un grand artiste ! C'était un dessinateur génial, même si son travail relevait pour moi d'un certain mauvais goût. Le livre que Nizon lui a consacré est remarquable. Il compte parmi les textes les plus importants que j'aie lus sur la peinture, avec Samuel Beckett sur les frères Van Velde et Jean Genet sur Giacometti.

**Le nouveau tome de son Journal comprend des souvenirs d'enfance, des brouillons d'un roman inachevé – intitulé « Le Clou dans la tête » –, et des considérations sur l'époque actuelle. Qu'est-ce qui vous intéresse dans ce livre un peu chaotique ?**

Je suis infiniment sensible à ce capharnaüm, parce qu'il touche aux affaires de la création. On a tous les deux énormément parlé de ce projet de livre. C'était une véritable obsession pour lui. Je crois qu'il n'y avait pas une fois où je le voyais sans que la question revienne. Il cherchait sans cesse une issue, une forme, une manière de construire ce livre. Il me partageait ses hésitations et ses incertitudes. Ce *Journal* est tout à fait fascinant. On y voit un écrivain à l'œuvre, plongé dans le travail, et ses impasses.

**Ce projet de livre, que Paul Nizon appelait aussi son « livre cadavre », devait évoquer son enfance et la mort de son père quand il avait 6 ans. Comment vous en parlait-il ?**

### Repères

**1929** Paul Nizon naît à Berne.

**1959** Parution de son premier récit, *Les Lieux mouvants* (dans l'anthologie « Thesaurus », Actes Sud, 1997).

**1977** Après des années de voyages et d'errances, Paul Nizon s'installe à Paris.

**1981** *L'Année de l'amour* (Actes Sud, 1985).

**1995** Un premier tome de son journal, *L'Envers du manteau. Journal 1980-1989*, paraît (Actes Sud, 1997).

C'est un sujet que je connais bien, car j'ai perdu aussi le mien à l'âge de 12 ans. Quand Paul Nizon fait appel à Freud pour dire que perdre un père, pour un enfant, est la chose la plus terrible qui soit, je le comprends très bien. Je crois que nous ne nous sommes jamais vus sans parler de l'amour de nos pères. J'ai cependant été très étonné, en découvrant son *Journal*, que, passé 80 ans, il puisse encore écrire sur cette disparition et sur ce vide qu'il continue de ressentir très fortement.

**En lisant « Le Clou dans la tête », on découvre aussi que Nizon est très inquiet de la postérité de son œuvre. Comment comprenez-vous cette tension ?**

Paul Nizon est un mégalomane, mais il a raison. Il connaît très bien la valeur de son œuvre, qui est indiscutable. Il aurait envie d'être éternel et il est terrifié à l'idée d'être oublié. Je crois que c'est tout à fait légitime. Tous les grands écrivains pensent la même chose. Les petits s'en foutent parce qu'ils ont eu ce qu'il fallait. Mais pour Paul Nizon, c'est un très grand sujet de préoccupation. ■

### EXTRAIT

« 25 novembre 2013, Paris

La vue, le soir, de ma fenêtre, une fenêtre de rez-de-chaussée, sur les nombreuses fenêtres éclairées, l'alignement et la graduation de ces mêmes fenêtres, le regard traversant les branchages des arbres, je me suis demandé il y a peu si cette vue ne m'évoquait pas – une réminiscence – notre cour lorsque nous étions enfants, sur laquelle nos fenêtres donnaient. Une réminiscence ? Un recommencement. C'est vraisemblablement la raison de mes sentiments mêlés face à ce décor légèrement bucolique que les visiteurs ne manquent pas de louer et de célébrer, on ne s'attend certes pas dans la ville aux millions d'habitants à tomber sur un recoin de nature aussi bien dissimulé. Je ne peux expliquer facilement pourquoi l'existence pour ainsi dire clandestine menée en ce temps-là, je veux dire cette vie jalouse de son intimité confortable – une idylle ? –, suscite en moi le malaise. »

# Nadejda Mandelstam, témoin de la poésie

Elle a vécu, aux côtés de son mari, le poète Ossip Mandelstam, la révolution russe et la terreur stalinienne. Ses Mémoires, publiés dans les années 1970, ont révélé une grande écrivaine, dotée d'un sens aigu de la vérité. Un nouveau tome inédit paraît. Retour sur un monument littéraire

NICOLAS WEILL

La fidélité à une œuvre peut parfois se transformer en œuvre elle-même. C'est ce qu'illustre à merveille le travail de l'écrivaine, traductrice et philologue Nadejda Mandelstam (1899-1980), qui fut la femme du poète russe Ossip Mandelstam (1891-1938). Avec une ironie amère, elle disait en avoir partagé la vie et le travail dix-neuf années, et le veuvage quarante-deux. Depuis leur rencontre à Kiev, en 1919, le couple avait affronté, en survivants précaires, l'effondrement de son monde de jeunesse sous les coups de boutoir de la dictature soviétique déjà perceptible, assure-t-elle, dès les années 1920, à travers la brutalisation de l'intelligentsia et le renversement des valeurs sous couvert d'avant-garde. «*Sûr de son bon droit*» parce que poète, répète souvent Nadejda Mandelstam dans les *Souvenirs* dont elle commence la rédaction à partir de 1958, au cours de la période dite de «dégel», Ossip Mandelstam fut incapable de dissimuler son monde intérieur dans une ère livrée au mensonge et périt au goulag. Elle resta vivante en tant que «*témoin de la poésie*».

Après avoir circulé sous forme de samizdats (copies clandestines), ces *Souvenirs*, qui commencent par la première arrestation de Mandelstam, en mai 1934, sont publiés en Occident à partir de 1970 et traduits en français dès 1972, chez Gallimard, nantis d'un titre rappelant le prénom de l'autrice, Nadejda, «*espérance*» en russe (*Contre tout espoir. Souvenirs*, en trois tomes, 1972-1975). Cette fresque demeure un document incontournable sur la vie des proscrits et l'existence tout court dans l'Union soviétique sous la terreur, aussi bien dans les périodes «*carnivores*» que «*végétariennes*», quand la répression se relâche un peu. Exilé à Voronej pour avoir écrit sur Staline une *Épigramme sulfureuse* («*Et chaque exécution est pour lui un régal*»), Ossip Mandelstam n'est pas exécuté mais reste banni trois années, jusqu'à sa nouvelle incarcération et sa déportation à Vladivostok, où il meurt, en 1938, dans un camp de transit à destination de la Kolyma.

Le *Troisième Livre* qui paraît aujourd'hui, Nadejda Mandelstam voulait le consacrer aux

années précédant sa rencontre avec le poète. Resté à l'état de fragments, il confirme, par des essais, des commentaires littéraires et des indications biographiques, la stature d'une écrivaine à part entière dont le mausolée de papier qu'elle a érigé pour son mari défunt constitue lui-même un extraordinaire monument littéraire.

Trois mots-clés pour entrer dans l'univers de cette femme d'exception.

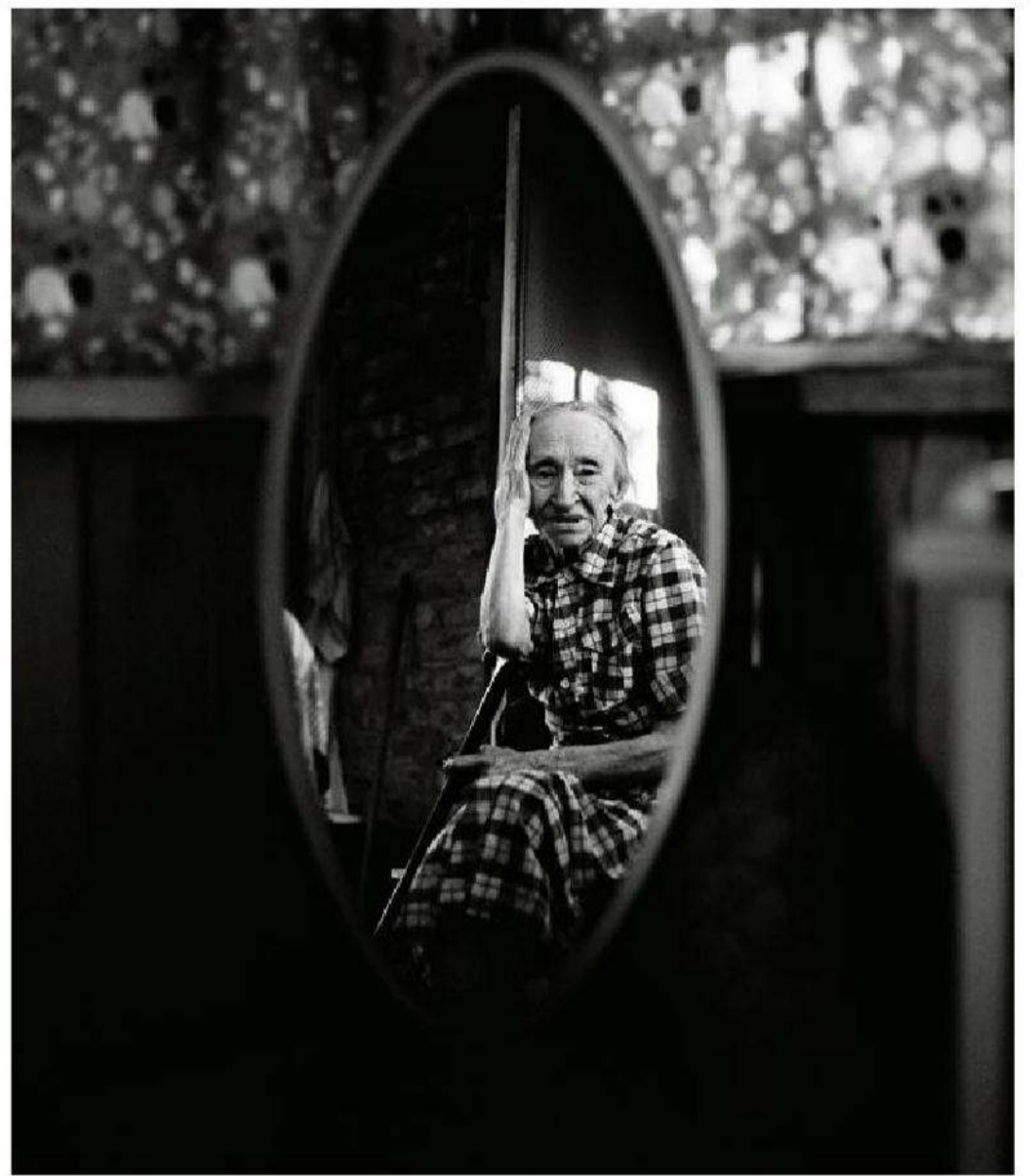
## Archives

Sans Nadejda Mandelstam, il est douteux que nous aurions pu connaître la poésie d'Ossip Mandelstam. Les manuscrits du poète ont été confisqués, perdus ou détruits au cours de perquisitions et d'errances d'un appartement à l'autre. Il composait ses poèmes en marchant et ne les consignait qu'une fois finis. Au tournant des années 1920-1930, il ne put plus les publier, considérés qu'ils étaient, lui et sa femme, comme des «*émigrés de l'intérieur*». Ne les eût-elle pas appris par cœur ou rétablis à partir de brouillons que fort peu en subsisteraient. «*Dans la première période de notre vie à Voronej*, raconte-t-elle ainsi dans *Le Troisième Livre, nous avons OM* [Ossip Mandelstam] *et moi reconstitué de mémoire les poèmes des années 1930-1934. L'été 1935, j'ai rapatrié des brouillons et les "albums" (deux) qui étaient dissimulés dans des coussins. (...) Lorsque j'ai réexaminé avec OM les textes rescapés, il est apparu que*

*nous ne nous sommes pas souvenus de tout. C'est ainsi que nous avons eu deux variantes du poème Arioste.*» Cette méthode avait ses limites, imposées par la rigueur des temps : «*Nous n'avons pas pu restituer non plus la totalité d'un des poèmes du cycle sur Biely* [Andrei Biely (1880-1934)] («*D'où le ramène-t-on ?*»), *j'en avais donné à Emma Gerstein* [historienne et critique littéraire (1903-2002)] *le brouillon demeuré intact lors de la première perquisition et elle, par peur, l'a brûlé.*»

## Poésie

Les œuvres de Nadejda Mandelstam ne sont pas seulement le récit, souvent saupoudré d'humour noir, des pérégrinations de deux intellectuels exposés de plein fouet à la barbarie révolutionnaire et qui tentent d'en élucider les causes. Elles livrent aussi une réflexion particulièrement acérée sur le processus de la création poétique. Née dans une famille de la bourgeoisie juive cultivée, Nadejda est, tout autant que son mari, marquée par l'«*âge d'argent*» de la littérature russe, période qui commence dans les années 1890 et s'étend sur les premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle. A cette génération appartient la poète Anna Akhmatova (1889-1966), amie proche de Mandelstam mais aussi de Nadejda, qui, bouleversée par la mort d'Akhmatova, en 1966, lui vouera un livre d'hommage (*Sur Anna Akhmatova*, Le Bruit du temps, 2013). Rassemblés dans le mouvement



Nadejda Mandelstam, à son domicile, près de Moscou, en 1979. GUEORGUI PINKHASSOV/MAGNUM PHOTOS

poétique de l'acméisme, ces poètes «*nostalgiques d'une culture universelle*» – selon les mots d'Akhmatova – puisaient leur inspiration au-delà des frontières de l'Empire russe, dans les lettres antiques, françaises ou italiennes, comme dans la production moderne (Ossip Mandelstam lisait James Joyce et appréciait Charlie Chaplin).

Nadejda Mandelstam a su théoriser l'éclosion mystérieuse de la parole poétique qu'elle a vue jaillir sous ses yeux, sur les «*lèvres qui remuent*» de son compagnon d'infortune. Pour elle, le poète, loin de fuir le monde, se trouve face à lui dans un perpétuel état d'étonnement, que ce poète ait pour nom Pasternak, Akhmatova ou Mandelstam lui-même : «*Plus grand est le poète, et plus aigus sont en lui le sentiment de don immérité, l'étonnement et la gratitude*», écrit-elle ainsi dans *Le Troisième Livre*.

## Portraits

S'il est un genre où Nadejda Mandelstam excelle, c'est l'art du portrait. Sa prose combine à merveille l'acidité, dès lors qu'il s'agit de décrire les lâchetés, les compromissions et les demi-mesures, avec l'éloge inattendu. «*Si quelque chose lui manquait*, confirme le poète russo-américain Joseph Brodsky (1940-1996, Prix Nobel

de littérature 1987), qui l'a fréquentée dans sa vieillesse, *c'était l'humilité. A la longue, son intolérance éloigna d'elle beaucoup de gens, mais cela lui était égal, car elle commençait à en avoir assez d'être adulée, de plaire à des Robert McNamara et à des Willy Fisher*» (personnalités américaines, symboles de la guerre froide).

Pourtant, le sens de la vérité, que le monde semblait avoir perdu dans une époque extrême, elle sut le conserver dans ses jugements sur ses contemporains. Comment oublier, par exemple, la peinture de la «*femme de la révolution russe*», soldate et lettrée Larissa Reisner (1895-1926), sorte de reflet inversé de Nadejda Mandelstam, dans le premier

tome des *Souvenirs*? Admiratrice de Mandelstam comme de Lénine, Larissa Reisner pouvait prétendre, selon Nadejda, que le commandement «*"Tu ne tueras point"* n'était qu'hypocrisie et mensonge» devant la beauté qu'elle prêtait à la «*société nouvelle*». Cela n'empêcha pas Reisner de se précipiter chez Akhmatova avec des provisions obtenues grâce aux «*bons spéciaux*», tant le dénuement de cette dernière l'avait horrifiée.

Pour Nadejda Mandelstam, la poésie est non seulement une forme supérieure de lucidité, mais aussi un moyen de rendre justice à toutes les figures qui peuplent ses souvenirs, sans cesse à retrouver. ■

## La mémoire contre le «*monstre assyrien*»

AVEC LE TROISIÈME LIVRE, paru en russe pour la première fois à Paris, en 1987, Nadejda Mandelstam voulait, sur l'incitation de ses amis, achever ses *Souvenirs* en remontant au-delà de sa rencontre de 1919 avec son mari, le poète Ossip Mandelstam. Mais elle ne put mener ce projet à bien.

A l'époque où elle écrit, dans les années 1960, un minuscule recueil de poèmes par Mandelstam attendait depuis onze ans sa parution. Plus que sa vie personnelle, transparaît donc dans ces textes fragmentaires l'urgence de conserver pour le futur une œuvre dont sa mémoire à elle avait été si longtemps la gardienne. Celle-ci devait être préservée de «*ce*

*monstre assyrien*» qu'est l'Etat, dont elle souligne que, démocratique ou totalitaire, il n'a aucun droit sur elle.

L'essentiel du volume est formé de commentaires sur les poèmes composés par Mandelstam dans les dernières années de son existence, de 1930 à 1937, et notamment lors de sa réclusion à Voronej, de 1934 à 1937, date du retour à Moscou avant l'ultime arrestation. On y trouve aussi quelques lettres d'une femme amère et étonnée d'avoir survécu si vieille à la terreur et à la persécution.

Juive «*de nationalité*» mais croyante orthodoxe comme son mari, qui s'était fait baptiser «*parce qu'il ne pouvait vivre sans le Christ*», elle confesse en 1979 à l'archevêque de San Francisco, Johann Chakhovitch,

dans une de ses derniers envois : «*Je suis terriblement fatiguée de cette vie, mais je crois à celle qui viendra après la mort. A OM* [Ossip Mandelstam], *j'espère pouvoir là-bas lui arracher les yeux, pour tout ce à quoi il m'a condamnée.*» ■ N. W.

LE TROISIÈME LIVRE. MÉMOIRES (*Kniga tretia*), de Nadejda Mandelstam, traduit du russe et présenté par Anastasia de la Fortelle et Jean-Claude Schneider, Le Bruit du temps, 392 p., 26 €. Signalons, par les mêmes traducteurs, la parution en poche de Cahiers de Voronej, d'Ossip Mandelstam, édition bilingue, Le Bruit du temps, «*Poésie en poche*», 240 p., 13 €.

**Anne Berest**  
ÉLUE AUTRICE DE L'ANNÉE

TROPHÉES DE L'ÉDITION 2026  
LIVRESHEBDO

ALBIN MICHEL

En 2029, un réseau social populaire permet le partage de vidéos de ses rêves. Jusqu'à ce que cède la réalité. «NyxX», de Julien Perez, hallucinant

## Glissements progressifs du réel

RAPHAËLE LEYRIS

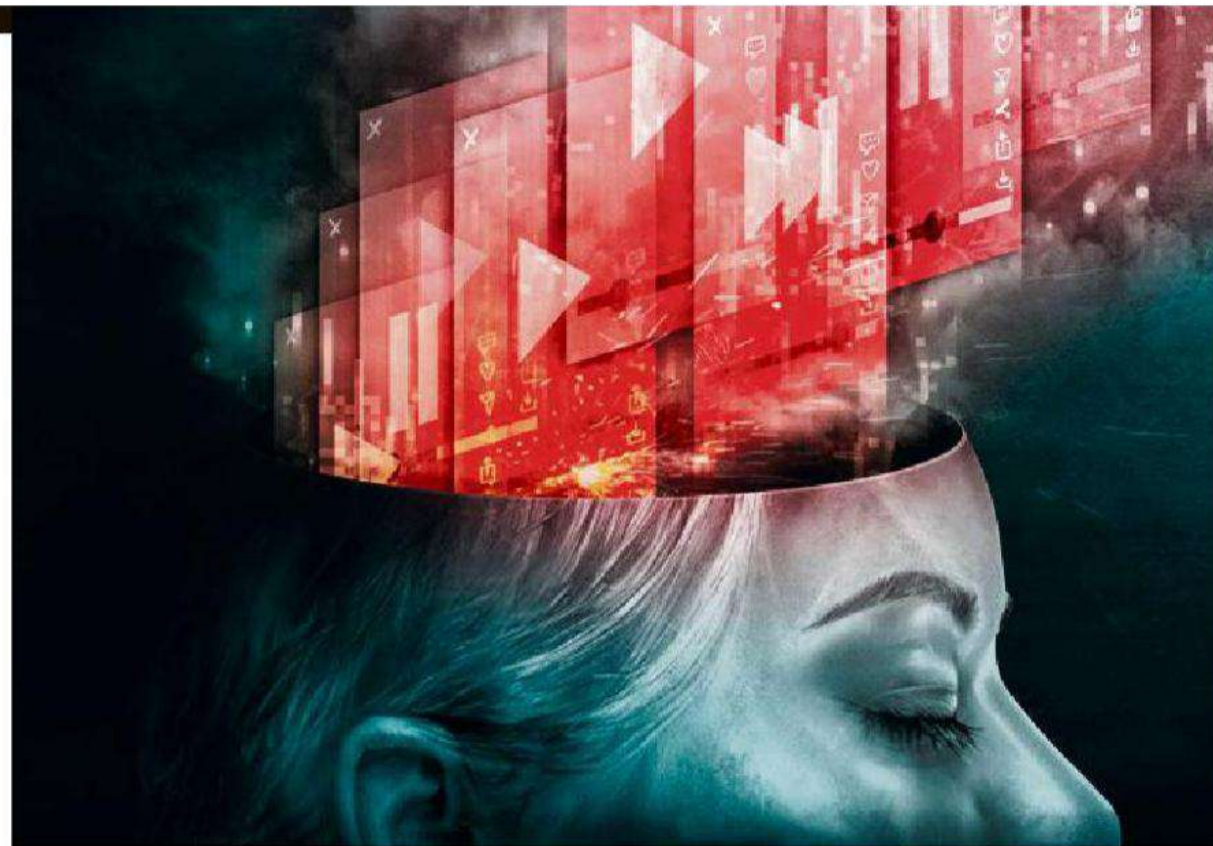
Avec *Hommages* (P.O.L.), Julien Perez avait signé un des premiers romans les plus marquants de 2025 (lire le feuilletton littéraire du 31 janvier 2025). L'auteur, musicien et plasticien (sous le seul nom de Perez) né en 1986 y imaginait une cérémonie funéraire à la mémoire d'un artiste contemporain très coté, Gobain Machin, disparu en montagne sans que son corps ait été retrouvé. Les uns après les autres, proches et moins proches y prenaient la parole pour évoquer cet homme, sa vie et son travail. Peu à peu, le roman choral, avec sa part de satire sociale, évoluait vers quelque chose de plus étrange et inquiétant. La nature du récit se révélait mouvante, tandis que le doute grandissait : Gobain Machin était-il vraiment mort ? Cette célébration était-elle une performance supplémentaire ?

Un an plus tard, Julien Perez revient avec *NyxX*, un autre (épais) roman qui fait de l'instabilité son principe et sa matière. Et propose ainsi, avec une belle ambition et les moyens de celle-ci, une manière de prendre en charge une caractéristique majeure de notre époque fébrile, où le sol de ce qui paraissait certain se dérobe

L'auteur plante un cadre étonnamment paisible, fait de paysages harmonieux et de dialogues tranquillement réalistes, où une forme de menace s'introduit par éclats

constamment, où le réel semble mettre tout son zèle à damer le pion à la fiction et même à la science-fiction.

C'est de ce dernier genre que ressortit *NyxX*. Et plus précisément d'une forme de science-fiction rurale peu commune. Situé en 2029 – longtemps, le seul repère temporel donné est l'effondrement du pont Morandi, à Gênes, dix ans plus tôt, en 2018 –, le roman a



ANNE-GAËLLE AMIOT

pour cadre un monde où, en matière de réseaux sociaux, les gens ont fini par «s'ennuyer de leur propre reflet». D'où le succès de la plateforme NyxX, qui propose à chacun la possibilité de capter ses rêves de la nuit, de les transformer en vidéos et de les partager avec son prochain – à condition que celui-ci aussi donne à voir le film de sa propre nuit. «*Les trois quarts des Français*» et «*le deux-tiers de l'humanité*» pratiquent cet «échange de subconscients». Devenue célèbre et très riche, la créatrice de la technologie, Pauline Grandgeorge, âgée de 25 ans, embauche pour écrire sa biographie Karol Malik, un ancien journaliste, auteur inconnu de trois romans ayant pour titres respectifs *Mon nom est latino mutilé*, *Le Carrousel des carpes* et *Sans légende* (Julien Perez met beaucoup de malice à baptiser ses personnages et leurs œuvres). Le quinquagénaire accepte le projet avec l'espoir de connaître le succès, et de transformer le livre de commande en chef-d'œuvre littéraire.

*NyxX* commence par l'arrivée de Karol dans le petit village proche

de Cosne-sur-Loire (Nièvre) où Pauline habite une maison agréable sans être spectaculaire. Se met en place une routine où l'écrivain partage ses journées entre les entretiens avec Pauline destinés à l'ouvrage et les promenades dans les environs, les détours par le bistrot Le Coup de fourchette, le salut aux vaches du maire...

Julien Perez plante ainsi un cadre étonnamment paisible, fait de paysages harmonieux et de dialogues tranquillement réalistes, où une forme de menace s'introduit par éclats – la canicule qui sévit, une crise géopolitique liée à une mystérieuse affaire d'otages, et possiblement au passage d'avions dans le ciel. Avant qu'un onirisme de plus en plus angoissant ne s'insinue à son tour. Avec l'utilisation massive de *NyxX* et les pathologies qu'elle a engendrées («*On parlait de Lars par analogie avec le phénomène acoustique du Larsen, on parlait de songe-trappe, de trotrance, de specter-bubble, de dramescapisme, qu'on avait tenté de traduire par révasionisme, sans grand succès, de fantasy hole, de*

*fièvre des sables, de syndrome d'Alice, on parlait de panyxX, de schizophrenyxX, de génération-NyxX*»), les rêves se sont mis à contaminer la réalité, sans qu'il soit possible de déceler quand se produisent les passages de l'une aux autres, ou quand les faits cèdent la place à l'hallucination.

Aidé par une langue ayant fait le choix de la simplicité, Julien Perez orchestre avec un savoir-faire remarquable ces glissements au cours d'une description ou d'une conversation, de la même manière qu'il fait passer la narration, qui se concentre alternativement sur Karol et sur Pauline, de l'extérieur des personnages à leur intériorité. L'étrangeté gagne du terrain, la paranoïa aussi, la science-fiction se teinte de thriller... Et si Karol échoue à écrire la biographie de Pauline, dont il espérait qu'elle produise chez les lecteurs «*l'effarement*», Julien Perez parvient, lui, à nous plonger dans une forme de stupeur avec son roman sur la friabilité du monde, de la perception et de l'identité. ■

**NYXX, de Julien Perez, P.O.L., 460 p., 23 €, numérique 17 €.**

## Femme cow-boy pour homme sensible

Plus que le récit d'une rencontre, «Première amour», d'Emmanuelle Richard, est celui d'un parcours intime

CECILIA LAURENT MONPETIT

Lors d'une rencontre en librairie, l'écrivaine Emmanuelle Richard échange brièvement avec un homme, qui lui plaît instantanément. Elle tente de le retrouver, en vain, puis pense le reconnaître parmi les lecteurs qui lui écrivent sur les réseaux sociaux. Mais est-ce bien lui ? Et surtout, est-ce que cet homme pourrait être celui qu'elle attend, l'idéal masculin bienveillant correspondant à «*l'avis de recherche*» lancé à demi-mot dans son livre précédent (*Hommes*, L'Olivier, 2022) ? S'ensuit une phase de douce séduction numérique pendant laquelle les deux êtres s'approprient par publications Instagram interposées. Emmanuelle Richard raconte un début de romance à l'ère des réseaux avec une écriture

cadencée, au style flirtant avec le familier mais toujours maîtrisé, qui mène tambour battant ce jeu de piste dont on a envie de connaître l'issue. La mise en page aérée et la liberté affichée dans les retours à la ligne participent de la mélodie entraînante de l'ouvrage, faisant sonner certains passages comme des poèmes des temps modernes. Les chapitres courts et ciselés sont illustrés de posts, réels ou créés, qui nous donnent l'impression de scroller l'écran au-dessus de l'épaule de l'autrice pendant qu'elle nous confie ses pensées, ses espoirs et ses doutes.

Le récit de cette rencontre est l'occasion pour elle de revenir sur tout son parcours intime, à l'aube de ses 40 ans. Ce qu'elle décrit comme une «*épreuve randonnée*» à l'issue de laquelle elle estime avoir – enfin – clarifié la façon dont elle veut vivre son désir : «*J'ai mis près de vingt ans à comprendre ce que je voulais dans l'hétérosexualité, comment, et avec qui*», affirme-t-elle à plusieurs reprises. Après avoir affronté les trauma-

tismes de relations passées dans *Hommes*, Emmanuelle Richard veut donner une nouvelle chance à la romance. Elle dame ici son rêve d'amour égalitaire et son désir assumé d'être «*du côté actif du consentement*» : «*J'ai toujours voulu être le cow-boy, essayé d'occuper cette place (...). Attendre d'être choisie cristallise en moi une vulnérabilité négative – une position de faiblesse mortifère*». Elle refuse de se contenter de la passivité amoureuse, et dans le même temps fait l'éloge de la sensibilité et de la douceur chez les hommes qui osent l'assumer.

Si le propos est clairement féministe, Richard se démarque pourtant de ce qu'elle appelle le féminisme «*hyperbourgeois, théorique et postural, des salons parisiens – ce féminisme des patronnes, qui parfois (souvent) ne se comportent pas mieux que des hommes*». Et l'autrice ne s'épargne pas elle-même, mettant au jour ses propres paradoxes avec un sens de l'autocritique remarquable, admettant sa «*bonne grosse compétition féminine intériorisée*» et s'obser-

vant elle aussi se transformer parfois en véritable macho, «*ce mec atroce qui évalue la bonnassitude des femmes sur une échelle de un à vingt*», malgré son «*prétendu progressisme*».

*Première amour* est le témoignage engagé d'une femme née dans les années 1980, marquée par l'avant et l'après #MeToo, situant sa pensée dans une vaste inspiration littéraire et musicale partagée au gré de notes de bas de page, affirmant une forte filiation avec Annie Ernaux, Marguerite Duras et les féministes américaines. Le témoignage d'une femme qui a réalisé un long travail d'introspection pour tenter de mettre son féminisme en actes sans tomber dans la misandrie. Un parcours qu'elle partage ici avec générosité et courage. ■

**PREMIÈRE AMOURE, d'Emmanuelle Richard, Julliard, «Fauteuse de trouble», 288 p., 21 €, numérique 15 €.** Signalons, de la même autrice, la parution en poche d'*Hommes*, Points, 244 p., 8,95 €.



### Claudie aux animaux

Il y a quelques années, Claudie Hunzinger a adopté une chienne errante, à laquelle elle a consacré le roman *Un chien à ma table* (Grasset, prix Femina 2022). Aujourd'hui, c'est *L'Éléphant* peint par Gilles Aillaud (1928-2005) qu'elle accueille dans un texte destiné à la collection «Un seul art». Créée par Charles Dantzig en 2025, cette collection fait vivre, sous la plume des écrivains, les œuvres des réserves du Centre Pompidou durant la fermeture du musée pour travaux.

A partir de cette huile sur toile de 1971, la romancière tisse une brève fiction en forme de conversation diderotienne entre cinq personnages. Au fil des réflexions, observations et anecdotes échangées, Claudie Hunzinger revisite, à travers l'image de cet éléphant engagé à la défense brisée, le lien quasi mystique qui l'unit aux animaux, irriguant presque toute son œuvre, de *La Langue des oiseaux à Il neige sur le pianiste*, en passant par *Les Grands Cerfs* (Grasset, 2014, 2024 et 2019). Panthères, lions, pumas, renards, rapaces, chiens, chats, hérissons, lièvres ou papillons vivent en elle et s'incarnent à travers ses mots dans une forme de phénoménologie poétique. Ainsi, lorsque l'autrice évoque la fabrique de ses romans, elle se voit comme une guêpe maçonnerie façonnant son nid patiemment, alvéole après alvéole.

Déclaration d'amour aux animaux, ce texte sensible ouvre la cage de *L'Éléphant* d'Aillaud en même temps qu'il libère tous les autres et célèbre la nature et la vie tout entière. ■

VIRGINIE FRANÇOIS

**L'Éléphant, de Claudie Hunzinger, Grasset/Centre Pompidou, «Un seul art», 128 p., 17 €, numérique 12 €.**



### Chimère végétale

Que se passerait-il si, au cœur de notre expérience humaine, venait à s'épanouir une autre manière d'être au monde, plus proche de celle d'une rose, d'un tournesol ou d'une fougère ? C'est l'hypothèse que fait Ismaël Jude dans son quatrième roman, *Une vie de jasmin*, qui restitue la vie et la parole intime de Jasmine, enfant de sang et de sève.

Depuis le jour où elle «*découvre ce que c'est que naître*», Jasmine souffre d'eczéma. Elle sera soignée par les plantes. Mais ces dernières laissent en elle leurs semences : aux crises de démangeaisons se substituent des poussées végétales sur son corps («*une branche de thym sous les aisselles, des soucis entre les doigts*»), et tout autour d'elle. Au contact de sa peau, le sol se tapisse de menthe ou de lavande, et lorsque son cœur s'émeut, des fleurs jaillissent de toutes parts.

Mais si cette aptitude à l'existence végétale est un don, c'est aussi une plaie : elle la condamne aux marges, l'expose au rejet – notamment de son père tyrannique. La vie de Jasmine zigzague. Elle perd son grand amour d'enfance, se shoote au glyphosate pour contrôler ses poussées de chlorophylle, se réfugie dans les bois... Ismaël Jude nous donne à entendre sa voix tremblante ni tout à fait humaine ni tout à fait florale. Ce faisant, il invente une langue nouvelle, infiniment sensuelle, qui exhale «*l'odeur de la vie*», qui n'est autre que celle «*des fruits, de la terre, du foudre, des fleurs*». ■ LANWENN HUON

**Une vie de jasmin, d'Ismaël Jude, Verticales, 108 p., 16 €, numérique 12 €.**

Un an avant son suicide, en 1976, l'écrivaine danoise publie un roman surprenant de modernité et d'ironie, « La Chambre de Vilhelm »

## Tove Ditlevsen et son double

FLORENCE BOUCHY

Aussi déroutant que stimulant, le tout dernier livre de Tove Ditlevsen, dont les éditions Globe proposent une nouvelle traduction, accomplit un geste littéraire en apparence traditionnel. Née en 1917, l'autrice danoise à succès a obtenu une reconnaissance critique tardive en publiant *La Trilogie de Copenhague*, autobiographie dans laquelle elle évoque ses origines prolétaires, ses débuts d'écrivaine, ses quatre mariages et sa lutte contre les addictions. Avec *La Chambre de Vilhelm*, paru en 1975 (et traduit une première fois sous le titre *Cherche mari*, Sagittaire, 1977), elle semble poursuivre son entreprise autobiographique et confier à son écriture une simple fonction mémorielle. S'efforçant de « reconstruire mentalement » la chambre de son dernier mari alors que, peu après qu'il l'a quittée, les démolisseurs sont en train d'en abattre les murs, l'écrivaine paraît vouloir construire le mausolée de son amour perdu.

Mais c'est un livre bien moins conventionnel que nous propose Tove Ditlevsen. Et pas seulement parce qu'elle y évoque les ménages à trois, quatre ou cinq qu'elle a formés avec Vilhelm et leurs amants respectifs. La liberté de mœurs ne serait rien, semble-t-elle nous dire, si elle n'était le reflet d'une liberté existentielle et esthétique radicale. Écrire sur soi, pour l'écrivaine danoise, c'est d'abord ne laisser personne d'autre le faire. C'est choisir la forme et le ton qui s'imposent pour y parvenir. Et le

moment opportun pour le donner à lire. « *Maintenant je vais raconter mon histoire pour la seule et unique raison que je dois le faire*, écrit-elle. *Et que personne d'autre ne peut le faire avec la même légitimité et la même évidence...* » Tout comme elle décidera, en 1976, un an après la publication de l'ouvrage, de se donner la mort en en organisant méticuleusement le protocole.

*La Chambre de Vilhelm* est un texte plein de vie et de vivacité, écrit sous l'ombre portée d'un amour perdu et d'une mort annoncée. Pour réaliser ce prodige, l'écrivaine se dissocie explicitement en deux instances : autrice-narratrice d'une part, laquelle commente les actions de ses personnages et évoque les souvenirs de sa vie passée avec Vilhelm, et personnage d'autre part. A une époque où l'on

**Un texte plein de vie et de vivacité, écrit sous l'ombre portée d'un amour perdu et d'une mort annoncée**

ne parle pas encore d'autofiction – le terme sera employé pour la première fois par Serge Doubrovsky en 1977 –, Tove Ditlevsen choisit de s'envisager comme un personnage, et nous raconte la vie quotidienne de Lise Mundus, célèbre écrivaine danoise que son mari vient de quitter. Internée en hôpital psychiatrique pour dépression, elle fait paraître une petite annonce matrimoniale dans le journal pour trouver un nouveau conjoint. Le scandale que suscite sa démarche dans la bonne société danoise ne l'empêche pas de jeter son dévolu sur un jeune homme, Kurt, qu'elle héberge dans

la chambre de Vilhelm et à qui elle donne les habits de ce dernier.

C'est ce jeu entre les instances du récit, la distance, plus ou moins grande, qui s'instaure selon les moments entre la narratrice et le personnage dans lequel elle se projette qui donnent au récit son caractère ludique et son impression de légèreté. Causticité, sarcasme, tendresse et mélancolie, la narratrice peut tout se permettre, protégée qu'elle est par son dispositif. Dans le frottement entre sa voix et celle de Lise Mundus surgissent des esquisses d'analyse, des aveux et des revendications. Le lecteur est-il triste que Lise ait décidé de se suicider ? Ceux « *qui l'ont vue ces derniers jours où elle était obsédée par sa mort*, commente la narratrice, *peuvent témoigner que la vie lui paraissait merveilleuse maintenant que la peur quittait son âme. Elle s'est mise à aimer le monde, mais seulement parce qu'il allait disparaître avec elle* ». Juge-t-on sévèrement le fait que Lise n'ait plus envie de vivre ? « *Je ne demande pas au lecteur de l'aimer*, affirme Tove Ditlevsen, *mais elle a vraiment besoin de compassion*. (...) *Quant à moi, je tiens à l'aimer maintenant que je suis en train de me libérer d'elle*. »

Longtemps considérée par la critique danoise comme une autrice trop grand public pour résister au passage du temps, réduite à ses origines prolétaires et à sa condition féminine, Tove Ditlevsen prouve avec cette lettre-testament virtuelle que c'est à la modernité de sa plume qu'elle doit sa liberté et sa postérité. ■

LA CHAMBRE DE VILHELM (Vilhelms værelse), de Tove Ditlevsen, traduit du danois par Christine Berlioz et Laila Flinck Thullesen, Globe, 256 p., 22 €.

## Joseph Roth, parcours à travers âmes et pays

Un inédit de l'écrivain austro-hongrois associe ses errances et celles des juifs d'Europe

CHRISTINE LECERF

Il faut saluer cette publication qui exauce, même à titre posthume, un vœu resté inaccompli. L'écrivain austro-hongrois Joseph Roth, mort en exil à Paris en 1939, n'était pas parvenu à faire paraître *Le Rouge et le Blanc* de son vivant. Exhumé de cartons épargnés par les destructions nazies, le manuscrit refusé des *Villes blanches*, rédigé en 1925 à l'issue de ses premiers déplacements dans le Midi, sort aujourd'hui de l'oubli. Conformément au projet de l'auteur, il est publié avec *Les Juifs errants*, essai

de 1927, pas un inédit celui-là, retraçant les déplacements des communautés juives d'Europe orientale à travers l'Europe, avec lequel il forme les deux volets d'un même livre.

Né en 1894, à Brody, petite ville de Galicie aux confins orientaux de l'Empire austro-hongrois, l'auteur de *La Marche de Radetzky* (Plon, 1934) fut d'abord l'une des plumes les plus aiguës de la presse de langue allemande. Désireux de « *dessiner le visage du temps* », Roth, journaliste, développe dans ses chroniques un art subtil de la traversée du réel, qui nourrit son écriture. Rédigé dans le prolongement d'une série de reportages sur la France du Midi, sort aujourd'hui de l'oubli. Conformément au projet de l'auteur, il est publié avec *Les Juifs errants*, essai

Roth ne cherche plus seulement à déchiffrer, il reconnaît : « *J'ai retrouvé les villes blanches comme je les avais vues dans mes rêves*. »

De ville en ville, ce premier voyage de Roth à travers la France n'est pas une découverte de l'étranger. Il ravive une mémoire plus ancienne, où affleure sa Galicie natale : « *Ici, on trouve une enfance – sa propre enfance et celle de l'Europe*. » Le rapprochement des

LE ROUGE ET LE BLANC. UNE ERRANCE DE VILLE EN VILLE (Rot und Weiss. Wanderer zwischen Städten), de Joseph Roth, édité et postfacé par Volker Breidecker, traduit de l'allemand (Autriche) par Philippe Giraudon, Verdier, 256 p., 23,50 €. Signalons, du même auteur, la parution de Panoptikum. Personnages et décors, précédé d'Homage à Joseph Roth, de Stefan Zweig, traduit par Louis Gehres, Arfuyen, 204 p., 18 €.

Villes blanches et des Juifs errants prend alors tout son sens. D'un côté, l'errance d'un natif de Galicie à travers les villes du Midi ; de l'autre, celle des juifs d'Europe orientale à travers l'Europe. Entre les deux, une même ligne de fracture – entre Est et Ouest, tradition et assimilation – que Roth ne cesse à la fois de parcourir et de déplacer, dans ses reportages comme dans son œuvre romanesque, entre rêve et réalité.

Dans cet entre-deux apparaît une figure décisive : celle de l'artiste, capable de jeter des ponts. Dans *Les Juifs errants*, le théâtre yiddish de Paris en offre une image saisissante. A l'écoute de vieilles chansons russes, acteurs et spectateurs se mettent à pleurer : « *Que les juifs soient vite émus, je le savais. Mais je ne savais pas que le mal du pays pouvait les émouvoir*. »

Roth écrit comme il voyage : sans point fixe, d'une ville à l'autre, ouvrant des passages et

tissant des liens. Conçu au tournant des années 1930, en pleine montée des nationalismes et de l'antisémitisme, *Le Rouge et le Blanc* poursuivait un rêve : être encore « *des enfants du monde*. » ■

### A l'ami disparu

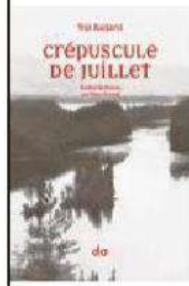
Peu connu au-delà des frontières de son pays, la Finlande, Yrjö Kajjärvi (1896-1971) mérite pourtant de l'être. Cet originaire de Carélie entre en littérature pendant une période cruciale : celle d'un formidable essor des lettres finlandaises, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, qui prépara les esprits à l'indépendance politique du pays, déclarée le 6 décembre 1917. Auparavant, l'idiome dominant était le suédois, langue du royaume dont la Finlande faisait partie jusqu'en 1809, avant d'être incorporée à l'Empire russe. Ainsi, pendant les premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, écrire en finnois était primordial pour affirmer l'identité nationale. Tout aussi important était de traduire en finnois.

Yrjö Kajjärvi faisait les deux. Traducteur de Baudelaire, de Verlaine ou encore de T. S. Eliot, il était également poète d'une grande sensibilité. Or qui dit poésie dit condensation, et *Crépuscule de juillet*, bref « roman-poème » de l'auteur, confirme cette maxime. Il s'agit d'une évocation, aussi dense que subtile, d'un ami disparu, vu par sept personnes qui, à un moment ou un autre, ont été proches du défunt. « Des pleurs dans un rêve », « Quelque vie reçue de la mort », « Lampe d'amour » : tels sont quelques titres de chapitres de cette prose obéissant autant aux exigences musicales qu'au déroulement de l'intrigue à proprement parler.

Paru en 1946, après la fin de la meurtrière expérience de la guerre, ce texte est aussi bien un requiem qu'un hymne à la vie. ■

ELENA BALZAMO

► *Crépuscule de juillet* (Heinäkuun hämärässä), d'Yrjö Kajjärvi, traduit du finnois par Marc Gérard, Do, 96 p., 13 €.



### Le courage de la femme médecin

Après Trotula de Salerne (*L'Oubliée de Salerne*, d'Henriette Chardak, Le Passereau, 2023), c'est au tour de la juive sicilienne Virdimura d'être tirée de l'oubli. Sa vie et son œuvre de docteure au service des plus démunis dans la Catane du XIV<sup>e</sup> siècle nous sont contées dans un récit sobre, haletant et intrigant. Son autrice, Simona Lo Iacono, magistrate sicilienne, a puisé dans les archives de Palerme, qui conservent sa *licentia curandi*. D'abord arrêtée et jugée pour avoir pratiqué la médecine sans autorisation – ce procès nourrit le roman –, Virdimura se la vit finalement accordée par les juges. Cette licence autorisait, pour la première fois en Sicile, une femme à pratiquer l'art médical sans la présence d'un homme. Elle reconnaissait ses études sur l'épidémie de typhus et de peste et ses apprentissages auprès de son père, Maître Uria, qui lui inculqua l'importance de guérir aussi bien l'âme que le corps, sans distinction aucune entre chrétiens, juifs et musulmans et, secret plus fort encore, que la médecine n'exige pas du talent, mais seulement du courage.

Au travers d'un parcours plein d'abnégation envers et contre toutes les autorités patriarcales, Virdimura, dont le nom « *évoque en même temps ce qui est faible, l'herbe, et ce qui est fort, le mur* », relate à la première personne son aventure au service du soin : une leçon d'humanité et de solidarité. ■

FLORENCE COURRIOL-SEITA

► *La Guérisseuse de Catane* (Virdimura), de Simona Lo Iacono, traduit de l'italien par Serge Quadrupani, Métailié, 176 p., 20 €, numérique 10 €.



COLUMBIA UNIVERSITY

Institute for Ideas & Imagination

est heureux d'annoncer la promotion 2026-27

Marcos Balter  
Musique  
Columbia University

Fyzal Boulifa  
Cinéaste  
Royaume-Uni / Maroc

Julia Doe  
Musique  
Columbia University

Sasha Dugdale  
Poétesse et traductrice  
Royaume-Uni / Irlande

Ella Frears  
Poétesse  
Royaume-Uni

Gil Hochberg  
Littérature comparée  
Columbia University

Madhav Khosla  
Droit  
Columbia University

Stephanie McCurry  
DIRECTOR'S COUNCIL FELLOW  
Histoire  
Columbia University

Christina Nakou  
Artiste  
Grèce

Verena Paravel  
ABIGAIL R. COHEN FELLOW  
Cinéaste  
France

Tako Robakidze  
CZERNIECKI EDUCATIONAL FOUNDATION  
Photographe  
Géorgie

Trương Minh Quý  
Cinéaste  
Vietnam

Camila Rodríguez Triana  
Artiste  
Colombie

Emmanuelle Saada  
Français  
Columbia University

Timothy Vasko  
Droits de l'Homme et Religion  
Barnard College

Situé à Reid Hall à Paris, le Columbia Institute for Ideas and Imagination accueille une communauté de chercheurs, chercheuses et artistes de toutes disciplines et de tous les pays. Consultez notre site internet pour plus d'informations sur nos Fellows et leurs travaux, l'Institut et sa mission, nos événements, et le SNF Public Humanities Initiative: [ideasimagination.columbia.edu](https://ideasimagination.columbia.edu)

Le Columbia Institute for Ideas and Imagination tient à remercier la Stavros Niarchos Foundation (SNF), la Areté Foundation, la Andrew W. Mellon Foundation et Daniel Cohen pour leur soutien généreux, ainsi que l'EHA Foundation, Pierre-Alexis Dumas et Sophie Bouillet-Dumas, la Czerniecki Educational Foundation, Judith Ginsberg et Paul LeClerc, Tom et Maarit Gloer, James Leitner et Tracy Higgins, Gerald Rosberg, Olga et George Votis, Lee C. Bollinger et Jean Magnano Bollinger, la Fondation Louis Roederer et Mel et Lois Tukman.



### EXTRAIT

« Ici, tout semblant de permanence se dissipe. Ici, tout fusionne. Ici, la construction et la destruction alternent sans relâche. Aucune puissance, aucune foi, aucune idée n'est éternelle en ces lieux. Qu'est-ce que j'appelle étranger ? L'étranger est proche. Qu'est-ce que j'appelle proche ? La vague l'emporte au loin. (...) Tandis que j'écris ceci, Marseille a déjà changé d'aspect. Et ce que je raconte avec mille mots n'est qu'une petite goutte de la mer des événements, invisible à l'œil nu, tremblante à la pointe effilée de ma plume. »

LE ROUGE ET LE BLANC, PAGE 80

# Faire parler le mort de la plage

Pour écrire son premier roman, « Echoués sur le rivage », l'Irlandaise Sheila Armstrong s'est inspirée d'un curieux fait divers survenu dans son village natal

ARIANE SINGER

**A**u départ, il y a un drôle de fait divers. En 2009, à Rosses Point, modeste village de pêcheur du nord-ouest de l'Irlande, le cadavre d'un homme est retrouvé sur la plage. Inconnu de la population locale (500 habitants), âgé d'une soixantaine d'années, il ne présente aucune blessure apparente ni trace de noyade. Atteint d'un cancer très avancé, révélera l'enquête, il est arrivé dans la ville voisine de Sligo quelques jours plus tôt, a passé plusieurs nuits dans un hôtel sous un faux nom et dispersé tous ses effets personnels dans des poubelles avant d'aller s'éteindre, seul, face à la mer. Qui était-il ? A ce jour, personne ne le sait. Personne n'a jamais réclamé son corps.

Autrice d'un premier recueil de nouvelles remarqué (*How to Gut a Fish*, « comment vider un poisson », 2022, non traduit), Sheila Armstrong, née en 1988 à Rosses Point, a décidé assez naturellement de faire de cette mort mystérieuse le sujet de son premier roman quand son éditeur l'a incitée à passer au format long. Le monde était en pleine pandémie de Covid-19. La trentenaire, éditrice de livres pratiques, se trouvait à Dublin, où elle vivait depuis ses études de littérature. Confinée dans son appartement, « sans rien d'autre à faire », elle s'est plongée dans le rapport du coroner (officier de justice indépendant, chargé d'enquêter sur les morts violentes ou inexplicables) accessible en ligne. « Le médecin légiste, les policiers, les témoins, la dernière personne à l'avoir vu en vie...

**Fille d'un constructeur de bateaux et nièce d'un marin pêcheur, l'autrice connaît bien les conditions de travail dans le secteur de la mer**

*J'ai lu toutes sortes d'histoires différentes. Mais, rapidement, je me suis plus intéressée aux individus concernés par cette affaire qu'à cette mort elle-même»,* relate au « Monde des livres » Sheila Armstrong, rencontrée lors de sa récente venue à Paris.

L'écrivaine se sent plus douée pour concevoir des textes brefs que pour rédiger un roman linéaire. C'est donc à travers les points de vue d'une galerie de personnages, pris l'un après l'autre, dans de courts fragments, qu'elle imagine son récit : un collecteur



Sur la côte irlandaise, en 2023. CHRISTOPHE LAVAUD/DIVERGENCE

d'animaux morts, une médecin légiste, un chauffeur de bus, une cuisinière, le propriétaire d'un bar... Elle s'est inspirée pour cela des romans de ses compatriotes Donal Ryan et Edna O'Brien, *Le Cœur qui tourne* (éd. Albin Michel, 2015) et *Dans la forêt* (Fayard, 2003 ; rééd. Sabine Wespieser, 2017), mais aussi de *Réservoir 13*, de Jon McGregor (éd. Christian Bourgois, 2019), tous bâtis sur ce principe.

Chacun des personnages est ici une pièce du puzzle, qu'il ait été témoin d'une partie de la vie du défunt ou qu'il soit affecté directement par sa disparition. Mais le récit qui se déploie à travers leurs yeux va bien plus loin.

Sheila Armstrong, assez peu portée sur le genre policier, décide en effet de relier ce cas à l'histoire maritime mouvementée de sa région d'origine, que matérialise un motif central du livre : un navire échoué sur le rivage de la localité fictive (inspirée de vrais villages du comté de Sligo) où se déroule l'action. Elle n'a pas besoin d'inventer une image, mais simplement de puiser dans son univers familial : la maison où elle a grandi, face à la mer, donne précisément sur un bateau ensablé de longue date. « J'avais toujours pensé qu'il avait fait naufrage des centaines d'années auparavant. En me documentant pour le livre, et en discutant avec le capitaine du port, je me suis rendu compte qu'il était là depuis la « guerre de la morue » entre

## EXTRAIT

« Chaque jour, depuis la vitrine du café, elle observe le bateau échoué, elle voit la marée l'encercler, la rouille gagner ses flancs, sa coque se déformer et se briser. Parfois, elle le soupçonne de s'être dirigé exprès vers le banc de sable, épuisé par tant d'années sur l'eau, par tant de poids transporté, par tant de tristesse à absorber. Pour les métaphores sur la vie, Lila n'y va pas avec le dos de la cuillère, mais pourquoi s'en priver. Les chandelles et les napperons, ce n'est pas pour tout le monde. Ce soir, alors qu'elle s'apprête à fermer, le coucher de soleil se teinte de rouge dans le ciel qui s'assombrit. (...) Puis quelque chose la frappe, et elle se tourne à nouveau vers la devanture. Le soleil ne se couche pas au bon endroit : il n'est pas à l'ouest, mais au sud. Elle soulève le comptoir et se dirige vers la porte d'entrée. Dehors, l'océan est en feu. »

ÉCHOUÉS SUR LE RIVAGE, PAGE 105

*l'Islande et la Grande-Bretagne, dans les années 1970»,* raconte l'autrice, qui fait, dès lors, de cet épisode lié aux droits de pêche en mer du Nord l'un des points névralgiques du récit.

Plus que ce conflit économique lui-même, ce sont les conditions de travail dans le secteur de la mer qu'elle choisit d'explorer. Fille d'un constructeur de bateaux et nièce d'un marin-pêcheur, Sheila Armstrong les connaît bien. Les accidents et la précarité des emplois ont nourri les histoires qu'elle entend au village depuis qu'elle choisit d'explorer. Elle a complété celles-ci par des lectures d'enquêtes sur le transport maritime.

Les premières versions d'*Echoués sur le rivage* ont, de son propre aveu, les faiblesses d'un

premier roman, voulant trop en dire, utilisant des voix trop distinctes. Arrivée au milieu de son premier brouillon, Sheila Armstrong stoppe l'écriture pour se concentrer sur ce qui fonctionne le mieux : non pas l'intrigue et les dialogues, mais le style, les descriptions de paysages spectaculaires de cette Irlande côtière chère à Yeats. Ces qualités sont précisément celles qui séduiront Francis Geffard, son éditeur chez Albin Michel, et sa traductrice, Laetitia Devaux, quand ils découvriront, quasi simultanément, le texte. Le premier loue « la langue à la fois précise et lyrique, d'une grande poésie » du roman, la deuxième, la capacité de l'autrice « à dire autant de choses en si peu de mots, comme Zadie Smith ».

Le manuscrit reste trop long. Il compte en effet 28 personnages. Sheila Armstrong en supprime 10 qui, selon elle, font perdre de vue l'intrigue principale. Telle celui, inspiré d'un témoin du fait divers d'origine, qui avait écrit un poème sur sa rencontre avec l'homme de la plage, avant sa mort, que la romancière avait reproduit dans ses pages. « C'était vraiment trop kitsch », relève l'autrice.

Se recentrer sur sa propre voix. Trouver le « juste équilibre » dans l'écriture. Sheila Armstrong, qui publie son deuxième roman en juillet, y est à l'évidence parvenue. Le sujet de ce prochain livre ? Un de ces « morts des tourbières », ces corps momifiés depuis des siècles et retrouvés en pleine nature irlandaise. Une autre histoire d'abandon et de solitude, une autre énigme à élucider. ■

ÉCHOUÉS SUR LE RIVAGE  
(*Falling Animals*),  
de Sheila Armstrong,  
traduit de l'anglais (Irlande)  
par Laetitia Devaux,  
éd. Albin Michel,  
234 p., 19,90 €,  
numérique 13 €.



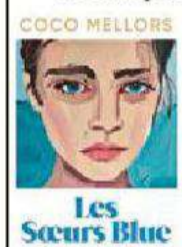
UN SOIR D'ÉTÉ, dans un village du nord-ouest de l'Irlande, le corps d'un homme est retrouvé sur la plage, au pied des falaises, dans une attitude d'une étonnante sérénité. Qui était cet individu, inconnu de tous les habitants, qui a volontairement effacé toute trace lui permettant d'être identifié ?

Partant de cette intrigue, inspirée d'un fait réel, le premier roman de Sheila Armstrong déroule une mosaïque d'une vingtaine de personnages qui ont tous à voir, de près ou de loin, avec le mort, qu'ils l'aient côtoyé de son vivant ou qu'ils soient

impliqués dans l'enquête. La grande force de ce roman fragmentaire repose sur l'agilité avec laquelle il fait avancer le récit, sur plusieurs décennies, entre l'Irlande et l'Australie, sans proposer de pistes trop évidentes au lecteur. Elle tient aussi à la peinture impressionniste des protagonistes, dont la plupart révèlent une blessure intime qui les rend sans doute plus sensibles à cette mort mystérieuse : la tenancière d'un café ayant perdu sa fille unique, une médecin légiste aux relations difficiles avec sa fille adolescente, un plongeur industriel tourmenté par la maladie de son frère... Les jeux d'échos entre ces existences mettent en relief une solitude à laquelle beaucoup se sont résignés.

## Sœurs en série

On retrouve dans *Les Sœurs Blue* une partie de ce qui avait rendu *Cléopâtre et Frankenstein*, le premier roman de Coco Mellors (éd. Anne Carrière, 2022), si marquant : la vitalité des dialogues, l'humour, la juste distance avec les protagonistes et les chagrins qui les ont constitués. Mais là où sa choralité participait à la richesse de *Cléopâtre...*, la répartition des chapitres entre les trois sœurs Blue (un an plus tôt, la quatrième est morte) donne l'impression d'avoir été pensée pour faciliter l'adaptation du texte en série, impression que renforce la fin prévisiblement heureuse. Cela amoindrit quelque peu le plaisir pris à lire ce roman dont les personnages – ces trois jeunes femmes endeuillées, empêtrées dans des formes différentes d'addictions – ne manquent assurément pas de



Les Sœurs Blue

charme, et qui témoignent d'un vrai sens dramaturgique. ■  
RAPHAËLE LEYRIS  
► *Les Sœurs Blue*  
(*Blue Sisters*), de Coco Mellors, traduit de l'anglais (États-Unis) par Marie de Prémonville, Calmann-Lévy, 476 p., 22,90 €, numérique 16 €.

## Les blessures crient

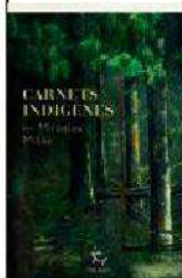
En elle résonnent « les mots de celles et ceux qu'on a flingués avant [elle] ». En elle dégoulinent toutes les gouttes de sueur échappées de leur peur. La narratrice de *Belgazou*, court et percutant premier livre de l'artiste Mascare, est habitée par des voix suppliantes venues du passé. Ces voix qu'elle réveille sont celles des harkis, « peuple [qui] a trahi la mort ». Son grand-père fut de ceux-là, enrôlé de force à 13 ans dans l'armée française pendant la guerre d'Algérie (1954-1962). Cet homme ne parle pas – « sa langue est restée près des siens pour lécher les plaies des damnés ». Le silence l'entoure comme il entoure toute l'histoire des harkis. Pourtant les blessures crient et la narratrice leur invente un langage propre, qui disloque la langue française et son orthographe (« je parle un fransé tout bo, san couto »). Il en résulte un texte fort, quoique un peu disparate et trop ramassé. Mais s'y fait entendre la puissance d'une voix que l'on attend de voir se déployer. ■



LANWENN HUON  
► *Belgazou*, de Mascare, Corti, 48 p., 12 €.

## Saison des amours

En bivouac quasi perpétuel dans les forêts des Carpates de Slovaquie, Sveto est l'incarnation moderne du mythe de l'homme sauvage : il s'est échappé d'une société étouffante pour se réfugier dans la nature. Sorte d'alter ego de Miroslav Misak, dont *Carnets indigènes* est le premier roman, Sveto raconte ses journées d'égarement, évoluant sans autre horizon que de s'émerveiller du spectacle offert par ses congénères animaux : les troupeaux de cerfs, les loups et les lynx. Pour les braconniers et les chasseurs, à qui il oppose une drôle et farouche résistance, il est un illuminé. Lorsque Nadia, une citadine, le rejoint pour vivre l'idylle dans la forêt, il l'initie à cette vie contemplative et silencieuse. Un temps charmée par cette expérience, elle finit par se lasser et quitte son « vieux garçon ». S'il n'est pas exempt de naïveté, *Carnets indigènes* reste un roman délicat, à



lire sous un saule pleureur. ■ LOURI CHRÉTIENNE DE PENANROS  
► *Carnets indigènes*  
(*Denniky domorodcov*), de Miroslav Misak, traduit du slovaque par Anouk Jeannon, Pausen, 144 p., 19 €, numérique 12 €.

PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN BIRNBAUM

**L**e 18 mars 1871, Paris était le théâtre d'une insurrection qui donnera naissance à la Commune de Paris, expérience dont la mémoire demeure porteuse de sens et d'espoir, en particulier à gauche, mais pas seulement. « *Le cadavre est à terre et l'idée est debout* », résumeront les héritiers de ce soulèvement, reprenant une formule de Victor Hugo (antérieure à la Commune). C'est justement avec une sensibilité proche du grand écrivain que l'historien Michel Winock a rédigé son nouveau livre, *La Commune. La guerre civile des Français*, qui paraît chez Gallimard dans la collection « Les journées qui ont fait la France ». Rédigée d'une plume élégante et émue, cette synthèse rend justice à la richesse sociale et politique d'un événement devenu « *mythe universel* ».

**Votre tout premier livre, cosigné avec Jean-Pierre Azéma, qui est mort en juillet 2025, était consacré aux communards. Six décennies plus tard, comment votre regard d'historien a-t-il évolué vis-à-vis de cet événement ?**

*Les Communards*, petit livre écrit avec Jean-Pierre Azéma, a été publié au Seuil, en 1964, la même année que *Procès des communards*, de Jacques Rougerie [1932-2022], chez Julliard. Fort différents, les deux ouvrages avaient un point commun : d'échapper à la domination historiographique du Parti communiste. Rougerie préparait alors sa thèse sur la Commune; nous n'étions que des vulgarisateurs. Tout en refusant l'histoire militante, nous étions favorables à la Commune de Paris, où nous pouvions trouver les jalons d'un socialisme autogestionnaire, hors du Parti communiste (disqualifié depuis la répression en Hongrie de 1956) et du Parti socialiste (qui avait mené la guerre d'Algérie).

Sur l'établissement des faits eux-mêmes, rien ne remet en question ce premier récit, mais il a été enrichi par la recherche dont Rougerie a été le chef de file. C'est plutôt dans le domaine de l'interprétation que mon regard s'est modifié. Pour faire court, je dirais que ce n'est plus avec les yeux de Jules Vallès que je considère l'événement, mais avec ceux de Victor Hugo. C'est-à-dire avec le regard de ces autres vaincus qu'ont été les conciliateurs, ceux qui, tels Hugo ou Clemenceau, ont voulu éviter la guerre civile. Karl Marx lui-même pouvait écrire à l'un de ses correspondants, en 1881 : « Avec une faible dose de bon sens, [la Commune] aurait pu obtenir avec Versailles un compromis utile à toute la masse du peuple, seule chose qu'il était possible d'atteindre à ce moment-là. »

**La mémoire de la Commune fut longtemps liée à l'étude de ce qu'on appelle le « mouvement ouvrier », expression désormais obscure pour beaucoup. La relative marginalisation de l'histoire sociale provoque-t-elle celle de l'aventure communarde ?**

Longtemps, l'histoire sociale a pu être confondue avec l'histoire du « mouvement ouvrier » : étude des grèves, des organisations, des personnalités syndicales ou socialistes... Le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, de Jean Maitron, et la revue *Le Mouvement social* donnent la mesure de cette « histoire ouvrière » en plein essor après Mai 68. Plusieurs facteurs ont affaibli ce courant : le désenchantement qui a suivi la victoire socialiste en 1981, la désindustrialisation, l'effondrement du communisme... De nouveaux objets d'étude se sont imposés : la condition des femmes, les migrations, l'environnement, les études postcoloniales... On ne confond plus aujourd'hui l'histoire sociale et l'histoire ouvrière. Or la Commune appartient à plusieurs registres. Il est établi que la majorité des communards étaient des travailleurs manuels. Cependant, la Commune s'inscrit aussi dans l'histoire du patriotisme (la Résistance), l'histoire politique (la défense de la République, l'essai de démocratie directe, la revendication d'une République fédérale) et religieuse (l'anticléricalisme, la séparation



Commemoration des 150 ans de la Commune de Paris, devant l'Hôtel de ville, le 18 mars 2021. HÉRVÉ CHATEL/HANS LUCAS

Dans son nouvel essai, l'historien rend justice à la richesse sociale et politique de l'insurrection parisienne de 1871, un « mythe universel » toujours porteur d'espoir

## Michel Winock : « La Commune s'inscrit dans les guerres intestines qui ont scandé notre histoire »

de l'Eglise et de l'Etat), l'histoire des femmes, l'histoire de la ville, l'histoire littéraire, sans compter l'histoire de la mythologie politique portée par sa portée et son universalité.

**Dans votre livre, vous insistez particulièrement sur la dimension patriotique du soulèvement, dont vous affirmez qu'elle a souvent été sous-estimée. Pourquoi ?**

La Commune n'aurait pas existé sans la guerre franco-prussienne. C'est au cours du siège de Paris qu'une opposition s'est manifestée contre le gouvernement provisoire, succédant à Napoléon III, de la part de nombreux Parisiens et d'une grande partie de la garde nationale appelant à la guerre « à outrance ». Au début du siège, on a pu croire à une union sacrée, comme Auguste Blanqui l'exprimait dans son journal. Cela n'a pas duré, et, devant l'inertie du général Trochu et de ses collègues, les révolutionnaires ont lancé le mot d'ordre « Commune ! », en souvenir de 1792-1793. Cet aspect est souvent mésestimé ou blâmé (c'est le cas de Lénine), parce que le patriotisme, né de la Révolution française, est passé entre-temps à droite. Or l'adhésion à la Commune a été déterminée chez beaucoup par l'humiliation de l'armistice.

**Désormais, la mémoire de la Commune est plutôt portée par cette gauche traditionnelle que certaines figures de La France Insoumise (LFI) appellent avec condescendance la « gauche blanche ». Pourtant, vous rappelez la dimension internationaliste de la Commune, dont maints acteurs n'étaient pas français...**

Cette notion de « gauche blanche » est absurde et ne cherche qu'à diviser. La culture de gauche intègre aussi bien

les combats de la décolonisation et de l'antiracisme que les luttes sociales. Le mouvement communaliste, du reste, a été largement internationaliste. D'abord dans ses propres rangs : que l'on songe à Elisabeth Dmitrieff, une des grandes figures de la Commune, qui était russe ; à Jaroslaw Dombrowski, un de ses meilleurs chefs militaires, avec Walery Wroblewski, tous deux polonais... Mille sept cent vingt-cinq étrangers ont été faits prisonniers après la « semaine sanglante » : Belges, Italiens, Néerlandais, Polonais, Suisses sont les plus nombreux. Versailles accusait l'insurrection parisienne d'être « cosmopolite ». C'est aussi par son retentissement à l'étranger que la Commune a pris un tour international, comme l'a bien montré Quentin Deluermoz dans son ouvrage *Commune(s), 1870-1871. Une traversée des mondes au XIX<sup>e</sup> siècle* [Seuil, 2020]. Des manifestations de soutien ont eu lieu notamment à Londres, à Bruxelles, à Hanovre, à New York... N'oublions pas aussi la minorité du conseil de la Commune qui appartenait à l'Internationale ouvrière, dont le siège était situé à Londres, animé par Karl Marx.

**« Si je suis élu, j'irai au mur des Fédérés », déclarait Jean-Luc Mélenchon en 2021, se disant « dépositaire » de cette histoire. Plus récemment, aux élections municipales, son mouvement se réclamait du « communalisme ». Qu'est-ce que cela vous inspire ?**

Dans l'univers symbolique de la gauche, la Commune est une référence indiscutable. Mais, on le sait, l'insurrection parisienne de 1871 s'est prêtée et se prête toujours à des interprétations divergentes. LFI fait allusion au « communalisme » : est-ce à dire que Mélenchon ad-

hère à l'idée d'une République fédérale, d'inspiration proudhonienne, telle que la Déclaration au peuple français du 19 avril 1871 l'explicitait : « L'autonomie absolue de la Commune n'aura pour limites que le droit d'autonomie égal pour toutes les autres communes adhérentes au contrat, dont l'association doit assurer l'unité française » ? On dit en général que Mélenchon est resté trotskiste ; son adhésion au « communalisme » prouverait qu'il n'en est rien. Trotski affirmait qu'il avait manqué aux communards « une organisation dirigeante centralisée ». Alors, Mélenchon est-il, comme lui ou comme Lénine, un partisan du centralisme ? Ou s'est-il converti à Proudhon, défenseur de l'autonomie des communes, « apôtre du principe fédératif sur lequel repose le mouvement communaliste » [Edmond Lepelletier, *Histoire de la Commune de 1871, 1911*] ? Cette seconde hypothèse serait pour moi un scoop.

**Comme l'a montré Eric Fournier dans un essai sur les usages conflictuels de la mémoire communarde (« La Commune n'est pas morte », *Libertalia*, 2013), celle-ci demeure revendiquée aussi bien par la gauche que par les droites identitaires. Comment l'expliquer ?**

Anarchistes, marxistes, communistes, socialistes... Toutes les tendances de la gauche puisent dans la Commune un exemple à la fois créatif et héroïque. Quitte à en tirer des enseignements divergents. Cependant, il existe aussi une tradition pro-communarde d'extrême droite, commencée par Edouard Drumont [1844-1917], l'auteur du pamphlet antisémite *La France juive*. Il encense dans *La Fin d'un monde* les figures de Benoît Malon, Varlin, Theisz, Avrial, Langevin... décrits comme de bons ouvriers

français, et il explique la défaite de la Commune par le rôle qu'y auraient joué les juifs, « vrais fauteurs des guerres civiles ». Pour Drumont, il s'agissait de détacher les ouvriers de la République corrompue et haïe. On retrouve cette tradition dans l'histoire du populisme jusqu'à aujourd'hui, avec la défense du « peuple » contre les élites « enjuivées ». En 1938, Brasillach, avec ses amis fascistes de *Je suis partout*, déposait une gerbe au mur des Fédérés, « aux premières victimes du régime ». François Duprat [1940-1978], idéologue et numéro deux du Front national, proclamait : « Nous ne serons jamais du côté des Versaillais. » L'antisémite et négationniste Alain Soral opposait, quant à lui, en 2011, le peuple patriote des communards à une bourgeoisie vendue à l'Allemagne.

**Vous montrez l'importance de la Commune dans l'imaginaire des « guerres franco-françaises ». Comment envisager son héritage au moment où le spectre de la « guerre civile » se trouve à nouveau brandi ?**

Les soixante-douze jours de la Commune de Paris s'inscrivent dans le registre des guerres intestines qui ont scandé notre histoire, depuis les guerres de religion au moins. La Commune, c'est aussi Versailles. C'est le cri de guerre du ministre Jules Favre appelant à « châtier » l'insurrection parisienne sans pitié ; c'est le refus du gouvernement de négocier avec le comité central de la garde nationale ; ce sont les cris de haine affichés par la presse versaillaise ; c'est enfin la répression implacable des insurgés. Du côté parisien, c'est la même intransigence vis-à-vis des pacificateurs qui, faisant l'aller-retour entre Versailles et l'Hôtel de ville, ont tenté d'éviter le pire ; c'est la mise à mort des otages pendant la « semaine sanglante ». Cette radicalité inspire les positions intolérantes de notre dramaturgie politique sur la longue durée. Mais si on peut se réjouir que la guerre des fusils ait été remplacée par la guerre des mots, il reste que, à l'Assemblée nationale, dans la presse et, a fortiori, sur les réseaux sociaux, les engagements restent le plus souvent de nature belliqueuse : les adversaires sont presque toujours des ennemis, et des ennemis à abattre. Contre cette mimésis de la guerre civile, contre la montée en puissance des extrêmes, notre culture républicaine ne manque tout de même pas de ressources : elle est aussi celle du dépassement de nos déchirures historiques. ■

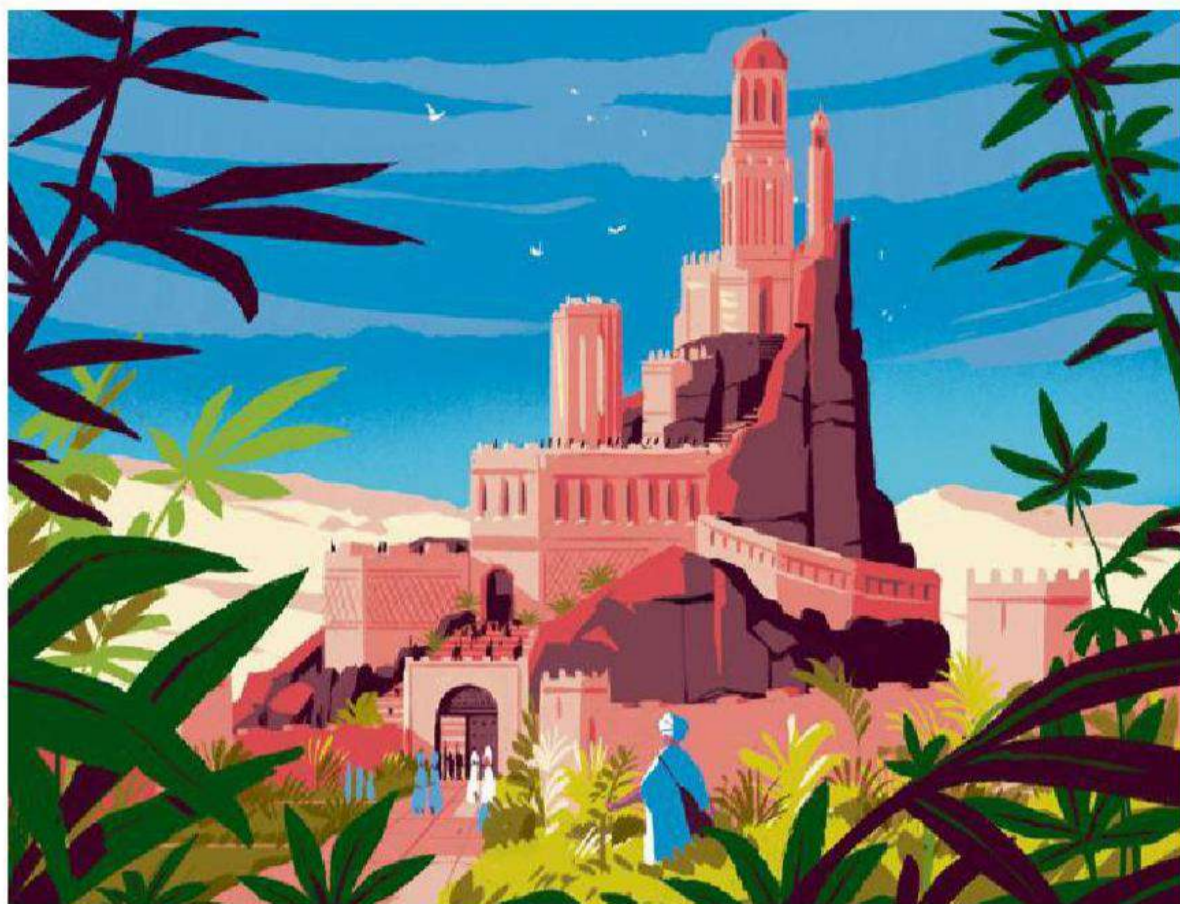
**LA COMMUNE. LA GUERRE CIVILE DES FRANÇAIS. 18 MARS 1871, de Michel Winock, Gallimard, « Les journées qui ont fait la France », 336 p., 22,50 €, numérique 16 €. Signalons, du même auteur, la parution en poche de Pompes funèbres. Les morts illustres 1871-1914, Tempus, 308 p., 11 €.**



LE FEUILLETON

TIPHAINE SAMOYAULT

## Mâles des montagnes



TOM HAUGOMAT

EN LISANT, ENFANT, LE RÊTE QUE MARCO POLO fit de ses voyages en Asie, Brion Gysin (1916-1986) découvre Alamût comme s'il y était. A l'été 1973, il se retrouve un peu par hasard en Iran – il voulait aller à Kaboul, mais un coup d'Etat avait alors fermé l'Afghanistan –, et n'a qu'une idée en tête : aller y voir. Depuis les années du Beat Hotel de la rue Git-le-Cœur, à Paris, William Burroughs (1914-1997) et lui s'étaient promis de comprendre sur place la légende noire qui entourait le lieu. Gysin s'y est finalement rendu sans lui mais accom-

VOYAGE À ALAMÛT, suivi de QUELLE EST LA QUESTION ? ENTRETIEN AVEC LAWRENCE LACINA, (A Quick Trip to Alamut), de Brion Gysin, traduit de l'anglais par Olivier Borre et Dario Rudy, préface de Bernard Heidsieck, postfaces de Nathalie H. de Saint Phalle, Allia, 128 p., 9 €.

La légende noire fixée par Marco Polo dans le *Devisement du monde* (rédigé à la toute fin du XIII<sup>e</sup> siècle) est celle d'un érudit originaire du Yémen, Hassan-i-Sabbah, surnommé le « Vieux de la montagne », qui avait établi à Alamût et dans les massifs alentour, au sud de la mer Caspienne, le siège de l'islam ismaélien, un courant du chiisme. Il aurait réuni là une impressionnante bibliothèque et surtout une armée de

fidèles qu'il se serait attachés en les droguant au haschisch – et en leur donnant accès à un merveilleux jardin –, les Haschischins, d'où serait venu le mot « assassin ». Il en aurait ainsi fait des sbires parfaitement soumis, des tueurs ne craignant pas la mort car convaincus de pouvoir revenir dans ces lieux de délices. Ils semaient la terreur partout où l'on ne reconnaissait pas leur religion.

Brion Gysin relate son aventure à Alamût, sur les traces de Hassan-i-Sabbah, dans un texte intelligent et enjoué

Marco Polo a visité, autour de 1292, une forteresse qui avait été entièrement rasée par l'armée mongole en 1254. Il en a raconté l'histoire par oui-dire, et on sait bien qu'il n'a pas été témoin de tout ce qu'il décrit (des hommes sans tête ou des hommes à tête de chien, par exemple). Gysin dit avoir lu tout ce qu'il a pu trouver sur le sujet (« Des thèses allemandes excessivement abstraites », des ouvrages français « dont le verbiage pseudo-romantique transformait Alamût en succursale du Paradis artificiel de Baudelaire », « de fabuleux récits de voyages

britanniques »), mais il ne se soucie guère de la vérité historique, choisissant plutôt d'alimenter une légende qui a nourri les fantasmes occidentaux sur l'islam en faisant de ses croyants des fanatiques drogués. On sait ainsi aujourd'hui que le mot « assassin » aurait plutôt une étymologie arabe signifiant « fondement » et que Joinville, dans *La Vie de Saint Louis* (1309), donne une tout autre image des armées d'Alamût.

Ce qui intéresse Gysin et Burroughs – qui a fait du « Vieux de la montagne » un motif récurrent dans toute son œuvre –, c'est bien sûr le mystère de la manipulation et du contrôle des esprits et des corps par les drogues. Ils font de son nom un code partagé, utilisant parfois la triple signature (William Burroughs/Brion Gysin/Hassan-i-Sabbah) au bas de certains de leurs textes. Dans une lettre à Allen Ginsberg de 1960, Burroughs écrit : « Brion signe pour Hassan-i-Sabbah parce qu'il considère Hassan-i-Sabbah comme son sponsor. Moi aussi. Par sponsor, j'entends la source du mouvement de la pensée et la continuité des sentiments. » Tout cela fait évidemment partie du folklore beat et pourrait être rangé au magasin des antiques, tout comme le style fanfaron de certains de leurs textes. Mais quelque chose continue à retenir, qui tient je pense à leur inconcevable liberté, de créer, de voyager, d'expérimenter, qui leur est certes donnée à l'époque parce qu'ils sont des hommes, blancs, occidentaux, mais qui n'en est pas moins enviable.

Brion Gysin est conscient de ses privilèges. Son récit est constamment à distance et souvent très drôle. A la fin, le mal des montagnes l'empêche de profiter de la vue et de se réjouir d'avoir atteint son but. L'histoire de son texte est tout aussi tourmentée. Il était destiné au magazine *Rolling Stone*, qui l'a refusé – on ne comprend pas très bien pourquoi. Gysin l'a alors confié à Nathalie de Saint Phalle, qui a rencontré tous les auteurs de la Beat generation dans la maison de ses parents, Bernard Heidsieck et Françoise Janicot, et est allée à son tour à Alamût dans les années 1990. Elle a voulu le publier en français en 2001, mais n'y est pas parvenue non plus.

Gysin, qui était peut-être le plus créatif de la bande, à la fois musicien, peintre, poète, performeur et photographe, a longtemps été considéré comme un second couteau. Sa reconnaissance n'était pas planétaire comme celle de certains de ses amis et il était surtout célèbre dans la culture underground. Il faut dire qu'il livrait toutes ses trouvailles aux autres, à commencer par la méthode littéraire du cut-up, confiée à Burroughs, ou la musique de Jajouka (Maroc), transmise au Rolling Stone Brian Jones. Tandis que le Musée d'art moderne présente la première rétrospective consacrée à l'artiste à Paris (ville dont il avait fait son légataire universel à sa mort), qui contient entre autres le fac-similé de son journal de voyage en Iran, la publication de *Voyage à Alamût* signifie peut-être que son temps est venu. ■

Exposition « Brion Gysin. Le dernier musée », Musée d'art moderne de Paris, jusqu'au 12 juillet.



FIGURES LIBRES

ROGER-POL DROIT

## Comment grandirent les connaissances

NE CHERCHEZ PAS SON NOM au sein des grandes institutions. Il ne siège pas parmi les professeurs, chercheurs patentés et universitaires reconnus. Jean-Jacques Bedu est opticien à Perpignan. Cet autodidacte rigoureux et passionné, fondateur et président de l'association Mare Nostrum, a déjà à son actif de nombreux ouvrages – essais, biographies et romans. Pédagogue dans l'âme, il s'est pris de passion pour l'histoire des traditions spirituelles. Aujourd'hui, il publie le premier volet d'une fresque impressionnante, prévue en trois tomes. Son ambition : dépeindre l'aventure de la connaissance et de la spiritualité humaines, décrire leurs

L'ODYSSÉE DU SAVOIR. VRAIES SAGESSES ET FAUSSES CROYANCES. TOME I. DES ORIGINES À L'ANTIQUITÉ TARDIVE, de Jean-Jacques Bedu, Cerf, 696 p., 22,90 €, numérique 17 €.

principales tribulations, de la préhistoire à la modernité, telles qu'on peut raisonnablement les retracer, tout en dénonçant les explications délirantes ou fantasmagoriques qui ont proliféré. Rien de moins !

Face à ce projet démesuré, mené seul par un auteur hors de tout cadre académique, il est normal d'être méfiant. Et pourtant, à mesure qu'on découvre le résultat, fruit d'une vie entière de lectures, d'enquêtes et de réflexions, on doit reconnaître une réussite vraiment originale. Dans les limites du genre, elle a tout d'un exploit. Car cette fresque encyclopédique n'est pas seulement bien organisée et rédi-

gée dans une prose lumineuse, elle chemine hardiment sur une ligne de crête difficile à tenir.

De longue date, Jean-Jacques Bedu s'intéresse aux doctrines secrètes, aux cultes à mystères, aux diverses traditions de l'ésotérisme – notamment dans *Les Initiés. De l'an mille à nos jours* (Bouquins, 2018). Mais il le fait sans verser dans l'obscurantisme, en insistant sur la connaissance objective que l'on peut avoir pour chaque période, école ou courant. S'appuyant sur les meilleurs travaux d'experts, il résume chaque fois l'essentiel, lumineusement. Mais il combat aussi, avec rigueur et fermeté, les multiples divagations qui embrument et polluent ces domaines en spéculant sur des mirages – héritages extraterrestres, civilisations supérieures disparues, puissances surnaturelles...

Ces deux lignes de force traversent les multiples chapitres qui conduisent le lecteur de la préhistoire à la fin de l'Empire romain. Ce monumental panorama peut donc se lire comme un guide de voyage dans l'histoire, à la découverte des mégalithes celtiques et des pyramides égyptiennes, des cultes grecs et romains, des essé-

niens et des premiers kabbalistes, des mazdéens et des manichéens, sans oublier druides, brahmanes et taoïstes. On visite Stonehenge ou Eleusis, on croise Zoroastre ou le Bouddha... et le parcours s'accompagne constamment d'une analyse critique des égarements inventés par les regards rétrospectifs de nos contemporains. Cette démythification n'est pas réductrice : « La véritable grandeur de l'épopée humaine n'a pas besoin de fictions extravagantes pour briller : la réalité, révélée par la recherche sérieuse, se montre tout aussi fascinante », conclut Jean-Jacques Bedu.

Qu'il n'y ait rien à discuter ni à reprendre dans une pareille somme, personne ne le croira. Malgré tout, pinailler sur tel ou tel détail serait inutile. Sans doute, ici et là, des experts pourront chercher noise à l'auteur en gonflant quelques brouilles ou bien critiquer sa philosophie de l'histoire. Au risque de masquer ce qui importe... Quoi donc, au juste ? Cette étrangeté devenue rare : un ouvrage d'amateur très éclairé de grande ampleur, de grande ambition et, finalement, de grande utilité pour quantité de lecteurs. ■

LES YEUX DANS LES POCHEs  
FRANÇOIS ANGLIER

AU FRONTON D'UN POLAR ESPAGNOL OU LATINO-AMÉRICAIN, la mention « traduction de Sébastien Rutés » fait toujours l'effet d'un coup de gong. On sait alors que la zone est notée Seveso et qu'il va falloir, main sur la croix, dormir avec ses bottes. L'auteur de *Mélancolie des corbeaux* (classique du polar animalier, Actes Sud, 2011) ou de *Mictlan* (avec son inoubliable morgue roulante, Gallimard, 2019), exégète de l'écrivain mexicain Paco Ignacio Taibo II, ne se déplace jamais pour rien.

Dont acte avec *Balanegra*, deuxième roman de l'écrivain espagnol Marto Pariente, dont Rutés nous avait déjà offert *La Sagesse de l'idiot* (Gallimard, 2024), avec son flic rural neuneu, hémaphroditisme et nanti d'une sœur ferrailleuse. *Balanegra* change la donne et



substitue au benêt grandiose le bonhomme Coveiro, tout aussi inoubliable, un ancien tueur à gages ayant migré dans le trou perdu du titre pour s'y faire fossoyeur et s'occuper ainsi de Marco, son neveu autiste, croque-mort lui-même, qui a poussé la nécrophilie jusqu'à mémoriser tous les noms et dates gravés

sur son cheptel de pierres tombales.

Rien n'aurait dû troubler ce sacerdoce funéraire, n'était l'inénarrable famille de Miguel, magnat de la charcuterie industrielle, avec sa douairière cruelle, qui va dans la vie tenant un porcelet en laisse et géant au mieux ses deux fils, l'un pédophile, l'autre sadique psychotique. Heureux qui peut. L'apparition d'un vrai-faux mort et la nécessité d'un grand nettoyage de printemps parmi les malfrats et pourris locaux vont amener l'oncle Coveiro à réendosser l'uniforme et démontrer qu'en matière d'enquête et de dialogue il évolue sous le double signe du canon scié et du hachoir électrique. Autant dire que Rutés s'est appliqué à traduire cette fiesta sanglante, ce carnaval carné, avec une précision et un ferveur de philatéliste suisse. Pariente écrit lentement, on attend néanmoins ardemment son prochain livre. Traduction Rutés, *what else!*

QUE VOULEZ-VOUS, les mafieux italo-américains sont des poètes ! C'est ainsi. *L'Argot de la Mafia* nous apprend qu'ils n'ont pas moins de 15 mots ou expressions pour dire « tuer », d'« aïring » (« faire prendre l'air à son prochain ») à « X out », en passant, notamment, par



« break an egg » (« casser un œuf »), « break the cap » (« casser la casquette »), « to sleep with fishes » (« dormir avec les poissons »), etc. Dévolus à ce noble art sont des artisans spécialisés qui ont chacun leur « coup d'archet », tels les « cut-up guys » (« gars de la découpe », très Pariente de touche), les « head crushers » (« écraseurs de tête »), les « leg breakers » (leur variante jambesque). N'ayons garde d'oublier la cravate sicilienne qui laisse la victime toute langue dehors. Tâche accomplie, on appellera « *Dracula* », virtuose de la serpillière, ou « *the shovel man* » (« l'homme à la pelle ») pour que, de tout ce fracas, il ne reste rien. Dressé par le criminologue Jean-François Gayraud, ce réjouissant lexique des « goombahs » (« membres ») de Cosa Nostra vous permettra de ne pas passer pour « mortadella » (« nul ») et de mériter l'« *italian war medal* » (la « médaille de guerre italienne », en réalité les taches de sauce qui maculent, après agape, les cravates mafieuses).



TOUT CELA EST D'UNE GRÂVITÉ BIEN AUSTÈRE me direz-vous, alors débouchons une nouvelle fois *Un privé à Babylone*, de Richard Brautigan (1935-1984), imputrescible triple classique à la fois de l'humour américain, du polar californien et de la littérature underground : l'histoire d'un détective privé qui rame à

traiter des affaires dans le San Francisco de 1942, mais devient le Sherlock Holmes de Babylone où il se téléporte en imagination. ■

► *Balanegra*, de Marto Pariente, traduit de l'espagnol par Sébastien Rutés, Folio, « Policier », 240 p., 9,60 €.

► *L'Argot de la Mafia*, de Jean-François Gayraud, 1001 Nuits, 88 p., 5 €.

► *Un privé à Babylone* (Dreaming of Babylon. A Private Eye Novel), de Richard Brautigan, traduit de l'anglais (États-Unis) par Marc Chénétier, éd. Christian Bourgois, « Satellites », 256 p., 10 €.

Avec son nouvel essai, l'historien livre la synthèse magistrale d'un demi-siècle de recherche

# Georges Vigarello libère le corps

FLORENT GEORGESCO

En 1580, le conseiller du roi Pierre de La Primaudaye décrit le corps humain en ces termes : « *Tout ainsi que la mer est comme la grande fontaine et matrice de toutes les eaux (...), le foie est comme la fontaine du sang et des veines.* » Trois siècles plus tard, le ton change, l'imaginaire aussi : « *Les êtres vivants peuvent être assimilés à des machines thermiques* », écrit le médecin et inventeur Etienne-Jules Marey en 1873. Et nous, que dirions-nous ? Quelle analogie avec quel aspect du monde pourrait nous aider à décrire ce que nous sommes ? Être vivant, c'est être incarné. Mais qu'est-ce que la chair, et qu'est-ce que cela signifie pour nous de ne pouvoir exister qu'en nous tenant en elle ?

Ces questions sont au cœur du travail de Georges Vigarello depuis que, l'un des premiers, il a fait du corps un sujet d'histoire à part entière. Du *Corps redressé* (Delarge, 1978) à *Histoire de la fatigue* (Seuil, 2020), de la somme collective *Histoire du corps*, qu'il a dirigée avec Alain Corbin et Jean-Jacques Courtine (trois volumes, Seuil, 2005-2006), au *Sentiment de soi* (Seuil, 2014), chaque étape de ce vaste chantier a imposé sa méthode, faite d'exhumation d'archives inattendues ou de relecture neuve de corpus classiques, que rend lumineuses un art virtuose de la mise en perspective. Peut-être ne restait-il à l'historien qu'à déboucher sur une vision d'ensemble, jusque-là amorcée, sans être systématisée sur le plan théorique. C'est ce qu'il accomplit dans son nouveau livre, *Les Logiques du corps*.

Ample, touffue, d'une richesse documentaire presque écrasante,

cette enquête sur le temps long frappe en effet par l'unité de son cadre interprétatif, qui permet de dégager de ce savoir foisonnant des lignes de force cohérentes. Pour résumer à gros traits, il s'agit à la fois de savoir comment les sociétés occidentales se sont représentées le corps, en mettant au jour les « modèles » de perception et d'organisation de ses « opérations concrètes » – nourriture, entretien, sexualité, soin... –, et quel sens elles ont donné à la vie corporelle, en explorant « les manières de donner au corps son rôle ».

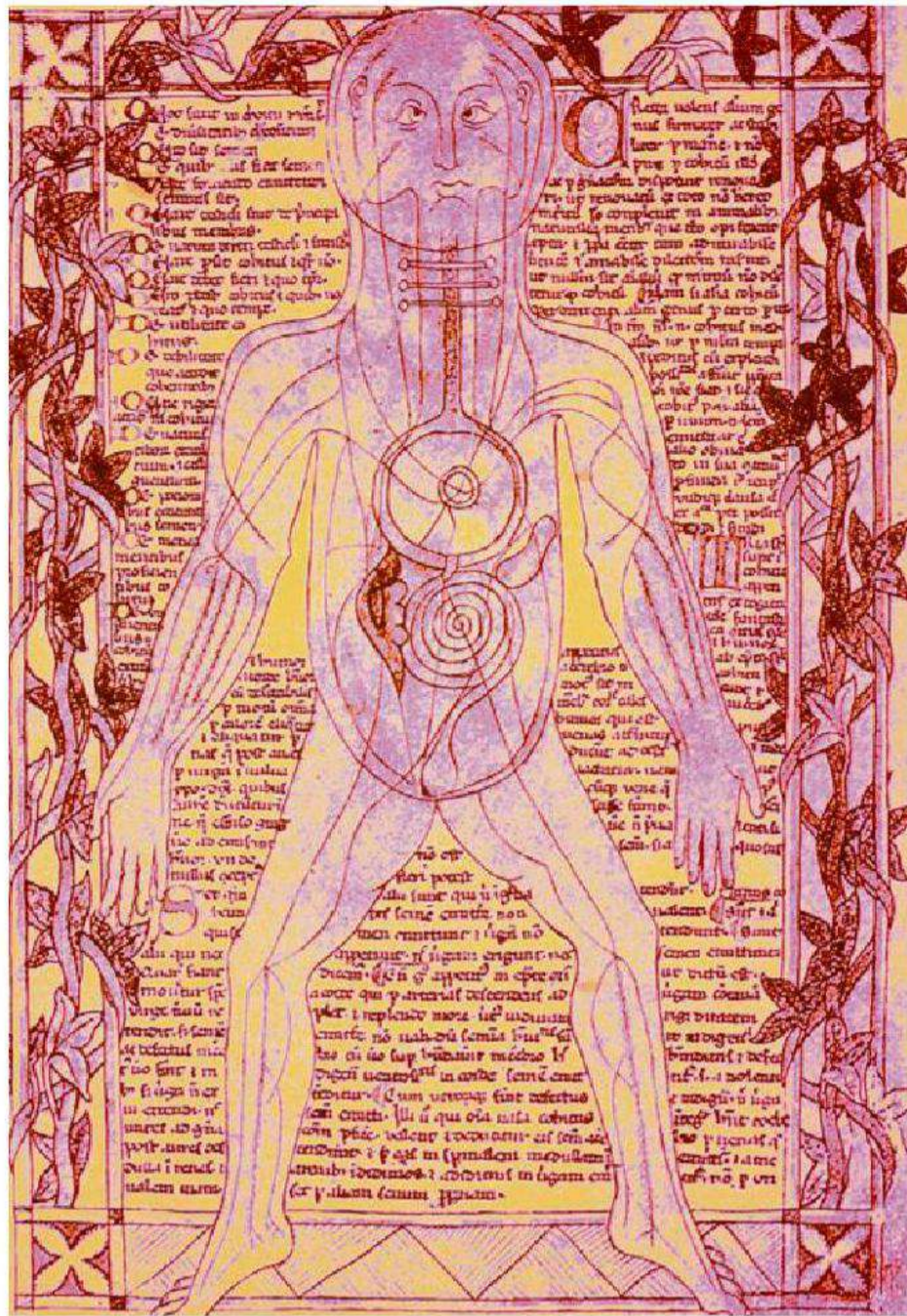
### Être soi-même

Soit, d'un côté, des « modèles fonctionnels », du système des « humeurs », ces liquides corporels sources de vie comme « la grande fontaine » maritime, qui domina les représentations de l'Antiquité au XIX<sup>e</sup> siècle, au principe énergétique et thermique qui apparaît avec la Révolution industrielle et le progrès des sciences. Sur l'autre versant, celui des « dimensions existentielles », une temporalité différente apparaît, opposant aux « ruptures » que représentent les passages d'un « modèle fonctionnel » à l'autre les « dynamiques convergentes » du lent travail de construction d'un rapport à son propre corps.

### EXTRAIT

« Les repères basculent d'un modèle à l'autre. Les manières d'expliquer, de sentir, voire de vivre, changent de part en part : du geste de se nourrir à celui d'habiter, du geste de se vêtir à celui de se "tenir", du geste de se soigner à celui de s'exercer. (...) Le temps se fragmente, les manières se métamorphosent, les sensibilités se défont et se reconstruisent, non pas tant par les seuls gains de la science, mais autant, sinon plus, par les mutations de l'imaginaire. Les "ordres" successifs du fonctionnement corporel ouvrent sur des "ordres" successifs d'éprouver la vie. »

LES LOGIQUES DU CORPS, PAGE 290



Le système vasculaire, décrit dans un manuscrit du XIII<sup>e</sup> siècle. AKG-IMAGES/SPL

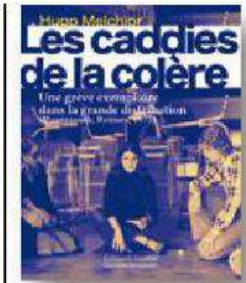
Car si Etienne-Jules Marey ne parle ni ne pense comme Pierre de La Primaudaye, l'un et l'autre sont embarqués dans la même histoire, qui demeure la nôtre : être soi-même, individu unique, vivant de la vie de ses organes, et mourant de son interruption. Que nous soyons semblables à la terre ou à une locomotive n'y change rien. Nous sommes là, dans ce corps qui, comme toutes les réalités mystérieuses, se prête justement à maintes définitions et métaphores, et il faut bien faire quelque chose de cette circonstance.

Ce quelque chose, l'historien le désigne comme un « enracinement corporel » de la liberté, que ses sources, à partir du XVI<sup>e</sup> siècle, font apparaître comme un phénomène global d'autonomisation, qu'on peut dire continu, puisque les périodes de recul ne l'ont jamais brisé. Il délimite aujourd'hui plus que jamais les champs respectifs de l'individuel et du collectif, non sans excès dans l'affirmation de soi, et une

frustration exponentielle, tant la promesse est grande. Mais comment expliquer autrement le rejet de plus en plus absolu de l'agression et de la domination des autres corps, ou de la société, ou de l'Etat, sur nos corps ? Et, dès lors, comment ne pas voir que les conclusions de Georges Vigarello touchent au plus intime et au plus durable de la vie contemporaine ?

C'est ce qui définit un grand livre d'histoire : il nous rassemble avec nos prédécesseurs, en nous inscrivant dans un destin commun, une aventure continuée, qui éclaire nos sentiments, nos pensées, nos imaginaires. Quand, de plus, ce livre synthétise et refonde des décennies de recherche, on comprend que c'est une œuvre entière qui nous est désormais indispensable, pour longtemps sans doute. Cela s'appelle devenir un classique. ■

LES LOGIQUES DU CORPS. UNE AUTRE MANIÈRE DE PENSER LE TEMPS, de Georges Vigarello, Seuil, « L'univers historique », 372 p., 25 €, numérique 18 €.



### La grève à Mammouth

Le 1<sup>er</sup> septembre 1975, une grève bloqua l'entrée de l'hypermarché Mammouth du centre commercial Alma de Rennes : les clients trouvèrent face à eux un barrage de Caddies. Elle dura dix-huit jours. Dans *Les Caddies de la colère*, l'historien Hugo Melchior analyse les ressorts, la façon dont elle a été vécue par ses protagonistes et les suites de cette expérience intense dans des trajectoires individuelles. Il utilise de nombreuses archives – en particulier les tracts de la CFDT, en pointe dans le mouvement – et s'appuie sur de précieux entretiens, dont certains sont reproduits en fin de volume : il constitue donc d'une certaine manière la mémoire de cet événement en même temps qu'il en fait l'histoire. Son livre comble des zones blanches de la connaissance historique sur les mouvements sociaux de la fin des années 1960, qui s'étirent dans la décennie suivante, en portant l'observation sur des travailleuses en lutte, ici des caissières, plutôt que sur des ouvriers d'usine. Il éclaire un moment de l'histoire de la consommation, l'ouverture de ce magasin Mammouth en 1971 illustrant très bien des tendances nationales alors à l'œuvre. Enfin, et c'est peut-être le plus fascinant, il donne à voir le management très autoritaire du nouveau gérant du magasin, à l'origine de la grève, exemple d'une façon très française d'exercer l'autorité patronale, pas seulement en 1975. ■

PIERRE KARILA-COHEN

► *Les Caddies de la colère. Une grève exemplaire dans la grande distribution (Mammouth, Rennes, 1975)*, d'Hugo Melchior, préface de Michelle Zancarini-Fournel, postface d'Érik Neveu, Goater, « Mémoires immédiates », 402 p., 19,50 €.



### Malraux, métamorphoses

Il y a cinquante ans mourait André Malraux (1901-1976). Ses combats et ses écrits ont marqué le XX<sup>e</sup> siècle. L'écrivain Michaël de Saint Cheron, jeune homme, a dialogué avec lui. Son existence en a été bouleversée, au point qu'il a consacré déjà cinq ouvrages à l'évocation de cette figure considérable et multiforme. Ce nouveau volume retrace avec ferveur les grandes étapes de la vie littéraire, politique et spirituelle de Malraux. De son éducation chrétienne à ses ultimes expériences du sacré, en passant par ses engagements et ses combats contre les barbaries, on découvre un esprit en quête d'absolu, pour qui l'art et le divin deviennent synonymes. L'accent est mis sur la rencontre des cultures et les rapprochements entre judaïsme, hellénisme et islam, sans oublier l'Afrique et l'Inde, organisés et explorés par *Le Musée imaginaire* (Gallimard, 1947-1965). Michaël de Saint Cheron analyse également les dernières expériences esthétiques et spirituelles de Malraux au Japon, en Inde, en Haïti. Ces voyages, et les textes peu connus qu'ils ont suscités, éclairent l'idée d'un « chant des métamorphoses ». « *L'essentiel de ma pensée, c'est la métamorphose* », dit Malraux à la fin de sa vie. Ce pourrait être, comme un horizon à scruter, la réponse aux interrogations sur le Mal, le silence de Dieu, la précarité de l'humain et les pouvoirs de l'art qui ont traversé son œuvre. ■

ROGER-POL DROIT

► *Malraux, une vie au miroir de l'art et du sacré*, de Michaël de Saint Cheron, Actes Sud, « Le souffle de l'esprit », 204 p., 21 €, numérique 16 €.

# Authentiques artistes du faux

L'anthropologue Monique Jeudy-Ballini publie une fascinante enquête sur les peintres faussaires

ANNE BOTH

Non violents, malins et dotés d'un époustouflant talent, les faussaires ne sont pas des voyous comme les autres. Ceux à qui Monique Jeudy-Ballini consacre son nouvel ouvrage, *Peintres de l'ombre*, se révèlent même bien plus que des artistes accomplis et consciencieux. En nous confiant la vision personnelle de leur pratique, elle interroge le statut de l'œuvre d'art, que l'on imaginait volontiers sans ambiguïté. Une œuvre peut-elle être vraie et fautive à la fois ? Quid des faux tableaux expertisés, devenus vrais et vendus comme tels ? L'anthropologue nous apprend que « dans les années 2000, des experts issus de structures policières européennes affirmèrent que la moitié des œuvres d'art en

circulation sur le marché international pouvait être constituée de faux ». Nos musées en sont pleins.

L'auterice rappelle le travail colossal que cette industrie d'aigrefins implique. A commencer par des connaissances solides en histoire de l'art et des techniques pour déjouer les contrôles scientifiques. Une recherche d'autant plus impressionnante que ces magiciens de l'authenticité créent des toiles de dizaines, voire de centaines d'artistes différents.

D'ailleurs, à les croire, les faussaires ne contrefont que les peintres qu'ils aiment. Ils en seraient les héritiers, poursuivant leur œuvre et faisant grimper leur cote. Le résultat est parfois si impressionnant que certains peintres ont recours à leurs services. Guy Ribes, faussaire démasqué et devenu très médiatique, « évoque le cas de quelques artistes [qu'il a aidés] en vue d'expositions car leur succès ne leur permettait plus de faire face à l'afflux des demandes ».

On découvre alors que la relation entre peintres et faussaires peut relever d'une

franche ambiguïté. Picasso, par exemple, réalisa un faux Cézanne et signa, en connaissance de cause, une toile que lui avait présentée le faussaire David Stein. Il arrive même, ironie du sort, que le faussaire soit si talentueux qu'il peine à prouver qu'il est bien l'auteur du tableau. Le cas le plus connu est probablement celui de Han Van Meegeren. Accusé de collaboration avec les nazis et risquant la peine capitale, il dut, lors de son procès à Amsterdam, en 1945, démontrer que le Vermeer qu'il avait vendu à Hermann Göring était bien son œuvre.

### Ruses

Pour écouler leurs tableaux, les faussaires excellent, là encore, dans la ruse en s'inventant un passé totalement fictif, avec de riches aïeuls, histoire d'en justifier la provenance. Ils jouent aussi les candides en présentant leurs œuvres à des experts, d'aucuns allant jusqu'à « tester la crédibilité de certains de [leurs] faux en les confiant à des laboratoires

d'analyses », précise Monique Jeudy-Ballini. Ce ne sont plus eux qui affirment l'authenticité du tableau, mais des conservateurs, des commissaires-priseurs, des marchands.

On imagine aisément combien cela doit être jubilatoire pour ces filous de peintres dont, pour certains, les tableaux signés de leur nom avaient été ignorés des années plus tôt par ces mêmes experts. Quand l'escroquerie est révélée, nombreuses sont les victimes à garder le silence, par crainte du ridicule ou de perdre toute crédibilité, tandis que leurs faussaires rencontrent le succès et ont même, pour certains, leurs collectionneurs. Ce livre fascinant, autant par son sujet que par son traitement, nous entraîne dans un monde où ce que l'on tenait pour vrai, acquis, certain, le reste jusqu'à... preuve du contraire. ■

PEINTRES DE L'OMBRE. LES FAUSSAIRES À L'ŒUVRE, de Monique Jeudy-Ballini, Mimésis, « Ethnologiques », 200 p., 18 €.

Hélène Gestern

# Faire mentir le mensonge

La passion de la vérité anime la romancière, dont chaque livre est une entreprise de dévoilement. Ainsi d'« Atelier 4 », une enquête empathique sur un accident du travail plus que suspect

JULIETTE EINHORN

Parce qu'avec un immense chagrin elle quitte la maison Grasset, qu'elle « considér[ai]t comme [s]ienne malgré [s]on arrivée relativement récente », la discussion avec Hélène Gestern commence sur des charbons ardents, dans des larmes à peine contenues. « Je ne peux accepter le traitement indigne réservé à Olivier Nora [PDG de Grasset, limogé le 14 avril], avec qui j'ai préparé Atelier 4, dit-elle au "Monde des livres". Au-delà du choc humain que représente son départ, comment accepter d'inscrire mon nom dans un catalogue aussi grossièrement, aussi brutalement transformé en outil politique ? Ce qui fait la beauté, le sens de l'écriture, c'est la liberté qu'elle autorise. Il faut parfois accepter d'en payer le prix. »

Pour elle, enseignante-chercheuse en lettres à l'université de Lorraine, à Nancy, rattachée à un laboratoire spécialisé dans l'étude du lexique, et qui s'intéresse à l'autobiographie, à la correspondance, comme pour ses personnages, archivistes, conservateurs ou historiens qui travaillent sur les traces et les faits, tout est question d'authenticité. De vérité sans fard à débusquer.

Ses romans sont des cathédrales, dispositifs narratifs scintillants qui confrontent les strates de la mémoire : dans *L'Odeur de la forêt* (Arléa, 2016), Alban dupe la censure en dissimulant, dans l'alcôve de ses lettres contant sa vie au front, des mots sous les mots. En secret, il fabrique un « dirty book » – des photos qui

« Dans "Atelier 4", on est dans la post-vérité, une prétendue deuxième vérité à côté de la première ! C'est une souffrance terrible pour les salariés, comme s'ils ne vivaient pas ce qu'on leur inflige »

renseignent l'horreur des tranchées. A ce point de vue stratifié répondent ceux de ses destinataires, Diane et son journal crypté, Anatole et ses poèmes, qui transforme les passages qu'il censure en légendes des photos d'Alban. Pour décrypter la réalité, son opacité, se met en branle une machine qui multiplie les

points de vue, examine « l'envers et l'endroit », « fait passer l'histoire aux aveux ». Une mémoire « à double face, celle, apollinienne, des photos, et l'autre, tourmentée, des lettres »... « Plus les bourreaux mettent de soin à effacer les traces, nous dit Hélène Gestern, plus celles-ci sont vivantes, terriblement. » L'écriture de cette documentaliste des âmes est une autre forme de lecture, cubiste, qui mêle transcription, décryptage et élucidation.

C'est en passant par la poésie – elle en écrivait, adolescente – et par l'écriture d'une thèse qu'elle en est arrivée au roman, dont le premier, *Eux sur la photo*, paraît quand elle a 40 ans (Arléa, 2011). Dans cette enquête épistolaire, Hélène et Stéphane, en reconstituant l'histoire d'amour avortée de leurs parents, ouvrent des boîtes fermées depuis trente-cinq ans, « ressuscite[nt] des ruines de papier ». Ce sont les photos invisibles qui écrivent le roman – leur description est placée avant leur mention dans les lettres.

Dans les ouvrages d'Hélène Gestern, les personnages œuvrent, en « amis intimes des morts », à l'éclosion d'une « narration fantôme » qui comble les lacunes, fait émerger des limbes les oubliés de l'histoire pour « remettre les traces sur la table » – un militant d'extrême gauche dans *La Part du feu* (Arléa, 2013), une sonate inconnue de Domenico Scarlatti dans 555 (Arléa, 2022). De roman en roman se tisse une vaste « carte interzone », comme celle concoctée par Hélène Hivert au Musée de la carte postale, croisée dans *L'Odeur de la forêt* par Elisabeth Bathori. Cette dernière revient dans *Cézembre* (Grasset, 2024) donner un coup de main à Yann : dans la maison de ses ancêtres, à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), celui-ci apprend à lire autrement sa généalogie en compulsant les livres de raison, journal intime du quotidien d'armateur de son arrière-grand-père. « J'aimerais créer une œuvre qui serait une grande maison, avec des liens entre les personnages qui continuent à se développer à travers le temps », confie Hélène Gestern.

Les cuves de l'usine papetière d'Atelier 4 font du blanchiment du papier une traduction littérale de celui de la vérité, autre nom du greenwashing. En enquêtant sur la mort de Natacha, sa sœur, sur son lieu de travail, Irène lutte contre la pollution du langage et l'empoisonnement des faits. « C'est une perversion des mots », dit Hélène Gestern. Comme dans *l'éducation nationale*, où on



Hélène Gestern, à Nancy, en 2024. CHLOÉ CAYROU-SCHNEIDER

## Parcours

1971 Hélène Gestern naît à Epinal.

Elle est enseignante à l'université de Lorraine, à Nancy, dans un laboratoire de linguistique.

2011 *Eux sur la photo* (Arléa).

2016 *L'Odeur de la forêt* (Arléa).

2018 *L'Eau qui dort* (Arléa).

2020 *Armen. L'exil et l'écriture*, biographie de l'écrivain arménien Armen Lubin (Arléa).

2022 *Femmes dans la guerre. Témoignages 1939-1945* (Mauconduit).

2024 *Cézembre* (Grasset).

2025 *Toi* (Seuil).

ne parle plus de « vacances », mais de « pauses », comme si notre travail ne devait jamais s'arrêter... »

Chimiste responsable du label « vert », Natacha Dobrynine s'était insurgée contre l'utilisation de composants

toxiques dans la fabrication de la pâte à papier. Les traces, ici, sont désincarnées : calomnie, inversion de la culpabilité, Irène met au jour les instruments d'un harcèlement moral qui passe par le langage managérial – courriels en anglais, tableaux de reporting, captures d'écran. « L'enquête de la sœur survivante reprend là où celle de la sœur morte s'est arrêtée. Si on ne peut rien contre la perte, on peut ne pas se laisser asphyxier par cette parole trafiquée où les mots ne servent plus à désigner les choses, par cette rhétorique d'une entreprise faussement bienveillante qui exige une adhésion forcée pour neutraliser toute résistance. »

Détricotage de secrets de famille ou de mensonges d'Etat, les romans d'Hélène Gestern, en faisant mentir le mensonge, sont des réhabilitations. Irène redonne un prénom à sa sœur – terrifiée par des menaces de mort, elle se faisait appeler Nina. Outre la nudité des faits qui se perd dans les ramifications du temps, il y a l'oubli malintentionné. « Ce sont des strates très complexes, souvent celui qui met la pression est lui-même sous pression, on ne sait pas où commence cette chaîne alimentaire vertigineuse. »

Ainsi les courriels professionnels et les rapports de Natacha sur la transgression des normes environnementales ont-ils été supprimés par sa hiérarchie. « Au bureau de la censure où travaille Anatole dans *L'Odeur de la forêt*, on se contente de caviarder les lettres des poilus, pour taire la boucherie de la guerre, ne pas donner corps à la parole de ces soldats qui, vers 1917, comprennent qu'ils servent les intérêts économiques des marchands de canons plus que leur nation. Dans *Atelier 4*, on est un cran au-dessus, dans la post-vérité, une prétendue deuxième vérité à côté de la première ! C'est une souffrance terrible pour les salariés, comme s'ils ne vivaient pas ce qu'on leur inflige. Ces dissonances cognitives peuvent mener au bord de la folie », explique la romancière.

Il s'agit, pour Irène, de déconstruire cette « convergence de phraséologies », les fables inventées – espionnage industriel, suicide. L'entreprise n'a pu licencier cette lanceuse d'alerte au travail irréprochable, et fait donc planer le soupçon sur elle. Une forteresse de langage qu'Irène démonte en menant l'enquête parallèlement au juge et à la police. En recueillant la parole des collègues de sa sœur, d'un avocat et d'un journaliste d'investigation qu'elle avait contactés, Irène met bout à

## EXTRAIT

« J'ai voulu vérifier les images, mais M<sup>me</sup> Nocton a débarqué et a emporté l'unité centrale. Elle, elle est arrivée tout de suite, quand les pompiers étaient encore là. (...) Ensuite, j'ai été prié de quitter les lieux et de rentrer chez moi, parce que j'étais choqué... C'était vrai, j'étais choqué, mais j'ai quand même proposé de rester pour attendre l'inspection du travail. C'est très grave, une mort sur le site. On m'a dit que ça ne servirait à rien, qu'ils allaient mettre du temps à arriver, à cause de la circulation bloquée dans Paris. Je suis parti juste après avoir accompagné les policiers. Neuf heures, je dirais. Oui, j'ai raconté tout ça à la femme policier. Aux inspecteurs du travail aussi. Exactement la même chose qu'à vous. Sauf pour les fichiers, là, je leur ai conseillé de voir avec M<sup>me</sup> Nocton directement. Elle m'avait bien fait comprendre que si j'en parlais, la police risquait de me faire des ennuis. »

ATELIER 4, PAGES 140-141

## La vérité qui affleure

MÉDECIN LE JOUR, ENQUÊTRICE LA NUIT, Irène reconstitue les derniers mois de sa sœur, chimiste en chef dans une usine de papier, avant sa mort, accidentelle, criminelle ? Au fil des interrogatoires – elle se porte partie civile au procès –, les réponses mènent la danse, décorrélées de leurs questions implicites. Le récit, pluie de questions aux réponses impossibles, intenables, extorquées, dissimulées, est secondé par son envers : ce tissage de déclarations contradictoires, conversations amputées, décalées.

Face aux soupçons d'Irène, qui pointe les incohérences, les té-

moignages bruts se font écho, se vengent en venant exhausser des questions qui ne sont pas posées. Façon aussi, pour Irène comme pour Hélène Gestern, de mettre à nu les arcanes du plaidoyer justificatif de l'entreprise, ses traficotages qui inhumant les faits.

*Atelier 4* nous fait entendre les phrases vivantes, la vérité qui affleure pièce à pièce dans sa matérialité désordonnée : hypothèses en lambeaux, fragments de vies qui recouvrent les phrases truquées. On peut faire mentir les traces, mais leur mise en regard parle d'elle-même.

Certains chapitres sont des empilements de réponses, déploie-

ment bouleversant d'une deuxième personne, d'un « tu » tournant : le « tu » formulé par Irène pour s'adresser à sa sœur morte rejoint celui employé par ses patients pour lui raconter leurs métiers déshumanisants, réunissant les deux sœurs par-delà la mort, versant magnifiquement la parole de l'une dans celle de l'autre. ■ JU. E.

ATELIER 4, d'Hélène Gestern, Grasset, 288 p., 21,50 €, numérique 15 €.

Signalons, de la même autrice, la nouvelle édition en poche de *L'Eau qui dort*, Arléa, « Poche », 432 p., 15 €.

bout une autre forme de traces, un chapelet de plaidoyers et de réquisitoires.

L'archive, ici, se fait procès-verbal pour renverser la mécanique de déresponsabilisation, le témoignage des protagonistes apparaissant sans la question posée par la personne qui mène l'interrogatoire. « J'ai pris le parti de ne restituer que les réponses pour laisser le lecteur imaginer ce que pourrait être la question, nous dit l'écrivaine. Irène n'est plus qu'une question ambulante. »

« Le roman, pour moi, n'est pas un divertissement sociologique, il ouvre un espace pour faire entendre la voix de professions dont on ne parle jamais, leur pénibilité », ajoute-t-elle. Une radiographie de voix (vigile, syndicaliste, etc.) qui irradie, pour une archive vivante. ■